

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°226

JANVIER 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- **LE STATUT DU KURDISTAN D'IRAK AU CŒUR D'UNE SÉRIE DE RÉUNIONS ENTRE BREMER ET DES MEMBRES DU CONSEIL INTÉRIEUAIRE DU GOUVERNEMENT**
- **KIRKOUK : REGAIN DE TENSIONS ENTRE KURDES ET TURCOMANS**
- **WASHINGTON : GEORGE W. BUSH REÇOIT RECEP TAYIP ERDOGAN ET SE DÉCLARE POUR UN IRAK " PACIFIQUE, DÉMOCRATIQUE ET TERRITORIALEMENT INTACT "**
- **ANKARA : À L'OCCASION DE LA VISITE DE BACHAR AL ASSAD, LA SYRIE ET LA TURQUIE RÉAFFIRMENT LEUR OPPOSITION À UN ETAT KURDE EN IRAK**
- **DAMAS : PROCÈS DE SEPT KURDES SANS NATIONALITÉ**
- **SULEIMANIEH : LES FEMMES KURDES MANIFESTENT POUR PROTESTER CONTRE LA DÉCISION D'ABROGER LE CODE DE LA FAMILLE DE 1959**
- **ELECTIONS LÉGISLATIVES EN IRAN : CRISE POLITIQUE APRÈS L'ANNONCE DU REJET DE PLUS DE 3600 CANDIDANTS RÉFORMATEURS DONT 84 DÉPUTÉS SORTANTS**
- **NEW-YORK : KOFI ANNAN INVITE PAUL BREMER ET DES LEADERS IRAKIENS À L'ONU POUR UNE RÉUNION TRIPARTIDE ONU-COALITION-IRAK**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR TRAITEMENTS INHUMAINS**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE : PRODI ET ZANA LE MÊME JOUR !**

---

**LE STATUT DU KURDISTAN D'IRAK AU CŒUR D'UNE SÉRIE DE RÉUNIONS ENTRE PAUL BREMER ET DES MEMBRES DU CONSEIL INTÉRIEUAIRE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN**

**L**E futur statut du Kurdistan d'Irak a été au centre d'une série de rencontres le 7 janvier entre l'administrateur américain Paul Bremer et les deux principaux leaders kurdes, Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et Massoud Barzani président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). "La discussion a porté sur le processus politique en cours et le

*futur statut du Kurdistan*", titre le lendemain le quotidien *Al-Taakhi* (Fraternité), organe en arabe du PDK, précisant que la rencontre avait eu lieu près d'Erbil. Les projets du PDK et de l'UPK ont été également évoqués, ajoute le journal publié à Baghdad, en allusion aux discussions sur la mise en place d'un seul "Parlement" et d'un seul "gouvernement" kurdes.

Lors d'une réunion de

coordination à Dukan le 6 janvier en présence des membres des bureaux politiques des deux formations kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani avaient réaffirmé leur exigence d'un système fédéral. "Grâce à Dieu, nos deux partis partagent la même position sur le fédéralisme et n'ont aucun différend à ce sujet", avait déclaré le chef du PDK après la rencontre de plusieurs heures. "Nos deux partis tiennent au choix de fédéralisme conformément à une décision du Parlement kurde en 1992, un fédéralisme sur une base ethnique et géographique", avait ajouté Jalal Talabani en soulignant leur volonté

d'élargir les consultations à d'autres partis kurdes et arabes pour les "convaincre de la justesse de leurs vues sur le fédéralisme". Jalal Talabani et Massoud Barzani avaient également suivi une série de réunions avec Paul Bremer et le représentant britannique Jeremy Greenstock le 3 janvier près d'Erbil.

Les dirigeants kurdes qui se font de plus en plus pressants dans leur demande d'un Irak fédéral ont présenté un projet dans ce sens au Conseil de gouvernement transitoire où ils sont représentés, en insistant sur une large autonomie pour le Kurdistan.

Le président en exercice du Conseil de gouvernement, l'Arabe sunnite Adnane Pachachi, a réaffirmé le 3 janvier le soutien de cette instance au fédéralisme mais a demandé patience aux Kurdes pour la ville de Kirkouk.

Des informations de presse et des commentaires de responsables américains ont fait redouter à des voisins de l'Irak possédant de larges populations kurdes, de voir Washington avaliser une politique de large autonomie pour le Kurdistan irakien. Selon le *New York Times* daté du 5 janvier, les Etats-Unis et la direction provisoire irakienne actuelle sont parvenus à un accord sur le principe d'une région semi-autonome pour les Kurdes au nord de l'Irak, au moins à court terme, après la fin de l'administration américaine. Damas et Ankara ont adressé le 6 janvier une mise en garde conjointe contre toute atteinte à l'unité territoriale irakienne, au premier jour d'une visite du président syrien Bachar al-Assad en Turquie. Un porte-parole du département d'Etat, Adam Ereli, interrogé sur cet article, s'est borné à assurer que cette question ne relevait pas des Etats-Unis. "La structure d'un futur Etat irakien, y compris d'éléments

de fédéralisme, est un sujet constitutionnel qui revient aux Irakiens", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis soutiennent "fortement l'intégrité territoriale de l'Irak", a déclaré, le 5 janvier, quant-à-lui, le porte-parole de la Maison Blanche. "Nous sommes fortement engagés à maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak", a déclaré Scott McClellan à bord d'Air Force One qui menait le président américain George W. Bush à Saint-Louis (Missouri). Il a toutefois précisé que ce sont "les Irakiens qui prendront les décisions" dans le cadre de l'accord du 15 novembre sur le transfert des pouvoirs aux Irakiens et que des "questions liées au fédéralisme" ne manqueront pas d'être soulevées.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a, le 6 janvier, cherché à répondre aux inquiétudes turques et syriennes, en affirmant que les Etats-Unis restaient engagés en faveur d'un Irak uni, intégrant sa partie kurde. "La position américaine depuis le début de cette crise a toujours été de dire que l'Irak devait rester un seul pays intégré", a déclaré le chef de la diplomatie américaine après une rencontre avec son homologue tunisien, Habib ben Yahia. "Les Kurdes souhaitent préserver leur identité historique et la lier, d'une certaine manière, à la géographie. Mais je pense qu'il est tout à fait clair que cette partie de l'Irak doit continuer de faire partie de l'Irak", a-t-il ajouté. M. Powell a toutefois indiqué que les modalités précises du statut des régions kurdes au sein de l'Irak et de la future organisation administrative du pays étaient "quelque chose que les Irakiens doivent définir" eux-mêmes.

Les deux principaux leaders kurdes d'Irak, Jalal Talabani et Massoud Barzani ont alors invité les 8 et 9 janvier des représentants des partis

arabes à discuter à Salaheddine de la question sensible du fédéralisme. Quatre membres arabes du Conseil de gouvernement transitoire irakien, les chiïtes Ahmad Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI) et Mouaffak al-Roubai (indépendant), et les sunnites Mohsen Abdel Hamid, du Parti islamique et Nasser Chaderji (indépendant) ont participé à ces entretiens. Les discussions, informelles, n'ont pas donné lieu à des conclusions officielles, mais "le fédéralisme a été le principal objet des rencontres, et il y a un accord total sur cette question", a déclaré le 8 janvier au soir M. Barzani à la presse, tandis que M. Talabani assurait que "les participants sont tombés d'accord sur un Irak démocratique et fédéral".

Au-delà des déclarations de principe, des concessions concrètes ont été faites de part et d'autre, a indiqué un haut responsable du PDK qui a participé aux réunions. "Ces rencontres ont été fructueuses car elles nous ont permis de nous accorder sur les grands principes, et notamment sur le respect des droits de la population kurde. Les partis arabes reconnaissent aux Kurdes le droit de décider eux-mêmes de leur avenir, tandis que les Kurdes ont accepté de reporter les questions brûlantes, telles que la définition des frontières du Kurdistan et la question de Kirkouk" a ajouté ce même responsable.

Un membre kurde indépendant du Conseil, Dara Noureddine, a affirmé à Bagdad que cette instance avait accepté d'inscrire l'autonomie dont bénéficient actuellement les trois provinces kurdes dans la loi fondamentale. "Dans la loi fondamentale, le Kurdistan aura le même statut juridique que maintenant", a déclaré M. Noureddine, en référence à l'autonomie dont jouissent les provinces kurdes depuis 1991, date à laquelle elles ont échappé au

contrôle du régime de Bagdad. *"Lorsque la Constitution sera rédigée et que des élections auront lieu, nous n'accepterons pas moins que ce qui est dans la loi fondamentale"*, a-t-il prévenu.

Lors des discussions de Salaheddine, les participants ont également discuté des pouvoirs qui seraient attribués à l'Etat central, notamment la défense et la diplomatie, selon un haut responsable du PDK. *"Il y a eu de longues discussions sur la répartition des ressources pétrolières"*, a-t-il également indiqué. *"Tout le monde est d'accord sur le principe du fédéralisme. Mais sur les détails, il y a beaucoup de discussions, et chacun sait que le diable est dans les détails"*, a, de son côté, souligné Arif Rushdi Arif, un haut responsable de l'UPK.

D'autre part, lors d'une réunion des instances dirigeantes du Parti démocratique du Kurdistan et de l'Union patriotique du Kurdistan dans la nuit du 12 au 13 janvier, les deux principaux partis kurdes sont tombés d'accord sur un mécanisme pour unifier leurs administrations à l'approche du transfert des pouvoirs aux Irakiens.

Par ailleurs, l'administrateur américain en Irak Paul Bremer a repoussé à 2005 le statut final de la ville pétrolière de Kirkouk revendiquée par les Kurdes. Le statut de Kirkouk *"doit être décidé par des Irakiens élus"*, a déclaré M. Bremer, selon une traduction en arabe de déclarations à des journalistes irakiens, diffusée le 9 janvier au soir par la télévision irakienne.

L'accord de transfert des pouvoirs, signé le 15 novembre par le Conseil de gouvernement transitoire et l'Autorité provisoire de la Coalition prévoit des

élections d'une assemblée constituante au plus tard le 15 mars. *"Je pense que le système fédéral, voulu par les Kurdes, ira avec l'unité du pays et il y a des exemples dans ce sens dans d'autres parties du monde comme en Inde, en Allemagne et en Suisse"*, a

ajouté M. Bremer. *"Je suis sûr qu'on arrivera à une formule qui allie système fédéral et unité de l'Irak"*, a-t-il ajouté, en estimant toutefois que *"on ne peut pas bâtir un système fédéral sur une base ethnique"*.

## **KIRKOUK : REGAIN DE TENSIONS ENTRE KURDES ET TURCOMANS**

**K**IRKOUK est en proie à des troubles entre Kurdes d'un côté, Arabes et Turcomans de l'autre, qui ont fait sept morts depuis le 31 décembre où Turcomans et Arabes s'étaient rassemblés pour protester contre les revendications des Kurdes qui veulent rattacher cette province historiquement kurde au Kurdistan irakien. Certains Arabes étaient venus de la région d'Al-Hawija, à l'ouest, d'autres de Bagdad et même des villes de Nassiriyah et Bassorah, dans le sud, répondant à l'appel des tribus. La manifestation s'était déroulée dans le calme jusqu'à ce qu'un groupe de jeunes s'en détache et se dirige vers le siège de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des principaux partis kurdes. Des coups de feu sont alors partis tuant quatre personnes, Arabes et Turcomans, et blessant une trentaine. Le 1<sup>er</sup> janvier au soir, deux Kurdes ont été retrouvés poignardés à mort et un Arabe a été tué lors de heurts avec la police. Des personnalités kurdes, arabes et turcomanes, s'étaient réunies le 1<sup>er</sup> janvier au soir, en présence des représentants de la Coalition pour tenter de calmer la situation dans la ville et les responsables kurdes avaient informé les participants de la présence dans la ville d'Arabes fidèles à Saddam Hussein, venus d'autres régions d'Irak, et de

Turcomans extrémistes, qui cherchent à semer la discorde entre les différentes communautés. Le 3 janvier, quatre Arabes sunnites, un Turcoman et un Kurde ont été blessés dans trois incidents armés séparés. Dans la matinée, deux Arabes sunnites ont été blessés après avoir tenté d'attaquer à l'arme légère une patrouille de la police dans un quartier sud de la ville, a annoncé la police. Dans un autre incident, un garde posté devant le Parti national turcoman a été blessé par des tirs et une grenade a été jetée en direction de la maison d'un membre arabe du Conseil du gouvernorat, Sabah Zidane, sans l'atteindre. Enfin, le 3 janvier au soir, un Kurde a été blessé lorsque sa voiture a été prise pour cible, selon la police, par des tirs de deux anciens membres de la milice des Fedayine de Saddam.

Les rivalités ethniques sont apparues au grand jour depuis la chute du régime de Saddam Hussein et la revendication par les Kurdes de la ville, dont ils réclament le rattachement au Kurdistan. *"Je suis pour un Kurdistan qui comprend Kirkouk, mais cela doit se faire après la normalisation de la situation politique et un recensement"*, a déclaré Jalal Jawhar, chef de l'UPK dans la ville. Selon lui, le recensement doit avoir lieu après le retour de quelque 250.000 Kurdes, chassés par le régime de Saddam

Hussein de Kirkouk. Il a ajouté que certains de ces Kurdes vivaient en Iran, en Europe et même aux États-Unis. Pour achever l'arabisation de cette province pétrolière kurde, Saddam Hussein avait détaché certains de ses districts pour les rattacher aux provinces voisines de Diyala, Ninive et Salaheddine et donné les terres et les maisons des Kurdes spoliés à des Arabes qu'il a fait transférer d'autres régions de l'Irak.

L'armée américaine a pris le contrôle de la ville après y avoir imposé le 2 janvier un couvre-feu nocturne. Dans un communiqué, le colonel William Mayville, de la 173ème brigade aéroportée a lancé un appel au calme, assurant que la coalition travaillait à "assurer des droits égaux à tous les habitants sans distinction de race, de religion ou d'ethnie". Le colonel William Mayville assure que les dernières violences ne marquent pas le début d'une guerre civile. "Il y a beaucoup d'AK-47 ici, et dans n'importe quel pays, dont l'Irak, quand la tension monte il y a des accrochages comme ceux qui ont eu lieu" à Kirkouk, a-t-il déclaré. Des perquisitions visant le 3 janvier le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union démocratique du Kurdistan (UPK) à Kirkouk, ont eu lieu. Les bureaux de l'UPK avaient déjà été la cible d'une perquisition le 31 décembre.

Les Turcomans, le troisième groupe ethnique de cette ville de près d'un million d'habitants comptant également des chrétiens, sont soutenus par la Turquie. Le chef de la police de Kirkouk, Tourhane Youssef, lui-même un Turcoman, demande une réforme de son service, formé de 40 % de Kurdes sur plus de 2.000 policiers, et un plus grand rôle américain dans la sécurité. Mais l'armée américaine affirme que son rôle est de "faciliter" les discussions entre les différentes communautés.

Adnane Pachachi, le président en exercice du Conseil intérimaire de gouvernement irakien, a souligné, dans une déclaration télévisée le 3 janvier au soir, que la forme du fédéralisme serait définie par la prochaine Constitution. "Nous avons accepté le fédéralisme dans son principe, mais il y a différentes formes de fédéralisme dans le monde et je ne peux pas dire pour le moment quelle en sera la forme en Irak, étant donné que le Conseil de gouvernement transitoire n'est pas élu", a-t-il ajouté. "Depuis les débuts de l'Etat irakien, il y a 80 ans, tout le monde a reconnu que les Kurdes constituaient une ethnie à part, ce qui a entraîné un statut spécial pour les régions kurdes", a encore insisté le responsable politique. Le président du Conseil de gouvernement irakien a estimé, sur un ton conciliant, que Kirkouk doit rester "un modèle de coexistence et d'unité nationale dans le futur Irak".

Par ailleurs, Barham Saleh, le chef du Gouvernement régional du Kurdistan (Suleimanieh), a, le 14 janvier, déclaré que l'avenir de la riche ville pétrolière de Kirkouk doit être décidé par ses habitants, par référendum ou par des élections. "Le peuple de Kirkouk doit décider s'il veut figurer dans le Kurdistan ou pas ou s'il souhaite que cette question soit réglée par d'autres moyens", a déclaré Barham Saleh, à la chaîne d'information turque NTV. "Devons-nous nous battre pendant encore 40 ans pour ce bout de terre ou devons nous trouver une formule qui nous satisfasse tous", a demandé M. Saleh, qui, le 16 janvier, s'est rendu à Ankara pour des entretiens avec des dirigeants turcs. Le responsable kurde a indiqué qu'il se féliciterait d'une décision populaire en faveur d'un ralliement au Kurdistan, mais que "ce n'est pas à (lui) de dire (...) que Kirkouk fait partie du Kurdistan".

#### WASHINGTON : GEORGE W. BUSH REÇOIT RECEP TAYIP ERDOGAN ET SE DÉCLARE POUR UN IRAK «PACIFIQUE, DÉMOCRATIQUE ET TERRITORIALEMENT INTACT»

**L**E président George W. Bush a, le 28 janvier, donné des assurances au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sur la volonté des États-Unis de maintenir l'unité territoriale de l'Irak. "Je lui ai assuré que les ambitions des États-Unis étaient celles d'un Irak pacifique, démocratique et territorialement intact", a déclaré M. Bush à l'issue de leur rencontre à la Maison-Blanche. Le président américain a qualifié son interlocuteur "d'homme direct" avec lequel il partage la compréhension de ce qu'est la menace terroriste et ce dernier s'est félicité de la décision américaine de maintenir sur la liste des organisations terroristes celles qui sont issues du Parti des

Travailleurs du Kurdistan (PKK), telles le KONGRA-GEL.

Dans une note publiée par le Journal Officiel (Federal Register) le 13 janvier, le département d'Etat avait estimé que le Congrès du peuple du Kurdistan (KONGRA-GEL) était un nouvel avatar du PKK et, qu'en conséquence, il devait être placé sur cette liste. Lors d'une conférence de presse à l'issue de la rencontre, M. Erdogan a indiqué à la presse turque que les autorités américaines avaient réaffirmé leur engagement de sévir contre le PKK, retranché dans le Kurdistan irakien. "Ils nous ont dit qu'ils ne leur donneraient aucun répit", a-t-il notamment indiqué.

Selon la presse turque le président

américain aurait cherché à rassurer la Turquie, affirmant que Washington ne serait cependant pas favorable à l'expansion de l'autonomie des Kurdes irakiens, en soulignant que toute décision concernant le Kurdistan irakien devra être prise par les Irakiens eux-mêmes, lorsqu'ils auront regagné leur pleine souveraineté.

Les deux leaders ont également abordé la question de Chypre,

divisée depuis 30 ans entre la partie grecque et la partie turque. Ankara a demandé de nouvelles négociations sur la base du plan proposé par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. La république de Chypre (partie grecque) doit entrer dans l'Union européenne au 1<sup>er</sup> mai. Si Chypre n'est pas réunifiée d'ici là, les chances de la candidature de la Turquie à l'UE risquent en effet d'en être encore compromises.

dans le Kurdistan irakien et d'avancer, à terme, vers un " *possible Etat indépendant* ", M. Assad a répondu: " *Bien évidemment* ". " *Nous ne sommes pas seulement opposés à un Etat kurde mais à toute action dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Irak* ", a-t-il déclaré, estimant qu'une dislocation de l'Irak affecterait tous les voisins et provoquerait l'instabilité dans toute la région. " *L'avenir de l'Irak a un lien avec l'avenir de nous tous. Pour cette raison, un éclatement de l'Irak devrait être une ligne rouge pas seulement pour la Syrie et la Turquie mais tous les Etats de cette zone* ", a-t-il ajouté.

### **ANKARA : À L'OCCASION DE LA VISITE DE BACHAR AL ASSAD, LA SYRIE ET LA TURQUIE RÉAFFIRMENT LEUR OPPOSITION À UN ETAT KURDE EN IRAK**

**L**E président syrien Bachar el Assad est arrivé le 6 janvier à Ankara avec son épouse et ses deux enfants pour une visite d'Etat, la première par un président syrien. Il s'est entretenu le 6 janvier avec son homologue turc Ahmet Necdet Sezer et dans la soirée avec Recep Tayyip Erdogan, puis le lendemain avec le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul et avec le chef d'état-major des armées, le général Hilmi Ozkok, avant de rencontrer les ambassadeurs arabes en poste à Ankara.

Syriens et Turcs se sont félicités de cette visite " *historique* " estimant qu'elle contribuait à normaliser les relations entre les deux voisins et à promouvoir le dialogue inter-régional.

Le président syrien a déclaré que sa visite officielle en Turquie avait dépassé ses espérances. La venue de Bachar el Assad a marqué un " *défilé* " spectaculaire entre deux pays voisins qu'opposaient depuis des années des contentieux sur des territoires, le partage des eaux de l'Euphrate ou le soutien de Damas au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie.

Durant sa visite, la Syrie et la Turquie se sont élevées d'une seule voix contre le feu vert apparent des Etats-Unis à une autonomie des Kurdes irakiens. Les deux pays redoutent qu'un tel développement n'incite leurs populations kurdes à revendiquer à leur tour des statuts analogues. Ils ont adressé le 6 janvier une mise en garde conjointe contre toute atteinte à l'unité territoriale de leur voisin irakien. " *Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut absolument protéger l'intégrité territoriale de l'Irak et maintenir son unité* ", a notamment affirmé M. Assad à l'issue d'entretiens avec Ahmet Necdet Sezer. " *Nous condamnons toutes les visées qui pourraient mettre en danger l'intégrité territoriale de l'Irak* ", a-t-il ajouté. M. Sezer a également appelé à un retour à la stabilité le plus rapidement possible en Irak. Le président syrien Bachar al-Assad s'était déclaré opposé à la création d'un Etat kurde en Irak, affirmant qu'un tel cas de figure violerait " *les lignes rouges* " de son pays, dans un entretien à la chaîne *CNN-Turk* diffusé le 5 janvier, à la veille de sa visite. Interrogé pour savoir si la Syrie, à l'instar de la Turquie, est préoccupée par les aspirations de Kurdes d'élargir leur autonomie

Par ailleurs, Bachar el Assad s'est à nouveau prononcé durant sa visite de 72 heures pour un Proche-Orient sans armes de destruction massive.

En 1998, Turcs et Syriens s'étaient trouvés à deux doigts d'un conflit armé avant que Damas n'expulse Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ankara avait arraché ce geste à la Syrie après l'avoir menacée d'une guerre. Un réchauffement progressif s'est observé depuis lors entre Damas et Ankara. En novembre dernier, la Syrie avait remis à la Turquie 22 personnes soupçonnées d'implication dans une vague d'attentats suicide perpétrés à Istanbul.

A l'occasion de la visite de Bachar el Assad, les deux pays ont signé une série d'accords en matière de taxation, d'investissements et de tourisme.

Les media turcs et syriens se sont félicités de l'amélioration des liens bilatéraux et de la visite " *historique* " de M. Assad. " *La Syrie est désormais un pays allié* " de la Turquie, titrait le 7 janvier le quotidien turc *Radikal*, soulignant que les deux pays ont scellé trois

importants accords de coopération qui devraient constituer le fondement de leurs futures relations économiques. Selon ce journal, les deux pays voisins ont tourné la page sur leur méfiance mutuelle et avancent vers un "partenariat" sur des sujets d'intérêt commun, dont la préservation de l'unité territoriale de l'Irak et la paix au Proche-Orient.

De son côté, la presse officielle syrienne met l'accent sur la "solidité" des relations syro-turques et "l'accueil chaleureux" réservé à M. Assad. Cette visite constitue "un tournant stratégique dans le processus des relations bilatérales", traditionnellement tendues entre les deux voisins, selon le journal du parti au pouvoir en Syrie, *Al-Baas*. "Elle renforcera la coordination syro-turque sur les questions sécuritaires, le processus de paix et le conflit israélo-arabe", selon ce quotidien.

Le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher, a estimé que les Etats-Unis et la Turquie avaient une approche commune face aux problèmes de la région et a démenti que cette visite puisse inquiéter Washington.

Les diplomates arabes, qui se sont entretenus à Ankara avec M. Assad, ont estimé pour leur part que la Turquie et la Syrie avaient mis l'accent lors de cette visite sur le renforcement de leur coopération, notamment économique, en évitant d'aborder leurs différends, concernant notamment la revendication syrienne sur la région d'Hatay (l'ancienne Alexandrette annexée en 1939 par la Turquie).

Le gouvernement islamiste de T. Erdogan, à l'instar de son

prédécesseur, N. Erbakan, cherche activement à améliorer les relations de la Turquie avec le monde arabomusulman. La perspective d'un Kurdistan autonome en Irak sert de ciment à l'entente d'Ankara avec l'Irak et la Syrie qui abritent

d'importantes populations kurdes privées des droits culturels et linguistiques. Malgré leurs différends nombreux et leurs orientations idéologiques fort différentes, ces pays ont toujours su s'entendre sur le dos des Kurdes.

### DAMAS : PROCÈS DE SEPT KURDES SANS NATIONALITÉ

**S**EPT Kurdes ont été accusés d'appartenance à une "organisation secrète" et de tenter de "rattacher une partie du territoire syrien à un Etat étranger", à l'ouverture de leur procès le 11 janvier devant la Cour de sûreté de l'Etat à Damas, selon l'Association des droits de l'homme en Syrie (ADHS) qui a précisé que l'audience s'est déroulée en présence de plus de dix avocats.

Selon l'acte d'accusation, cité par l'ADHS, les sept Kurdes sont accusés "d'appartenance à une organisation secrète" et de "tentative d'amputer une partie du territoire syrien pour l'annexer à un Etat étranger". "Les détenus ont rejeté les accusations formulées par le tribunal. Ils ont affirmé avoir été violemment torturés et menacés lors de leur interrogatoire", ajoute le communiqué diffusé par l'ADHS

Ces sept personnes ont été arrêtées le 25 juin à Damas lors d'une manifestation durant laquelle ils réclamaient la nationalité syrienne, à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à l'occasion de la Journée mondiale pour la protection de l'enfance. Selon l'ADHS, près de trois cents

personnes se sont rassemblées à l'extérieur de la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel. L'ADHS dénonce "la poursuite des procès d'exception qui reflètent la profondeur de la crise des droits de l'Homme en Syrie, et l'absence de volonté d'arrêter les violations flagrantes dont les citoyens font l'objet" en Syrie.

À cette occasion, cinq partis kurdes, formant l'Alliance démocratique kurde de Syrie (ADKS), réclament que les autorités syriennes restituent à près de 200.000 Kurdes leurs cartes d'identité, qui leur avaient été retirées en 1962 dans le cadre de la politique dite de "ceinture arabe" consistant à évacuer les populations kurdes habitant des territoires contigus au Kurdistan turc et irakien et à les priver de leur citoyenneté. Des tribus arabes ont été implantées dans ces villages kurdes destinés à l'arabisation forcée. La Syrie compte plus d'un million et demi de Kurdes, principalement dans la montagne kurde, au nord d'Alep et dans la Djézireh à la jonction des frontières turco-irako-syriennes, près de la frontière irakienne.

**SULEIMANIEH :**  
**LES FEMMES KURDES MANIFESTENT POUR PROTESTER**  
**CONTRE LA DÉCISION D'ABROGER**  
**LE CODE DE LA FAMILLE DE 1959**

**D**ES milliers de femmes kurdes ont marché le 21 janvier à Suleimanieh contre une décision de l'exécutif irakien d'abroger le code de la famille de 1959, l'un des plus avancés des pays musulmans.

La manifestation, à l'appel de l'Union des femmes du Kurdistan a réuni 5.000 femmes, selon les organisateurs. *"C'est un coup dur pour les femmes d'Irak et du Kurdistan"*, a déclaré la présidente de l'Union des femmes du Kurdistan Kafia Souleiman, ajoutant que ceux qui l'ont prise *"ont ignoré la longue lutte des femmes de ce pays"*. *"Cette décision est inacceptable pour l'écrasante majorité du peuple irakien. Elle viole non seulement les droits des femmes d'Irak et du Kurdistan mais aussi les conventions internationales"*, a pour sa part souligné Takhchane Zangala, présidente de la Ligue des femmes du Kurdistan, proche du Parti communiste.

Les manifestantes se sont rendues au siège du gouvernement régional. Une délégation a été reçue par des ministres et un représentant de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), auxquels elle a demandé d'annuler la décision.

Le conseil de gouvernement transitoire a adopté le 29 décembre, sous la présidence du chef du Conseil suprême de la révolution en Irak (CSRII, chiite) Abdel Aziz al-Hakim, une décision abrogeant le code de la famille, qui pour entrer en vigueur doit être ratifiée par l'administrateur en chef américain Paul Bremer. Cette décision adoptée presque par

effraction en l'absence de près de la moitié des membres du Conseil de gouvernement, dont les représentants kurdes, pour des vacances de fin d'année, a entraîné

une série de protestations de femmes à Bagdad, dont la dernière a eu lieu le 20 janvier. Le Parlement du Kurdistan a adopté une résolution à l'unanimité affirmant qu'il n'en tiendrait aucun compte et réaffirmant qu'au Kurdistan les femmes jouiraient de l'égalité des droits avec les hommes.

**ELECTIONS LÉGISLATIVES EN IRAN :**  
**CRISE POLITIQUE APRÈS L'ANNONCE DU REJET**  
**DE PLUS DE 3600 CANDIDANTS RÉFORMATEURS**  
**DONT 84 DÉPUTÉS SORTANTS**

**U**NE crise politique majeure a éclaté après l'annonce le 11 janvier du rejet de plus de 3.600 candidats sur un total de 8.157 (près de 45 %), dont 84 députés réformateurs sortants, aux élections du 20 février par les commissions de surveillance, qui dépendent du Conseil des gardiens de la Constitution, aux mains des conservateurs.

Le président iranien Mohammad Khatami s'en est pris le 11 janvier à ce coup de force. *"Je ne trouve pas que ces méthodes-là soient compatibles avec les principes de la démocratie religieuse"*, a déclaré le chef de l'Etat, lui-même réformateur. Il a ajouté qu'il allait s'entretenir à ce sujet avec le Conseil des Gardiens de la Révolution ainsi qu'avec l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution islamique, qui a le dernier mot sur toutes les affaires touchant à l'Etat.

Jahanbakhsh Khanjani, porte-parole du ministère de l'Intérieur, a déclaré que parmi les gouverneurs des 28 provinces iraniennes, 27 avaient adressé à Khatami une lettre menaçant de démissionner d'ici une semaine si le Conseil des Gardiens ne revient pas sur sa

décision. Le 28e gouverneur avait déjà démissionné pour d'autres raisons. Un peu plus tôt, des députés réformateurs avaient brièvement quitté l'enceinte du parlement pour protester contre le rejet de ces candidatures par le Conseil des Gardiens de la révolution. Environ 70 députés ont en outre organisé un sit-in au sein du parlement et menacé de boycotter les élections. *"Cette situation est comme un match de football dont l'arbitre expulse une équipe et invite l'autre équipe à marquer"*, a estimé le vice-président Mohammad Ali Abtahi.

Selon un parlementaire lui-même déclaré inéligible, Reza Yousefian, plus de 80 des 290 députés au Majlis ont été disqualifiés par la commission électorale du Conseil. *"L'exclusion massive de candidats était illégale et fondée sur des préjugés politiques. C'est inacceptable"*, a déclaré la députée Fatemeh Haqiqatjou.

Le scrutin semble devoir mettre à rude épreuve la patience du mouvement réformateur. De nombreux jeunes Iraniens ont d'ores et déjà annoncé leur intention de ne pas aller voter, pour protester contre le manque de réformes sociales et économiques.

La députée Jemileh Kadivar, elle-même autorisée à se représenter, a expliqué que plusieurs autres parlementaires dans son cas pourraient, eux aussi, boycotter le scrutin. *"Si le Conseil des Gardiens ne revient pas sur sa décision, ceux dont les candidatures ont été approuvées ne se présenteront pas"*, a-t-elle annoncé.

Selon le ministère de l'Intérieur, la plupart des candidats ont été rejetés pour *"non respect de l'islam"* et *"non fidélité à la Constitution et au principe de Velayat Faghih"*, primauté du religieux dans les affaires politiques, dont découlent les pouvoirs étendus du guide suprême.

Selon des sources au sein du camp réformateur, de nombreux députés ont vu leur candidature rejetée pour avoir signé des lettres adressées ces derniers mois au Guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et appelant à la mise en œuvre de réformes démocratiques. Selon Yousefian, de nombreux réformateurs de premier plan ont vu leur candidature rejetée, comme le frère du président Mohammad Khatami, le vice-président du parlement, Mohammad Reza Khatami. Seuls deux députés de son parti, le Front de participation islamique iranien (FPII), ont reçu l'autorisation de se présenter, a précisé Yousefian. Un porte-parole du FPII a indiqué que dans l'ensemble 60 % des candidatures avaient été rejetées, seuls sept candidats réformistes ayant été autorisés à se présenter pour briguer les 30 sièges en jeu à Téhéran. D'après Yousefian, les candidatures de Mohsen Mirdamadi, président de la commission des Affaires étrangères et de la Sécurité nationale, et Behzad Nabavi, un responsable du parti des Moudjahidine de la révolution islamique, ont

également été jugées irrecevables. Mirdamadi a estimé que *"Ce genre de disqualification est un coup d'Etat illégal, un changement de régime sans l'appui de l'armée"* et n'a pas exclu que nombre de députés démissionnent. Le président du parlement, Mehdi Karroubi, a appelé au calme mais regretté lui-même la décision du Conseil des Gardiens. Karroubi a déclaré qu'il prévoyait de discuter de cette interdiction avec ce dernier ainsi qu'avec le président Khatami.

Mohammad Reza Khatami a fait savoir que le parlement s'opposerait au rejet des candidatures. *"Si c'est appliqué, il n'y aura dans ce pays plus aucun pilier de la démocratie"*, a-t-il déclaré.

Le mouvement de protestation a été violemment dénoncé par la plupart des journaux conservateurs. Le quotidien ultraconservateur Jomhuri Eslami (République islamique) affirme que *"ceux qui, au cours des quatre dernières années n'ont eu d'oreilles que pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et ont agi contre les intérêts du régime (...) ne devraient pas s'attendre à ce que leur candidature soit approuvée pour pouvoir poursuivre leur trahison"*.

Le journal Siassat-Rouz estime quant à lui que les *"députés dont la candidature a été invalidée ne devraient même pas être autorisés à siéger dans l'actuel parlement"* dont le mandat arrive à son terme en juin prochain.

Face à la gronde, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a, le 14 janvier, ordonné au Conseil des gardiens, un organe conservateur, de réexaminer avec moins de sévérité les dossiers des candidats réformateurs rejetés après une invalidation massive des candidatures pour les législatives de février. La déclaration du numéro un iranien qui a reçu les 12 membres du Conseil des gardiens, dont six dignitaires religieux désignés directement par lui-même est intervenue à la suite d'une menace de démission collective des réformateurs agitée le 13 janvier par le président Mohammad Khatami. *"Nous partirons ensemble (ou) nous resterons ensemble, j'estime que nous devons rester fermes (et refuser tout rejet des candidatures) et si un jour on nous demande de partir, nous partirons tous ensemble"*, avait-il déclaré en recevant les 27 gouverneurs des provinces qui ont menacé de démissionner si les rejets de candidatures étaient maintenus.

#### NEW-YORK : KOFI ANNAN INVITE PAUL BREMER ET DES LEADERS IRAKIENS À L'ONU POUR UNE RÉUNION TRIPARTITE ONU-COALITION-IRAK

**L**E secrétaire général de l'Onu Kofi Annan envisage d'envoyer une mission en Irak pour discuter des élections, à la demande des Etats-Unis, alors que des milliers de chiites, majoritaires dans ce pays, ont manifesté pour réclamer la tenue rapide d'élections. La précédente audition d'une délégation irakienne par le Conseil de sécurité avait eu lieu le 16 décembre dernier. Elle avait

donné l'occasion au ministre des affaires étrangères, Hoshyar Zebari, de reprocher à l'ONU de s'être retiré d'Irak après les attentats contre son quartier général et de demander d'y revenir au plus vite.

Après une rencontre le 19 janvier à New York avec les leaders irakiens du Conseil de gouvernement transitoire et l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, le secrétaire général de l'Onu Kofi

Annan a indiqué qu'il souhaitait disposer d'éléments supplémentaires avant d'envoyer une telle délégation. *"Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il fallait de plus amples discussions au niveau technique. Cela ne devrait pas être très long"*, a déclaré M. Annan. L'Onu, qui n'avait pas approuvé l'intervention américaine en Irak en mars, avait quitté le pays après y avoir été visée par deux attentats en août et septembre. Ces attaques avaient fait 23 morts, dont son plus haut représentant, Sergio Vieira de Mello.

La rencontre de New York avait été demandée à la mi-décembre par M. Annan qui souhaitait que soit *"clarifié"* le rôle de l'Onu dans la perspective de la fin de l'occupation américaine et du transfert de souveraineté prévus le 30 juin. Mais la réunion a pris un caractère d'urgence pour Washington, après l'appel d'une haute autorité religieuse chiite, le Grand ayatollah Ali Sistani, à la tenue d'élections pour la désignation d'une assemblée provisoire, avant la remise du pouvoir à un gouvernement transitoire. Bassorah a été le 15 janvier le théâtre d'une importante manifestation de soutien à l'opposition du grand ayatollah Ali Sistani. Des dizaines de milliers de manifestants ont marché pour soutenir la position de l'ayatollah Sistani, le plus influent dignitaire chiite d'Irak. Les Etats-Unis se sont déclarés sereins face à cette manifestation, affirmant qu'elle témoignait d'une liberté d'expression retrouvée. *"Le fait qu'il y ait des manifestations en Irak est fondamentalement une bonne chose"*, a affirmé le porte-parole Richard Boucher. Le 19 janvier, des milliers de chiites irakiens ont à nouveau manifesté dans le calme à Bagdad pour exiger la désignation d'un gouvernement élu. Quelque 20.000 chiites ont marché sur environ cinq kilomètres

en direction de l'université al-Mustansariyah.

Paul Bremer s'est dit *"ravi"* que le secrétaire général examine la question. L'Onu n'avait pas été associée à l'accord du 15 novembre, conclu entre la Coalition et l'exécutif irakien, et qui à aucun moment ne fait mention d'un rôle quelconque pour l'organisation internationale. Les Américains, jugeant impossible la tenue d'élections dans les délais, ont demandé à M. Annan d'envoyer une mission en Irak. Un haut conseiller des Nations unies pressenti pour devenir l'émissaire de l'ONU chargé de faciliter la transition politique en Irak était à Washington le 22 janvier pour d'importantes discussions avec des responsables américains. Lakhdar Brahimi, l'ancien émissaire onusien en Afghanistan, a été nommé la semaine dernière conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan pour les questions de sécurité et de paix. Sur invitation des autorités américaines, il a rencontré le 21 janvier à la Maison Blanche le secrétaire d'Etat Colin Powell, la conseillère nationale pour la sécurité Condoleezza Rice et le coordinateur des stratégies du Conseil national de sécurité (NSC), Robert Blackwill.

Il reviendrait à la mission, au cas où un scrutin serait impossible, d'*"expliquer pourquoi et de discuter des alternatives"*, a expliqué le 19 janvier le président du Conseil de gouvernement irakien, Adnane Pachachi. La question des élections est *"légitime"* et *"l'Onu avec son expertise peut apporter des perspectives"*, a déclaré M. Bremer.

Plusieurs membres de l'exécutif de Bagdad estiment que les conditions ne sont pas réunies pour tenir dans l'immédiat des élections, en raison notamment de l'insécurité qui prévaut dans certaines provinces.

Les représentants kurdes au Conseil de gouvernement transitoire irakien sont opposés à la tenue d'élections dans l'immédiat, réclamées par les religieux chiites, a déclaré le 21 janvier Mahmoud Ali Osman. *"Le groupe kurde est pour le principe des élections mais contre leur tenue dans les circonstances actuelles en raison de nombreux obstacles et difficultés"*, a indiqué M. Osman, Kurde indépendant et l'un des cinq représentants de la communauté kurde dans ce Conseil de 25 membres. Il a cité parmi ces obstacles *"le fait que l'Irak ne jouisse pas de la souveraineté, la détérioration de la situation sécuritaire dans différentes régions du pays et l'absence d'un recensement crédible de la population"*. Selon lui, le régime déchu de Saddam Hussein, a retiré la nationalité à plus d'un million d'Irakiens et contraint trois millions d'Irakiens à s'exiler, ce qui complique davantage la tenue des élections fiables et sincères.

Sur un autre plan, un convoi de véhicules militaires transportant une quarantaine de soldats de l'avant-garde japonaise est arrivé le 19 janvier au soir à Samawa, à 270 km au sud-ouest de Bagdad, en provenance du Koweït. L'équipe doit préparer le terrain à une mission humanitaire de l'armée nippone qui se déploie pour première fois sur un théâtre de guerre depuis 1945. A Mossoul, 400 km au nord de Bagdad, un policier a été tué le 20 janvier par des tirs d'inconnus alors que le responsable de la sécurité au Conseil du gouvernorat a échappé la veille à une tentative d'assassinat qui a blessé deux de ses gardes.

Quatre Irakiennes travaillant sur une base américaine, deux GI et deux policiers irakiens ont, le 21 janvier été tués dans différentes attaques dans le *"triangle sunnite"*. Deux policiers irakiens ont été tués

et trois autres blessés dans l'attaque d'un check-point sur la route reliant Falloujah et Ramadi. Dans la même région, toujours à Falloujah (65km à l'ouest de Bagdad), des inconnus avaient ouvert le feu la veille sur un minibus transportant un groupe d'Irakiennes travaillant à la blanchisserie de la base américaine d'Habbaniya, tuant quatre d'entre elles et en blessant cinq autres. Leur chauffeur a lui aussi été blessé à la jambe. Le même jour,

deux soldats américains avaient eux été tués et un troisième grièvement blessé dans une attaque à la roquette et au mortier sur leur campement, non loin de Baqouba (55km au nord-est de Bagdad). Enfin, près de Diwaniya (200km au sud de Bagdad), un commandant de la Garde civile espagnole, Gonzalo Perez Garcia, a reçu une balle dans la tête alors qu'il participait avec la police irakienne à un raid dans la maison d'un suspect.

eux, de leur sympathie supposée pour l'organisation PKK. Les requérants, âgés de 37 à 69 ans, vivaient à l'époque des faits dans la ville de Lice, dans la région de Diyarbakir.

Entre le 22 et le 23 octobre 1993, leurs maisons et biens avaient été incendiés, selon eux, dans le cadre d'une opération prévue à l'avance et menée par les forces de sécurité pour punir les habitants de la ville de leur sympathie supposée pour le PKK. Ils avaient tout perdu et été contraints de quitter Lice. Lors de l'audience, le gouvernement turc avait affirmé que les forces de sécurité défendaient alors la ville contre des attaques du PKK.

### **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR TRAITEMENTS INHUMAINS ET DÉGRADANTS ET POUR L'INCENDIE DES MAISONS DE VILLAGEOIS KURDES**

**L**A Cour européenne des droits de l'Homme a, le 8 janvier, condamné la Turquie pour "traitements inhumains et dégradants" infligés par des policiers à trois hommes arrêtés en 1994 et 1995 pour leur appartenance présumée à l'organisation kurde PKK.

La Cour a accordé 12.000 euros de dédommagement à Abdullah Colak et Omer Filizer, âgés respectivement de 34 et 39 ans, et 5.000 euros de dommages et intérêts à Sadik Onder, 34 ans pour violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants).

Dans le premier cas, les requérants, soupçonnés d'appartenir au PKK, avaient été placés en garde à vue en avril 1995. Selon M. Colak, pendant les six jours de sa détention dans les locaux de la section anti-terrorisme de la Direction de la sûreté d'Istanbul, il fut étranglé, battu, frappé à coups de pied, pendu par les bras et menacé par les policiers.

M. Filizer a affirmé pour sa part, qu'on lui avait bandé les yeux et qu'il avait été frappé à la tête, à l'estomac, au ventre et dans les reins et pendu par les bras. On lui avait également comprimé les testicules et fait subir des électrochocs par l'intermédiaire d'électrodes appliquées à ses organes sexuels et à ses orteils. Le 2 mai 1995, les deux hommes avaient été contraints de signer des dépositions concernant leurs activités au sein du PKK.

Dans la seconde affaire, M. Onder avait, selon son témoignage, été déshabillé et pendu par les bras, électrocuté, menacé et insulté. Dans cette dernière affaire, la Cour a précisé que la violation de l'article 3 découlait du fait qu' "aucune enquête officielle effective n'a été effectuée" après la plainte pour mauvais traitements du requérant.

Par ailleurs, la Turquie a été condamnée le même jour par la Cour européenne des droits de l'Homme à verser en tout 185.000 euros à cinq Kurdes dont les maisons et biens avaient été incendiés par les forces de sécurité en octobre 1993 en raison, selon

La Cour a alloué des sommes allant de 20.100 euros à 26.200 euros aux cinq requérants pour les dommages matériels subis et 14.500 euros à chacun d'entre eux pour le dommage moral.

Elle a constaté la violation des articles de la Convention européenne des droits de l'Homme portant sur l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants, le respect de la vie privée, la protection de la propriété et le droit à un recours effectif.

Par ailleurs, le ministère turc de la Justice a publié, le 19 janvier, un projet de loi prévoyant l'octroi de compensations pour les victimes d'affrontements sanglants entre le PKK et l'armée turque dans le pays. Ce projet vise à épargner à la Turquie les nombreuses condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme et s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour améliorer son bilan en matière de respect des droits de l'Homme afin de rejoindre l'Union européenne. Publié sur le site Internet du ministère, le projet de loi stipule que des compensations pourront être payées à ceux qui ont souffert

des dommages et dégâts "pour les actions des organisations terroristes et les mesures prises par l'Etat pour les combattre".

Plus de trois mille villages kurdes ont été évacués et détruits par l'armée turque de 1992 à 1999. Les villageois chassés ont émigré vers

des villes kurdes ou les métropoles industrielles turques où ils vivent dans la misère et la précarité.

Les requérants pourront réclamer des compensations pour des blessures ou pertes de vie humaine, ainsi que pour des dégâts matériels ou perte de bétail, selon le projet.

### AINSI QUE...

• ANKARA SIGNE LE PROTOCOLE N°13 DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME RELATIF À L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT Y COMPRIS EN TEMPS DE GUERRE. La Turquie a signé, le 9 janvier, le protocole n°13 de la Convention européenne des droits de l'Homme concernant l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, y compris en temps de guerre.

Le document a été signé à Strasbourg par l'ambassadeur de Turquie auprès du Conseil de l'Europe, Numan Hazar. Il y a un an, la Turquie avait déjà signé le protocole n°6 de la Convention européenne des droits de l'Homme concernant l'abolition de la peine de mort en temps de paix, après un vote du parlement turc en août 2002 abolissant la peine de mort, sauf en temps de guerre. Le texte avait été ratifié en novembre dernier, avec l'espoir de voir la Turquie se rapprocher des normes de l'Union européenne.

Le protocole numéro 13 portant sur l'abolition de la peine de mort "en toutes circonstances", même pour des "actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre", en vigueur depuis le 1er juillet dernier, n'a en revanche toujours pas été signé par la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

• JAMES BAKER EN TOURNÉE DANS LE GOLFE POUR OBTENIR L'ALLEGEMENT DE LA DETTE IRAKIENNE. L'envoyé spécial américain James Baker a, le 20 janvier, obtenu des Emirats arabes unis et du Qatar l'allègement de la dette irakienne, à l'occasion d'une tournée dans le Golfe qui l'a conduit également en Arabie saoudite.

Les Emirats arabes unis ont informé M. Baker de leur disposition à annuler le gros de la dette que leur doit l'Irak, estimée à 4 milliards de dollars. Le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, a affirmé que les Emirats arabes unis allaient annuler le gros de la dette irakienne, à l'issue d'une réunion entre cheikh Khalifa et M. Baker. Les Emirats sont disposés à entamer des négociations urgentes à ce sujet (...) avec un nouveau gouvernement irakien. Auparavant, un porte-parole du ministère qatariote des Affaires étrangères avait indiqué que "le Qatar va effacer le gros de la dette de l'Irak et il examinera plus tard l'annulation de l'ensemble de cette dette au moment opportun".

Le porte-parole, qui s'exprimait après un entretien de M. Baker avec le prince héritier du royaume, cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, n'a pas précisé l'étendue de la dette irakienne envers le Qatar,

ni le montant qui serait effacé. Après les Emirats, M. Baker s'est rendu en Arabie saoudite. En octobre dernier, le quotidien saoudien Al-Yom, citant un haut responsable saoudien, avait affirmé que Ryad comptait rééchelonner la dette irakienne envers le royaume, estimée au total à 28 milliards de dollars. Lors de la Conférence des donateurs à Madrid, le royaume saoudien avait annoncé son intention de contribuer à hauteur d'un milliard de dollars à la reconstruction de l'Irak.

M. Baker a effectué récemment des tournées en Europe et en Asie qui lui ont permis d'obtenir des engagements de principe pour réduire la dette irakienne, estimée à 120 milliards de dollars.

La dette irakienne envers les monarchies du Golfe a été contractée notamment durant la sanglante guerre ayant opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988.

Le Koweït était considéré comme l'un des principaux pourvoyeurs de fonds du régime de Saddam Hussein lors de cette guerre. Deux ans après la fin de ce conflit, l'armée irakienne a envahi l'émirat qu'elle a occupée pendant sept mois avant d'en être chassée par une coalition conduite par les États-Unis. Mais le chef de la diplomatie koweïtienne, cheikh Mohamed al-Sabah, avait récemment laissé entendre que son pays ne pouvait pas renoncer aux compensations de guerre que Bagdad doit à l'émirat. "Le Koweït fait une distinction entre la dette et les réparations des dommages causés durant l'invasion (de 1990-1991) et qui sont régies par les résolutions du Conseil de sécurité" des Nations unies, avait dit le ministre le 3 janvier.

Environ un tiers de la dette de Bagdad est dû aux 19 membres du Club de Paris, composé des principaux pays occidentaux.

• **LE PRÉSIDENT IRANIEN MOHAMMAD KHATAMI DEMANDE AUX ETATS UNIS DE RECONNAITRE LEUR DROIT À DÉVELOPPER UNE TECHNOLOGIE NUCLÉAIRE PACIFIQUE.** Le président iranien Mohammad Khatami a, le 11 janvier, invité les Etats-Unis à reconnaître le droit de l'Iran à développer une technologie nucléaire pacifique, s'ils souhaitent œuvrer à une amélioration des relations entre les deux pays.

La République islamique estime que les Etats-Unis doivent changer d'attitude à son égard avant toute reprise du dialogue. M. Khatami a notamment pointé du doigt les accusations américaines selon lesquelles le programme nucléaire iranien vise à fabriquer une bombe atomique. L'Iran insiste sur le caractère pacifique et purement énergétique de son programme. Téhéran a signé en décembre le protocole additionnel du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) permettant des inspections renforcées et inopinées de ses installations par l'Onu. *"Ils nous ont accusés à tort de posséder des armes atomiques"*, a déclaré M. Khatami à l'issue d'un conseil des ministres à Téhéran. *"Nous avons signé le protocole additionnel et si les Américains font preuve de bonne volonté maintenant, ils devraient retirer ce qu'ils ont dit et également accepter notre droit légitime à disposer d'une technologie nucléaire pacifique sous la supervision de l'Agence internationale de l'Energie atomique"*, a ajouté le président iranien.

Malgré l'envoi d'une aide humanitaire américaine après le tremblement de terre de Bam le 26 décembre, le président américain George Bush a répété ses accusations contre Téhéran, qui l'ont poussé, en janvier 2002, à classer l'Iran dans un *"axe du mal"* de pays cherchant à se doter

d'armes de destruction massive.

M. Khatami a toutefois formulé l'espoir que l'envoi d'une aide humanitaire *"s'avère être un signe fort de changement fondamental de la politique américaine et (que les Etats-Unis) retirent les déclarations sans fondement à notre égard"*.

• **LES AUTORITÉS AMÉRICAINES ANNONCENT LA DÉCOUVERTE JUSQU'À PRÉSENT DE 260 FOSSES COMMUNES EN IRAK.** Les forces américaines en Irak ont découvert aux alentours de Bagdad une nouvelle fosse commune dans laquelle se trouveraient les corps de 800 chiïtes, victimes de la répression du régime baasiste après la guerre du Golfe, en 1991, a annoncé le 6 janvier un haut responsable du Pentagone.

Les autorités américaines estiment que près de 260 fosses communes renfermant les corps de 300.000 personnes abattues sous le règne de Saddam Hussein pourraient être réparties en Irak. Quarante ont été découvertes jusqu'ici.

• **ABDUL AZIZ AL HAKIM, RESPONSABLE CHIITE ET MEMBRE DU CONSEIL DU G O U V E R N E M E N T PROVISoire IRAKIEN, EN VISITE EN TURQUIE.** Un responsable chiite, membre du Conseil de gouvernement provisoire irakien, a insisté le 13 janvier à Ankara sur la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de son pays et a souhaité la tenue, dans les plus brefs délais, d'élections en Irak. *"Le principe le plus important auquel nous sommes attachés et que nous voulons mettre en vigueur (...) c'est la préservation de l'unité territoriale"*, a affirmé Abdul Aziz al-Hakim, chef du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII, chiite) lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de la

diplomatie turque Abdullah Gul.

Interrogé avec insistance par les journalistes sur les aspirations fédéralistes des Kurdes d'Irak, M. al-Hakim a souligné que les débats sur cette question avaient pour le moment été *"reportés"* à une date ultérieure en attendant qu'un *"parlement élu"*, chargé de rédiger une constitution se saisisse du problème. Il a cependant précisé que toutes les ethnies d'Irak devaient pouvoir se prononcer sur l'avenir du pays. *"Une fédération doit être acceptée par tous les groupes d'Irak (...) au sein d'un Irak uni"*, a ajouté le responsable irakien, pour qui des élections doivent se tenir le plus rapidement possible.

Cependant une semaine avant cette visite, le Conseil de gouvernement transitoire avait accepté le principe d'une structure fédérale en Irak, ce qui garantirait une large autonomie aux Kurdes dans trois des cinq provinces kurdes de l'Irak.

La Turquie suit attentivement ces évolutions et M. Gul a ainsi adressé une nouvelle mise en garde aux responsables kurdes irakiens. *"Nous espérons éviter des faux pas"*, a-t-il notamment déclaré. Le responsable chiite a été reçu le 14 janvier par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

• **LE PAPE JEAN PAUL II APPELLE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À PARTICIPER À LA CONSTRUCTION D'UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE EN IRAK.** Mettant entre parenthèses son opposition à la guerre en Irak, le pape Jean Paul II a, le 12 janvier, appelé la communauté internationale à participer à la construction d'un régime démocratique dans le pays. *"Les nombreuses initiatives prises par le Saint-Siège pour éviter le douloureux conflit qui a éclaté en*

*Irak sont déjà bien connues”, a souligné le souverain pontife dans son discours annuel aux ambassadeurs auprès du Vatican. “L’important aujourd’hui, c’est que la communauté internationale aide les Irakiens, afin qu’ils puissent être placés en état de reprendre les rênes de leurs pays.”*

Jean Paul II s’était opposé à la guerre en Irak, lancée sans l’aval de l’ONU. Il a réaffirmé son opinion selon laquelle la *“guerre ne résout pas les conflits entre les peuples”*. Il a souligné que les Irakiens devaient être aidés à *“déterminer démocratiquement un système politique et économique conforme à leurs aspirations et (...) à redevenir un partenaire crédible au sein de la communauté internationale”*.

Depuis la chute de Saddam Hussein, le Vatican a cherché à dépasser son opposition à la guerre en Irak pour inciter la communauté internationale à s’engager dans la reconstruction du pays. Lors de son discours, le pape a également déploré la poursuite du conflit israélo-palestinien, qui *“continue à être un facteur permanent de déstabilisation pour l’ensemble de la région”*. *“Je ne me lasserai jamais de dire aux dirigeants de ces deux peuples que le choix de la violence (...) ne donne pas de résultats.”*

**•PURGE DESTINÉE À ÉLIMINER DE LA VIE PUBLIQUE IRAKIENNE DES DIZAINES DE MILLIERS DE BAATHISTES.** Le Conseil de gouvernement irakien a, le 11 janvier, annoncé avoir lancé une vaste purge destinée à éliminer de la vie publique des dizaines de milliers de membres de l’ancien parti Baas. Quelque 28.000 baathistes ont déjà perdu leurs postes, et un nombre équivalent devrait encore suivre. Ahmed Chalabi, membre du Conseil

intérimaire de gouvernement et président de la *“Commission nationale suprême pour la débaasification”*, a profité de l’annonce de cette purge pour exclure toute idée de réconciliation. *“Comment peut-on réconcilier ceux qui sont étendus morts dans des fosses communes avec ceux qui les ont tués”*, a-t-il déclaré lors d’une conférence de presse.

Ahmed Chalabi a toutefois assuré que cette purge n’était pas inspirée par une volonté de vengeance et ne serait pas menée sur la foi de rumeurs. Selon lui, les nouveaux dirigeants irakiens sont prêts à se passer de l’expérience de certains membres du parti Baas si cela s’avère nécessaire pour se débarrasser de l’influence baasiste dans le pays. *“Il s’agit d’une opération civilisée destinée à nettoyer le pays de l’idéologie du parti Baas et de ses effets sur les organes d’État”*, a expliqué Ahmed Chalabi. *“Le prix que nous, Irakiens, devons payer pour l’exclusion de baasistes expérimentés est un prix raisonnable à payer. Nous ne pouvons pas mener une vie normale en Irak si le parti Baath continue d’exister.”*

Rejetant les critiques sur la priorité donnée à cette purge alors que la violence secoue toujours le pays, M. Chalabi a affirmé que des documents retrouvés sur Saddam Hussein lors de sa capture montraient que de hauts dirigeants baasistes étaient à l’origine d’attaques contre les forces de la coalition et contre des Irakiens.

Dès le mois de mai 2003, soit un mois après le renversement de Saddam Hussein, l’administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, a dissous et interdit le parti Baas, mettant fin à 35 ans de règne de ce parti sur le pays. On évalue à 1,5 million -sur une

population totale de 25 millions- le nombre d’Irakiens qui appartenaient degré ou de force au parti Baas à la veille de la chute de Saddam Hussein. Mais quelques dizaines de milliers seulement en étaient membres à part entière et ce sont ceux-ci qui sont visés par la politique de débaasisation.

**• LES RESPONSABLES TURCS, AMÉRICAINS ET ONUSIENS DISCUTENT DU RETOUR DES KURDES DE TURQUIE RÉFUGIÉS EN IRAK DEPUIS PLUS DE 10 ANS.** Des discussions ont eu lieu le 21 janvier à Ankara entre des responsables turcs, américains et du HCR sur le retour des milliers de réfugiés kurdes de Turquie d’Irak. Les entretiens ont porté sur la rédaction d’un document commun sur le *“rapatriement volontaire, dans la sécurité et la dignité”* des Kurdes de nationalité turque qui se sont réfugiés en Irak depuis le début des années 90 en raison des combats entre le PKK et l’armée turque, a souligné le porte-parole du HCR en Turquie, Metin Corabatir. Le secrétaire d’État américain adjoint à la population, aux réfugiés et aux migrations, Arthur Dewey, participait à ces discussions, selon le porte-parole qui a toutefois fait état de *“divergences”* entre les différentes parties, sans en préciser la nature.

L’avenir du camp de réfugiés de Makhmour, contrôlé par le HCR, figure aussi à l’agenda des discussions. Ce camp abrite depuis 1997 plus de 9.000 Kurdes de Turquie. Ankara souhaite de longue date son démantèlement, affirmant que les activistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan y retiennent en *“otage”* les familles kurdes souhaitant regagner leurs villages en Turquie. Entre 1984 et 1999, l’armée turque a évacué de force des milliers de villages kurdes pour isoler les combattants du PKK et déraciner la paysannerie kurde.

D'autres familles, proches du PKK, ont elles aussi pris le chemin du Kurdistan irakien.

Les Kurdes de Turquie constituent la troisième plus importante communauté de réfugiés en Irak administré par les Etats-Unis avec quelque 12.700 personnes, après les Iraniens (18.700) et les Palestiniens (80.000), selon le HCR. Outre celui de Makhmour, des camps à Dohouk et Erbil abritent 3.700 réfugiés kurdes de Turquie. Grâce au concours du HCR, plus de 2.200 réfugiés ont été rapatriés en Turquie depuis 1997.

• **TURQUERIE : DEUX DIRIGEANTS LOCAUX DU PARTI DEHAP INCULPÉS POUR AVOIR DIT "MONSIEUR OCALAN" ET UN KURDE POURSUIVI POUR AVOIR PEINT SA MAISON AUX COULEURS INTERDITES.** Deux dirigeants locaux d'un parti pro-kurde ont été inculpés et écroués, le 5 janvier, par la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir pour avoir appelé le chef du PKK, Abdullah Ocalan, "Monsieur Ocalan". Nedim Bicer et Sadiye Surer, responsables du Dehap (parti démocratique du peuple) de la petite ville de Bismil, à une cinquantaine de km à l'est de Diyarbakir, ont été inculpés aux termes d'un article de la loi anti-terroriste bannissant "la propagande terroriste". Ils se sont référés à "Monsieur Ocalan", utilisant le terme "sayin" en turc qui comporte une nuance de respect et d'estime, lors d'une conférence de presse, le 3 janvier, pour dénoncer les manquements aux droits de l'Homme dans les prisons de Turquie.

Par ailleurs, selon le quotidien turc *Milliyet* daté du 6 janvier, un habitant de Hakkari a été placé le 12 décembre en garde à vue au commandement de la gendarmerie de la province et est poursuivi

auprès de la Cour de sûreté de l'Etat de Van pour avoir peint sa maison en rouge, vert et jaune.

• **TONY BLAIR À BASSORAH POUR UNE VISITE SURPRISE AUX TROUPES.** Le Premier ministre britannique Tony Blair, principal allié des Etats-Unis en Irak, a effectué une visite surprise le 4 janvier à Bassorah, dans le sud du pays, pour remercier les troupes britanniques de leur participation dans la guerre. Tony Blair est arrivé à Bassorah, la deuxième plus grande ville d'Irak, à bord d'un avion militaire en provenance de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, où il était en vacances avec sa famille. Le Premier ministre britannique a qualifié l'Irak de pays "test" dans la lutte internationale contre le terrorisme et la répression. Il a affirmé que les pays qui fabriquent des armes de destruction massive ont une "énorme responsabilité dans la sécurité du monde".

"Ce conflit était un conflit d'une importance énorme parce que l'Irak" est un pays "test", a-t-il affirmé devant quelques-uns des 10.000 soldats basés à Bassorah et autour de cette ville, située à 550km au sud-est de Bagdad.

Selon Tony Blair, l'Irak de Saddam Hussein symbolisait deux menaces contre auxquelles le monde fait face: celle d'un terrorisme "incroyablement dangereux" qui est

"une perversion de la véritable foi de l'Islam", et celle des régimes brutaux et répressifs qui utilisent les armes de destruction massive. Ces menaces produisent le "chaos" et "l'ensemble du système mondial, économique et politique, s'effondre", a-t-il ajouté.

Un peu plus tard, alors qu'il se trouvait à bord d'un avion, le Premier ministre britannique a déclaré à la presse que l'invasion de l'Irak servait de mise en garde aux autres "Etats-voyous répressifs qui développent des armes de destruction massive". "Il est important de dire aux pays qui pourraient s'être engagés dans de tels programmes (d'armement): 'regardez, il y a une façon différente de gérer cela'", a assuré M. Blair.

Au cours de cette visite, qui devait durer une journée, Tony Blair a également rencontré des policiers irakiens, ainsi que des chefs militaires britanniques, danois, tchèques et italiens. Tony Blair avait déjà rencontré des soldats britanniques à Bassorah au mois de mai. Ce nouveau voyage intervient après la visite surprise du président américain George W. Bush le 27 novembre à Bagdad, et une visite du chef du gouvernement espagnol Jose Maria Aznar le 20 décembre. La Grande-Bretagne a envoyé quelque 46.000 soldats britanniques dans la région du golfe arabo-persique et recense pour l'heure 52 morts dans le conflit irakien.

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

**PRODI ET ZANA LE MÊME JOUR !** Alors que Romano Prodi, le président de la Commission européenne, se rend en Turquie pour une visite officielle, des journalistes s'étonnent que cette visite soit prévue le même jour que la 10ème audience du procès de Leyla Zana et de ses collègues du

parti de la Démocratie (DEP). Yalçın Dogan, journaliste au quotidien *Hurriyet*, écrit sous le titre de "Prodi et Zana le même jour" ses doutes sur le hasard du calendrier. Par ailleurs, en visite à Berlin le 11 janvier, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, n'a pas hésité à comparer

ses trois mois de prison avec le cas de Leyla Zana en déclarant " OÙ était l'Union européenne lorsque j'étais emprisonné pour avoir lu un poème ". Le Premier ministre turc qui oublie les 9 ans de prison des députés kurdes voudrait-il se venger de l'UE de cette manière ? Voici de larges extraits de l'article de Yalçın Dogan publié le 13 janvier :

*(...) Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, sera vendredi [ndlr : 16 janvier] à Ankara. À dire vrai, la visite est symbolique, les messages qu'il compte délivrer sont presque entièrement connus. Cela dit, à l'instar de Verheugen [ndlr : commissaire européen chargé de l'élargissement], il fait tantôt des déclarations positives et à d'autres moments plutôt négatives. Toutefois, les nouvelles et les attentes de la part de Bruxelles sont cette fois-ci favorables. Prodi pense utiliser la thèse confortant la vocation européenne de la Turquie et ainsi délivrer des messages lui donnant le feu vert. La question la plus*

*saillante reste sans nulle doute la question chypriote (...)*

*Néanmoins, la date de cette visite n'est pas normale ! C'est un curieux hasard. Le vendredi 16 janvier, l'audience du procès de Leyla Zana se tient à Ankara.*

*Après le paquet de la démocratisation, l'ancienne députée du parti de la démocratie (DEP-dissous) sera à nouveau présentée devant la cour. Et cela n'a pas une grande importance [ndlr : Le 16 janvier se déroulera la 10ème audience de ce procès réouvert en mars 2003]*

*Le plus important c'est que sept à huit députés du Parlement européen viennent assister au procès comme observateurs [ndlr : des députés européens ont assisté à de nombreuses audiences jusqu'à présent] Les députés qui devraient venir sont les membres européens de la Commission mixte parlementaire Turquie-Union européenne. C'est-à-dire des observateurs et connaisseurs de la Turquie.*

*Ce n'est certes pas leur visite qui est importante mais la raison de ce voyage, car la Turquie est habituée à recevoir ce genre d'observateurs pour ce genre de procès. Mais il y a plus cette fois-ci.*

*Leyla Zana a reçu l'année dernière le prix Sakharov [ndlr : En fait, elle l'a plutôt reçu en 1995], les parlementaires européens veulent venir à Ankara pour lui attribuer dans la prison son prix mais la Turquie ne l'entend pas de cette oreille. ils viennent ainsi à l'audience pour voir Leyla Zana. Vont-ils vouloir donner le prix dans la salle, Peuvent-ils le faire, que vont-ils faire ? Nul ne le sait encore.*

*Cette situation d'intrigue dresse les poils d'Ankara. Encore un problème sorti de nulle part tout d'un coup !...*

*Le même jour il y a la visite de Prodi, Le vendredi 16 janvier ! (...)*

*Pas de hasard si douteux !  
Vendredi il va y avoir de la joie ! "*

**IRAK** Cinq personnes ont trouvé la mort au cours d'une manifestation

# Affrontement entre Turcomans et Kurdes à Kirkouk

Cinq soldats américains et trois membres de la sécurité irakienne ont été blessés dans l'explosion de la voiture piégée hier sur l'avenue Palestinè à Bagdad. L'explosion « a blessé cinq soldats américains et trois membres des forces de défense civile irakiennes », a déclaré à la presse le général Martin Dempsey. Cette attaque a fait un mort, un enfant de six ans, et une dizaine de blessés irakiens, avait indiqué précédemment un membre des Forces de défense civile irakiennes Jassem Jabbar, sans faire mention de victimes américaines. Une voiture piégée garée sur l'avenue Palestinè a explosé au passage d'un convoi de quatre Humvee américains, dont l'un a été détruit.

Pierre Prier

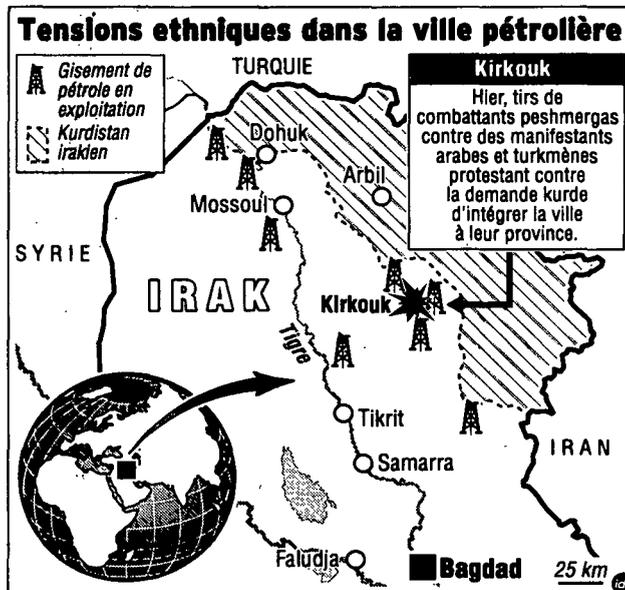
Au moins cinq personnes ont été tuées, et une vingtaine d'autres blessées dans de graves incidents survenus au cours d'une manifestation à Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Les affrontements opposaient des manifestants turcomans et arabes aux Kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Les soldats américains présents se sont interposés. Cette montée de la tension au Kurdistan irakien avaisait l'un des scénarios pessimistes de l'après-guerre, qui voyaient dans la région une poignée potentielle.

Plusieurs milliers de manifestants arabes et turcomans ont marché en direction du siège de l'UPK, l'une des deux grandes factions kurdes, et ont encerclé le bâtiment en scandant : « Non au fédéralisme, Kirkouk est irakienne ! » Une fusillade a éclaté. Selon le chef de la police, Salem Taïeb Ben Tahar, les manifestants ont « provoqué » des hommes armés de l'UPK, qui ont alors ouvert le feu. Un blessé, Ali Hussein Mohammed, a déclaré que les pechmergas (combattants kurdes) ont tiré après que les manifestants ont crié : « Il n'y

a de Dieu qu'Allah, le Kurdistan est l'ennemi d'Allah. »

Djalal Djaouhar, le chef des bureaux de l'UPK à Kirkouk, affirme pour sa part que des manifestants turcomans ont tiré sur les locaux de l'UPK, blessant trois membres de la police kurde de la ville. Des troupes américaines ont pris position autour du bâtiment. Les tensions ethniques couvent depuis longtemps dans la région, d'où Saddam Hussein avait tenté de chasser les Kurdes et les Turcomans pour renforcer la population arabe. Les environs de Kirkouk recèlent les plus importantes réserves de pétrole du pays.

La chute de Saddam a ouvert un jeu complexe entre les Kurdes, le gouvernement provisoire irakien et la Turquie. La manifestation d'hier avait été précédée d'une autre, le 22 décembre, de Kurdes demandant le rattachement de Kirkouk à leur région autonome. Depuis la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens ont acquis une autonomie importante sous la protection américaine. Ils militent désormais pour étendre leur contrôle sur les régions pétrolifères, dans le cadre d'un futur fédéralisme irakien. Les dirigeants kurdes savent qu'ils ne peuvent accaparer la production, mais ils sou-



haitent « trouver un arrangement », selon la formule d'un de leurs leaders.

La Turquie, pour sa part, s'inquiète de voir les Kurdes irakiens augmenter leur marge de manœuvre politique et économique, et donner ainsi des idées à leurs frères établis dans le sud de la Turquie. La création d'une entité kurde à cheval sur la frontière est l'un des cauchemars d'Ankara, qui fait tout pour contrer cette éventualité. La présence de Turcomans parmi les manifestants d'hier est significative : la Turquie s'intéresse de nouveau beaucoup à cette population d'ethnie turque implantée dans le nord de l'Irak, dont elle se sert comme bras de levier.

Les Etats-Unis tentent de ne pas se laisser entraîner dans cet imbroglio, sans toujours y parvenir. En juillet, les militaires amé-

ricains avaient arrêté et retenu des commandos turcs infiltrés dans la région. Washington soupçonnait Ankara d'avoir envoyé ses « bérets bleus » pour aider les Turcomans à s'organiser militairement. Depuis, les Kurdes irakiens considèrent le colonel américain responsable de l'opération comme un héros...

Apparemment, les Etats-Unis ont dû hier s'impliquer de nouveau dans les luttes entre Kurdes, arabes et Turcomans. Les membres arabes et turcomans du Conseil local ont demandé aux responsables américains d'ouvrir une enquête. Le Conseil du gouvernement irakien a décidé, lors d'une réunion à Bagdad, de tout mettre en œuvre pour circonscrire « cet incident douloureux », et rappelé son attachement à une solution fédéraliste. (avec AFP)

LE FIGARO 1<sup>er</sup> JANVIER 2004

## Réunion à Kirkouk pour apaiser la tension, selon un responsable kurde



KIRKOUK (Irak), 2 jan (AFP) - 10h29 - Des personnalités kurdes, arabes et turcomanes, se sont réunies jeudi soir à Kirkouk, pour tenter de calmer la situation dans cette ville du nord de l'Irak où trois personnes ont été tuées dans des affrontements interethniques, apprend-on vendredi de source kurde.

"Des responsables du Conseil du gouvernorat parmi lesquels des Arabes, des Kurdes et des Turcomans se sont réunis jeudi, en présence de représentants de la Coalition, pour examiner les moyens de faire face à ces problèmes", a déclaré à l'AFP un haut responsable kurde.

"Les responsables kurdes ont informé les participants de la présence dans la ville d'Arabes fidèles à l'ancien président Saddam Hussein, venus d'autres régions d'Irak, et de Turcomans extrémistes, qui cherchent à semer la discorde entre les différentes communautés", a ajouté ce responsable du l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

"Tout le monde a convenu de la nécessité d'arrêter les auteurs de ces troubles et de les juger", a-t-il poursuivi, sans préciser les mesures pratiques décidées par la réunion.

Les corps de deux Kurdes poignardés à mort ont été découverts jeudi soir à Kirkouk, où la police a indiqué avoir tué un Arabe et blessé deux autres parmi des assaillants qui tentaient d'attaquer les Kurdes.

Les rivalités dans cette ville irakienne de près d'un million d'habitants, habitée par des Kurdes, des Arabes et des Turcomans, ont éclaté au grand jour après la chute du régime de Saddam Hussein renversé par une coalition dirigée les Américains en avril. Kirkouk est située à 255 km au nord de Bagdad.

La tension est très vive à Kirkouk depuis la mort de trois manifestants arabes et turcomans tués mercredi par balles par des combattants kurdes selon la police irakienne. Les Arabes et Turcomans manifestaient contre les revendications kurdes sur la ville.

Vendredi matin, la situation dans la ville était calme, a constaté un correspondant de l'AFP.

# Premiers revers pour les tyrannies

L'image de la captivité de Saddam Hussein, l'homme qui a clochardisé l'Irak, a fait le tour de la planète. Les effets de cette

PAR  
LAURENT MURAWIEC \*

image sont destinés à se prolonger. D'ores et déjà, ils marquent la fin d'une illusion, celle qui tenait les Américains pour « *enlisés* ». Comme l'avait déclaré Winston Churchill, « *ce n'est pas le commencement de la fin, c'est la fin du commencement* ».

Pour beaucoup d'Irakiens, la capture de Saddam Hussein a apporté la garantie qu'« il » ne reviendrait pas et que, partant, les représailles accompagnant son éventuelle reprise du pouvoir ne sont plus à craindre. L'ombre du despote tyrannisait il y a peu encore : elle a brutalement cessé d'effrayer. Les gangsters baasistes privés de leur Al Capone, il est à prévoir que le terrorisme dirigé contre les Américains, la coalition et les

Irakiens occupés à reconstruire le pays, va graduellement baisser pavillon, sans pour autant s'évanouir instantanément. Des pans entiers de la guérilla sont en cours de démantèlement. La baisse de tension qu'on peut espérer de la capture du raïs déchu ne favorise pas non plus les ambitions djihadistes. Les chances de sécurisation et de stabilisation de l'Irak s'accroissent. Les chiïtes ne sont aucunement un monolithe dévoué à l'installation d'une République islamique. La mosaïque chiïte, les Kurdes aguerris depuis une décennie à une forme plus démocratique de gouvernement, et les Arabes sunnites, certes anxieux et défaits, mais libérés de l'hypothèque saddamiste, doivent tous composer.

« *A la télévision, ce que nous avons vu, c'est trente ans de mensonges dévoilés. Un chef qui se rend sans combattre. La rue*

*arabe hébétée, les médias arabes en état de choc* », écrit Tarik Hamid dans le quotidien *Al-Sharq al-Aswat*. A une partie du monde arabe qui se rêvait en Saladin et imaginait Saddam en « *chevalier de l'arabisme* », un coup de semonce a été asséné. Fini le monde fantasmagorique où se complaisaient celles des élites arabes qui, en tout cas, monopolisent le pouvoir et la parole. Il est rare que la réalité sanctionne si implacablement l'« *ubuisme* » politique d'hommes et de dynasties qui sont devenus des despotes à perpétuité. Un despote arabe est enfin tombé sans qu'un autre tyran ne prenne aussitôt sa place. Au Moyen-Orient, la tyrannie a perdu de sa superbe.

En réaction à l'événement, le chroniqueur Mushari Al-Dhayidi écrit dans le même quotidien *Al-Sharq al-Aswat* : « *L'heure est venue pour nous de lire l'Histoire et le présent comme ils sont et non comme nous souhaitons qu'ils soient. Ces couches épaisses de mensonge et d'ignorance qui ont trop longtemps entouré nos esprits et nous ont privés d'air et de lumière sont nos pires ennemis. Notre ennemi véritable, c'est l'ignorance. Pire, c'est d'applaudir et d'entretenir cette ignorance.* »

Le mouvement national et socialiste arabe qui, au XX<sup>e</sup> siècle, avait importé d'Europe thèmes et méthodes (du nationalisme nazi aux techniques léninistes d'encadrement et de gouvernement), puis qui, de nassérisme en baasisme, avait livré la région à la militarisation, à la dictature sans freins, aux micro-impérialismes prédateurs et à la tyrannie « *laïque* », est enfin mort. La défaite peut avoir ceci d'utile, qu'elle vous remet sur les voies de la réalité : c'est ce qu'Ernest Renan proclama en France après la déroute de 1870, ou Konrad Adenauer en Allemagne, après 1945.

La lente et dangereuse agonie du régime des mollachs d'Iran a privé l'islam radical de son inspiration chiïte : les ayatollahs sont sur la défensive, quoique

leur pouvoir de nuisance soit encore immense.

La traduction la plus claire peut-être de la réaction du monde arabe à la chute de Saddam est attestée dans l'évolution de Muammar Kadhafi : le dictateur libyen commença de négocier avec les Anglo-Américains après le début de la campagne d'Irak, puis il capitula sur la question nucléaire au lendemain de l'arrestation du tyran irakien. « *Triomphe de la diplomatie ?* » Quelle pusillanimité ! La diplomatie sans les canons, c'est : « *Vous rependrez bien du thé, ma chère.* »

Certes, Oussama Ben Laden court encore. La constellation al-Qaida se fait cependant des ennemis dangereux, à commencer par la Turquie, dont le gouvernement est certes islamique, mais nullement islamiste. Et al-Qaida a certes frappé aux périphéries de son ennemi principal, mais n'a pas réussi à revenir sur le territoire américain. Le dire est certes prêter le flanc à une cruelle critique en cas de démenti par les faits, mais enfin... Depuis plus de deux ans, al-Qaida frappe aux marges et non au centre. Son expulsion du sanctuaire afghan n'y est pas pour rien.

La « *guerre contre le terrorisme* » déclarée par le président Bush a remporté depuis ses débuts trois victoires probantes : la destruction de la souveraineté talibane et wahhabite sur l'Afghanistan ; en deux temps (prise de Bagdad et capture de Saddam Hussein), le démantèlement de l'un des bastions de la tyrannie et du terrorisme arabe ; et, enfin, la reddition nucléaire de la Libye. On ne s'arrêtera pas là.

Avant d'en venir à des étapes ultérieures de la guerre de longue haleine commencée il y a deux ans, il faudra passer par Washington : la victoire politique et psychologique remportée aux Etats-Unis mêmes par le président Bush est fracassante, et elle a déjà fracassé l'opposition démocrate. La campagne d'Howard Dean, menée sur le thème « *Quelle connerie, la guerre !* », avait galvanisé la gauche ultra du Parti démocrate, et, au temps

des primaires où les passions militantes ont le beau rôle plutôt que l'électeur de base, réussi même à gauchir le débat démocrate. L'effet instantané de la capture de Saddam aura été de rendre leur tonus perdu aux Démocrates modérés – Gephardt, Kerry, Lieberman – et de recentrer le débat, ce qui favorise en retour l'apôtre de la guerre contre le terrorisme, George W. Bush. En attendant, les Démocrates modérés s'attaquent à belles dents à un Dean soudain rendu plus fragile.

Comme l'évolution économique (reprise et créations d'emplois) va puissamment dans le sens de Bush, ses chances de réélection sont en hausse. « *En politique, une semaine est une éternité* », disait le premier ministre anglais Harold Wilson : la petite dizaine de mois qui séparent les candidats du premier mardi de novembre, jour de la présidentielle, sont autant de longues éternités. Mais, en tendance, les *bookmakers* parient sur le sortant qui pourrait également, au vu de récentes élections au niveau des Etats, garder une majorité républicaine à la fois à la Chambre et au Sénat, ce qui donnerait à son second mandat une force de frappe et de décision rarissime dans l'histoire récente des Etats-Unis.

Si tel est le cas, les anticipations actuelles des politiques, au Moyen-Orient y compris, s'ajusteront rapidement aux nouveaux faits accomplis devenus des états de fait. La fin de Saddam affaiblit tous les despotismes arabes, couronnés, théocratiques et pseudo-laïques. Elle affaiblit également le client et ami de Saddam, Yasser Arafat, ce qui pourra renforcer de véritables perspectives de stabilisation israélo-palestinienne.

Le choc psychologique et politique de la capture de l'ex-dictateur irakien et son passage en jugement sur la scène même de ses crimes n'ont pas fini de produire leurs effets, directs, en rebonds et en écho.

\* Directeur de recherche à l'Institut Hudson à Washington, auteur de *La Guerre d'après* (Albin Michel).

Un régime démocratique proclamé sans la garantie préalable des libertés demeure fragile

# Moyen-Orient : les conditions de la démocratisation

La pire des armes de destruction massive présentes en Irak a été neutralisée voilà quelques semaines. L'arrestation du dictateur Saddam permet d'espérer un avenir démocratique

PAR  
JEAN-CHRISTOPHE  
ADLER\*

pour l'Irak. Tel était l'un des objectifs de la coalition. Si l'on s'en était tenu à cet objectif initial, la bataille de l'information n'aurait pas été perdue. On allait combattre contre un tyran ayant fait assassiner plus d'un million de civils et déclenché plusieurs guerres meurtrières. Une nouveauté dans la région !

Les néoconservateurs américains escomptaient, en démocratisant l'Irak, prescrire une thérapie aux maux de la région tout entière. Aujourd'hui, leur idée est reprise avec force par leurs détracteurs d'hier. Il faut transférer le pouvoir aux Irakiens, vite et intégralement. Il y a une certaine cohérence à entendre ceux qui s'opposaient à l'arrivée des troupes de la coalition clamer leur impatience de les voir décamper. Mais si les arguments changent (hier respecter les Nations unies, aujourd'hui instaurer la démocratie), ce sont toujours les Irakiens qui trinquent.

Plusieurs arguments motivent ceux qui, naguère encore, n'avaient cure de la démocratisation de l'Irak. Cela va du lâche et bien-pensant « rester serait une agression néocoloniale qui nous attirerait des ennuis bien mérités », au cartériste « puisqu'on les a libérés, laissons-les se débrouiller », jusqu'au criminel « laissez-nous régler notre linge sale en famille » d'Etats voisins redoutant la fragilisation de leurs dictatures.

Certes, le pari américain était « audacieux », comme le montrent les difficultés quotidiennes rencontrées dans le seul et cir-

conscrit triangle baasiste. Cependant, il faut bien admettre que les démocraties n'ont plus le choix. Renoncer à instaurer la démocratie serait une double défaite : défaite sur le plan de la puissance – on sait combien elle est nécessaire pour assurer la victoire du droit – et défaite sur le plan de la légitimité pour les Américains, pour les Européens, mais aussi et surtout pour les démocraties en général. L'échec n'est donc pas une option.

Mais alors, comment transplanter la démocratie ? Faut-il organiser des élections à brève échéance au risque d'une victoire des islamistes conduisant à une démocratie liberticide ? Quel qu'en soit le prix pour une, deux ou trois générations d'Irakiens ? Quel qu'en soit le prix pour le reste du monde ? Ou faut-il aider les Irakiens à se doter d'un gouvernement qui contrôle la situation avant de se contrôler lui-même en instaurant un Etat de droit, des libertés et des contre-pouvoirs ?

En réalité, par-delà les slogans simplificateurs, trois conditions sont en réalité requises pour instaurer une démocratie durable.

Premièrement : une démocratie proclamée, avant que les libertés n'y soient garanties, périclité inéluctablement en tyrannie sous les coups de séparatismes régionaux, de castes confessionnelles ou claniques dominantes, ou encore de mafias. Dans les faits, la démocratisation suit à peu près partout le même processus graduel : pouvoir central cohérent, échanges marchands et culturels, introduction de règles pour les structurer, affirmation d'une justice indépendante, émergence de classes moyennes réclamant et défendant des droits. C'est donc l'existence de liber-

tés individuelles et de mécanismes de contrôle

qui, dans un territoire cohérent sur les plans politique et militaire, permet à la démocratie libérale de naître et de survivre.

Deuxièmement : pour émerger, la démocratie requiert également un niveau de développement économique permettant à la population de bénéficier d'un accès aux soins, à l'éducation, à des équipements collectifs. Dans une étude conduite sur un large spectre d'Etats contemporains, des universitaires (1) ont constaté l'existence d'un « seuil démocratique » à partir d'un PIB par habitant compris entre 6 000 et 9 000 dollars US. Cette « richesse », dès lors qu'elle résulte du travail, et non d'une rente pétrolière, déclenche un processus vertueux qui conduit le plus souvent à la démocratie. Cet indicateur s'est vérifié, notamment en Corée du Sud, en Thaïlande, au Mexique, en Pologne, en Hongrie...

Troisièmement : pour que la démocratie soit durable, la démocratisation doit... durer. Ce temps long s'oppose au court-termisme contemporain, à l'exigence d'immédiateté souhaitée par les opinions publiques, entretenue par les médias. La construction d'un Etat de droit est pourtant histoire de patience. S'il a fallu plusieurs siècles aux Etats occidentaux pour atteindre le stade actuel de la démocratie, s'il a fallu quelques décennies à des Etats nés de la décolonisation, on peut raisonnablement admettre que plus de quelques mois soient nécessaires pour créer les conditions d'une démocratie libérale.

Aussi politiquement incorrect que cela soit, c'est donc, dans un premier temps, moins la démocratie qu'il faut prescrire aux pays de la région que

l'instauration d'une gouvernance responsable et citoyenne. Cette approche progressive calmerait les inquiétudes des responsables de la région, inciterait les plus malins à jouer le jeu et crédibiliserait un scénario dont le *happy end* est aujourd'hui loin d'être assurée. D'ores et déjà, des éléments positifs, certes distincts mais convergents, apparaissent dans la région : promesse d'un procès équitable pour Saddam, acte fondateur pour un Irak démocratique, évolution pragmatique de l'Iran, ouverture de la Libye, nouvelles perspectives israélo-palestiniennes ; le Moyen-Orient pourrait bien changer !

Alors oui à un transfert de souveraineté, mais pas dans n'importe quelles conditions, et notamment pas sous la pression des poncifs nationalistes des uns et des arrière-pensées des autres. L'Irak mérite mieux. Il doit pouvoir connaître sa première expérience démocratique et montrer le chemin aux pays voisins. Au-delà du cocktail d'idéalisme, d'angélisme et de cynisme des néoconservateurs, force est de reconnaître qu'ils ont redonné vigueur à une exigence essentielle : soutenir l'essor de la démocratie. En fait de conservatisme, c'est plutôt révolutionnaire...

\* Fondateur de Démocratie internationale.

(1) Adam Przeworski et Fernando Limongi, auteurs de *Modernization: Theories and Facts, World Politics*, cité par Farred Zakaria in *L'Avenir de la liberté* aux éditions Odile Jacob.

La construction d'un Etat de droit est une histoire de patience

LE FIGARO

2 JANVIER 2004

**The New York Times** January 5, 2004

# U.S. to let Kurds keep autonomy in north

## Self-rule timetable cited for decision; federalism at stake

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** The Bush administration has decided to let the semi-autonomous Kurdish government remain as part of a newly sovereign Iraq despite warnings from Iraq's neighbors and many Iraqis not to divide the country into ethnic states, American and Iraqi officials said.

The officials said that their new position on the Kurdish state was effectively dictated by the Nov. 15 accord with Iraqi leaders that established June 30 as the target date for Iraqi self-rule. Such a rapid timetable, they said, has left no time to change the identity of the Kurdish stronghold in the north, as many had originally wanted.

"Once we struck the Nov. 15 agreement, there was a realization that it was best not to touch too heavily on the status quo," an administration official said. "The big issue of federalism in the Kurdish context will have to wait for the Iraqis to resolve. For us to try to resolve it in a month or two is simply too much to attempt."

The issue of whether Iraq is to be divided into ethnic states in a federation-style government is of great significance within the country and throughout the Middle East, where fears are widespread that dividing Iraq along ethnic or sectarian lines could eventually break the country up and spread turmoil in the region.

Administration and Iraqi officials insist that leaving the Kurdish autonomous region intact does not preclude Iraq's consolidating itself without ethnic states in the future when Iraq writes its constitution. Indeed, the Bush administration plans to continue to press Iraq not to divide itself permanently along ethnic lines, officials say.

But after June 30, if all goes according to plan, the United States will have to wield such pressure from its status as a friendly outside power that happens to have 100,000 troops on the ground and not as an occupier. Many experts fear that once a Kurdish government is

installed, even temporarily, it will be hard to dislodge.

American officials say that delaying the transfer of sovereignty to Iraq until later in 2004 or the following year — after a constitution was written under American guidance — would have made it more possible to influence a future government's makeup, not just on its federal structure but also on such matters as the role of Islamic law.

The earlier deadline, designed to ease Iraqi hostility to the occupation and to undermine support for the continuing attacks on American troops, has forced the United States to scrap many of its other earlier plans for Iraq's future.

Originally, for example, the United States had hoped to proceed with the privatization of state-owned businesses established by Saddam Hussein. That hope is gone, American officials concede, in part because of security dangers and possible future legal challenges to any sale carried out by an occupying power.

Last summer, L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator in Iraq, said at an economic forum in Jordan that Iraq would soon start privatizing more than 40 government-owned companies. "Everybody knows we cannot wait until there is an elected government here to start economic reform," he said.

Now Bremer says repeatedly that such decisions must await Iraqi self-rule.

The precise terms of the future status of the Kurdish region in the transitional government, which is expected to last until the end of 2005, remain a matter of sharp dispute among members of the Iraqi Governing Council, the group handpicked by the American-led occupation that helps guide Iraq's future.

The Kurdish members of the council are pressing a draft temporary constitution — known as the "transitional law" — that would give the Kurdish area great authority over security, taxing power and especially revenues from its own oil fields, according to Iraqi and American officials.

The Kurdish region has enjoyed basic autonomy since 1991, when the United States followed the first Gulf war by establishing a no-flight zone there to prevent Saddam's military from attacking.

"The status quo, with substantial Kurdish autonomy, will to a certain degree remain in place in the transitional period," an administration official said. "That is the view across the board of the Iraqi Governing Council. But clearly the Kurds are trying to get more than that. They feel they've got a pretty

**But the White House plans to press Iraq not to split permanently along ethnic lines.**

strong hand and are trying to play it."

The Bush administration has many times stated its opposition to a permanent arrangement of ethnic states in Iraq, fearing it might eventually become another Lebanon.

During a visit to the Kurdish region in September, Secretary of State Colin Powell said that while he sympathized with such aspirations and understood that Kurdish leaders did not want to break away from Iraq, he opposed a separate Kurdish state as such.

"We would not wish to see a political system that is organized on ethnic lines," Powell said. "There are other ways to do it that would not essentially bring into the future the ethnic problems that have been there all along. They understand that, and we'll have different models to show them."

In Baghdad, a 10-member subcommittee of the Iraqi Governing Council is wrestling with its own models of how to define the Kurdish area's powers. The committee is trying to meld its own draft with one put forward by the Kurds, officials said. The subcommittee chairman is Adnan Pachachi, a former Iraqi foreign minister.

Feisal Istrabadi, a senior legal adviser to Pachachi, said, "There is a substantial agreement that the status quo in the Kurdish region would be maintained during the transitional period, with an important caveat. No one is conceding any ethnic or confessional grounds as the basis for any future federal state."

Istrabadi, who is in Baghdad helping Pachachi's committee draft the "transitional law" to take effect after June 30, said that most Iraqis would oppose the establishment of ethnic states. He said such an arrangement would be inappropriate given that Iraq did not have a history of ethnic or sectarian strife that had led to the partition of states in other parts of the world.

Some academic experts have suggested that Iraq should be divided into a Kurdish enclave in the north, a Sunni one in the center and a Shiite one in the south.

But this idea has little support with the Iraqi Governing Council and none with the United States.

"You know what the largest Kurdish city in Iraq is?" Istrabadi asked. "It's Baghdad. It isn't like you could draw a line in Iraq and say the Kurds live here or the Assyrians, the Chaldeans, or the Turkmans or the Shiites or the Sunnis live there. In the supposedly Shiite south, there are a million Sunnis in Basra."

The Kurdish region is dominated by two feuding political parties that have been struggling to form a unified government in order to strengthen their hand in pushing for a federalist system that would give them broad autonomy into the future.

At present, Iraq is divided into 18 states, known as governorates, of which three are Kurdish in the mountainous north. A permanently unified Kurdish state stirs worries, especially in Turkey and Iran, where there are large and restive Kurdish minorities.

The New York Times

# Trouble looms after coalition tells Kurds self-rule can stay

January 6 2004

The Guardian

Owen Bowcott and Brian Whitaker

Kurdish political leaders have been reassured that their region's semi-autonomous status will be allowed to continue after the handover to Iraqi self-rule on June 30.

The decision, which will infuriate neighbouring states and antagonise other Iraqis, is likely to have far-reaching consequences for any future constitutional settlement.

There have already been armed clashes in Kirkuk — with Arabs and Turkomans against Kurds — over control of the disputed, oil-rich city. Last week six people were killed.

The deal on preserving regional autonomy was reached at the weekend at a meeting in the Kurdish city of Irbil, when the American

administrator in Iraq, Paul Bremer, and his British deputy, Sir Jeremy Greenstock, met Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic party (KDP). The latter group is determined to extend its control beyond what were once the "safe havens" to the whole of the predominantly Kurdish north, including Kirkuk.

Allowing the Kurds to retain regional government is tacit recognition that the coalition has neither the time nor resources to dismantle the existing Kurdish parliament and administrations if they are to meet the June deadline. Those bodies date back to the end of the 1991 Gulf war, surviving outside of Saddam Hussein's rule under allied protection.

The British and Americans formally maintain that whether or not Iraq becomes a federal state, with semi-autonomous regions or simply local governorates, is up to the Iraqis.

But by not challenging the status quo, the coalition may leave the Kurds in a stronger position at constitutional talks. Mr Bremer wants a US-style federal constitution in which the largest devolved bodies would become Iraq's 18 governorates.

"This statement which has come out is a positive one and says the Kurdish areas should have self-rule," Dilshad Miran, the KDP representative in London, said yesterday.

"The borders have not been settled but the US has said it will be semi-autonomy.

"The area will not be agreed until there's been a proper census and the policies of Arabisation [carried out by the Ba'ath party] have been reversed. It will be a tough negotiation."

A Kurdish semi-autonomous region should be like Scotland within Britain, he said. Defence and foreign policy should be left to Baghdad.

The spokesman for the PUK in London, Howar Haji, said the Americans and British had "agreed that the existing safe havens will continue" to exist after June 30. The Irbil meeting also confirmed that up to

200,000 Kurds expelled from the Kirkuk region under Saddam's rule will be allowed to return, according to Mr Haji. In the short term the rival KDP and PUK administrations were likely to merge.

Kurdish ambitions are worrying other Iraqis, not least the estimated 2 million Turkomans who live mainly in the north-east. The creation of the safe havens effectively split the Turkomans into those dominated by the Kurds and those ruled by Baghdad. This division would be consolidated by the US plans.

Although Saddam changed the population balance by resettling Arabs there, the Turkomans regard Kirkuk as their city. The Kurds, meanwhile, view the city as an essential part of a future Kurdish state, because of its oilfields.

In an interview with an Arabic paper, the Turkoman member of Iraq's governing council, Songul Chapouk, hinted that the Turkomans would declare their own "Turkmanistan" if the Kurds looked like fulfilling their ambitions.

Such a move would mark the start of a civil war in the north — one in which neighbouring Turkey could feel obliged to intervene because of its cultural affinity with the Iraqi Turkomans and its fears about its own Kurdish minority.

International Herald Tribune  
January 5, 2004

Grappling with U.S. power ■ By Ray Takeyh

## Iran may be primed for reconciliation

**WASHINGTON**  
Despite the refusal of the Iranian government to receive a relief delegation led by Senator Elizabeth Dole, there are signals that Iran is far more ready than in the past for U.S. moves toward rapprochement.

The earthquake that destroyed the historic city of Bam has established an opening for improvement of relations between the two nations, and the United States should be careful to project respectful receptivity. Behind the help that America quickly delivered to Iran and the expressions of concern it sent, a path is open for diplomats to follow.

Over the past two years a perceptible change has occurred in Iran's attitudes toward the wider world. For the first time the clerical establishment appears willing to reach an accommodation on thorny issues including terrorism and the future of Iraq. The Bush administration has the unique opportunity to end more than two decades of enmity.

Though it rejected the Dole visit, Iran showed unusual gratitude and pragmatism to the other U.S. responses to the earthquake — prompt assistance and soothing words from Secretary of State Colin Powell. The powerful former president Ayatollah Akbar Rafsanjani speculated on the possibility of a thaw, claiming, "I'm not sure, but signs indicate that." One of Iran's leading reformers, the deputy speaker of the Parliament (and brother of the president), Mohammed Reza Khatami, went even further, stressing, "We're evaluating the American government's positive behavior, and I'm sure that good will will be answered with good will."

Iran has been re-evaluating its relationship with the United States since the Sept. 11 attacks. The massive projection of U.S. power in Iraq and Afghanistan shattered old taboos and created a climate for moderation. Tehran's cooperation with international nuclear protocols is a significant indicator of the mullahs' new thinking. A consensus is forming among reformers and conservatives who understand that Iran must come to terms with the United States on issues of common concern.

The most obvious interest the two countries share is in a stable Iraq. But even on terrorism and the Israeli-Palestinian peace process, there is promise for an end to the old belligerence.

**An earthquake has allowed the U.S. to show good will. Now diplomats should follow up.**

In recent months Tehran has been sending signals to the United States that it is hoping to avoid conflict over Iraq. Foreign Minister Kamal Kharrazi has dismissed the notion that Iran will seek to export its revolution to the chaotic scene in Iraq, saying, "No Iranian official has suggested the formation of an Iranian-style government in Iraq." And the secretary of Iran's National Security Council, Hasan Rowhani, was insistent on this point: "Tehran does not want confrontation and friction with America over Iraq."

A dialogue in which Washington can assure Iran

that its legitimate interests in postwar Iraq will be taken into account can go a long way to dispel Iranian suspicion. Both sides have an interest in stabilization of Iraq and ensuring its territorial integrity.

Among the most entrenched Iranian positions is hostility to Israel and any negotiated peace between Israelis and Palestinians, but even on that issue, competing interests are beginning to erode the old militancy. Iran's rhetoric may be laced with invectives against the peace process, but it would be unwilling to obstruct a peace treaty that enjoyed the support of the Palestinians and the Arab states. "We do not intend to impose our views on others or stand in their way," President Muhammad Khatami said.

Iran is increasingly recognizing that its interests in the Middle East and its relations with Arab states outweigh a lonely struggle against peace talks.

The price of supporting anti-Israeli forces like Hezbollah is gradually becoming too costly for Iran in the age of America's war on terrorism. Iranian leaders who previously sought to instigate violence by Hezbollah are now urging it to behave with restraint. In a recent trip to Beirut, Khatami echoed this theme. "We appeal to Lebanon, as a country and society, to be cautious," he said.

As the Bush administration contemplates the future of the Middle East, it should meet the new Iranian pragmatism with a measure of flexibility.

*The writer is a professor of national security studies and director of studies at the Near East and South Asia Center, National Defense University. This is a personal comment.*

# U.S. tackles Iraqi debts to nations in Mideast

## Baker wants them to forgive billions

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** After getting European and Asian nations to help Iraq with its debts, former Secretary of State James Baker 3rd faces a new challenge as he tries to persuade wary Arab nations to forgive an even larger debt, including the financial legacy of Iraq's violent history in the region.

A White House official said that Baker may leave for the Middle East later this month. He visited European and Asian countries in two trips in December after being designated by President George W. Bush as a special envoy on debts in December.

Administration officials and experts say that the Middle East debts, estimated at about \$45 billion, compared with \$40 billion for the group of leading industrial countries known as the Paris Club, contains large sums lent to Iraq by Saudi Arabia and other countries during Iraq's war with Iran in the 1980's.

Under Saddam Hussein, Iraq called on its Arab neighbors to help supply and pay for arms for the war effort. Baghdad later insisted that the aid was in the form of grants, not loans, and therefore repayment was not required.

The newly reconstituted Iraqi Finance Ministry is doing research on the validity of that claim, administration officials said, complicating Baker's mission.

"The paper trail is not what you would find in a normal government-to-government debt situation," a Bush administration official said. "All these arrangements, whether there were grants or loans, is being researched by the

Iraqis. There's a lot of data collection to be done."

In Europe and Asia, Baker, who is also a former Treasury secretary, won commitments for what officials said would be a "substantial" reduction of Iraq's debt, estimated by a London-based brokerage firm at \$116 billion.

"The trick is, what does 'substantial' mean?" said an official who traveled with Baker. "His purpose was to establish the principle that debt reduction is needed and to build a consensus toward an agreement this year. Now, everybody is at the table with a common understanding."

Baker has refused to translate "substantial" into percentages of how much of Iraq's debt might be forgiven. And the \$116 billion does not count perhaps another \$100 billion in war reparations sought by Kuwait and other countries.

Specialists who have been in contact with the World Bank, the International Monetary Fund and the Paris Club — a group of 18 rich countries that negotiate debt relief for poor nations — say that the target is likely to be agreement to forgive two-thirds of the debt.

Whether it is realistic to get the Arab countries, who are much poorer than the Europeans and Japan, to forgive two-thirds of the debt is not clear.

"The model that they are likely to follow is Serbia after the Balkan wars," said Richard Snyder, director of research at Exotix, the brokerage firm that estimated Iraq's debts at \$116 billion. "It's premature to set a percentage now, but two-thirds is the figure being discussed."

Snyder said that Baker's trips to Europe and Asia were successful be-

cause the countries he contacted — many of which opposed the American invasion of Iraq — seemed willing to move beyond their concerns and to do what was best for the new government to be installed in Baghdad.

Some creditor countries had initially balked at forgiving Iraq's debts because of its vast untapped oil reserves. Others said they did not want to negotiate Iraq's future finances with someone who was effectively an emissary of a military occupation.

Baker's mission succeeded in putting such talk in the past, though it could come up again when the Paris Club countries get down to specifics later this year, especially when they engage in discussions with the government of Iraq that is due to be installed by June 30.

The Baker strategy is described as a deliberate effort to sew up a broad agreement of rich countries on debt forgiveness and then try to persuade other countries in the region, and other creditor countries of lesser means, to go along with it.

Snyder's research estimated that Iraq's total debt of \$116 billion could be broken down as follows: \$45.5 billion by the states in the Middle East and Gulf; \$41.5 billion by the Paris Club; \$5 billion by former Soviet bloc countries in Eastern Europe; and \$9 billion other major country debts, including China with about \$5 billion.

In addition to this debt, there are \$3 billion in debts in the so-called London Club, run up by the Rafidain Bank, the largest private bank in Iraq in years past, mostly with other private banks; and \$8.5 billion in other private claims, of which \$2 billion is held by Japanese companies and \$1.5 billion by South Korean companies.

All these sums include principal and interest accrued since Iraq stopped paying any interest in 1990, at the start of its invasion of Kuwait.

The New York Times

# An isolated Syria reaches out to Turkey with visit

The Associated Press

**ANKARA:** President Bashar Assad of Syria arrived here Tuesday on the first visit to Turkey by a Syrian head of state, hoping to further improve ties as his country is increasingly isolated by the United States over its alleged support of terrorism.

The visit caps a string of smaller steps to repair relations after years of animosity.

The United States has accused Syria of supporting terrorism and the former regime of Saddam Hussein. American legislation approved by President

George W. Bush in December threatens to impose sanctions unless Syria complies with U.S. demands to cooperate.

Assad was scheduled to meet with his Turkish counterpart, Ahmet Necdet Sezer, the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, and other senior Turkish officials.

Turkey, NATO's only Muslim member, enjoys close ties with Israel, and there is hope among Israelis that Turkey could serve as a conduit between the two countries, which are still technically at war.

Israel had conveyed to Turkey messages that it wants passed to Assad, and

the Israeli ambassador, Pinchas Avivi, is expected to meet with Erdogan the day after Assad leaves Ankara, said Sharon Bar-Li Saar, an Israeli spokeswoman.

Relations between Turkey and Syria have been steadily improving since the late 1990's, when Turkey threatened military action against Syria over its hosting and supporting of Turkish Kurdish rebels. The threat forced Damascus to expel Abdullah Ocalan, a Kurdish rebel leader who is now imprisoned in Turkey.

One reason for Turkey to develop ties with Syria is to prevent Turkish rebels from finding havens there again.

Despite lingering disputes over Syria's claims to Turkey's Hatay Province and the sharing of water from the Euphrates River, the two countries have in the last three years signed military and security agreements and the volume of trade between the two countries has

January 7, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

reached about \$1 billion.

Syrian analysts said Assad's visit signaled a departure from the limitations that had governed relations.

"Assad's visit represents a turning point in regional politics, a turning of a page from the past and opening of a new page," said Imad Fawzi al-Shueibi, an analyst.

Also, the U.S.-led war in Iraq, which

both Syria and Turkey opposed, has served to bring the two nations closer — a development that is likely to concern Washington. Turkey refused to let its territory be used by American forces during the Iraq war.

Turkey and Syria border an autonomous Kurdish zone in northern Iraq, and both fear that the Kurds there could declare independence from Iraq, which

could inspire Kurds in the border areas of Turkey and Syria.

In July, Syria's former prime minister, Muhammad Mustafa Miro, became the first Syrian premier to visit Turkey in 17 years. And Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey visited Damascus in November for a meeting of Iraq's neighbors on the impact of the war.

## Deux Français tués par la guérilla à Fallouja, près de Bagdad

TOULON

de notre correspondant

Deux ressortissants français ont été tués et un troisième a été blessé, lundi 6 janvier, à proximité de Fallouja, à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad. Ils ont été « abattus par des terroristes », a déclaré le général Charles Swannack. Selon cet officier appartenant à la 82<sup>e</sup> division aéroportée, la voiture des Français, qui faisait partie d'un convoi, est tombée en panne sur « l'autoroute numéro un à une dizaine de kilomètres à l'est de Fallouja ». C'est alors qu'une voiture est arrivée à son niveau et ses occupants ont ouvert le feu, a indiqué le général américain, commandant de la province d'Al-Anbar, à l'ouest du pays.

L'une des victimes est Jean-Jacques Tison, un ancien officier de marine âgé de 37 ans, installé à Sanary, près de Toulon. Il avait été envoyé à Bagdad par la société française Géomines, spécialisée dans le déminage et la détection des munitions. L'entreprise basée à Six-Fours, dans le Var, aurait été retenue dans le cadre « d'un appel d'offres international par la société américaine Steel Foundation, pour effectuer une détection magnéto-métrique sous une ligne électrique », a précisé le PDG de l'entreprise, Géo Velez.

### UN LEADER DU DÉMINAGE

La mission consistait « à détecter, dans le sol, tout élément magnétique, ou munitions » pouvant empêcher la remise en route de cette ligne de



Des soldats britanniques assistent, mardi 6 janvier à Bassora, à des heurts entre la police irakienne et d'anciens membres de l'armée dissoute, qui manifestaient contre le non-paiement de leurs salaires. Les incidents ont fait au moins huit blessés, selon des témoins.

240 km qui alimente Bagdad. Il s'agissait, « par écho, de cartographier les lieux. Si l'on trouvait des munitions, l'armée américaine intervenait. Mais s'il s'agissait de fer, par exemple, c'est nous-mêmes qui traitons » a indiqué M. Gelez.

Petite structure d'une dizaine de salariés permanents, en majorité issus des forces armées, Géomines, qui a déjà opéré en Bosnie, au Salvador ou au Cambodge, est progressivement devenue l'un des leaders en France du déminage terrestre et sous-marin. Elle a fréquemment travaillé pour le compte des Nations

unies ou du ministère français de la défense. Pour le déminage du port de Casablanca, jusqu'à 150 personnes ont été employées.

Géomines avait envoyé en Irak un groupe des douze Français, pour la plupart des anciens plongeurs-démineurs de la marine nationale, comme Jean-Jacques Tison. Ils étaient arrivés à Bagdad dans la nuit du 2 au 3 janvier. « Jusque-là, ils étaient bloqués à l'hôtel Sheraton et n'avaient pu commencer le travail. Certaines démarches administratives restaient à accomplir avec les Américains », a expliqué M. Velez. Leur présence en Irak avait été signalée aux autorités françaises.

C'est lors d'une sortie de reconnaissance que l'un des véhicules du convoi, en panne, a été pris pour

cible. Il s'agissait de la première mission avec Géomines de Jean-Jacques Tison. Son corps devrait être prochainement rapatrié à Lorient, où vit sa famille. L'autre victime française « était chargée d'assurer la sécurité du convoi », a expliqué M. Velez. Son identité n'a pas été révélée. Un autre employé de Géomines a été très légèrement blessé et ses jours ne sont aucunement en danger.

### « OUBLIER L'IRAK »

La société a immédiatement décidé de rapatrier son personnel en France. « Ils partent à Koweït mercredi, puis prendront un avion. Notre travail est dangereux, mais nous n'avons pas l'habitude d'être pris en traître de la sorte. Le choc est tel qu'il va nous faire oublier l'Irak pour un moment », confie M. Velez. Sa société avait déjà travaillé à plusieurs reprises dans la région. Géomines avait participé au déminage du Koweït en 1991 et s'était rendue en Irak afin de « préparer un contrat pour enlever des épaves et munitions du Chatt Al-Arab », a-t-il expliqué.

Un commandant de la police de Fallouja a indiqué que « trente minutes après l'attaque, des forces américaines sont arrivées sur les lieux et ont interrompu la circulation dans les deux sens. Un hélicoptère a évacué les victimes ».

Plusieurs dizaines de Français se trouvent actuellement en Irak, mais aucun chiffre officiel n'est disponible. Les deux victimes françaises sont les premières depuis l'annonce de la fin des opérations majeures, le 1<sup>er</sup> mai, par le président Bush.

## Plus de 500 prisonniers vont être libérés

Paul Bremer, administrateur américain en Irak, a annoncé, mercredi 7 janvier, la libération prochaine de plus de 500 détenus arrêtés au cours des huit derniers mois pour des délits mineurs. « Dans une initiative destinée à inciter les Irakiens à se réconcilier avec leurs compatriotes, la coalition va permettre à certains malfaiteurs de retrouver leurs foyers et leurs familles », a déclaré Paul Bremer. « Ce programme ne s'appliquera pas à ceux qui ont du sang sur les mains. Aucune personne directement impliquée dans des activités ayant entraîné la mort d'êtres humains ou des blessures graves ne sera libérée », a-t-il souligné.

Les forces américaines détiennent actuellement quelque 12 800 prisonniers en Irak. Parallèlement à cette mesure de clémence, les services de Paul Bremer ont annoncé qu'ils adopteront au contraire une attitude plus agressive à l'égard des dignitaires de l'ancien régime. — (Reuters.)

Lilian Renard

## SYRIE

# Pays corrompu et proie facile pour 2004

Les Américains l'accusent d'avoir vendu des armes à Saddam Hussein, les Israéliens repoussent ses offres de négociation : l'année commence mal pour la Syrie. Mais le pire est la corruption qui gangrène le régime.

AL QUDS AL-ARABI

Londres

**O**n ne peut que constater que l'année 2004 s'annonce mal pour la Syrie, autant pour le régime que pour le peuple. La semaine dernière, un article du *Los Angeles Times* affirmait que plusieurs entreprises appartenant à l'entourage direct du président Bachar el-Assad avaient vendu des armes à l'ancien régime irakien [en contrevenant aux sanctions internationales]. Quel que soit le degré de crédibilité qu'il convient d'accorder à ces informations, les citoyens syriens sont conscients que les véritables motivations des personnes impliquées ne sont pas du tout à chercher parmi les mots d'ordre de la propagande officielle : sens de la patrie, défense de l'Irak, résistance aux Etats-Unis, etc. Ces motivations sont bien au contraire dictées par l'appât du gain. Si les informations rapportées sont correctes, la combine concerne dans son ensemble (trafic d'armes et autres opérations) entre 410 et 500 millions de dollars ! Les Syriens en tireront la conclusion que ce scandale n'est qu'un épisode de plus dans la longue liste des pratiques mafieuses et de brigandage qui caractérisent les hautes sphères très fermées des hommes au pouvoir, de leurs fils et filles, de leurs proches et parents. Ils se rappellent encore le scandale du marché du téléphone portable, dont le député Riyad Sayf avait révélé les détails au Parlement, ce qui lui valut

d'être arrêté et de comparaître devant une parodie de tribunal, sous l'accusation ridicule d'"atteinte à la Constitution" ! [Il a été arrêté avec Mamoun al-Humsi fin 2001 et condamné à cinq ans de prison. Cet épisode avait marqué la fin du "printemps de Damas" consécutif à l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad, en juillet 2000.]

Ces pratiques mafieuses se déroulent alors que le niveau de vie des citoyens syriens dégringole vers des profondeurs abyssales : les statistiques indiquent que le salaire mensuel moyen de 67 % des citoyens actifs est actuellement de 7 500 livres syriennes [120 euros], soit 1 dollar par jour et par personne pour une famille moyenne de 5 personnes. En d'autres termes, 67 % de la population active syrienne vit dans la pauvreté.

► *Dessin de Katz paru dans The Jerusalem Report, Israël.*

### ■ Démagogue

*"De moins en moins de restaurants servant du vin, de plus en plus de mosquées et de femmes vêtues à Damas", rapporte le Journal libanais An Nahar. "Le régime syrien tente de récupérer le réveil religieux de la société pour souder le peuple derrière le président (que Dieu le protège !) face à la menace extérieure. Mais les résultats de cette politique pourraient se faire sentir au-delà de toute espérance et dépasser ceux qui l'ont mise en œuvre."*

Peut-on s'étonner dès lors de la manière dont ce pouvoir tyrannique, mafieux et escroc se fait traiter par le faucon israélien Ariel Sharon ? Ce dernier verse dans l'outrecuidance, l'orgueil et le dédain pour rejeter les différentes offres qu'on lui a faites et pour réduire à zéro tout projet de négociations syro-israéliennes. Cela nous amène au second désastre syrien en ce début de l'année 2004. Un comité ministériel israélien vient d'approuver un nouveau plan d'installation de colons dans une partie du Golan occupé, avec un doublement du nombre de colons et la constitution de neuf nouvelles colonies.

Pour s'assurer que l'agression ne comporte pas la moindre ambiguïté, le ministre de l'Agriculture israélien, Yisrael Katz, a déclaré que la date



de démarrage du projet n'était pas le fait du hasard, mais se voulait un message clair et direct adressé au président syrien, message qui dit en substance : "Le Golan fait partie intégrante du territoire d'Israël et le gouvernement n'a pas l'intention de céder la moindre parcelle de son pouvoir sur cette région."

Ce genre d'ambiance nous ramène à la période un-pas-en-avant-un-pas-en-arrière, qui a marqué le projet d'accord de paix syro-israélien durant l'année 2000. Toutefois, à la différence d'alors, l'équilibre des forces en présence est aujourd'hui bien moins favorable à la Syrie. A Damas, Bachar el-Assad a peut-être hérité du poste et du titre de son père, Hafez, mais pas de la poigne qui permettrait à ce dernier de maîtriser le jeu. A Tel-Aviv, c'est Ariel Sharon qui est Premier ministre, et non plus Ehoud Barak. Et, surtout, l'armée américaine occupe un pays arabe essentiel, voisin de la Syrie. Comment l'année 2004 pourrait-elle évoluer en faveur de la Syrie ?

Sobhi Hadidi

**Courrier**  
INTERNATIONAL

DU 8 AU 14 JANVIER 2004

Conservatives vs. reformers ■ By Bagher Asadi

# The battle for Iran's future

TEHRAN

Looking back on three decades of international news coverage of Iran gives me a squeamish feeling.

For a host of reasons — historical-civilizational significance, geostrategic position, pre-eminence in the Persian Gulf and, not least, the still unfolding dynamism of the 1979 revolution — Iran has consistently been at the center of international attention. So much so, in fact, that a decade ago the American scholar Graham Fuller called his book on Iran “The Center of Universe.”

There have been many times when I felt elated to see my country and its affairs viewed with keen interest everywhere — including in 1979, when the Iranian people brought down the monarchy, and in 1997, when they enthusiastically elected President Mohammad Khatami as a symbol and beacon of much-needed reform.

Then there have been occasions for a different type of feeling. The earthquake last month was one such event. Another, of course, is the ongoing nuclear imbroglio.

The nuclear issue — which is neither my cup of tea nor a matter of daily bread and butter for ordinary Iranians — has for months now received the lion's share of outside attention, diverting attention from the burning issues my country has been grappling with.

Far and away the most important is the coming elections for the seventh session of the Majlis, Iran's 290-seat Parliament. What is practically at stake in this vote, set for Feb. 20, is nothing less than the future of Iran's government structure.

The Sixth Majlis, elected in early 2000, has been dominated by the reformers allied with Khatami. Yet its will has been effectively blocked by the Council of Guardians — a conservative supervisory body composed of six experts in Islamic law, called mujtahids, and six civil lawyers.

The reform movement's failure since 1997 to make good on its promises — a result not only of the efforts of the antireform coalition but also of the reformers' own lack of vision and vigor — has led to a general state of despair and resignation.

The town council elections of last February, which had an astonishingly low turnout of 10 percent to 15 percent in Tehran and other major cities, should have served as a national wake-up call. The conservative ticket was victorious simply because it is very good at getting its supporters to the polls. The low percentage of voters clearly signaled a deep sense of political exhaustion and disenchantment with the status quo.

Yet the conservative bloc and its authoritarian fringe — which had seen a succession of devastating defeats from 1997 to 2001 — were emboldened by the result last year and have set their eyes on recapturing the Parliament next month. Should this happen, the immediate result would be that Khatami's hands

would be tied for the rest of his final term of office, which expires in 2005.

In the longer term, the conservatives see parliamentary victory as a step to a total consolidation of the governance structure, which they hope could be sealed in the presidential elections in 2005 — even though conservative control of the Majlis would inevitably widen the gap between the overwhelming majority of the populace and those wielding power.

For at least a century  
Iran has been lacking  
a systematic attempt  
to build a civil society.



Mohammad Khatami, by Ique (Brazil). C & W Syndicate

In addition, the conservatives' blatant disdain for human rights and republican aspects of governance would inevitably invite outside censure and further complicate an already tenuous relationship.

The conservatives' best chance next month is another low turnout. Thus we have seen a wide range of political and propaganda campaigns accompanied by legal and pseudo-legal administrative measures, including stringent new vetting procedures intended to disqualify prominent reform candidates in Tehran and other big cities.

The best hope for the reformers is a high turnout, which could be spurred by an active participatory campaign and, more important, a heated national debate on just what this election means to the future of Iran. The likely turnout is very difficult to predict or even analyze at this stage.

Thus with the widespread disenchantment with official policies and the bubbling restlessness among the growing ranks of the young, it is not hard to fear the future direction of events in the case of a conservative victory.

A determined drive for total power by the conservative coalition has the potential to ignite an intrinsically explosive situation. If history is any indication, anachronistic campaigns, let alone follies, more often than not turn sour and backfire.

Even if the reform movement retains its majority in the Parliament, it is vital that all the homegrown political forces dedicated to meaningful, long-term reform in Iranian society undergo a substantive soul-searching. The strategy and tactics that have failed since 1997 will have to be revisited and critiqued in earnest.

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

January 8, 2004

In the long run, the current failures of reformers aside, the yearning on a national scale for real change will undoubtedly endure, and even strengthen. And one thing should be clear to all those in the fray: What is at stake in Iran today is the rule of law, a representative, accountable and transparent government, and practical respect for fundamental freedoms and human rights.

In fact, these are exactly the issues that have been at stake in the country for the last century, since the Constitutional Revolution of 1905, with periodic ebbs and flows. The current drama should be seen as yet another episode of the same old family feud, albeit in a much different world and a much worse neighborhood. Left alone and untampered with it will sort itself out, and definitely for the better in the long run.

In the end, what is really lacking — and has been lacking for at least a century — has been a systematic attempt to build a civil society. Had the political forces in the country been more conscious of the instrument-

al role civil society plays in the institutionalization of politics, we would have fared much better in establishing more durable institutions and political structures.

This was as true in the early decades of the century, and in the Iran of the 1950's under Prime Minister Mohammad Mossadegh, as it has been since 1979. And its abject neglect since 1997 should be seen as a major cause of the failure of the reform movement.

Until Iranians develop a solid base for a robust, dynamic civil society, we will not be able to make political achievements irreversible. Hindsight tells us that achieving comprehensive national development, which has thus far eluded us despite our oil riches, depends on achieving true democracy.

*The writer, an Iranian career diplomat, is a member of the UN secretary general's panel on civil society.*

## IRAN

# Après le séisme, lune de miel avec Washington ?

La presse conservatrice continue de désigner l'Amérique comme le Grand Satan. Mais le journal réformateur *Shargh* promeut l'idée d'un partenariat stratégique avec Washington.

SHARGH  
Téhéran

**L**e climat de méfiance qui marque les relations entre l'Iran et les Etats-Unis n'est pas si lourd qu'il ne puisse être dissipé par quelques rencontres à l'abri des regards publics. Des échanges au sujet de questions concrètes telles que l'Afghanistan et l'Irak, tout comme des études prospectives sur la coopération entre les pays riverains de la mer Caspienne, ainsi que du golfe Persique, peuvent être le premier moyen d'établir la confiance entre les deux pays, sans écarter pour autant la possibilité d'un dialogue critique sur les fondements philosophiques et sociologiques des régimes iranien et américain. Les pourparlers discrets entre l'Iran et l'Union européenne [qui ont abouti à l'acceptation d'inspections menées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en Iran] ont permis une meilleure entente entre les deux parties. Ils pourraient servir de modèle pour réduire les tensions entre Téhéran et Washington.

Il faut dire que, depuis les années 90, la politique étrangère de l'Iran a pris progressivement une tournure réaliste, orientée vers la conciliation avec nos partenaires étrangers. Nos relations avec Pékin sont devenues stratégiques, tandis qu'avec la Russie elles se stabilisent, malgré quelques tergiversations. Téhéran, de la même manière, a tenté d'améliorer ses relations avec les pays arabes, dont l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Pour cette dernière, les débuts sont particulièrement prometteurs. [Le président

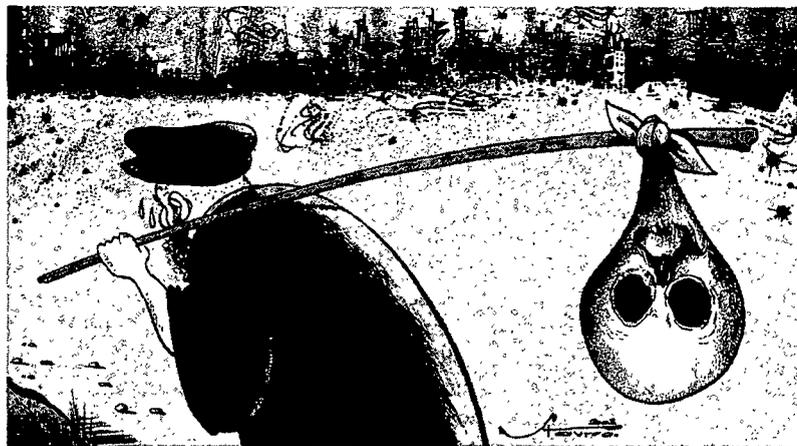
égyptien a rencontré son homologue iranien, Mohammad Khatami, à Genève, le 10 décembre dernier, et doit se rendre à Téhéran, alors que les relations diplomatiques entre les deux pays étaient interrompues depuis la révolution islamique de 1979.] Les accords de sécurité iraniens avec certains pays du golfe Persique offrent un bon exemple de ces mesures de confiance régionale. De même, les médiations iraniennes dans la résolution de la guerre civile au Tadjikistan et dans le conflit du Haut-Karabakh ont été fructueuses, tout comme l'a été la politique envers les talibans. Ces démarches étaient en conformité avec les efforts aussi bien de l'Organisation des nations unies que des Etats-Unis.

La position géographique exceptionnelle de l'Iran, au cœur de l'Eurasie, au carrefour du monde, lui confère un poids stratégique et économique qui justifie le besoin de coordination et de coopération entre

l'Iran et les Etats-Unis. L'Iran, vaste pays doté d'une main-d'œuvre importante, d'abondantes ressources naturelles et d'une géographie diversifiée, est une région propice au développement économique et technique. Les inquiétudes de l'Iran pour sa sécurité expliquent son désir de se tenir éloigné des polarisations militaires et de démilitariser le golfe Persique et la région de la mer Caspienne. Ce désir concorde avec les intérêts à long terme des Etats-Unis. En réalité, un Iran convaincu de prendre le chemin de la réduction des tensions avec ses voisins apparaît comme un pont stratégique entre la mer Caspienne et le golfe Persique, qui pourrait permettre aux Etats-Unis d'alléger leur présence militaire dans la région. Cela d'autant plus si la Maison-Blanche encourageait les voisins de l'Iran à mettre en place de nouveaux dispositifs de sécurité régionale qui incluraient notre pays.

Mohammad Firouzan

■ **Réticences**  
"Il paraît que les Etats-Unis essaient de retirer un avantage politique de ce qui s'est passé à Bam, s'alarme le *Tehran Times*. Les récentes déclarations de Colin Powell indiquent que l'objectif de l'assistance humanitaire est diplomatique, dans le sens où elle tend à influencer l'opinion publique iranienne afin que Téhéran renonce à sa politique d'indépendance. Or le peuple iranien est certes reconnaissant, mais non moins vigilant."



◀ Dessin de Stavro Beyrouth.

## IRAK Pour tenter d'enrayer la vague d'attentats contre les oléoducs, les autorités engagent des milices privées

# La secte des derviches veille sur le pétrole

LE FIGARO JEUDI 8 JANVIER 2004

Les Etats-Unis ont annoncé hier la libération de plus de 500 détenus en Irak et le quadruplement des fonds prévus pour accélérer la transition démocratique à l'approche du transfert du pouvoir aux Irakiens, en juin. Trente-cinq soldats américains ont été blessés par des tirs de mortier contre une base américaine située à l'ouest de Bagdad. Selon l'armée américaine six obus de mortier ont atteint la base. Un oléoduc à l'ouest de Kirkouk a été endommagé par un sabotage à l'explosif, a signalé un responsable de la Compagnie de pétrole du nord.

**Kirkouk :**  
de notre envoyé spécial  
Thierry Oberlé

Accroupis sur la berge du Tigre, deux gardes armés en tenue paramilitaire sirotent du thé sans jeter le moindre regard au pont enjambant la rivière. Brisé par un bombardement durant la guerre, le tablier d'acier pique du nez. A ses pieds circulent les

pipelines qui relient les champs pétrolifères de la plaine de Kirkouk aux contreforts de Baji. Les itinéraires des oléoducs en provenance de l'une des principales réserves de pétrole de la planète se séparent un peu plus loin.

Ahmed et Abdelkrim appartiennent à l'une des multiples milices irakiennes employées à la surveillance des sites du pétrole. « Les installations sont régulièrement attaquées. Quand ils ne minent pas le pipe, les Fedayins font sauter les barques pour nous empêcher de passer sur l'autre rive. Ce matin, nous avons poursuivi des types qui tiraient au mortier mais nous sommes rentrés bredouilles », racontent les gardes. Les deux compères se présentent : ce sont des derviches de la secte des kasnazaniya.

En kurde, « kasnazaniya » veut dire « je ne sais pas ». Leur congrégation aurait été baptisée ainsi car telle serait la réponse des adeptes lorsqu'ils sont interrogés sur leur insensibilité à la douleur. Les « kasnazaniya » ont en effet la particularité de se transpercer le ventre avec des épées lors de cérémonies ouvertes au public. Ils se passent aussi des aiguilles dans les joues et marchent pieds nus sur des lits de charbons ardents.

Cheikh Mohammed, leur patriarche, fut par le passé le guide spirituel d'Ezzat Ibrahim, le numéro deux du régime baasiste. Mais la secte a modifié ses al-

liances sous la férule des fils du guide spirituel, appelés par leur père Nehru et Gandhi par « souci d'universalisme ». Peu porté sur la non-violence, le docteur Nehru a fondé voici dix ans à Sulamaniya, dans la partie nord de l'Irak sous contrôle de la rébellion kurde, la Coalition pour l'unité nationale irakienne (CUNI). La mystérieuse organisation emploierait aujourd'hui plus d'un millier d'hommes en armes. Elle emboîte au gré des besoins, à la manière des poupées russes, un parti politique, une secte, un business, une milice.

La courte histoire de la Cuni est une étrange saga où se mêlent la politique et l'espionnage, l'affairisme et le mysticisme. L'armée de libération de l'Irak, le bras armé de la Cuni, est apparu après le 11 septembre 2001 avec la bénédiction du Pentagone et le soutien financier de la CIA.

Puis, dans les mois qui précèdent l'invasion de l'Irak, les réseaux du docteur Nehru sont activés à travers tout le pays au profit des services de renseignement américains. Les espions kasnazaniya communiquent à l'aide de téléphones satellitaires

Thuraya fournis par la CIA. Leurs missions sont périlleuses : surpris par les Mukhabarats avec ces appareils alors interdits en Irak, quatre d'entre eux sont passés par les armes. « Ce sont nos martyrs », assurent Ahmed et Abdelkrim.

Mais, au lendemain de la chute de Saddam, l'armée de libération de l'Irak perd sa raison d'être. Elle est alors reconvertie sur les « recommandations » de ses discrets conseillers américains en une société privée, l'Irak Protection Company (IPC). En mai, le docteur Nehru signe avec des organismes officiels irakiens de juteux contrats dans le domaine sécuritaire.

Composés de partisans de toutes origines même si sa base

arrière est au Kurdistan, la Cuni n'a pas de caractère ethnique au contraire des milices kurdes de l'UPK et du PDK. Et lorsque se pose la question de la surveillance des équipements pétroliers du Nord irakien les Américains se tournent naturellement vers le docteur Nehru. « Nos amis américains ne pouvaient pas demander aux Kurdes de faire le boulot car cela aurait été mal compris par les Arabes et les Turkomans. Ils nous ont suggéré de créer une société de protection, nous avons commencé à nous déployer sur 51 sites le 8 mai », explique Jaber Peshwar, le manager général d'IPC.

Le boss n'a pas d'état d'âme. Interrogé sur les risques de confusion entre business et politique, il se dit « fier de prendre ses responsabilités ». « On se développe, on contrôle bien la situation. Notre ambition est de monter une grande société pour faire du profit et donner de l'emploi », affirme-t-il. « Pourquoi laisser le business de la sécurité aux étrangers ? Nous entendons participer à la reconstruction en protégeant les biens nationaux tout en fournissant du travail aux Irakiens. »

« Notre patron nous paye correctement. On touche 95 dollars par mois, évidemment c'est moins que les poseurs de mines. Les hommes de Saddam versent jusqu'à 500 dollars aux Fedayins pour commettre un attentat. Mais au moins on est du

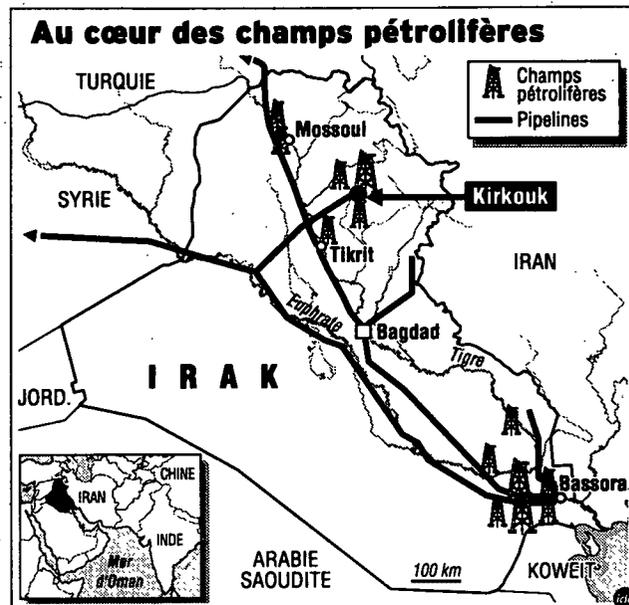
bon côté », assurent Ahmed et Abdelkrim.

La mission des derviches est loin d'être une sinécure. A l'heure des premiers bilans, les résultats d'IPC sont à vrai dire peu flatteurs. Improvisée dans l'urgence, la solution IPC a tourné au fiasco. Depuis l'été, la guérilla multiplie les attentats sur le parcours des pipelines. Miné par les sabotages

attribués aux partisans de Saddam, l'oléoduc d'exportation Kirkouk-Ceyhan est désormais fermé. Vitale, cette ligne d'exportation remonte l'or noir vers le nord, franchit la frontière turque via la région du Kurdistan et débouche sur les terminaux méditerranéens de Ceyhan.

« Il est impossible de donner une date de réouverture car chaque jour de nouvelles difficultés apparaissent », indique Adal Al-Kazzar, le directeur général de la Compagnie pétrolière du nord (NOC). « Nous sommes confrontés à des problèmes d'insécurité, mais aussi de vétusté et de manque d'entretien », poursuit le grand patron du pétrole de Kirkouk.

Maintenu à son poste comme la plupart des cadres irakiens aux compétences techniques reconnues, il reçoit dans son vaste bureau directorial du siège du NOC. Durant l'entretien, des militaires de l'US Army Corps of Engineers (USACE) s'installent sur des canapés dans un coin et bavardent en toute décontraction. « L'ancien pouvoir était



trop directif. Il me donnait peu de latitude, mais la loi et l'ordre régnaient. Je bénéficie maintenant des conseils d'experts mais le manque de sécurité rend les perspectives incertaines », explique Adal Al-Kazzar.

Depuis octobre, le dispositif de protection des sites est remodelé. Erinys, la société privée sud-africaine qui dirige les opérations, a formé plus de quatre mille nouveaux gardiens irakiens. Les recrues sont encadrées par d'anciens militaires sud-africains et britanniques. En majorité kurdes, elles se sont substituées à la police du pétrole de l'ancien régime. Leur chef, Ghazi Talabani, est d'ailleurs un cousin de Jalal Talabani, le leader de l'Union patriotique kurde (UPK). Les patrouilles d'Erinys circulent à vive allure à bord de

pick-up Toyota. Debout sur la plateforme arrière de chaque véhicule, comme dans les conflits africains, un artilleur encagoulé dirige une mitrailleuse montée sur trépied.

Les équipes d'Erinys sont renforcées tout au long du parcours

des oléoducs par des sentinelles à pied. Ghazi Talabani a confié cette tâche de surveillance de proximité aux chefs de tribus des territoires traversés. « J'ai engagé 50 fusils. Mon tronçon de dix kilomètres est sous bonne garde de jour comme de nuit. Il y a beaucoup moins de sabotage depuis la signature des contrats. Mais le dispositif n'est pas suffisant dans les montagnes », estime Mohamed Khalil, le chef de tribu de la bourgade arabe d'al-Fatah dont la zone de compétence s'étend jus-

qu'au pont de Baji.

Réunie devant sa maison, sa famille se plaint des Américains. « C'était mieux avant. Il faudrait revenir à l'ancien système mais sans Saddam », assure son frère Khalil. Il est probable qu'il changerait d'avis si Ghazi Talabani rectifiait à la hausse le montant de l'enveloppe versée à la famille : sous le régime baasiste elle touchait une rente mensuelle deux fois plus importante simplement pour dénoncer les mauvais voisins.

Sur des centaines de kilomètres, l'exportation des hydrocarbures des champs de Kirkouk dépend ainsi de milices privées, de protecteurs vendus au plus offrant ou de partenaires kurdes. La trop forte implication militaire de ces derniers pourrait attiser les tensions ethniques, sans qu'apparaisse en

retour la stabilité.

Au neuvième mois de l'occupation américaine, l'Irak n'a pas retrouvé son niveau d'exportation d'avant-guerre. « Surtout ne me demandez pas comment je vois l'avenir. C'est une question à un million de dollars. Disons que mon sentiment est mitigé », confie Adal Al-Kazzar, le directeur de la NOC. Il sait que sans sécurité, l'eldorado irakien est condamné à rester ce qu'il est aujourd'hui : un mirage.

Dans le parc de la compagnie, aux pelouses soigneusement entretenues, flotte une puissante odeur de brut. Mais la station-service voisine manque de carburant. Des automobilistes se disputent devant la pompe. Enervé, l'un d'eux brandit une arme et tire en l'air.

## Le président syrien achève une visite historique en Turquie

Le rapprochement entre Damas et Ankara se nourrit d'inquiétudes au sujet des Kurdes d'Irak

### ISTANBUL

de notre correspondant

La visite de trois jours que le président Bachar Al-Assad a achevée, jeudi 8 janvier, en Turquie est la première d'un chef d'Etat syrien et marque un tournant important dans les relations entre Ankara et Damas, après des décennies de tension. Bachar Al-Assad a mené une offensive de charme à Ankara et Istanbul, où il est venu en famille. « Nous sommes passés d'une atmosphère de méfiance à un climat de confiance. Nous devons créer la stabilité dans un contexte régional d'instabilité » a-t-il déclaré.

La Syrie a pendant longtemps joué la carte kurde contre la Turquie, en appuyant les rebelles kurdes du PKK. En 1998, les deux voisins avaient de justesse évité un conflit lorsque la Syrie, sous la pression de l'armée turque qui menaçait d'intervenir, avait finalement expulsé le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, arrêté peu après au Kenya. Depuis, le dialogue entre Ankara et Damas a repris, accéléré par l'arrivée au pouvoir de Bachar Al-Assad. Une inquiétude commune face à l'émergence possible d'un Etat kurde indépen-

dant au nord de l'Irak rapproche aujourd'hui les deux pays.

« Nous sommes non seulement opposés à un Etat kurde, mais également à toute action contre l'intégrité territoriale de l'Irak », a déclaré Bachar Al-Assad. *la désintégration de l'Irak serait une ligne rouge, pas seulement pour la Syrie et la Turquie, mais pour tous les pays de la région*. Lundi, la Maison Blanche avait indiqué, selon la presse américaine, qu'elle ne prendrait aucune initiative pour empêcher les Kurdes irakiens de jouir d'un statut d'autonomie. Ces informations avaient inquiété Damas et Ankara et le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, avait dû préciser que « la position américaine depuis le début de la crise a toujours été que l'Irak doit rester un seul pays intégré ».

Pour la Syrie, perçue par Washington comme un Etat soutenant le terrorisme, l'appui d'Ankara est important. Cet appui a été exprimé, en novembre, par les autorités turques, notamment par le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, après que Damas eut expulsé vers la Turquie vingt-deux personnes soupçonnées d'être impliquées dans les atten-

tats-suicides de novembre 2003 à Istanbul.

Bachar Al-Assad a profité de sa visite pour lancer un appel au démantèlement des armes de destruction massives au Moyen-Orient, tout en défendant le droit de la Syrie à se protéger contre « l'agression » d'Israël. Il a affirmé que Damas n'abandonnerait pas

### La Syrie a longtemps joué la carte kurde contre la Turquie, en appuyant les rebelles du PKK

son programme d'armement tant qu'Israël n'en ferait pas autant.

Aucune déclaration publique n'a été faite sur les deux contentieux bilatéraux entre Damas et Ankara : le partage des eaux de l'Euphrate et les revendications territoriales de la Syrie sur la province turque de Hatay (autrefois le sandjak d'Alexandrette). La presse turque

a cependant relevé comme un pas important, de la part de la Syrie, le fait que des accords économiques signés durant cette visite acceptent implicitement les frontières internationalement reconnues de la Turquie.

La Turquie n'entend pas abandonner son alliance stratégique avec Israël. Ce n'est sans doute pas un hasard si la conclusion d'un accord sur l'exportation d'eau potable de Turquie vers Israël - un projet en gestation depuis de longues années - a été annoncée à la veille de l'arrivée de Bachar Al-Assad. Le gouvernement turc a, d'autre part, offert de jouer un rôle de médiateur pour la reprise des pourparlers de paix entre la Syrie et Israël, une proposition qui ne semble cependant pas avoir suscité beaucoup d'intérêt.

La situation en Irak pousse les autorités turques à chercher de nouveaux appuis régionaux. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, aura l'occasion d'exprimer les inquiétudes de son pays lors d'une rencontre avec George Bush à Washington, le 28 janvier.

Nicole Pope

Le Monde

9 JANVIER 2004

# Syria and Turkey warn against Kurdish split from Iraq

By Louis Meixler  
ASSOCIATED PRESS

ANKARA, Turkey — The leaders of Iraq's neighbors, Syria and Turkey, insisted yesterday that Iraq remain united, issuing a warning to Kurds who might aspire to create an independent state in the north of the country.

In Washington, Secretary of State Colin L. Powell said the United States believed the Iraqis should decide the future of the overwhelmingly Kurdish northern region, but "it is absolutely clear" it must remain part of Iraq.

The statements came as Iraq's Governing Council has been working out details of a new government for Iraq. Iraqi Kurdish leaders are asking for greater autonomy for the oil-rich north and a federal Iraq based on two ethnic states.

Although Iraqi Kurdish leaders are not asking for indepen-

dence, Turkey fears that increased autonomy and states based on ethnic identity will encourage separatism.

Turkish Kurdish rebels fought a 15-year war for autonomy in southeastern Turkey that claimed 37,000 lives.

Turkish leaders have repeatedly said they will not tolerate Kurdish independence in Iraq, which they say will lead to destabilization of the region. Iran, Syria and Turkey all have large Kurdish minorities in regions bordering Iraq.

"We condemn all approaches that pose a threat to Iraq's territorial integrity," Syrian President Bashar al-Assad said after flying to Ankara in the first visit to Turkey by a Syrian head of state. He met with his Turkish counterpart, Ahmet Necdet Sezer.

Sezer added that Syria and Turkey "share the same views on the protection of Iraq's terri-

torial integrity and of its national unity."

Earlier, Assad told CNN Turk television that "if there is no territorial integrity in Iraq, we cannot talk about stability in Iraq or in our countries. ... We are not only against a Kurdish state, but any state that would break the integrity of Iraq."

The warnings came in statements delivered at the end of a ceremony to mark the signing of agreements to promote mutual cooperation.

Northern Iraq is a largely autonomous area that is one of the relatively stable regions of the country with few U.S. troops.

Turkey is particularly worried about Kurdish control over the oil-rich northern city of Kirkuk. Iraqi Kurdish fighters moved into the city after the fall of Saddam Hussein, and control over its resources would make a possible state more economically viable.

THE PHILADELPHIA INQUIRER

January 7, 2004

## Front commun turco-syrien face aux Kurdes d'Irak



ANKARA, 6 jan (AFP) - 18h43 - La Syrie et la Turquie ont adressé mardi une mise en garde conjointe contre toute atteinte à l'unité territoriale de leur voisin irakien, au premier jour d'une visite qualifiée "d'historique" par le président syrien Bachar al-Assad à Ankara.

Cette visite d'Etat de trois jours, la première par un chef d'Etat syrien chez son voisin anatolien, concrétise l'amélioration des liens entre deux pays qui ont failli se faire la guerre en 1998.

Drapeaux turcs et syriens flottaient dans les principales artères d'Ankara où tombait la neige.

"Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut absolument protéger l'intégrité territoriale de l'Irak et maintenir son unité", a notamment affirmé M. Assad à l'issue d'entretiens avec son homologue turc Ahmet Necdet Sezer.

"Nous condamnons toutes les visées qui pourraient mettre en danger l'intégrité territoriale de l'Irak", a-t-il ajouté.

La Turquie comme la Syrie, où vivent d'importantes minorités kurdes, craignent la contamination séparatiste si les Kurdes d'Irak obtiennent l'autonomie au sein d'un nouveau système fédéral.

M. Sezer a également appelé à un retour à la stabilité le plus rapidement possible en Irak.

Mais la visite de M. Assad en Turquie concrétise avant tout la normalisation des relations entre deux pays qui ont failli se faire la guerre en raison du soutien accordé par Damas aux rebelles kurdes de Turquie.

"Nous sommes passés d'une atmosphère de méfiance à une atmosphère de confiance", a affirmé M. Assad, qui a qualifié sa visite "d'historique".

"Sans perdre plus de temps, il nous faut remplacer l'inimitié, la méfiance et l'instabilité de notre région par la paix, la stabilité et la prospérité", a affirmé pour sa part M. Sezer.

La Turquie, alliée des Etats-Unis et d'Israël dans la région, avait menacé en 1998 de recourir à la force en raison du soutien de la Syrie au Parti des travailleurs du Kurdistan, qui menait une lutte armée en Turquie.

La crise n'avait été désarmée qu'avec l'expulsion par la Syrie du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, aujourd'hui emprisonné en Turquie.

Depuis lors, les deux pays ont scellé plusieurs accords sécuritaires et économiques. Ils ont notamment signé le mois dernier un accord visant à lutter contre la criminalité et le terrorisme, quelques jours après l'extradition par Damas de 22 suspects recherchés par la Turquie dans le cadre de l'enquête sur les attentats suicides à Istanbul en novembre.

Et mardi, les deux présidents ont assisté à la signature de trois accords économiques sur la promotion des investissements, l'imposition et le tourisme.

M. Assad devait s'entretenir dans la soirée avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et rencontrer mercredi le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul et le chef d'état-major, le général Hilmi Ozkok.

Jeudi, il devait se rendre à Istanbul pour participer à un forum sur le tourisme bilatéral et pour y rencontrer les milieux d'affaires.

Lors de ses entretiens, M. Assad devait également aborder la situation régionale à un moment où il cherche à relancer les négociations de paix avec Israël.

La Turquie a offert de "faciliter" le dialogue entre ces deux pays et l'ambassadeur israélien à Ankara, Pinhas Avivi, qui doit s'entretenir prochainement avec M. Erdogan, a fait part au ministère turc des Affaires étrangères de mesures que Damas pourrait prendre pour encourager la reprise d'un dialogue, a-t-on appris de source diplomatique.

Ankara et Damas semblent avoir convenu d'occulter, le temps de cette visite, les points de litige qui les séparent, dont le partage des eaux de l'Euphrate et la souveraineté turque sur la province de Hatay (sud).

## Le statut du Kurdistan au centre d'une rencontre Bremer-Talabani-Barzani



BAGDAD, 8 jan (AFP) - 9h26 - Le futur statut du Kurdistan d'Irak a été au centre d'une série de rencontres mercredi entre l'administrateur américain Paul Bremer et les deux principaux chefs kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani, rapporte jeudi la presse locale.

"La discussion a porté sur le processus politique en cours et le futur statut du Kurdistan", écrit le quotidien Al-Taakhi, organe du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani, précisant que la rencontre avait eu lieu près d'Erbil, à 350 km au nord de Bagdad.

Les projets du PDK et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de M. Talabani, ont été également évoqués, a ajouté le journal, en allusion aux discussions sur la mise en place d'un seul "Parlement" et d'un seul "gouvernement" kurdes.

Le "Parlement" kurde créé par le PDK et l'UPK en 1991 dans le Kurdistan qui échappait au contrôle du régime de Saddam Hussein, n'a pas survécu à leurs rivalités. Chaque parti a mis en place en 1994, son propre "gouvernement" et sa propre assemblée.

Les dirigeants kurdes se sont faits de plus en plus pressants dans leur demande d'un Irak fédéral et ont présenté un projet dans ce sens au Conseil de gouvernement transitoire où ils sont représentés, en insistant sur une large autonomie.

Le président en exercice du Conseil de gouvernement, l'Arabe sunnite Adnane Pachachi, a réaffirmé samedi le soutien de cette instance au fédéralisme mais a demandé patience aux Kurdes, dont les revendications sur la ville de Kirkouk ont provoqué des troubles interethniques.

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a souligné dimanche, face aux inquiétudes exprimées par la Turquie et la Syrie, où vivent d'importantes minorités kurdes, que "la position américaine depuis le début de cette crise a toujours été de dire que l'Irak devait rester un seul pays intégré".

"Les Kurdes souhaitent préserver leur identité historique et la lier, d'une certaine manière, à la géographie. Mais je pense qu'il est tout à fait clair que cette partie de l'Irak doit continuer de faire partie de l'Irak", a-t-il ajouté.

## Kurdes et Arabes discutent du fédéralisme dans le nord de l'Irak



SALAHEDDINE (Irak), 9 jan (AFP) - 12h03 - Les deux principaux chefs kurdes d'Irak et quatre membres arabes du Conseil de gouvernement transitoire ont tenu jeudi soir et vendredi matin une série de discussions à Salaheddine (nord) sur la question sensible du fédéralisme.

"La discussion a porté sur l'Irak fédéral", a déclaré vendredi à l'AFP un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui a participé aux réunions avec Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Il a ajouté que les quatre dirigeants arabes impliqués dans les discussions, les chiites Ahmad Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI) et Mouwaffak al-Roubai (indépendant), et les sunnites Mohsen Abdel Hamid, du Parti islamique et Nasser Chaderchi (indépendant) avaient quitté vendredi matin Salaheddine, au nord d'Erbil, pour Bagdad.

Une source proche du PDK a précisé que les deux chefs kurdes avaient insisté sur leurs demandes d'un fédéralisme fondé sur les critères géographiques et ethniques, ce qui signifie que la région autonome kurde serait étendue à la riche ville pétrolière de Kirkouk et d'autres zones habitées par les Kurdes.

La délégation arabe est restée sur ses positions, en affirmant que la région autonome kurde devrait rester dans les limites des trois provinces de Souleimaniyeh, Erbil et Dohouk, selon la même source.

Les représentants kurdes au Conseil de gouvernement ont soumis en décembre à cette instance un projet de loi sur le fédéralisme insistant sur une large autonomie et dans lequel la zone kurde inclurait la région de Kirkouk.

Le Conseil doit élaborer d'ici le 1er mars une loi fondamentale pour la période transitoire, fixant notamment les procédures de l'élection de la future Assemblée nationale provisoire.

Un membre kurde indépendant du Conseil, Dara Noureddine, a affirmé à l'AFP à Bagdad que cette instance avait accepté d'inscrire l'autonomie dont bénéficient actuellement les trois provinces kurdes dans la loi fondamentale, qui régira l'Irak jusqu'à l'adoption d'une Constitution, prévue en 2005.

"Dans la loi fondamentale, le Kurdistan aura le même statut juridique que maintenant", a déclaré M. Noureddine, en référence à l'autonomie dont jouissent les provinces kurdes depuis 1991, date à laquelle elles ont échappé au contrôle du régime de Bagdad.

"Lorsque la Constitution sera rédigée et que des élections auront lieu, nous n'accepterons pas moins que ce qui est dans la loi fondamentale", a-t-il prévenu, soulignant que les membres kurdes du Conseil avaient rejeté la demande de certains de leurs collègues de régler cette question ultérieurement.

MM. Talabani et Barzani, dont les partis se partagent le contrôle des trois provinces kurdes ont eu récemment trois rencontres sur le futur statut du Kurdistan avec l'administrateur américain Paul Bremer.

---

---

## **Arab-Kurd Compromise Nears Deal Would Allow Ministate Within Iraq After U.S. Leaves**

By Robin Wright  
January 10, 2004

**The Washington Post**

After two days of talks between Arab and Kurdish leaders in Iraq, a compromise is taking shape that would allow the minority Kurds to keep their ministate within a united Iraq after the U.S. occupation ends, according to Iraqi and European officials.

The tentative compromise, if confirmed by the Iraqi Governing Council and the United States, could defuse the hottest issue dividing Iraqis as they begin debate on how to distribute power in a new Iraqi government scheduled to take control June 30.

The formula for a new federal state in Iraq effectively allows both sides to achieve their primary objectives. The Kurds, who have maintained their own state for the past dozen years, would turn over control of foreign policy, national defense and monetary policy to the central government, while they would retain autonomous rule in the northern area, Kurdish officials said yesterday.

But some Arab leaders and U.S. officials are particularly concerned about Kurdish proposals during the talks to address two ongoing flashpoints -- internal security and the status of oil-rich Kirkuk. Both are potentially explosive problems that have long plagued relations among Iraq's rival ethnic groups.

During talks in the mountainous Kurdish resort of Salahuddin, Kurdish leaders told members of the Governing Council that they are not prepared to accept any arrangement that will allow a new Iraqi army to enter their territory.

"We cannot ever allow the Iraqi military to come into the north. It has to be subject to approval by the Kurdish parliament. We have 83 years of history when the Iraqi military was a tool of repression," Barham Salih, prime minister of the northern area ruled by the Patriotic Union of Kurdistan, said in a telephone interview. Kurds were the primary victims of Saddam Hussein's chemical weapons, and he destroyed more than 80 percent of the Kurdish villages in the north and killed more than 180,000 Kurds.

The Kurds, who have long relied on their own pesh merga mili-

tias, have instead proposed that they create a national guard to provide security in the north. It would be drawn from all population groups in the region, including the pesh merga militias and minority Turkmens. While it would be recognized as an arm of national defense policy, it would be led by the Kurds, Kurdish officials said.

This arrangement could set off alarms in neighboring Turkey, which has its own restive Kurdish population and has long been concerned about an independently armed Kurdish population in an autonomous region of Iraq.

The other potential controversy is a Kurdish proposal to resolve the status of oil-rich Kirkuk, historically a predominantly Kurdish area that was "Arabized" by Hussein during a decades-long ethnic cleansing campaign to drive out the Kurds. Hussein offered financial and other incentives to Arab families who disinterred ancestors and brought their bodies for reburial in Kirkuk, aimed at further establishing Arab claims to the area, according to international human rights groups.

The Kurds have proposed a compromise where "Arabization" and ethnic cleansing would be reversed by negotiating a "fair and legal process" that would allow the return of original inhabitants, Kurdish and Iraqi sources said. After that lengthy process was completed, Kirkuk's residents would vote in a referendum to decide whether the area should be part of the Kurdish provinces or the Arab part of the country, the sources said.

"There has to be a compromise by all sides. Our claim to Kirkuk is based in history, geography and population, and we want to incorporate it into our region. But we'll adopt a democratic way for people to decide what they want, rather than simply say the area is ours. This is a major concession," Salih said.

But U.S. officials cautioned that weeks of discussion lie ahead before these issues -- only a small part of the broader Transitional Administration Law, which is the precursor to a new constitution -- are resolved.

"There needs to be a thorough discussion and transparent debate on the important issues facing Iraqis, including federalism. Whatever the solutions the Iraqis arrive at needs to be arrived at by all Iraqis as well as by the U.S.-led coalition. This remains a very fluid situation," a senior administration official said yesterday.

The discussions will continue between the Kurds and a U.S. working group over the next two or three days, Kurdish and U.S. officials said. Kurdish leaders Jalal Talabani and Masoud Barzani are then expected to go to Baghdad for talks with the full Governing Council.

The U.S.-led coalition is expected to announce this weekend a round of town hall meetings throughout Iraq to widen public discussion on specifics of the new law, which is to be concluded by Feb. 28, U.S. officials said.

## GC set to ratify proposal on Kurdish self-rule

Rhonda Roumani  
*Daily Star* (Beirut) January 10, 2004

BEIRUT: The Iraqi interim Governing Council (IGC) is set to ratify a Kurdish proposal that will ensure a federal structure and enshrine the principle of self-rule for Kurds in an interim transitional law that will guide the formation of the Iraqi state, according to reports out of Iraq on Friday. But conflicting statements made by members of the council suggest that the details and road to achieving such a state remain unclear.

Dara Nuraddin, a Kurdish IGC member, told Iraq Today, a Baghdad-based English language weekly, on Friday that the council merely approved the principle for federalism that is to be instituted in the "interim law," which is set to end in 2005 when a democratically elected constitutional convention takes over. Just how far the current council should go to ensure Kurdish sovereignty has been under heated debate in the council over the past few weeks and the finality of a federal state still remains unclear.

IGC chairman Adnan Pachachi told Iraq Today that he was committed to a federal Iraq, but he urged the Kurds to be patient because the issue might ignite violence and sectarianism.

"We have accepted federalism in principle, but there are different forms of federalism in the world and I cannot tell you for the moment what the final form will be in Iraq," Pachachi, who also heads the Democratic Independents Party, told Iraq Today.

Pachachi said the IGC could not guarantee federalism since it was not an elected body.

Nuraddin told the Agence France Press that the Governing Council's committee drafting the fundamental law cut a deal on federalism and Kurdish autonomy about 10 days ago and that the new law would be ready by the end of the month.

"Some Governing Council members asked that details about federalism be delayed until after elections and the writing of a constitution, but we the Kurds refused it and we said everything must be worked out now," Nuraddin said.

"When the constitution is written and elections are held, we will

not agree to less than what is in the fundamental law and we may ask for more."

According to the AFP report, the new interim law would apply only to the provinces of Sulaimaniyah, Dohuk and Arbil.

The fate of the highly contested Diyala, Nineveh and oil-rich Tamim provinces, where Saddam Hussein expelled Kurds in large numbers, will be delayed until 2005 and possibly 2006 after a national census is conducted, Nuraddin said.

"In the fundamental law, Kurdistan will have the same legal status as it has now," he told AFP, referring to the region that has enjoyed virtual autonomy since the end of the 1991 Gulf War.

He said the council has decided that the basic law, to be adopted by March 1, will formally recognize the principle of a federal Iraq, preserving the Kurds' legal right to autonomy over the long term.

"The Governing Council has agreed that federalism be included in the basic law ... The Kurds will have the same rights they have now."

The decision came after the 25-member council's five Kurdish members refused to budge on the issue during recent heated discussions.

The Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq also urged the Kurds to have patience in regard to the issue of federalism and sovereignty.

"Priority must be given to the central question, that of independence in Iraq, which is occupied by foreign forces," party official Sheikh Sadreddin al-Qubani told Iraq Today.

"Our Kurdish brothers must focus on this first before talking about other rights," he added during a sermon at Friday prayer.

Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani, meanwhile, met four Arab Governing Council members late Thursday and early Friday in the northern town of Salahuddin. They held talks with Ahmed Chalabi, who heads the Iraqi National Congress, Shiite independent Muwaffaq al-Rubai, Mohsen Abdel Hamid of the Iraqi Islamic Party and Sunni independent Nasseer Chaderchi.

The talks focused on fleshing out details on federalism already reached behind closed doors.

## Kirkuk coming apart in a tense scramble for power, land, oil

San Francisco Chronicle  
Matthew B. Stannard January 11, 2004

Kirkuk, Iraq -- A sculpture near the city center depicts an oil derrick atop a column formed by giant bronze hands, but it is difficult to tell whether the hands are uniting to hold the oil rig aloft, or struggling against each another to grasp the coveted prize.

It's a fitting symbol in the postwar era, as peoples who have shared space in this northern city for millennia suddenly find themselves battling for power and wealth -- a struggle that could decide not only the future of Kirkuk, but of Iraq. "The center of pro-

blems in the world right now is the Middle East," said Sargon Slewa Lazar, Kirkuk's assistant mayor. "And the center of problems in the Middle East is Iraq. And the center of problems in Iraq is Kirkuk. And the center of Kirkuk is oil."

Lazar is an Assyrian Christian, the smallest of the four major ethnicities among roughly 800,000 residents. The others are Turkmen, Kurds and Arabs, each of which claims to be the city's majority, either now or before Saddam Hussein attempted to forcibly rearrange the ethnic makeup.

But the lines in Kirkuk are less than hard and fast.

Lazar, in the lobby of the office of his Assyrian Democratic Party, pointed out a mural of his namesake, the ancient king Sargon the Great. It was painted by a Turkmen. The city's police chief, Turhan Abdu Rahman Yusef, is a Turkmen whose mother is Kurdish.

"In Kirkuk, we are famous for speaking three languages: Kurdish, Turkish and Arabic," Yusef said.

The streets of the self-described "city of brotherhood and friendship" reflect more diversity than any other city in Iraq. Kurds wearing sirwal, their traditional loose pants, stroll alongside Arabs in their checkered or white kuffiyeh headscarves, and both walk within crowds of men and women in less traditional clothing whose ethnicities aren't easy to determine at a glance.

The people of Kirkuk shop in the same stores, study at the same schools, eat at the same restaurants, and, if they're Muslims, pray in the same mosques. Many say they are proud of the ethnic mosaic, but worry that it is about to shatter under the pressures of history and politics.

Kurds, who dominate the northernmost portion of Iraq, have enjoyed a semiautonomous status for more than a decade under the protection of American aircraft guarding the northern no-fly zone imposed after the 1991 Gulf War. They call the area Kurdistan, to the discomfort of neighboring countries with sometimes restive Kurdish minorities.

But Kirkuk did not share in the freedom. During Hussein's reign, Kurdish families - thousands, by Kurdish estimates - were deported from the city or killed outright as the dictator tried to cement his hold on the oil-rich territory by replacing with Arabs what Kurds say was a Kurdish majority in Kirkuk. Thousands more were killed, including 5,000 in a single chemical attack on the Kurdish city of Halabja, according to estimates used by both the Kurds and the U.S. State Department.

Now, with the collapse of Hussein's regime, thousands of those exiled Kurdish families are returning.

In the postwar scramble for power, different ethnic groups have adopted dramatically different versions of Kirkuk's history, based on their own traditions and a patchwork of censuses and records that are accepted by some and rejected others. The result is something like an Iraqi version of "Rashomon," the classic Japanese film in which different characters offer sharply divergent recollections of a shared event.

"The historical sources available, written by Arabic hands, Turkmen hands and European hands, say Kirkuk is part of Kurdistan," said Rizgar Ali Hamajan, a representative of the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, one of the two major

Kurdish political parties. "If others don't agree with this opinion, they should consult these sources."

Among those disagreeing are many Turkmen, a Turkish-speaking minority present in Iraq since the 11th century, who say that they, not the Kurds, are the original inhabitants of Kirkuk. They say they were as ravaged by Hussein's "Arabization" policy as the Kurds - and similarly barred from owning land or businesses unless they changed their official ethnicity to Arab - but have lacked the wherewithal and media know-how to attract the world's attention to their plight.

"According to real history, Kirkuk was never a real Kurdish city," said Turkish Rashat, a spokesman for the Iraqi Turkmen Front.

Many Arabs support the Turkmen claim to the city's history, but say that whatever the past, the current population is mostly Arabs, many of whom have lived here for generations. Leaders of Iraq's three largest Arab tribes live in the city, and many other tribes are represented.

The Kurds, these Arabs say, have exaggerated their painful past to gain international support by making bogeymen of Kirkuk's Arabs.

"They want to change the past and the present to create a new future favorable to themselves," said Ghassan Muzher Alassi, a sheikh of the Al-Obeyd tribe who resigned from the City Council last year. "There has been enough attention to the past. We want to focus on the present."

The Assyrian Christians, who concede they are the smallest of the major ethnic groups, have their own version of history that dates back to ancient Mesopotamia.

"Historically, it was all Assyrian. After, it was Assyrian and Turkmen. After that came the Kurds or the Arabs," assistant mayor Lazar said. "I don't know which."

There are many shades within these broad outlines: Kurdish political parties accuse Arab groups of being infiltrated by supporters of the old regime and Turkmen political groups of being supported by Turkey.

Turkmen accuse the Kurds of creating puppet Turkmen groups to muddy the waters. Arabs accuse the Kurds of emulating Hussein with a process of "Kurdization," shipping in Kurdish families who have never lived in Kirkuk and forcing out Arab families who have lived there for generations.

All the ethnic groups indignantly deny such charges, but say they have managed to live together fairly amiably since the city was captured by American troops working with Kurdish peshmergas - "those who face death" - from the autonomous area to the north.

But turmoil is increasingly invading Kirkuk.

One who has witnessed the deterioration is Emma Sky, the governing coordinator for the U.S.-led coalition authority in Kirkuk and who, as longtime resident of Jerusalem, is well acquainted with the difficulties of different ethnic groups sharing a city.

By the time she arrived in May, the city was abuzz with tension.

Of particular concern, Sky said, was the makeup of the U.S.-appointed City Council. Originally, the council was intended to have 24 members, six from each of the city's ethnic groups. But then the coalition appointed six additional "independent" members, five of whom happen to be Kurdish.

Sky said the independent members were chosen not for their ethnicity but for their experience in government; the Kurds from the autonomous north had more experience than the Arabs who had been dominated by Hussein's Baath Party for years.

But the perception was that the Americans were favoring the Kurds, Sky said, even though the council had no budget and extremely limited powers.

Some Arabs and Turkmen felt they had no say in their own destinies. "(This is) a society where symbols are extremely important," she said. "With hindsight, I think perhaps we should have done it differently. But I don't see how else we could have done it."

Another aggravating factor was the city's police force, about 40 percent of whose current officers are Kurds, according to chief Yusef. He said he protested to the Americans, but Sky said the issue was once again skewed by a need for qualified people and the Kurds' greater experience.

Tensions escalated at an anti-terrorism demonstration several months ago. More than 20 of the city's 48 postwar political groups participated, agreeing to leave their flags and banners at home as an expression of solidarity. But Sky said the Kurdistan Democratic Party suddenly produced banners and pictures of its founder, Mustafa Barzani, making the march look like a Kurdish event. The KDP denied there had been such an agreement.

Things got worse on Dec. 22. A rally at the city's government building sponsored by the Kurdish parties and billed as a celebration of Hussein's capture instead featured U.S. and Kurdish flags, and banners calling for Kirkuk to be incorporated in an autonomous Kurdistan within the new Iraq, Sky said.

Coming at the same time that the Kurdish groups had submitted a proposal outlining more or less the same idea to the Iraqi Governing Council, the rally left many of Kirkuk's non-Kurdish residents convinced they were about to come under Kurdish rule with the blessing of the United States.

"They were frantic," Sky said.

The reaction was swift. Some Arab and Turkmen groups staged a rally at the city's square on Dec. 31 to urge that provincial borders be drawn along geographical lines such as the country's current ones. The rally was peaceful, Sky said, the slogans inclusive and non-racist.

At its conclusion, however, a small group broke away and ran toward the nearby offices of the PUK. Shots rang out, leaving four people dead and 24 injured, most of them unarmed student demonstrators, Sky said.

PUK officials and coalition forces say they believe an insurgent hidden in the crowd fired on the PUK building, and that police and PUK guards returned fire. "We are very, very sorry for this. Any blood shed in this city, we feel it ours," said Ahmad Askari, a PUK representative to the Kirkuk City Council.

Arabs and Turkmen present at the demonstration insist they were unarmed, and that the PUK guards opened fire without provocation.

With Kirkuk, Iraq's ethnic melting pot, apparently about to boil over, the eyes of the world turned to the city. Turkish newspapers screamed bloody murder, and Syria's president met with his Turkish counterpart to discuss the situation. The foreign ministers of Iran and Turkey met Saturday to talk over the same issue.

Turkey, Syria and Iran all have sizable Kurdish populations, and have questioned publicly whether Kurdish aspirations for an Iraqi Kurdistan are a stepping stone toward an independent Kurdistan carving slices out of four nations.

"It's a national issue. It's an international issue," Sky said. "People sneeze here, and Ankara, Tehran, Najaf (a Shiite center in Iraq) all get very interested."

It's not unreasonable for Turkey and other nations to be concerned, acknowledges Ahmed Mohammed Amin, the plain-spoken young Kurdish imam of Kirkuk's largest mosque. He said dreams of an independent Kurdistan are still very much alive "for all Kurds," and would be helped by an autonomous Kurdistan in the new Iraq.

"Of course this will be a further step," Amin said. "This will encourage Kurds in Turkey and Iraq and Iran and give them hope that they could do the same." It is a dream, he conceded, that would be greatly assisted by the inclusion in an Iraqi Kurdistan of Kirkuk and its oil fields, which coalition estimates suggest contain 40 percent of Iraq's oil - almost 7 percent of all the oil in the world.

Skeptical Arabs and Turkmen suggest that oil is the real reason Kurds are so insistent that Kirkuk is historically Kurdish, although a KDP spokesman said control of the oil -- along with the new government's authority over defense, trade and finance - would remain in Baghdad.

Secretary of State Colin Powell, while insisting the final decision belongs to the Iraqis, said "it is absolutely clear" the north must remain part of Iraq.

But the Kurds haven't given up, said Najat Hassan, the KDP's representative in Kirkuk. He said the party wants the issue of Kurdistan and Kirkuk settled before national elections. If the question is put to the entire, Arab-dominated country, he said, the Kurds will probably lose.

The party would be willing to have a referendum in Kirkuk on the issue, he said, but only after the city's demographics return to their pre-Arabization proportions.

"These are natural demands," he said. "What is the problem?"

Tensions have eased in the past few days, despite regular attacks on political offices at night. A committee of 15 Kirkuk imams of all ethnicities has met to discuss the problem; Paul Bremer, the American administrator in Iraq, met with Kurdish political leaders earlier this month and with Arab and Turkmen leaders on Tuesday; and U.S. troops said they visited political offices around Kirkuk, rounding up any weapons beyond five permitted AK-47s, and including rocket-propelled grenades, mortars and rockets, and arresting anybody carrying a weapon not registered to his name.

On the streets of Kirkuk, lined with signs in three languages and the flags of 48 political parties, people say they are still tense, still worried that what happened last month could mean civil war. Some say they are willing to fight for the future they want.

But in interview after interview with Kurds, Turkmen, Arabs and Assyrians, the one wish repeated most often was that Kirkuk can somehow get back to being the place it was, where different peoples lived together in brotherhood and peace.

"We don't want to fight. The Arabs, Turkmen and Kurds should live in peace like we used to," said Kader Ahmed, a 56-year-old Kurd. "(Kirkuk) is a big meal, lots of rice and meat. It's big enough for everybody to eat."

## **Ethnic groups tussle over northern city**

IWPR

By Wisam al-Jaff — 12 January 2004

Turkomans and Arabs object to Kurdish plans to draw oil-rich Kirkuk into a separate autonomous region of Iraq.

By Wisam al-Jaff in Baghdad (ICR No. 43, 09-Jan-04)

Inhabitants of Kirkuk in northern Iraq remain bitterly divided over the future, debating whether the oil-rich city should become part of a Kurdish federal region.

Kurdish political parties say Kirkuk is historically part of Iraqi Kurdistan, and claim it has a Kurdish majority, albeit one reduced in size by state-sponsored ethnic cleansing over the past few decades. They also insist on the right of Kurdish refugees to return to the city.

After the 1991 Gulf war and the ensuing uprising against Saddam, the Kurds gained de facto autonomy from Saddam Hussein's rule in three governorates Arbil, Sulaymaniyah and Dahuk - but their leaders claim historical rights to areas outside this zone, including Kirkuk.

Many of the city's Turkomans disagree, saying the city has always been dominated by their ethnic group, or else mixed.

Turkomans and Arabs also complain about their treatment at the hands of former Kurdish military forces the peshmerga that have been incorporated into the police.

Given such disagreements, it is hardly surprising that a recent decision by Kurdish parties to press for an autonomous federal region that would include Kirkuk ended in trouble.

On December 31, a crowd of Turkomans and Arabs estimated at several thousand held a demonstration in Kirkuk's main square. A group of them marched off to the office of the provincial governor, a Kurd whose bodyguards include former peshmergas. According to one witness who said the demonstrators were very angry they "wanted to express anger at proposals to include Kirkuk in Kurdistan".

Eyewitnesses said guards at the governor's office ordered the demonstrators to leave, but they refused, and "shots were fired". At least three people are reported to have been killed.

Governor Abdelrahman Mustafa Fatah told IWPR his office had been informed of the protest in advance but had received promises that it would be confined to the main square.

Some Kurdish officials claim that the protestors were egged on by agents provocateurs. "Some of these demonstrators were officials in the former regime," said Khudhir Hasan, deputy head of the Patriotic Union of Kurdistan, PUK, office in Kirkuk. He contrasted this with a Kurdish demonstration nine days earlier, which he said passed off peacefully even though it was attended by some 50,000 people.

At least three more people have died in Kirkuk since the demonstration a Kurd shot dead while walking through an Arab neighbourhood, and two Arab gunmen killed after they opened fire on a police patrol.

Many Kurds believe they have earned the right to incorporate Kirkuk into the Kurdistan region, after nearly 80 years of struggle against successive regimes based in Baghdad. They liken it to the Palestinians' aspiration to control Jerusalem.

"The Kurds will not back down on this issue, even if it means dying for it," asserted shopkeeper Azzat Mohammed.

Kurds point out that their peshmerga helped overthrow Saddam Hussein and liberate Kirkuk. "The Kurds participated in the liberation of Iraq, [so] the least of their rights is the achievement of federalism," says the PUK's Hassan. "History proves that Kirkuk is part of Kurdistan."

But Aziz Qadir of the nationalist Turkoman Front said that his community would not accept becoming part of Kurdistan, even though it would still be part of Iraq.

Qadir complained that Kurdish civil servants are flooding in from Sulaymaniyah, and accused the PUK of orchestrating the influx in order to dominate the bureaucracy.

The Kurds retort that government offices were packed with Arabs and Turkomans when the Kurds were expelled by the former regime. They say the returning civilians are merely refugees displaced during Saddam Hussein's 20-year programme of "Arabisation".

Kirkuk's Arabs, meanwhile, find themselves in a particularly delicate situation. Many of them, like the impoverished Shia from the south, were offered financial incentives by the former regime to move north. The intention was to dilute this strategically important city's Kurdish and Turkmen populations, both of which were considered security risks by Saddam Hussein.

Medical student Inas Abd-al-Hussein comes from one of these families. She claims her community is now beset by Turkomans and Kurds alike. The former, she says, have forcibly repossessed an Arabic-language school that was taken over from them during the Arabisation programme. Inas says she and her friends are harassed by former peshmerga soldiers in the police force. "[If] any woman wears traditional [southern Arab] peasant clothes, they might tear her dress," she claimed. "No one dares express their rejection of the Kurds."

Tribal sheikh Wasut al-Ubeidi, a Sunni Arab with extensive roots in the region, says his people are caught in the middle. "The Kurds treat us as if we were Saddam, but I do not want to pay for the mistakes of Saddam," he said.

Wasut is willing to accept the return of Kurds forced out of the area under the old regime, as long as it is managed in an organized way with some official commission to control it.

He is also prepared to accept a federal arrangement - but only if the province of Kirkuk, rather than the region of Kurdistan as a whole, is the designated territorial unit. The Kurdish parties have already ruled out proposals for this kind of federalism.

Meanwhile, United States Secretary of State Colin Powell has stated Washington's belief that Iraqis should decide the future of the northern region, but that the area cannot secede.

"The Kurds wish, in some way, to preserve their historic identity and to link it in some way to geography," Powell said. "But I think it's absolutely clear that that part of Iraq must remain part of Iraq.

"We'll be in close consultation not only with Turkey, but with the other neighbours in the region who have an interest as well," Powell added, referring to other countries with large Kurdish populations, such as Syria and Iran.

Powell's remarks did not go down well with Kurdish representatives in Baghdad. "We are part of the coalition and we lost more lives than the British," said a deputy to a Kurdish member of the Governing Council.

"The Americans are Machiavellian with their friends, and naive with their foes," he said.

Wisam al-Jaff is an IWPR trainee journalist in Baghdad.

## Revisiting the Kirkuk issue

<sup>Turkish</sup> daily news By Cengiz Candar — January 10, 2004

A perennial traveller I am... The last days of 2003 and the first two of 2004, I was in Israel and the Palestinian territories. All over, from Jerusalem to Tel Aviv-Jaffa, from Haifa to Golan and Tiberias, from the environs of Jericho and the the Dead Sea to the troubled West Bank town of Hebron.

I was only able to make a stopover in my homeland and now am at the other end of the epicenter of the political earthquake of the international system: Iraq. From Sulaymaniyah to Baghdad, from Kirkuk to Erbil. In the wake of last year's war, Kirkuk erupted a few days before I arrived in this land to which I am addicted.

As I emphasized in one of my earlier columns, the oil town of Iraq's north, with its cosmopolitan structure the target of controversial, contradictory and irreconcilable claims of various Iraqi elements, was ostensibly tranquil but inherently volatile. Thus, the latest tension was no surprise for me or for anybody who knows the area and observes developments.

For the Americans, who are running the show in Kirkuk, following the war in Iraq Kirkuk was to shine as the multinational, democratic and functional model for the rest of Iraq to follow. It is an American laboratory experiment, an Iraqi microcosm demonstrating how a future Iraq might look like. The tranquillity and stability of Kirkuk is essential for the American authori-

ties. Anything that is perceived as possibly jeopardizing this objective is met with a harsh American reaction, as in the two cases in 2003 that pitted two allies, the American military and the Turkish Special Forces, against each other, with much broader ramifications for Turkish-U.S. relations.

For the Kurds -- both the Kurdistan Democracy Party (KDP) of Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani -- Kirkuk is the central city of Iraqi Kurdistan, historically, geographically and demographically. Therefore, while wanting to see a federal Iraq in which they would enjoy autonomy in a much more expanded territory than they had received in a March 11, 1970 accord with the central Baathist Baghdad regime, they simultaneously want to make Kirkuk the administrative center of their Kurdistan federal region. Furthermore, they have maximalist demands to have control over the Kirkuk underground: the oil!

For the Turkmens, Kirkuk is a Turkmen/Turkish town. It has always been so, and despite the demographic changes pushed forcefully by Saddam Hussein in order to Arabize the important oil center, it remained so, and even after the influx of displaced Kurds into the town, it remains so.

For Turkey, keeping Kirkuk away from Kurdish domination is an unwritten commitment and undeclared obligation made to its kinsmen, the Turkmens. But even more important than this ambiguous moral commitment, it sees in the Kurdish domination of Kirkuk a huge step forward in attaining an eventual independent Kurdish state and the breakup of Iraq.

This possibility is always perceived as detrimental for Turkey's security and for preserving its territorial integrity. Whether or not this is an unnecessary obsession for Turkey in the post-war historical period of Iraqi reconstruction is open to debate. Nonetheless, this is the well-entrenched official Turkish position, and this is the precise reason for the pursuance of a Turkish policy that was effectively pro-status quo, and thus implicitly even pro-Saddam. The focus was on preserving the territorial integrity of Iraq, and the sine qua non for this objective had been to stem any kind of Kurdish demand at any level.

As a matter of fact, the latest developments in Kirkuk run the danger of setting Iraqi Kurds and Turkmens -- and above all, Iraqi Kurds and Turkey -- on a collision

## Erbil Remedy

*The Weekly Standard* (Washington)  
By Vance Serchuk — January 12, 2004

On Christmas Day in Erbil--the semi-official capital of the semi-official entity known as Iraqi Kurdistan--over 100 delegates from across northern Iraq gathered in a meeting hall that resembled nothing so much as an inner city high school auditorium, complete with rows of battered faux-leather chairs and dim fluorescent lighting. An improbably huge Kurdish flag was draped across the rear of the stage--three stripes of red, white, and green, with a golden sun at the center.

The assembly was a cross-section of Iraqi society: a bespectacled professor of law from Sulaimaniya in a prim three-piece suit; a Yezidi doctor from Sinjar; a turbaned cleric; representatives of the Turkmen and Chaldean parties from Erbil and Dohuk, res-

pectively; even a lone, octogenarian Arab who had driven up from Kirkuk. Their stated purpose in coming together? To advocate a referendum on the political status of Iraqi Kurdistan.

Such a vote would grasp the nettle of two contentious questions: the terms on which the region, which has been de facto independent since 1991, should be reintegrated with the rest of the country, if at all; and where the boundaries of Iraqi Kurdistan, which many Kurds insist must include territory outside their present control--most notably, Kirkuk--should be established.

On the former question, the Coalition Provisional Authority (CPA) initially embraced a vision for a federal Iraq divided into the 18 traditional governorates. Of these, 3 would partition the territory now under Kurdish administration. Kurdish politicians unanimously rejected this approach, pressing instead for "ethnic" federalism, with a single, unified Kurdish government distinct from "Arab" Iraq. For the majority of delegates assembled in Erbil, however, this too was insufficient; they saw the referendum as a means to pull even further from Baghdad's orbit.

"Federalism cannot fundamentally resolve the Kurdish question," Sherko Bekas, a Kurdish poet, publisher, and principal organizer of the referendum movement, lectured me the week before in his plush Sulaimaniya office. "We do not see ourselves as Iraqis. We are Kurds." The first speaker to the dais in Erbil took up the theme: "The aim of the referendum is independence. We do not want life in Iraq. We want life in Kurdistan."

Life in Kurdistan, however, is politically dominated by two parties--the Kurdistan Democratic party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)--which fought a civil war and partitioned the territory between them in the 1990s. Without their support, a referendum is unlikely to get much traction. The party leaders in turn recognize that independence is not practicable right now, given the opposition of the United States, neighboring countries, and other Iraqis. "As a people, we have a right to self-determination, but we are condemned to terrible geopolitics," explains Barham Salih, prime minister of PUK Kurdistan. "We have two options: Either we commit to this dream, or we do something tangible and seek a federal, democratic Iraq."

Even as they sit on the Interim Governing Council, however, Kurdish leaders are sufficiently savvy to realize that the threat of a freely organized referendum--which would almost certainly give democratic imprimatur to the widespread Kurdish desire for independence--gives them leverage in Baghdad. Thus, the KDP and PUK have refrained from adopting a formal position on the referendum, while warning, off the record, that "we will have no choice but to support the referendum if the Americans do not give us what we need," in the words of a KDP minister.

"The Kurds have adopted Yasser Arafat's post-Oslo strategy," explains one CPA official. "Agree to whatever Baghdad wants, but do not prepare the population in any way for a compromise. Then, when push comes to shove, say that the people will not accept such a compromise."

These maneuverings on the referendum fit into a broader pattern of assertiveness by the KDP and PUK, which have calculated that the United States, in its mad dash to return sovereignty to Iraqis by summer and its preoccupation with the violence in the Sunni Triangle, has limited enthusiasm for meddling in an otherwise stable north. In addition to playing a leading role

in derailing the Turkish troop deployment in November, the Kurds now appear to have strong-armed Washington into accepting federal autonomy at least through the transitional period.

In the eyes of some, these are just deserts for a people, who--having been gassed by Saddam Hussein and harried by Islamic terrorists affiliated with al Qaeda--can now assume their rightful place as America's natural allies in the post-9/11 world. "The Kurds participated in the coalition against Saddam Hussein. They helped liberate the country," insists Col. Dick Naab (ret.), who ran "CPA North," responsible for Iraqi Kurdistan, for nine months last year.

Of course, that the KDP and PUK have such zealous advocates within the CPA has emboldened them in their negotiations over the future of Iraq. "The problem of clientitis is rife in CPA North," complains a U.S. official in Baghdad. (Naab, for his part, proudly acknowledges putting the Kurdish flag on his business card as a symbol of solidarity.)

Indeed, it is easy to romanticize the situation in Iraqi Kurdistan, especially when compared with the rest of the region. I arrived there on December 19, 2003--exactly nine months after the launch of coalition military operations to remove Saddam Hussein, and six days after the deposed dictator was pulled from his spider hole. While counterinsurgency operations continued unabated to the south, the U.S. military footprint was barely perceptible in the territory under Kurdish control. No humvees patrolled the roads after dark; I heard no gunfire during my two-week visit.

Instead, on a recent evening in Sulaimaniya, storefronts were brightly lit and bustling with customers. Uniformed police officers directed traffic, while at the popular "Madonal" restaurant--famous for its imitation golden arches as well as the pro-American sentiments of its owner ("PUK-USA 2003" reads one poster taped to the door)--university students in blue jeans, young couples with children, and businessmen in ill-fitting suits were queuing up for "Big Macks," french fries, and pizza.

Granted, if fast food were the primary metric for civil society, Iraqi Kurdistan could qualify for membership in the European Union. But it's not--and as many progressive Kurdish leaders acknowledge, politics in the north is not nearly as democratic or liberal as commonly portrayed.

To no small extent, this is a function of the KDP and PUK's storied transitions from Marxist-Leninist guerrilla resistance, geared toward national liberation, to the prosaic business of governance. Although dramatically more successful than the Palestinians in this endeavor--having learned over the past decade to respect something of a free press as well as the values of political pluralism and compromise--Iraqi Kurdistan has gone 12 years since its first and only parliamentary election.

Furthermore, the competition between the KDP and PUK is essentially a battle for power between personalities. The KDP is largely the fiefdom of its leader, Massoud Barzani, and his tribe; the PUK, to a lesser degree, of Jalal Talabani and his family. Power in Kurdistan devolves principally from the KDP and PUK politburos to their respective patronage networks. Thus, each of the two Kurdish "governments" is first and foremost an appendage of its host party.

Key governmental functions likewise remain more closely asso-

ciated with the parties than with the "state." At the Ibrahim Khalil border crossing with Turkey, a large sign informs the outgoing traveler that he is departing neither Iraq nor even Iraqi Kurdistan, but the territory of the KDP. Internal checkpoints are as likely to fly the banner of the relevant party as they are the Kurdish flag, while the peshmerga militiamen who wave cars along wear armbands restating that affiliation.

Whether acting independently or through the state apparatus, the parties also have disproportionate influence across the rest of Kurdish society, from education to business to mass media. Whereas post-Saddam Iraq is often described in terms of a power vacuum, the reality of Iraqi Kurdistan is, if anything, that the parties are too muscular and entrenched, crowding out independent civil society. "You have this incredibly organized operation in the Kurds," says one former CPA official. "It's like southern Italy up there."

In the last year, the two Kurdish regional governments have begun efforts to merge their administrations. Nevertheless, as far too many visitors to Iraqi Kurdistan fail to grasp, what is good for the Barzanis and Talabanis is not necessarily what is good for the Kurds. While governorate-based federalism would work to break the parties' hold on the region, ethnic federalism is likely to perpetuate their hegemony.

The hope, of course, is that the continued American military presence in Iraq--coupled with the capture of Saddam Hussein--will provide a sense of security that spurs internal reforms, which both parties insist are right around the corner. KDP prime minister Nechirvan Barzani explains: "From 1991 to 2003...the Iraqi army would sometimes advance. Who would be responsible for defending Kurdistan? The KDP and PUK. They had the responsibility to defend the people. A government or civil servant was not in a position to do much. . . . Now, Saddam is gone, and the situation is changing."

Still, the strategy of the KDP and PUK in their negotiations with Baghdad suggests that the parties, having both inculcated and profited from fierce Kurdish nationalism, may remain hostage to this dogma well after it becomes counterproductive.

That said, some Kurdish leaders clearly do recognize the stakes at hand. "I do not like to see my people part of a never-ending political turmoil that would basically mitigate corruption and autocracy like the rest of the Arab world," insists Prime Minister Salih. "We need schools. We need hospitals. We need roads. We need jobs for our kids. These are the real issues."

Also encouragingly, the moderate Islamist party--the Kurdistan Islamic Union (KIU)--has focused its criticism of the KDP and PUK on their administrative failings. Hadi Ali, deputy secretary general of the KIU, explains: "Both the PUK and KDP are revolutionary parties. It's the source of their legitimacy--their bread and butter. But they have not been as successful in the cities as they were up in the mountains."

"The expectations for [the parties] are today very much greater," agrees Michael Howard, a reporter with the Guardian based in northern Iraq. "They can now no longer hide behind Saddam's presence to excuse failings of transparency and democracy. . . . What both the PUK and KDP have to do is withdraw from every aspect of life and begin to behave like normal political parties."

In essence, the KDP and PUK must come to grips with the peculiar irony that their pursuit of power--so long justified, even necessitated, in the name of defending Iraqi Kurdistan--may now pose the greatest threat to its prosperity and development. Far from being the region's perpetual losers, the Kurds have proven themselves in the last year to be among the most agile political operators in the new Iraq. Indeed, the future of their region now depends, for the first time in recent history, less on the machinations of their neighbors or the inclinations of the Bush administration (both of whom the Kurds have deftly thwarted in the past six months) than on the choices they make and the priorities they set for themselves.

Vance Serchuk is a researcher at the American Enterprise Institute. He traveled independently through northern Iraq in December 2003.

Source Notes: This article appears in the January 19, 2003, issue of the Weekly Standard

## Washington maintient le PKK, quel que soit son nom, en groupe terroriste



WASHINGTON, 13 jan (AFP) - 17h43 - Les Etats-Unis ont confirmé mardi qu'ils considéraient que toute organisation issue du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) était considérée comme terroriste.

Dans une note publiée par le Journal Officiel (Federal Register), le département d'Etat a estimé que le Congrès du peuple du Kurdistan était un nouvel avatar du PKK et, qu'en conséquence, il devait être placé sur la liste des organisations terroristes internationales.

En novembre dernier, le département d'Etat avait annoncé qu'il ne changerait pas de ligne vis-à-vis du PKK qui a plusieurs fois changé de nom.

Le PKK, organisation armée des Kurdes turcs, avait été dissout en avril 2002 et remplacé par le KADEK (Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan) "pour poursuivre la lutte pour la libération des Kurdes".

Le KADEK a lui-même annoncé son auto-dissolution et le renoncement au séparatisme en novembre dernier.

La rébellion du PKK, qui a fait plus de 36.000 morts en 15 ans, est en sommeil depuis l'arrestation en 1999 de son chef, Abdullah Ocalan.

L'armée turque souhaiterait profiter de la situation en Irak pour éliminer les derniers rebelles du PKK, réfugiés dans les montagnes du Kurdistan irakien. Leur nombre est estimé à quelque 5.000.

# Kurdish Autonomy in Iraq

By promising to hand over political authority in Iraq to Iraqis on June 30, the United States sent a useful message about its desire to lower its profile there and forced Iraqis to get to work on a constitutional structure and an electoral system. Unfortunately, the door is now open to radical forces, which in volatile situations and in the face of short time-tables tend to be the best organized, with the clearest agendas. Washington needs to do all it can to block the radicals' path — and postpone the handover if certain conditions are not met.

A central challenge is the extent of Kurdish power and independence. Since 1991, the Kurds have lived in an autonomous zone in the north. Some had hoped that once Saddam Hussein's regime had been toppled, the Kurds would give up autonomy to ease the concerns of other Iraqi groups and of neighbors, like Turkey, with their own Kurdish populations. That shift would have been hard to pull off in the best of circumstances. The shortened timetable makes it impossible. The Kurds dream of a separate state. Maintaining autonomy is their minimal demand.

That should be accepted, but with conditions. The Kurds consider the oil fields of Kirkuk to be theirs. They are not. They are part of the national patrimony, and the so-called basic law that is due at the end of February has to make clear that oil will be under federal control, with Kurds getting their share of the revenue. The 50,000 Kurds under arms should be turned into a branch of a federally commanded national guard. The rights of the Turkmen

and Chaldean minorities who live among the Kurds must be protected in the basic law from both federal and regional governments.

How can Kurdish autonomy be accepted without inviting separatism from the Shiites, who make up 60 percent of the country? One possibility is to plan for provincial governments in each of Iraq's existing 18 provinces. The provinces could be permitted to group together. The three Kurdish areas would doubtless do so. Others could as well, but since their populations are more mixed, this would favor geographic over simple ethnic autonomy.

Two other factors need to be ensured for the June 30 handover date to stand. First, an electoral system that is recognized by all groups as legitimate must be constructed. That is especially a concern for the Shiite religious leaders, who fear that Shiite strength will be diluted, but it is also a serious issue for the Sunni minority. Second, the country must have a modicum of physical safety.

If Washington had involved the United Nations or in some other way internationalized the rebuilding of Iraq, it would not have such a desperate need to telescope this initial, vital period of institution-building. Having failed to do that, the Bush administration should keep in mind a major lesson from previous efforts of this kind. Systems established early in nation-building are unlikely to change drastically. That is why June 30 should be seen less as a deadline than as a guideline. Extremists must not be permitted to set the agenda.

The New York Times

JANUARY 9, 2004

## Governing Council Parties Are Said to Back Broad Autonomy for Kurds

By EDWARD WONG

KIRKUK, Iraq, Jan. 9 — The major political parties of the Iraqi Governing Council agreed at a meeting with Kurdish leaders on Thursday evening and Friday morning that the northern Kurdish region should keep much of the autonomy that it has held for the last 12 years, a senior Kurdish official said.

That includes allowing the region to remain together as one political body in a federalist system rather than dividing it up into several provinces, as some American officials had proposed, said the Kurdish official, Barham Salih, prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan, one of two governing political parties in the Kurdish area.

Support of Governing Council members for broad Kurdish autonomy conflicts with the plans of the Bush administration, which is seek-

ing to force Kurdish leaders to compromise on their demands for autonomous powers under the new government. L. Paul Bremer III, the top American administrator in Iraq, has met twice with Kurdish leaders, including Mr. Salih, in the last eight days to ask them to withdraw some requests, only to be rebuffed.

The issue of Kurdish autonomy has emerged as the most volatile one confronting American officials as they try to create a transitional government in Iraq by July 1. There is enormous reluctance by some senior White House officials to divide a federal Iraq along ethnic lines. Close regional allies of the United States like Turkey and Saudi Arabia have also chafed at this idea, for reasons related to their own concerns over ethnic and religious nationalism.

Mr. Salih, who attended the two-day meeting, said in an interview

that the two main Kurdish parties were willing to accept the fact that they would not enjoy all the powers they had held since after the Persian Gulf war of 1991, when the United States and Britain declared northern Iraq a no-flight zone and protected the area from Saddam Hussein's forces.

The Kurds are ready to cede matters of foreign, monetary and national defense policy to the Iraqi national government, Mr. Salih said. Kurdish militiamen might become part of the national military, though they would answer to Kurdish authorities, he added.

"There was absolutely no dissension" from the need to "respect and defend many of the elements of the status quo in Kurdistan, including the governing structure of the Kurdish region," Mr. Salih said.

He added that leaders at the meet-

ing discussed the future of Kirkuk, a city rich in oil and agricultural land 150 miles north of Baghdad and just south of the Kurdish region. The Kurdish parties have demanded control of the city of 1 million people. Some attendees supported a Kurdish proposal that would leave the decision of who governs Kirkuk up to a popular vote, Mr. Salih said.

Because of Kirkuk's natural resources and ethnic divisions, a vote would almost certainly stir enormous unrest throughout Iraq. The city's population is composed largely of Arabs, Kurds and Turkmens.

The outcome of a popular vote is hard to predict because no accurate census has been done since 1957. The 173rd Airborne Brigade, which controls the area, estimates that the population is 35 percent Arab, 35 percent Kurd, 26 percent Turkmen and 4 percent other, though those

numbers are just rough guesses, said Maj. Douglas Vincent, a spokesman here for the occupation forces. The numbers are changing day by day, as Kurds move into the area and many Arabs move out.

The meeting took place in the area of Erbil, the capital of the half of the Kurdish region controlled by the Kurdish Democratic Party.

Several representatives could not be reached Friday for comment. In recent interviews, some prominent Governing Council members have said they favor a federal system in Iraq, with the Kurdish region remaining as one autonomous body.

"There will be a special structure for Kurdistan, and some kind of federal structure for Iraq, but we haven't gone into the details of that structure," said Adnan Pachachi, the head of the Governing Council.

## Turks seek rapid end to deadlock over Cyprus

From news reports

**ANKARA:** Turkey said Thursday that it was committed to a quick resolution of the decades-old division of Cyprus and summoned Turkish Cypriot leaders to Ankara to discuss ways to resolve the conflict.

"Turkey continues its support for the good offices of the UN secretary general and confirms its political determination for the speedy achievement of a settlement based on the realities of the island through negotiations," the office of President Ahmet Necdet Sezer said in a statement.

It was issued at the end of a meeting among Sezer, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, Foreign Minister Abdullah Gul and Hilmi Ozkok, the army chief.

The leaders agreed that it would be "useful to start initiatives for the revival of peace talks" between Turkish and Greek Cypriots once a new government is formed in the breakaway Turkish Cypriot north, where elections were held last month, the statement added.

UN-sponsored talks between Greek and Turkish Cypriots broke down last year in large part because of the insistence of Rauf Denkash, the Turkish Cypriot leader, on recognition of his part of the island.

The leaders of the four main Turkish Cypriot parties are scheduled to meet



Burhan Ozbilici/The Associated Press

Prime Minister Erdogan, third from right, met with leaders of the four main Turkish Cypriot parties on Thursday in Ankara to discuss the reunification of Cyprus.

in Ankara with Erdogan and Foreign Minister Abdullah Gul. Erdogan's government wants a solution before May, when Cyprus is scheduled to join the European Union. The EU's laws and benefits will not apply to the Turkish Cypriot area until the island is reunified.

EU officials have warned Turkey, which maintains 30,000 troops on the island, that failure to find a solution to the Cyprus problem would make Turkey's bid to join the bloc more difficult.

There has been increasing uncertainty about the island's future since parliamentary elections on the island last month ended in a deadlock between parties favoring the UN plan and those opposed.

Mehmet Ali Talat, leader of the pro-EU party that won the most votes, met Thursday with Serdar Denkash, the Turkish Cypriot leader's son and a

party leader, as part of talks aimed at forming a coalition.

Serdar Denkash, who has previously opposed the UN plan, expressed hope that they could overcome their differences and form a government by this weekend.

Talat has until Monday to form the government before the task is given to another party leader.

If no government is formed by the beginning of February, a new election must be held.

Cyprus has been split into a Greek Cypriot-controlled south and a Turkish-held north since 1974, when Turkey invaded after a short-lived coup by supporters of union with Greece.

The Greek Cypriot government in the south enjoys international recognition, while the self-declared Turkish Cypriot state is recognized only by Turkey.

(AFP, AP)

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

JANUARY 9, 2004

**IRAK** Les dirigeants religieux de Nadjaf et Karbala découvrent l'arme de la démocratie  
alors que la violence persiste dans le pays

# Les revendications de la majorité chiite inquiètent les autres communautés

Un hélicoptère militaire américain s'est écrasé hier en tentant un atterrissage d'urgence près de Falloudja, à l'ouest de Bagdad, et ses 9 occupants ont péri, a rapporté l'armée américaine. Il s'agit de l'incident le plus meurtrier impliquant un hélicoptère américain depuis le 15 novembre, jour où deux Black Hawk étaient entrés en collision au-dessus de Mossoul, tuant 17 militaires.

Ces nouvelles pertes interviennent alors que le Pentagone a entamé un vaste mouvement de rotation qui doit permettre de relever d'ici à mai la quasi-totalité des 125 000 soldats américains actuellement déployés en Irak.

Un avion-cargo militaire américain de type C-5, avec 63 personnes à bord, a été touché, apparemment par un missile sol-air, hier, peu après son décollage de Bagdad, mais a réussi à regagner l'aéroport où il a fait un atterrissage d'urgence, a indiqué le Pentagone.

**Karbala-Nadjaf :**  
de notre envoyé spécial  
Claude Lorieux

Par-delà les murs décorés de faïences polychromes du sanctuaire de l'imam Hossein et jusque dans les ruelles boueuses où s'attardent les pèlerins iraniens, le prêche-réquisitoire de Cheikh Ahmed al-Safi, représentant du grand ayatollah Ali Sistani, est doux au cœur des chiïtes, victimes, souvent négligées en Occident, de la barbarie de Saddam Hussein. Interprète de la pensée d'Ali Sistani, la plus haute autorité du chiïsme irakien, Cheikh Ahmed al-Safi dénonce Saddam Hussein, « cet animal qui a massacré tant d'innocents, et qui, aujourd'hui prisonnier, est le compagnon des rats et des souris ».

C'est vendredi, jour de la grande prière, et une foule nombreuse est assise dans la cour du mausolée de l'imam Hossein, les hommes vêtus à l'occidentale ou bien en *thob* (longue tunique) et *abbaya* (cape); les femmes, engoncées dans leur voile noir. Il reprend : « Le peuple irakien pourrait déchirer ton corps soixante-dix fois que cela n'apaiserait pas les plaies que tu lui as infligées ».

Les crimes de Saddam sont aujourd'hui bien connus. Et pourtant des milliers d'Irakiens, qui l'ont servi et qu'il a choyés, le

défendent encore. Cheikh al-Safi, l'adjoint de l'ayatollah Sistani, les cloue au pilori : « Nous avons un proverbe en forme d'interrogation : « Quiconque

connaît mieux les ruelles de la Mecque que les habitants de la Mecque eux mêmes ? ». Et bien qui, mieux que vous, connaît le caractère du monstre Saddam ? Et cela ne vous empêche pas de prendre sa défense ! » Il s'en prend également aux chaînes de télévision panarabes « qui préfèrent offrir une tribune aux partisans de Saddam qu'à ceux qu'il a persécutés ».

Le sermon se mue en une vigoureuse harangue politique. Cheikh al-Safi rappelle aux Irakiens de toute confession et de toute race, Arabes sunnites, Kurdes, Turcomans, chrétiens ou yézidis, que la communauté chiïte est sortie de l'ère de l'humiliation et qu'elle revendique ses droits bafoués.

Les chiïtes sont, sinon les plus unis, du moins les plus nombreux. Ils sont donc bien armés pour dominer les futures institutions irakiennes. Le Dr Moayed, un universitaire bagdadi, attend que « les chiïtes prennent au mot les Etats-Unis qui proclament être venus en Irak pour promouvoir la démocratie ».

Mais quelle démocratie ? Un diplomate en poste à Bagdad apporte un élément de réponse : « Pour les chiïtes, la démocratie, c'est la loi de la majorité. Pour les Kurdes, c'est le respect de la

minorité ! » La remarque vaut pour les Kurdes, mais aussi pour les sunnites, habitués au pouvoir et à ses avantages depuis la naissance de l'Irak, et grands perdants de l'effondrement du régime baasiste, ainsi que pour les petites communautés, chrétiennes ou yézidies.

Pour les dirigeants chiïtes, le problème du jour est celui des relations avec l'armée américaine, qui les a libérés du dictateur, mais qui occupe le pays.

Cheikh Ahmed al-Safi rappelle que les Américains « ont promis de remettre le pays aux Irakiens ». Les ayatollahs de Nadjaf et de Karbala ne sont pas tant pressés de prendre les commandes du pays que réservés

quant au programme institutionnel proposé par les Etats-Unis, le 15 novembre, et devant aboutir, le 30 juin 2004, à la convocation d'une Assemblée nationale intérimaire.

Partant du fait que les chiïtes représentent 60 % de la population, les Marjas, les grands ayatollahs, sont convaincus, en cas d'élections libres, d'obtenir une majorité confortable à l'Assemblée. Ils se méfient, en revanche, du système de cooptation (au sein des conseils municipaux et provinciaux) proposé par les Américains. « Il ne garantirait pas clairement la représentation du peuple irakien », accuse le porte-parole de l'ayatollah Sayed Mohammad Saeed al-Hakim.

D'accord donc pour une assemblée et un gouvernement

**Les ayatollahs se méfient du système de cooptation proposé par les Américains**



Des centaines de milliers de fidèles ont effectué en avril le pèlerinage de Karbala, la ville sainte chiïte qui abrite le mausolée de l'imam Hossein, fêtant ainsi le retour à une liberté de culte dont les avait privés Saddam Hussein. (Photo Miltieri Dario/Katz/Gamma)

élus. Mais dans quel type d'Etat ? Unitaire ou fédéral ? L'Etat fédéral représente une sorte de panacée pour les dirigeants kurdes. Cheikh Ahmed al-Safi, adjoint du grand ayatollah Sistani : « Les Kurdes ont été si souvent trompés par Saddam Hussein qu'ils essaient de construire un mur entre la région nord et les autres régions d'Irak. Or nous craignons que certaines formes de fédéralisme n'entraînent une division du pays. » En fait, la communauté

chiite craint que le fédéralisme ne l'empêche d'avoir une voix prépondérante à Bagdad.

Quant à la volonté des Kurdes, affichée le 22 décembre lors d'une manifestation sans précédent, de récupérer la ville de Kirkouk, cheikh Muhammad Hussein al-Makim proteste sans ménagements que « la majorité de la

population de Kirkouk n'est pas Kurde ! ». Les affrontements du 2 janvier entre Kurdes d'une part, Arabes et Turcomans de l'autre, ont amplement confirmé la division de Kirkouk.

Cheikh Ahmed al-Safi a beau proclamer que « le système majoritaire ne lésa aucun Irakien », les appétits de sa communauté ne laissent pas d'inquiéter. « Jusqu'à quel point les chiïtes accepteront-ils de partager le pouvoir pour que les sunnites n'en soient pas exclus ? », interroge un observateur étranger. Toute la question est là. Pour le professeur Homam al-Shama, de l'Université de Bagdad, « les sunnites ne redoutent pas tant que le pouvoir leur échappe, mais qu'il tombe entre les mains non point de chiïtes éduqués, mais de religieux ». Il ajoute : « Pour l'empêcher, ils s'allieraient au diable ! ».

Selon le professeur Riyadh Aziz Hadi, doyen de la faculté de sciences politiques de la même institution, la guérilla sunnite ne s'explique pas seulement par le rejet de l'occupation américaine, mais par « l'inquiétude que le dynamisme chiïte provoque chez les sunnites ».

Nombre d'Irakiens, de sunnites, chrétiens ou yézidis, trouvent « bien vagues les professions de foi démocratiques des religieux chiïtes », constate un

universitaire, le professeur Moayed. Une fatwa contre la consommation d'alcool lancée en avril, des agressions contre des marchands d'alcool chrétiens et le sabotage d'une usine de bière ont eu l'effet d'un électrochoc. Cheikh Jalal al-Asnaoui, porte-parole du très radical Cheikh Mourtada Sadr, a beau assurer que « tout homme est libre de faire ce qu'il veut chez lui », et, en particulier de boire de l'alcool, il laisse plus d'un interlocuteur sur sa... soif. En soulignant que ni Jésus ni... Moïse ne buvaient d'alcool et que Marie portait le voile, Cheikh Jalal s'efforce d'entraîner son interlocuteur dans une logique pour le moins ambiguë. « L'alcool trouble la tête et l'esprit », note-t-il avant d'affirmer sans hésitation : « Je ne vois pas quel homme raisonnable pourrait s'opposer à la proclamation d'une constitution morale »... Laissant poindre la résolution des chiïtes à lutter contre l'emprise du mal, il évoque les avertissements lancés à la suite

d'actes répréhensibles observés dans la ville sainte de Karbala. « Si les contrevenants ne respectent pas nos avis, nous ferons usage de la force », prévient le porte-parole de Mourtada Sadr.

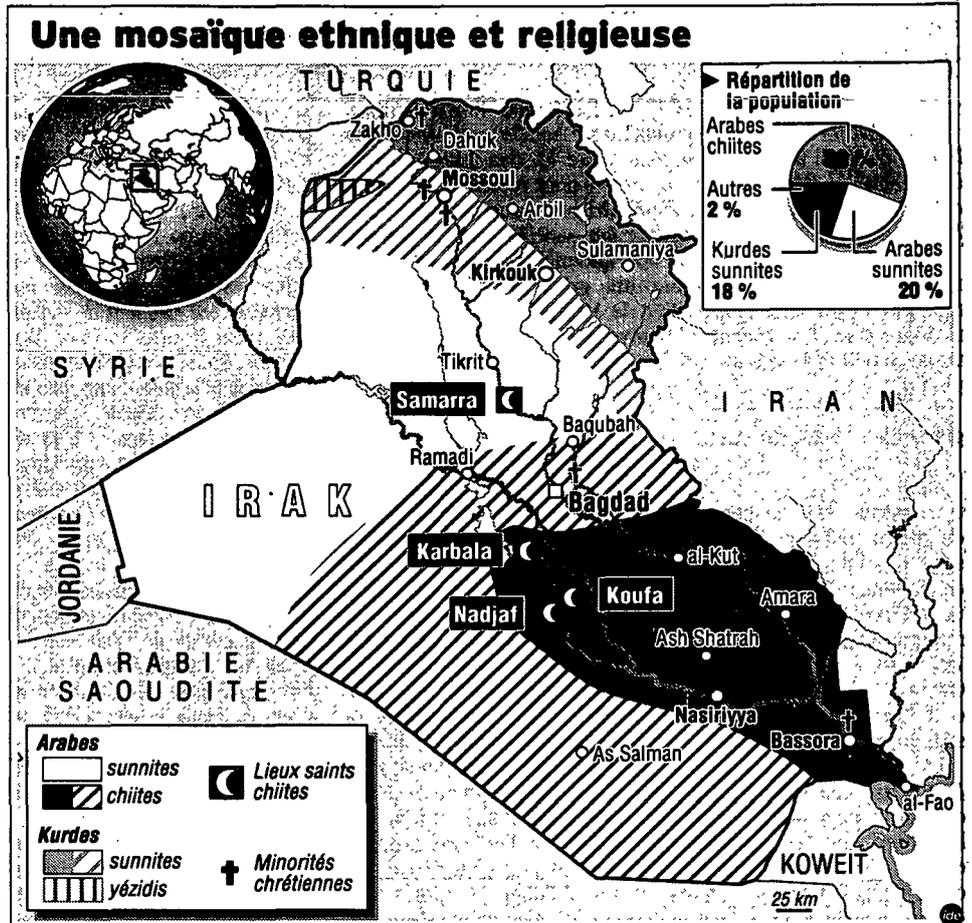
Comment éviter l'affrontement intercommunautaire que certains redoutent, le jour où les forces américaines se seront retirées ? Le doyen Riyadh Aziz Hadi espère que les futurs partis politiques ne se définiront pas en fonction des seuls clivages communautaires. Le professeur al-

Shama conseille aux Américains de mettre en sommeil la loi de « débaasification » (épuration de l'administration) et de verser à nouveau leurs salaires aux anciens fonctionnaires inscrits au parti Baas, « afin de les convaincre que l'Irak est à tous les Irakiens ». Sinon, redoute-t-il, les habitants chiïtes et sunnites de quartiers voisins - Adhamiya et Khadamiya par exemple à Bagdad - pourraient en venir un jour à s'affronter...

Les religieux chiïtes minimisent les risques de tensions et de

guerre civile. Soucieux de rassurer ceux que hantent les souvenirs tragiques de la révolution khomeyniste, Cheikh Ahmed al-Safi prend ses distances vis-à-vis de l'Iran dont, proclame-t-il, « les oulémas chiïtes d'Irak sont décidés à ne pas calquer le modèle ». Cheikh Muhammad Hussein al-Hakim souligne que, bien que susceptibles d'« obtenir 70 % des voix aux élections irakiennes, les chiïtes ne demanderont pas que le chiïsme soit religion d'Etat. Ils ne feront pas respecter leurs droits par la force, mais par la négociation ». Et le porte-parole de l'ayatollah Hakim d'insister : « Ayant été opprimés, les chiïtes ne pensent pas en termes de violence. Il n'y aura pas de confrontation ».

Soit. Mais, même en démocratie, le rouleau compresseur de la majorité peut être lourd à supporter ! Et c'est bien la hantise des Irakiens non-chiïtes, pour le jour, qu'ils espèrent lointain, où les forces américaines quitteront l'Irak.



**IRAK** Un bilan de l'intervention des forces de la coalition dix mois après

# Gérard Chaliand : « Pas de retrait américain avant deux ans ! »

LE FIGARO SAMEDI 10 - DIMANCHE 11 JANVIER 2004

Gérard Chaliand, spécialiste des problèmes politiques et stratégiques et plus particulièrement des conflits, a récemment publié l'Atlas du nouvel ordre mondial chez Laffont. Il vient de séjourner durant un mois en Irak et livre ici ses réflexions.

Propos recueillis par Baudouin Bollaert

**LE FIGARO.** - On a beaucoup parlé d'un enlèvement militaire américain, qu'en est-il ?

**GÉRARD CHALIAND.** - Les Etats-Unis ne sont pas et n'ont jamais été en danger d'être enlisés. Par contre, ils sont tenus de rester. Les conditions militaires, entre autres, auxquelles ils ont à faire face leur interdisent le retrait avant au moins deux ans. Quelle que soit l'administration au pouvoir l'an prochain, les forces américaines seront forcées d'être présentes en Irak jusqu'à ce qu'émergent sécurité et relative stabilité.

Un retrait éventuel alimenterait la perception que cherche à véhiculer, par exemple, la chaîne al-Jezira, selon laquelle les Etats-Unis sont tenus en échec et qu'ils seront boutés hors d'Irak. Un retrait serait interprété comme une victoire militaire sur l'invincible Amérique, particulièrement auprès des islamistes. En Afghanistan, les moudjahidins se targuent d'avoir militairement vaincu l'URSS.

C'est une perception largement partagée dans le monde musulman. En fait, les moudjahidins n'ont jamais représenté une menace militaire pour les Soviétiques. Ce qui le démontre le mieux, c'est qu'il leur a fallu, après le départ des Soviétiques, plus de deux ans pour s'emparer de Kaboul défendu par le régime communiste afghan. Mais le mythe de la victoire militaire des Afghans est établi et c'est un mythe du même ordre que cherchent à créer ceux qui luttent en Irak pour amener, par lassitude et par fléchissement de l'opinion publique, un retrait

prochain des forces américaines. Cela est exclu.

**Quel bilan tirez-vous de la situation actuelle ?**

Pour établir ce bilan, il faut faire un retour en arrière. L'impréparation du Pentagone, au lendemain de la chute du régime baasiste, est aussi flagrante que les antagonismes au sein de l'Administration Bush, notamment entre le Pentagone, le département d'Etat et la CIA. Ne pas avoir imposé de couvre-feu pour éviter les pillages intenses et les sabotages qui ont endommagé une partie importante des infrastructures a encouragé une criminalité qui se poursuit aujourd'hui encore, dès qu'il fait nuit.

Par ailleurs, durant environ six semaines, soit jusqu'à la fin du

prochain des Américains d'en faire trop peu pour restaurer des conditions de vie moins précaires. Pourtant, la présence américaine est l'unique alternative à une guerre civile tant que l'Irak ne parviendra pas à trouver un nouvel équilibre.

Les attentats restent essentiellement concentrés dans ce qu'on désigne du terme de triangle sunnite avec des villes particulièrement difficiles comme Faludja ou Samarra, par exemple. Mais ils peuvent déborder en zone chiïte au sud ou dans la région kurde qui est pourtant la plus sûre de l'Irak. En décembre, plusieurs attentats à la voiture piégée ont eu lieu à Arbil, au Kurdistan, visant notamment le ministre de l'intérieur.

**Parlez-nous de la vie au**

vendredi devrait, promet-on, bientôt prendre fin.

Les légumes habituellement consommés dans le pays - tomates, pommes de terre, concombres, courgettes, aubergines - valent en moyenne 600 dinars le kilo, tout comme les fruits locaux, oranges, grenades, raisins (1 \$ = 1 650 nouveaux dinars, la monnaie irakienne au 15 janvier 2004.)

Le marché noir s'est développé : des bandes organisées volent des voitures et les revendent à bas prix : 600 \$ pour une Mercedes, 800 \$ pour une Land Cruiser. Les affaires de certains prospèrent... Les compagnies de sécurité, presque toutes anglo-saxonnes, offrent leurs services en bonne place dans les

journaux.

Mais la majorité de la population attend une amélioration qui s'annonce

lente. Les Etats-Unis vont consacrer \$ 18,6 milliards pour la reconstruction de l'Irak au cours des deux années à venir.

**Et les salaires ?**

Les salaires, pour ceux qui en perçoivent, dans l'administration en particulier, ont substantiellement augmenté : un professeur ou un policier gagne près de dix fois plus que sous le régime baasiste à la veille de la guerre. Même chose pour des professions libérales, comme médecins ou dentistes. Un policier de la nouvelle administration gagne 100 \$ par mois, ce qui est un bon salaire dans l'Irak d'aujourd'hui. Le travail journalier pour la main-d'œuvre non qualifiée est payé 3 \$. Il s'agit évidemment d'emplois très précaires. On estime la proportion des chômeurs à environ 60 % de la population en

région sunnite et à plus d'un tiers sinon davantage en pays chiïte.

**Quid de la liberté d'expression ?**

Il règne en Irak une liberté d'expression inconnue dans le monde arabe : on peut manifester contre ou pour Saddam Hus-

**Les Etats-Unis ne sont pas et n'ont jamais été en danger d'être enlisés**

mois de mai, il n'y a pas eu de communications, établies en arabe, avec la population. Pas d'information à la radio ni à la télévision. Erreur considérable. Les Britanniques, eux, au lendemain de l'investissement de Basra, diffusaient des émissions radiophoniques en langue arabe. Depuis l'été, les autorités américaines ont comblé le vide en créant Radio Sawa, où alternent flashes d'information et musique moderne, orientale et occidentale. Radio Sawa est largement écoutée.

Il faut rappeler aussi l'effet produit par le renvoi dans leurs foyers, sans solde aucune, de plusieurs centaines de milliers de soldats et d'officiers. Par souci de paix sociale, il aurait fallu offrir une compensation mensuelle en attendant leur éventuelle réinsertion.

**Tout cela explique-t-il que les troupes américaines aient été si rapidement perçues comme des troupes d'occupation ?**

On tend à oublier qu'une majorité des populations a célébré la chute de la dictature. Mais beaucoup aujourd'hui repro-

**quotidien...**

On estime que le niveau de distribution en matière d'eau et d'électricité est revenu à son niveau d'avant-guerre. Mais, paradoxalement, le pays qui dispose des secondes réserves de pétrole du monde, après l'Arabie saoudite, est actuellement frappé de pénurie d'essence. On voit, dans l'ensemble du pays, des queues de centaines de voitures qui attendent pendant des heures pour recevoir trente litres d'essence.

On attribue pêle-mêle cette pénurie aux sabotages aux infrastructures vétustes et au marché noir. Toujours est-il que des camions-citernes emportent en masse le pétrole brut vers la Turquie où il serait raffiné. Quelle est la proportion qui revient en Irak ? En Turquie, un litre d'essence coûte 1 \$, en Syrie, la moitié de 1 \$. En Irak, au cours officiel, il vaut soixante fois moins qu'en Turquie, trente fois moins qu'en Syrie. Au marché noir il vaut dix à vingt fois plus cher. Depuis mai, les prix de l'essence et du diesel ont augmenté de 20 %. La pénurie de pétrole qui a commencé mi-no-

sein ou les Américains ou pour une république islamique. Du temps du Baas, il y avait six journaux, étroitement surveillés ; aujourd'hui, il y en a plus d'une centaine, et non censurés. L'autorité provisoire de la coalition (CPA) a distribué gratuitement aux cadres politiques et conseillers de la nouvelle administration plusieurs milliers de téléphones portables aux communications illimitées et gratuites.

**L'Administration Bush veut accélérer la dévolution du pouvoir politique aux Irakiens. Quel en est le processus ?**

Ce processus connaîtra plusieurs phases qui s'étalent sur deux années : le 28 février, une loi fondamentale sur la teneur de laquelle les divers courants représentés dans le Conseil du gouvernement se seront entendus doit être promulguée. Les 25 membres de ce Conseil sont 13 chiïtes, 5 sunnites arabes,

5 Kurdes sunnites, un Turkmène et un chrétien (Assyrien). Cette loi fondamentale est essentielle. C'est elle qui va déterminer l'avenir politique de l'Irak. Depuis la domination ottomane, le pays a été dirigé par les Arabes sunnites. Leur hégémonie a pris fin avec la chute du régime baassiste. Les chiïtes, qui sont majoritaires puisqu'ils sont crédités de 55 à 60 % de la population (notons que le dernier recensement date de 1957), ont la volonté de dominer le pays, ce qui ne peut qu'inquiéter les autres communautés. Leur poids démographique est décisif, mais leurs divisions sont importantes.

**Comment va s'opérer la transition ?**

En deux phases : une première qui commence fin février avec la promulgation de la loi fondamentale, suivie par l'élection d'un Parlement transitoire le 31 mai. Chaque gouvernorat (ils sont donc 18 encore pour le moment) doit désigner ses représentants tandis qu'un gouvernement intérimaire sera formé dont les membres seront à peu près les mêmes que les 25 du Conseil de gouvernement actuel auxquels l'Autorité provisoire de la coalition (CPA) remettra le pouvoir en juin 2004 tandis que

**Le débat, en cette année décisive, porte sur la nature du système fédéral et le rôle de l'islam**

le Parlement élira son président. Conserver les 18 gouvernorats équivaut à créer un pouvoir décentralisé et sans doute fédéral mais fondé sur une division territoriale, alors que la désignation du Parlement, comme la constitution du Conseil du gouvernement, est fondée sur un système ethnique et confessionnel. La structure administrative de l'Irak va donner lieu à d'âpres débats et il n'est pas certain que la loi fondamentale puisse aboutir à les trancher. La seconde phase qui sera entamée au lendemain du 30 juin 2004 permettra au gouvernement provisoire irakien d'exercer son autorité et d'organiser un recensement de la population. Une commission constitutionnelle devra, dans le même temps, rédiger une Constitution qui, en principe, s'inspirera des grandes lignes de la loi fondamentale. Le 15 mars 2005 se tiendront des élections générales et la Commission constitutionnelle annoncera la tenue d'un référendum concernant la Constitution. Enfin, le 31 décembre 2005, auront lieu des élections pour désigner un nouveau gouvernement et un nouveau Parlement.

vernorats devraient être ramenés à quelque 5 grandes régions peut avoir quelques chances de s'imposer : une région kurde, unique, avec Kirkouk comme capitale, une région centrale arabe sunnite, deux régions chiïtes méridionale et septentrionale et un grand Bagdad multiethnique et multiconfessionnel.

**Comment les différents « clans » se préparent-ils ?**

La bataille a déjà commencé autour de la loi fondamentale et les chiïtes, qui sont majoritaires, préfèrent remettre à plus tard les choix essentiels lorsque le recensement et les élections leur donneront la possibilité de peser de façon décisive. Les Kurdes, qui veulent

une fédération définissant territorialement un Kurdistan, peuvent trouver des alliés auprès des Arabes sunnites et des minorités chrétiennes qui craignent une hégémonie chiïte et même des alliés parmi les chiïtes modérés qui s'inquiètent du poids des islamistes.

De fait, l'islamisme est aussi en nette progression chez les Arabes sunnites qui, le baassisme étant dévalué, pensent retrouver à travers l'islamisme une virginité politique. Le poids de l'Irak auprès de certains des islamistes chiïtes n'est pas négligeable, tandis que la Turquie se sert d'une partie des Turkmènes pour contrecarrer les aspirations kurdes à Mossoul et surtout à Kirkouk.

Le Conseil suprême de la révolution Islamique a recommandé une Constitution acceptable par tous. Le débat, cependant, portera sur le caractère islamique de la république et sur la signification et les limites de la mention de l'islam au sein de la Constitution.

La lutte la plus âpre portera sans doute sur le caractère de la fédération et l'ampleur des perspectives dévolues à chaque région. Les Kurdes tiennent, pour des raisons historiques, à ce que Kirkouk soit la capitale de la leur.

Kirkouk, centre pétrolier et pomme de discorde entre le Baas et les Kurdes, a subi, depuis plus de trois décennies, une arabisation qui s'est accélérée à partir de 1977. Les Kurdes veulent aujourd'hui récupérer leurs propriétés et il est question d'offrir quelques milliers de dollars aux familles arabes pour qu'elles se réinstallent dans le Sud. En cas de refus, des procès pourraient être engagés. Les tensions sont donc vives et sont alimentées, entre autres, par la Turquie qui utilise le Front turkmène, un Parti pro-turc qu'elle finance, pour semer la discorde et nuire aux Kurdes d'Irak dont le statut s'éloigne par trop des droits dérisoires accordés aux Kurdes de Turquie qui consti-

tuent pourtant 20 % de la population.

A Mossoul, le Tigre sépare la ville en deux. La rive droite est très majoritairement arabe ; la rive gauche, qui abrite les remparts de Ninive, est surtout peuplée de Kurdes. Mossoul est à la pointe du triangle sunnite et les attentats, durant le ramadan, ont été nombreux et meurtriers. Le gouverneur de la ville est arabe, son adjoint est kurde.

Sans doute, dans les négociations internes en cours, faudra-t-il, pour les Kurdes, afin de récupérer Kirkouk, abandonner toute revendication, même partielle, sur Mossoul. Ajoutons qu'il faut aussi tenir compte des tribus, dont certaines, comme les Shammar ou les Jebbur, sont importantes. Saddam Hussein a beaucoup joué sur le tribalisme après 1991.

En somme, le débat, en cette année décisive, porte sur la nature du système fédéral et le rôle de l'islam.

**Les Américains se sont-ils adaptés aux conditions qu'ils ont indirectement contribué à créer ?**

Oui. La capture de Saddam Hussein, au lendemain de la très mauvaise passe du ramadan, a été un important succès politique et psychologique. Le procès de l'ancien président irakien aura lieu après juin 2004 lorsque le pouvoir politique sera dévolu aux autorités irakiennes. La qualité du renseignement s'améliore et les Américains semblent vouloir prendre l'initiative. Une Task Force 121, commandée par le général Lyle Koenig, en partie formée à Fort Bragg, en Caroline du Nord, entend clandestinement passer à la chasse à l'infrastructure clandestine du Baas et frapper les éléments soupçonnés d'y appartenir ou d'y collaborer.

Cette Task Force est directement patronnée par le directeur du Pentagone, Rumsfeld, et un de ses adjoints, Stephen Cambone. La tâche de Paul Brenner III, assisté par le général Scott Carpenter, n'est pas simple. Peu de responsables américains ont l'expérience du terrain. Au début, la rotation de ceux-ci n'excédait pas trois mois : à peine le temps de se familiariser avec leur tâche. Aujourd'hui, ceux-ci restent plus longtemps et connaissent mieux le pays. Moins bien cependant que les Britanniques. Sir Jeremy Greenstock, leur responsable, est un arabisant. Il faut d'ici à juin essayer de réduire l'intensité des activités insurrectionnelles, rétablir autant

que possible la sécurité et des conditions de vie moins pratiques et dégager un statut politique qui ne soit pas inacceptable par aucun des trois grands groupes ethniques et/ou confessionnels du pays. Dix-huit mois ne seront pas de trop pour réaliser ces tâches. Mais c'est sûrement, depuis le Vietnam, le défi politique le plus sérieux auquel les Américains ont à faire face.

**Quelle est votre analyse de la situation régionale ?**

Si la position de G. W. Bush avait paru difficile en novembre de l'année dernière lors de l'intensification des attentats en Irak, elle s'est fortement améliorée régionalement par une réduction notable des risques de prolifération. La Libye renonce aux armes de destruction massive ; l'Iran accepte bon gré mal gré le principe des inspections de ses sites nucléaires ; la Syrie fait discrètement concession sur concession ; le Soudan adopte un profil bas. Tout se passe comme si le poids de la présence américaine en Irak pesait sur la région de façon dissuasive grâce à la menace de l'action préventive.

**Les succès de Bush en matière de non-prolifération sont indiscutables, mais ils sont payés par une recrudescence des actes terroristes**

Il faut relever deux autres faits : jamais les Palestiniens n'ont été aussi isolés. La stratégie du Pentagone et des néoconservateurs qui consistait à frapper d'abord l'Irak et à peser sur les adversaires régionaux des Etats-Unis plutôt que de chercher préalablement à parvenir à un accord sur le conflit israélo-palestinien avant de s'attaquer au régime baasiste paraît avoir, à cet égard, réussi. Par contre, jamais sans doute les Etats-Unis n'ont été, à l'échelle de la rue, aussi impopulaires dans la plus grande partie du monde musulman.

La politique de l'Administration Bush avive les tensions et ali-

mente, par là même, le terrorisme islamiste qu'elle veut combattre. Si les succès, à l'échelle des Etats, en ce qui concerne la non-prolifération des armes de destruction massive sont indiscutables, en revanche, ceux-ci sont payés par une recrudescence des actes terroristes. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les deux tentatives de supprimer le chef de l'Etat pakistanais, le général Pervez Musharraf. Dans la lutte globale qui a été entamée, le Pakistan, en dehors de l'Irak, reste l'épicentre de la crise créée par l'islamisme combattant.

La stratégie américaine ne

**peut-elle donc pas endiguer le terrorisme ?**  
Ni le règlement du conflit israélo-palestinien ni un quelconque changement d'attitude de la part des Etats-Unis ne mettraient fin à l'islamisme combattant. Si la colère et la frustration de la rue musulmane peuvent être d'inten-

sité variable, il n'y a aucun dialogue possible avec l'islamisme combattant enfermé dans sa logique. Mais une éventuelle prise de pouvoir par des islamistes se heurterait à la nouvelle doctrine américaine de l'action préemptive. On est donc en droit de penser que la perspective la plus probable est celle de la continuation des attentats dont l'intensité peut éventuellement varier mais qui ne modifieront pas de façon significative le statu quo actuel.

## Le casse-tête de Chypre complique les négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union

Ankara a renoncé définitivement à la peine de mort, quelques jours avant une visite de M. Prodi

**ISTANBUL**

de notre correspondante

La Commission européenne a salué, vendredi 9 janvier, la signature, par la Turquie, du 13<sup>e</sup> protocole de la Convention européenne des droits de l'homme qui abolit entièrement la peine de mort. Le Parlement turc avait déjà renoncé à la peine capitale en temps de paix, dans le cadre de ses réformes démocratiques en 2003, mais cette nouvelle étape a été saluée par un porte-parole de Bruxelles, comme un « pas significatif pour la Turquie, en voie de devenir une véritable démocratie respectant les standards européens ». M. Prodi, le président de la Commission, doit se rendre à Ankara la semaine prochaine.

Pour le gouvernement turc, déterminé à obtenir le feu vert pour l'ouverture des négociations d'adhésion, avec l'UE en décembre, l'année 2004 sera cruciale. Des réformes démocratiques ont été adoptées, il s'agit maintenant de

les appliquer. A Berlin, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a reçu les encouragements chaleureux du ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, et du commissaire à l'élargissement de l'UE, Günter Verheugen.

Sur la route menant aux pourparlers d'adhésion, il reste néanmoins un obstacle de taille pour Ankara, celui de Chypre. La bureaucratie traîne souvent les pieds pour appliquer les réformes, et le gouvernement rencontre de fortes résistances internes.

**COURANT D'OPINION INFLUENT**

Le quotidien *Cumhuriyet* a récemment publié un document, présenté comme venant de certains membres des forces armées, accusant le ministère des affaires étrangères d'être prêt à trop « capituler » pour obtenir la réunification de l'île. L'état-major de l'armée et le ministère des affaires étrangères ont démenti, mais les vues exprimées dans l'article repré-

sentent un courant d'opinion influent en Turquie, qui rejette le plan préparé par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, sur Chypre.

Avant de pouvoir convaincre Rauf Denktash, le dirigeant chypriote turc, de reprendre les négociations, le gouvernement turc doit d'abord définir une politique officielle. Le 8 janvier, les dirigeants civils et militaires du pays se sont réunis à Ankara dans ce but, sous l'égide du président Ahmet Necdet Sezer. Un communiqué a confirmé que pour la Turquie et les Chypriotes turcs, « il serait bénéfique de revitaliser le processus de négociation sur Chypre après la formation d'un nouveau gouvernement ».

L'entrée imminente de Chypre dans l'UE, le 1<sup>er</sup> mai, fait monter les enjeux : il reste peu de temps pour éviter un casse-tête légal et diplomatique. Le président américain, George Bush, qui recevra le premier ministre turc à Washington le 28 janvier, lui a écrit pour

demander la reprise immédiate des pourparlers, affirmant qu'une solution servirait les intérêts stratégiques turcs et américains.

Jeudi 8 janvier, le premier ministre Erdogan a rencontré les quatre chefs de partis chypriotes et les a encouragés à s'entendre pour former un gouvernement : le chef de l'opposition, Mehmet Ali Talat, est actuellement en discussion avec Serdar Denktash, du Parti démocrate, pour former une coalition.

Le 11 janvier, Rauf Denktash est attendu à Ankara, mais c'est sans doute lors de la réunion du Conseil national de sécurité du 23 janvier que la dernière touche sera mise à la politique turque sur Chypre. Ankara souhaite modifier certains points du plan Annan, pour maintenir le rôle de « puissance garante » de la Turquie, assurer une diminution graduelle des soldats turcs sur l'île et ajuster la ligne de démarcation.

Nicole Pope

## Ouverture du procès de sept Kurdes arrêtés en juin à Damas



DAMAS, 11 jan (AFP) - 15h15 - Sept Kurdes ont été accusés d'appartenance à une "organisation secrète" et de tenter de "rattacher une partie du territoire syrien à un Etat étranger", à l'ouverture de leur procès dimanche devant la Cour de sûreté de l'Etat à Damas, selon une association des droits de l'homme.

L'audience s'est déroulée en présence de plus de dix avocats, a indiqué l'Association des droits de l'homme en Syrie (ADHS) dans un communiqué diffusé à Damas.

Selon l'acte d'accusation, cité par l'ADHS, les sept Kurdes sont accusés d'appartenance à une organisation secrète" et de "tentative d'amputer une partie du territoire syrien pour l'annexer à un Etat étranger".

Ces sept personnes ont été arrêtées le 25 juin à Damas lors d'une manifestation durant laquelle ils réclamaient la nationalité syrienne, à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à l'occasion de la journée mondiale pour la protection de l'enfance.

"Les détenus ont rejeté les accusations formulées par le tribunal. Ils ont affirmé avoir été violemment torturés et menacés lors de leur interrogatoire", ajoute le communiqué.

Selon l'ADHS, près de trois cents personnes se sont rassemblées à l'extérieur de la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel.

L'ADHS a dénoncé "la poursuite des procès d'exception qui reflètent la profondeur de la crise des droits de l'Homme en Syrie, et l'absence de volonté d'arrêter les violations flagrantes dont les citoyens font l'objet" en Syrie.

Le communiqué a demandé enfin "la libération immédiate" des sept Kurdes et de tous les "prisonniers de conscience".

Cinq partis kurdes, formant l'Alliance démocratique kurde de Syrie (ADKS), réclament que les autorités syriennes restituent à près de 200.000 Kurdes leurs cartes d'identité, qui leur avaient été retirées en 1962.

La Syrie compte plus d'un million de Kurdes, principalement dans le nord, près de la frontière irakienne. Une partie d'entre eux avait refusé de se faire inscrire lors du recensement de 1962 pour fuir le service militaire, ce qui les a privés, ainsi que leurs descendants, de la nationalité syrienne.

---

## Les deux principaux partis kurdes d'accord sur un mécanisme de rapprochement



ERBIL (Irak), 13 jan (AFP) - 18h55 - Les deux principaux partis kurdes sont tombés d'accord sur un mécanisme pour unifier leurs administrations, qui contrôlent trois provinces du nord de l'Irak, à l'approche du transfert des pouvoirs aux Irakiens, apprend-on mardi de sources kurdes.

L'accord est intervenu lors d'une réunion des instances dirigeantes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) dans la nuit de lundi à mardi, a-t-on précisé.

Fawzi Atrouchi, un des dirigeants de l'UPK, qui a assisté à la réunion à Salaheddine, près d'Erbil (350 km au nord de Bagdad), a affirmé s'attendre à "une annonce dans une semaine sur l'unification des deux administrations". "Il ne reste à discuter que des points de détail", a-t-il déclaré à l'AFP.

Le chef de la délégation de l'UPK, Omar Saïd Ali, a indiqué de son côté que les deux parties allaient tenir une nouvelle réunion pour "distribuer les postes ministériels" d'un prochain "gouvernement unifié" entre les deux partis.

Selon lui, la question de la présidence d'un "Parlement unique" et du gouvernement a été tranchée. La première reviendra selon lui à l'UPK et la deuxième au PDK.

Le "Parlement" kurde créé par le PDK et l'UPK en 1991 dans le Kurdistan qui échappait au contrôle du régime de Saddam Hussein, n'a pas survécu à leurs rivalités. Chaque parti a mis en place en 1994 son propre "gouvernement" et sa propre assemblée.

Le rapprochement entre les deux partis intervient alors que leurs dirigeants insistent sur un système fédéral dans le futur Irak souverain et ont commencé à revendiquer ouvertement la riche ville pétrolière de Kirkouk, provoquant des heurts meurtriers dans cette ville habitée par des Kurdes, des Arabes et des Turcomans.

---

## Le peuple de Kirkouk doit décider de l'avenir de la ville, selon un chef kurde



ANKARA, 14 jan (AFP) - 16h43 - L'avenir de la riche ville pétrolière de Kirkouk (nord de l'Irak), revendiquée par les Kurdes et en proie à des violences en raison de rivalités ethniques, doit être décidé par ses habitants, par référendum ou par des élections, a affirmé mercredi un responsable kurde.

"Le peuple de Kirkouk doit décider s'il veut figurer dans le Kurdistan ou pas ou s'il souhaite que cette question soit réglée par d'autres moyens", a déclaré le chef du "gouvernement" de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Barham Saleh, à la chaîne d'information turque NTV.

Ce "gouvernement", qui contrôle la partie orientale du Kurdistan irakien, n'est pas reconnu par la communauté internationale mais gère de fait les affaires publiques de ce territoire.

En décembre, les chefs kurdes ont ouvertement revendiqué Kirkouk, avançant des raisons historiques, mais provoquant de vives réactions des partis arabes et des heurts sanglants entre Arabes, Turcomans et Kurdes.

L'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, a repoussé à 2005 le statut définitif de Kirkouk.

"Devons-nous nous battre pendant encore 40 ans pour ce bout de terre ou devons nous trouver une formule qui nous satisfasse tous", a demandé M. Saleh, qui est attendu vendredi à Ankara pour des entretiens avec des diplomates turcs.

Le responsable kurde a indiqué qu'il se féliciterait d'une décision populaire en faveur d'un ralliement au Kurdistan, mais que "ce n'est pas à (lui) de dire (...) que Kirkouk fait partie du Kurdistan".

La semaine dernière, le Conseil de gouvernement transitoire irakien a accepté le principe d'une structure fédérale en Irak, ce qui garantirait une large autonomie aux Kurdes dans trois provinces du nord du pays.

Les aspirations fédéralistes des dirigeants kurdes et leur souhait d'élargir leur autonomie à Kirkouk sont suivis attentivement par la Turquie. Celle-ci craint que les Kurdes irakiens ne cherchent en fait l'indépendance à laquelle elle est farouchement opposée.

Les Kurdes soulignent que ces régions étaient à majorité kurde avant leur arabisation forcée dans les années 1950, tandis qu'Ankara s'oppose à tout changement démographique à Kirkouk, ville qui abrite une importante communauté de Turcomans, une ethnie turcophone soutenue par la Turquie.

---

## Moqtada Sadr dénonce le fédéralisme, veut l'unité de tous les Irakiens



KOUFA (Irak), 16 jan (AFP) - 15h07 - Le jeune chef chiite irakien Moqtada Sadr a dénoncé vendredi le projet fédéraliste des Kurdes et appelé à l'unité de tous les Irakiens, en conduisant la prière à Koufa (centre).

"Nous appelons à l'unité de tous les Irakiens", a proclamé le chef chiite devant ses partisans, venus assister en masse, sous de strictes mesures de sécurité, à la prière dans la mosquée de l'imam Ali à Koufa, près de la ville sainte chiite de Najaf.

"Le fédéralisme ne conduira qu'à la division de l'Irak", a-t-il averti, affirmant avoir l'intention d'envoyer une délégation dans le nord de l'Irak pour tenter de dissuader les chefs kurdes d'aller de l'avant dans leur revendication.

"Je vais envoyer une délégation auprès des Irakiens du nord (...) pour leur dire que leur projet ne conduira qu'à la division de l'Irak", a-t-il dit, sans préciser la composition de cette délégation ou la date de la mission.

Les chefs kurdes n'ont cessé d'insister ces dernières semaines sur le fédéralisme, notamment leurs représentants au Conseil de gouvernement transitoire Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, qui dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Le Conseil, tout en étant d'accord sur le principe du fédéralisme, a demandé patience aux chefs kurdes, et l'administrateur américain Paul Bremer a renvoyé à 2005 l'examen du statut de la ville pétrolière de Kirkouk (nord), dont la revendication par les Kurdes a provoqué des heurts interethniques sanglants.

Cette ville peuplée d'un million d'habitants, dont des Kurdes et des Turcomans, a été systématiquement arabisée par le régime déchu de Saddam Hussein.

Moqtada Sadr a également proposé la création d'une institution qui regroupe des représentants de toutes les composantes ethniques et religieuses de la société irakienne.

"Cela pourrait par exemple s'appeler le Conseil consultatif supérieur irakien", a-t-il dit. Là encore, il est resté vague sur les modalités de la mise en place d'une telle institution.

Enfin, le jeune chef chiite a appelé à des "manifestations pacifiques" mardi pour dénoncer à la fois "toute tentative de division de l'Irak et (la décision américaine) de considérer (l'ancien président déchu) Saddam Hussein comme un prisonnier de guerre".

Il avait tenté en vain, ces derniers mois, de former un gouvernement parallèle et avait appelé sans succès à une grève générale. Sa tentative de former une milice, l'Armée du Mahdi, a été contrée par les forces de la coalition.

Dans son prêche, Moqtada Sadr, 32 ans et qui pas de titre religieux, n'a pas évoqué les dernières positions du grand ayatollah Ali Sistani, le plus prestigieux des chefs religieux de la communauté chiite d'Irak, majoritaire dans le pays.

Le grand ayatollah s'est prononcé pour des élections rapides, contre l'avis du Conseil de gouvernement transitoire qui s'est entendu sur un schéma de transition prévoyant une assemblée désignée.

## Les Kurdes mettent en sourdine certaines de leurs revendications



ERBIL (Irak), 9 jan (AFP) - 15h59 - Les dirigeants kurdes irakiens ont accepté de conserver pour le moment le statu quo sur le Kurdistan, et de laisser en suspens les questions brûlantes, telles que le rattachement de Kirkouk à leurs provinces, ont indiqué vendredi des sources kurdes.

Les deux principaux chefs kurdes d'Irak, Jalal Talabani pour l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et Massoud Barzani pour le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), ont invité jeudi et vendredi des représentants des partis arabes à discuter à Salaheddine, au nord d'Erbil (nord de l'Irak), de la question sensible du fédéralisme.

Quatre membres arabes du Conseil de gouvernement transitoire irakien, les chiïtes Ahmad Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI) et Mouaffak al-Roubai (indépendant), et les sunnites Mohsen Abdel Hamid, du Parti islamique et Nasser Chaderji (indépendant) ont participé à ces entretiens.

Les discussions, informelles, n'ont pas donné lieu à des conclusions officielles, mais "le fédéralisme a été le principal objet des rencontres, et il y a un accord total sur cette question", a déclaré jeudi soir M. Barzani à la presse, tandis que M. Talabani assurait que "les participants sont tombés d'accord sur un Irak démocratique et fédéral".

Au-delà des déclarations de principe, des compromis concrets ont été faits de part et d'autre, a indiqué sous couvert de l'anonymat un haut responsable du PDK qui a participé aux réunions.

"Ces rencontres ont été fructueuses car elles nous ont permis de nous accorder sur les grands principes, et notamment sur le respect des droits de la population kurde. Les partis arabes reconnaissent aux Kurdes le droit de décider eux-mêmes de leur avenir, tandis que les Kurdes ont accepté de reporter les questions brûlantes, telles que la définition des frontières du Kurdistan et la question de Kirkouk", a déclaré à l'AFP ce responsable.

En décembre, les dirigeants kurdes ont ouvertement revendiqué la riche ville pétrolière de Kirkouk, avançant des raisons historiques, mais provoquant une levée de boucliers au sein des partis arabes.

"Nous devons être réalistes. Nous savons qu'il nous faut être patients et nous ne prendrons pas nos fusils si nous n'obtenons pas Kirkouk immédiatement", a déclaré à l'AFP un responsable du bureau politique de l'UPK à Souleimaniyeh, Mulla Bakhtiar.

L'activisme kurde --MM. Talabani et Barzani ont multiplié les rencontres bilatérales ces derniers jours et se sont entretenus à trois reprises avec l'administrateur américain Paul Bremer-- intervient en pleine préparation de la loi fondamentale qui esquissera les contours du futur Irak en attendant l'adoption d'une Constitution, prévue fin 2005.

Un membre kurde indépendant du Conseil, Dara Nouredine, a affirmé à l'AFP à Bagdad que cette instance avait accepté d'inscrire l'autonomie dont bénéficient actuellement les trois provinces kurdes dans la loi fondamentale.

"Dans la loi fondamentale, le Kurdistan aura le même statut juridique que maintenant", a déclaré M. Nouredine, en référence à l'autonomie dont jouissent les provinces kurdes depuis 1991, date à laquelle elles ont échappé au contrôle du régime de Bagdad.

"Lorsque la Constitution sera rédigée et que des élections auront lieu, nous n'accepterons pas moins que ce qui est dans la loi fondamentale", a-t-il prévenu.

Lors des discussions de Salaheddine, les participants ont également discuté des pouvoirs qui seraient attribués à l'Etat central, notamment la Défense et la diplomatie, selon le haut responsable du PDK. "Il y a eu de longues discussions sur la répartition des ressources pétrolières", a-t-il également indiqué.

"Tout le monde est d'accord sur le principe du fédéralisme. Mais sur les détails, il y a beaucoup de discussions, et chacun sait que le diable est dans les détails", selon Arif Rushdi Arif, un haut responsable de l'UPK.

---

## Paul Bremer repousse à 2005 la question sensible de Kirkouk



BAGDAD, 10 jan (AFP) - 10h04 - L'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, a repoussé à 2005 le statut définitif de la riche ville pétrolière de Kirkouk revendiquée par les kurdes, tout en estimant que le système fédéral était compatible avec l'unité du pays.

Le statut de Kirkouk "doit être décidé par des Irakiens élus", a déclaré M. Bremer, selon une traduction arabe de propos tenus vendredi soir devant des journalistes irakiens de la télévision contrôlée par la coalition.

Selon l'accord sur le transfert de souveraineté, signé le 15 novembre par le Conseil de gouvernement transitoire irakien et l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), les élections pour l'assemblée constituante doivent avoir lieu au plus tard le 15 mars 2005.

En décembre, les dirigeants kurdes ont ouvertement revendiqué la riche ville pétrolière de Kirkouk, avançant des raisons historiques, mais provoquant une levée de boucliers au sein des partis arabes.

"Je pense que le système fédéral, voulu par les Kurdes, ira avec l'unité du pays et il y a des exemples dans ce sens dans d'autres parties du monde comme un Inde, en Allemagne et en Suisse", a-t-il ajouté.

"Je suis sûr qu'on arrivera à une formule qui allie système fédéral et unité de l'Irak", a-t-il ajouté, en estimant toutefois que l'on ne peut pas bâtir un système fédéral sur une base ethnique".

Les deux principaux chefs kurdes, Jalal Talabani pour l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et Massoud Barzani pour le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), avaient invité jeudi et vendredi des représentants des partis arabes à discuter à Salaheddine, au nord d'Erbil (nord de l'Irak), de la question sensible du fédéralisme.

Quatre membres arabes du Conseil de gouvernement transitoire irakien, les chiïtes Ahmad Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI) et Mouaffak al-Roubaï (indépendant), et les sunnites Mohsen Abdel Hamid, du Parti islamique et Nasser Chaderji (indépendant) ont participé aux entretiens.

Les discussions, informelles, n'ont pas donné lieu à des conclusions officielles, mais "le fédéralisme a été le principal objet des rencontres, et il y a un accord total sur cette question", a déclaré jeudi soir M. Barzani à la presse, tandis que M. Talabani assurait que "les participants sont tombés d'accord sur un Irak démocratique et fédéral".

## Kurdistan: derrière l'optimisme officiel, inquiétudes et interrogations



SOULEIMANYAH (Irak), 10 jan (AFP) - 9h41 - A six mois du transfert du pouvoir en Irak, de nombreux Kurdes se montrent optimistes concernant leur avenir et leur futur statut mais se montre méfiants vis-à-vis des intentions américaines et des partis politiques arabes.

Depuis plusieurs semaines, les dirigeants kurdes montent au créneau et multiplient les rencontres pour obtenir des garanties territoriales et politiques sur le futur Kurdistan, dont ils souhaitent conserver l'autonomie et qu'ils veulent voir fondé sur des bases géographiques et ethniques.

Le discours optimiste est de mise dans les milieux politiques kurdes, même si les dirigeants ont pour le moment mis une sourdine à leurs revendications les plus fortes, notamment le statut de la ville de Kirkouk, qu'ils considèrent comme historiquement kurde.

Le conseil de gouvernement irakien à Bagdad s'est prononcé en faveur du fédéralisme --leitmotiv kurde--, et la loi fondamentale, qui doit être promulguée fin février, devrait officialiser l'autonomie dont jouissent depuis 1991 les trois provinces du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Mais la confiance est loin de régner. "La population est très inquiète, compte tenu des expériences du passé", assure Jamal Abdou, ancien gouverneur de Souleimanyah de 1992 à 1994, qui dirige aujourd'hui une organisation des droits de l'Homme au Kurdistan.

"Comment pourrait-il en être autrement ? Nous n'avons connu que cruauté et oppression, particulièrement sous le règne de Saddam. Nous avons eu Anbal (campagne de répression contre les Kurdes dans les années 1980) et le massacre chimique de Halabja (5.000 morts en 1988). Nous savons que les pays voisins sont nos ennemis et ne veulent surtout pas d'un Kurdistan indépendant. Enfin, nous ne sommes pas sûrs que les Etats-Unis vont nous soutenir à 100%", égrène M. Abdou, concluant: "ce n'est pas la première fois que nous serions trahis".

L'ancien gouverneur a créé, deux mois après la chute du régime de Saddam Hussein, un mouvement baptisé Istiftaa ("Referendum" en kurde), qui tente de promouvoir l'idée d'un référendum au sein de la population kurde. Affirmant avoir le soutien de milliers de citoyens, M. Abdou explique qu'il agit dans un but préventif, "au cas où le conseil de gouvernement ne tiendrait pas ses promesses".

Car beaucoup doutent des intentions de leurs "frères arabes". "J'ai mal lorsque je lis les médias arabes, qui ne traitent pas notre cause de façon objective", dit Abdulhamane Ciyayi, chercheur à l'université de Dohouk.

"Or, ce que nous réclamons aujourd'hui, c'est le minimum de nos droits légitimes", ajoute-t-il.

"Les partis irakiens d'opposition (à Saddam Hussein) s'étaient accordés sur la question du fédéralisme. Mais malheureusement, j'ai l'impression qu'il y a aujourd'hui un recul de la part des partis arabes", estime Mulla Bakhtiar, un des membres du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

"Nous voulons des réponses claires", renchérit Sado Khader, un analyste politique proche du PDK (Parti démocratique du Kurdistan). "Le problème c'est que tout le monde s'accorde sur les principes du fédéralisme, mais dans le détail nous avons du mal à connaître les intentions de chacun", commente-t-il.

La position américaine suscite également des interrogations. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, cherchant à répondre aux inquiétudes turque et syrienne, a affirmé en début de semaine que les Etats-Unis restaient engagés en faveur d'un Irak uni, intégrant sa partie kurde.

Selon un journaliste indépendant à Souleimanyah, "les Kurdes sont inquiets, car ils se sentent lâchés par les Etats-Unis".

"Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'ont pas officiellement approuvé notre conception du fédéralisme. Nous aimerions qu'ils clarifient leur position", dit M. Bakhtiar.

Thomas L. Friedman

# Turkey, the EU and history

**W**ASHINGTON While visiting Istanbul the other day, I took a long walk along the Bosphorus near Topkapi Palace. There is nothing like standing at this stunning intersection of Europe and Asia to think about the clash of civilizations — and how the world might avoid it. Make no mistake: we are living at a remarkable hinge of history, and it's not clear how it's going to swing.

What is clear is that Osama bin Laden achieved his aim: Sept. 11 sparked real tensions between the Judeo-Christian West and the Muslim East. Preachers on both sides now openly denounce each other's faiths.

Whether the tensions explode into a real clash of civilizations will depend heavily on whether we build bridges or dig ditches between the West and Islam not only in Iraq and Israel-Palestine, but in Turkey, the only Muslim free-market democracy in Europe.

I happened to be in Istanbul when the street outside one of the two synagogues that were suicide-bombed on Nov. 15 was reopened. Three things struck me: First, the chief rabbi of Turkey appeared at the ceremony, hand in hand with the top Muslim cleric of Istanbul and the local mayor, while crowds in the street threw red carnations on them. Second, the Turkish leader, Recep Tayyip Erdogan, who comes from an Islamist party, paid a visit to the chief rabbi — the first time a Turkish prime minister had ever called on the chief rabbi. Third, and most revealing, was the statement made by the father of one of the Turkish suicide bombers who hit the synagogues.

"We are a respectful family who love our nation, flag and the Koran," the grieving father, Sefik Elal-tuntas, told the Zaman newspaper. "But we cannot understand why this child had done the thing he had done. ... First, let us meet with the chief rabbi of our Jewish brothers. Let me hug him. Let me kiss his hands and flowing robe. Let me apologize in the name of my son and offer my condolences. ... We will be damned if we do not reconcile with them."

The newspaper also carried a quote from Cemil Cicek, the Turkish government spokesman: "The Islamic world should take stringent measures against terrorism without any 'buts' or 'howevers.'"

There is a message here: Context matters. Turkish politicians are not intimidated by religious funda-

mentalists, because, unlike too many Arab politicians, they have legitimacy that comes from being democratically elected. At the same time, the Turkish parents of suicide bombers don't all celebrate. They are not afraid to denounce this barbarism because they live in a free society where such things are considered shameful — and alien to the moderate brand of Islam that has always embraced religious pluralism and that most Turks feel is the "real" Islam.

For all these reasons, those who want to help moderates win the war of ideas within the Muslim world must help strengthen Turkey as a model of democracy, modernism, moderation and Islam all working together. Nothing would do that more than Turkish membership in the European Union — and that membership will basically be decided by the EU this year. Turkey has undertaken a huge number of reforms to get itself ready for EU membership. If, after all it has done, the EU shuts the door, extremists all over the Muslim world will say to the moderates: "See, we told you so — it's a Christian club and we're never going to be let in. So why bother adapting to their rules?"

I think Turkey's membership in the EU is so important that the United States should consider subsidizing the EU to make it easier. If that fails, the United States should offer to bring Turkey into the North American Free Trade Agreement, even though it would be very complicated.

"If the EU creates some pretext and says no to Turkey, after we have done all this, I am sure the EU will lose and the world will lose," Turkey's foreign minister, Abdullah Gul, told me in Ankara. "If Turkey is admitted, the EU is going to win and world peace is going to win. This would be a gift to the Muslim world," he said.

"When I travel to other Muslim countries — Syria, Iran, Saudi Arabia — they are proud of what we are doing," he continued. "They are proud of our process" — the political and economic reforms Turkey has made to join the EU. "They mention this to me," he said. "They ask, 'How is this going?'"

Yes, everyone is watching, which is why the EU would be making a huge mistake — a hinge-of-history mistake — if it dug a ditch around Turkey instead of building a bridge.

January 12, 2004

Herald Tribune

## Key cleric in Iraq pushes for elections

### His stance against U.S. plan toughens

The Associated Press

**BAGHDAD:** Iraq's top Shiite Muslim cleric hardened his opposition to a U.S. plan to select a provisional national assembly, saying on Sunday that only a directly elected chamber would ensure the legitimacy needed to implement a U.S.-sponsored political blueprint for Iraq.

Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani also demanded, in a statement is-

sued by his office, that an elected assembly must ratify an interim constitution now being created by the U.S.-backed Iraqi Governing Council as well as proposed security agreements governing the continued presence of U.S. and other coalition troops in Iraq beyond July 1.

Violence continued Sunday in the southeastern city of Amara, where waves of Iraqis — protesting that authorities had not kept a promise to give

them jobs — marched against British soldiers, hurling stones and setting off homemade explosives a day after clashes killed six protesters and wounded at least 11.

Sistani's comments cast doubts on whether the U.S.-led occupation authorities can hand back sovereignty to an Iraqi government by July 1 as scheduled under a Nov. 15 agreement between L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator in Iraq, and the governing council. Under the agreement, that government is to be appointed by the assembly, which will be selected from regional caucuses.

With U.S. presidential elections in November, the Bush administration is eager to see Iraqis taking over responsibility for security and to show that the 130,000 American soldiers in Iraq are playing only a supporting role in fight-

ing insurgents.

Any delay in the handover of powers to Iraqis may weaken President George W. Bush's chances of a second term in the White House.

"If formed through a mechanism that does not have adequate legitimacy, the National Provisional Assembly and the government it will create will not be able to carry out the tasks demanded from them and to adhere to the timetable set for the transitional period," Sistani said in Sunday's statement.

"This will, in turn, give rise to new problems and the political and security situation will deteriorate," he said. "The ideal mechanism is an election, which many experts believe is possible to hold within the next months with an acceptable level of transparency and credibility."

The views of the Iranian-born Sistani are widely respected by Iraqi Shiites, who make up 60 percent of Iraq's 25 million people. Shiite participation in

the U.S.-sponsored political plan is essential to its success.

The United States had already ditched one political plan when Sistani insisted that only elected delegates should write Iraq's new constitution.

Drafting a third plan to accommodate his views would make Washington look like it is allowing its Iraq policies to be held hostage to the wishes of one man. It also would further anger Iraq's minority Sunnis, who had dominated politics for decades and are bristling at the attention given to the Shiites.

In Amara, screaming protesters — some armed with sticks and shovels — rushed in waves against British troops guarding the city hall. The British drove the crowd back from the compound. Booms and flashes of light exploded in the crowd, believed to be from homemade bombs of tin cans packed with explosives and nails.

Soldiers blocked roads and periodic-

ally pushed demonstrators back, sometimes with batons, sometimes marching in unison behind riot shields and, against younger protesters, simply shoving them with their hands.

#### ■ U.S. using Turkish air base

A U.S. official said Sunday that the military had begun using a sprawling air base in southern Turkey for a large rotation of troops for Iraq. The Associated Press reported from Istanbul.

The permission to use the Incirlik Air Base in Turkey strikes a sharp contrast to last year, when Turkey refused to allow U.S. troops on its territory for the war against Iraq, its southern neighbor.

The U.S. military is preparing to send 130,000 U.S. troops in Iraq home over the coming months. They will be replaced by a more mobile, less heavily armed force of about 110,000. Incirlik is only an hour's flight from Iraq.

## CHYPRE Accord entre les chefs des deux principaux partis de la communauté turque

# Les Chypriotes turcs se dotent d'un gouvernement pro-européen

Les chefs de deux formations politiques chypriotes turques ont annoncé hier leur intention de former ensemble un gouvernement favorable à la réunification des parties turque (nord) et grecque (sud) de l'île, dans la perspective de l'entrée de Chypre dans l'Union européenne en mai prochain.

Le nouvel exécutif rassemblera le Parti républicain turc (CTP) de Mehmet Ali Talat, favorable au plan de réunification du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et le Parti démocrate (DP) de centre-droit conduit par Serdar Denktash. Fils du dirigeant de la partie turque reconnue uniquement par Ankara, Rauf Denktash, il a récemment assoupli sa position, après s'être opposé, comme son père, au plan onusien.

Mehmet Ali Talat, chargé de constituer le nouvel exécutif et futur premier ministre présumé, et Serdar Denktash ont affirmé qu'ils consulteraient leurs partis respectifs avant de se lancer officiellement dans la formation du gouvernement. Leur accord attribue au CTP six ministères, dont les Affaires étrangères, qui joueront un rôle important dans des négociations avec les Chypriotes grecs, et quatre au DP. Les législatives du 14 décembre n'ont pas permis de départager



Mehmet Ali Talat (à droite) et Serdar Denktash, le fils du président de la République autoproclamée du nord de Chypre, formeront ensemble une coalition favorable à la réunification des parties turque et grecque de l'île dans le cadre de l'adhésion à l'UE. (Photo Harun Ucar/AP.)

partisans et opposants au plan de réunification, les 50 sièges du Parlement se répartissant à égalité entre les deux camps.

Faute de réunification, seule la partie grecque, reconnue par la communauté internationale, rejoindra l'Union européenne au 1<sup>er</sup> mai, et l'UE a fait savoir à Ankara que sa candidature à

l'Union en serait affaiblie. Chypre est divisée depuis l'invasion turque du Nord en 1974 à la suite d'une brève tentative de coup d'Etat par des partisans d'un rattachement à la Grèce. Quelque 40 000 soldats turcs sont stationnés dans le Nord. Le plan de Kofi Annan prévoit une unification maintenant deux

Etats, avec un gouvernement central faible à présidence tournante. Les classes politiques des deux parties de l'île sont divisées sur la question.

Mehmet Ali Talat dirigera le cabinet pour la première fois de sa longue carrière politique, bâtie sur des convictions pro-européennes. (AFP.)

| **BusinessWeek** | January 12, 2004

**IRAQ**

# THE KURDS' NEW CAUSE

## Rivals are uniting behind economic growth in the northern Iraqi region

**T**HE PLANE WASN'T MUCH to look at—an aging, leaky Boeing 727 in the livery of the West African airline, UTA. But it drew an enthusiastic crowd when it touched down recently on a primitive runway outside the northern Iraqi city of Arbil. On board were entrepreneurs and development experts eager to check out the Kurdish region, an area roughly the size of Jordan in northern Iraq. “This was the first time our people have seen a commercial flight flying over our city,” declared Nechirvan Barzani, Prime Minister of the Kurdish regional government based in Arbil.

A tall, lean 37-year-old, Barzani is emerging as a key figure in the effort to forge a new Iraq. He hails from a renowned clan that has struggled for Kurdish independence from Iraq for decades. His grandfather, Mullah Mustafa Barzani, fought for the cause until he died in exile in Washington, D.C., in 1979. His uncle, Mas-soud Barzani, championed the resistance against Saddam Hussein's regime, which was responsible for tens of thousands of Kurdish deaths.

Now, in the wake of Sad-dam's defeat, the young Barzani would like nothing more than to bring independence and economic prosperity to Iraq's Kurdish enclave—a stretch of green

plains and looming mountains dubbed Kurdistan. Barham Salih, head of a rival regional government based in the Kur-dish city of Sulaymaniyah, two hours' drive to Arbil's south, also wants to seize the moment. But both leaders realize that seeking full independence for the enclave, which has enjoyed substantial autonomy since it was carved out under U.S. military protection after the 1991 gulf war, isn't practical right now. Such a move could stir hostility in neighboring Turkey and Iran—and is opposed by Washington.

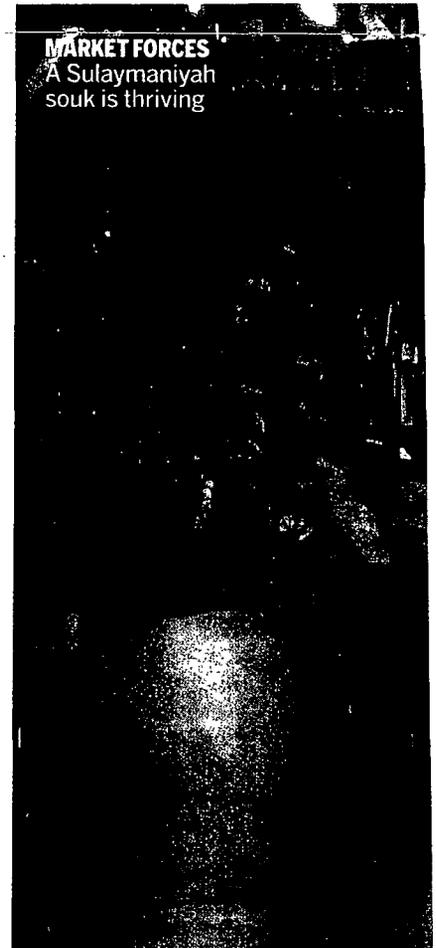
The Kurds, who form 15% to 20% of the Iraqi population, differ from Iraq's Arab majority in language and traditions. But instead of spurning their old enemies, they are participating in Baghdad politics while trying to get their own house in order. The rival govern-ments, each of which has controlled about half the re-gion since fighting split the enclave in the mid-1990s, are now largely cooperating. The Kurds want, as it were, to beat their Kalashnikovs into laptops and focus on development. “Politics are beginning to change,” says Salih. “Business investment and free trade are things people are more and more concerned about.”

How the Kurds play their cards could be crucial to Iraq's future. The Kurds want to maintain, and per-haps even strengthen, their current degree of autono-my, which allows them to



**BARZANI** He's key to the new Iraq

**With the fall of Saddam, Kurds are keen on investment and trade**



**MARKET FORCES**  
A Sulaymaniyah souk is thriving

control their own economy, armed forces, schools, and judiciary. “Without a solu-tion to the Kurdish question, it will be im-possible for stability to return to Iraq,” Barzani warns. But if the Kurds push too hard, they could make the daunting task of reconstructing Iraq even more difficult. Friction could develop with Baghdad over Kurdish-inhabited areas, such as oil-rich Kirkuk, outside the enclave. The Kurds would like to incorporate Kirkuk but real-ize such a step might be too divisive.

### A SAFER BEACHHEAD

WHILE THE POLITICIANS in Baghdad hammer out a political formula, the Kurds are forging ahead with plans to capitalize on their region's relative stability. To attract capital, they have enacted investment laws and formed a company called Kurdistan Development Corp. The pitch to potential investors: Establish a beachhead in north-ern Iraq where it is safer and the people are pro-Western, then expand south when the smoke clears. “The northern region as a whole can be a gateway to Iran and Turkey and may act as a distribution and logistics center,” says Iraqi Trade Minister Ali Allawi.

Northern Iraq may again become a



## A Look At Kurdistan

A northern Iraqi enclave with potential

**POPULATION**  
3.6 million

**RESOURCES**  
Fertile land, water, possibly oil

**KEY BUSINESSES**  
Trade, agriculture, construction

**POLITICS**  
Two zones: the Arbil area is dominated by the Kurdistan Democratic Party; Sulaymaniyah is run by the Patriotic Union of Kurdistan

Data: BusinessWeek

tourist center, too. In calmer days, Iraqis used to flock to its hills and lakes to escape the hellish 120-degree summer days in Baghdad. The area also boasts some of Iraq's best agricultural land, and Kurdish officials say substantial oil deposits lie below. While Arbil is a muddy town in need of a facelift, Sulaymaniyah is a gem with a vast covered souk and modern buildings.

Both Sulaymaniyah and Arbil are much less menacing than Baghdad. True, a suicide bomber killed five people in Arbil in late December. But the bursts of gunfire that often break out in Baghdad are not to be heard in either Kurdish city. Only local Kurdish troops, known as *peshmergas*, carry weapons. No American armored vehicles patrol the streets. Just 200 American military personnel are stationed in Kurdish-controlled areas, and the U.S. hasn't lost a single soldier.

Given these relatively positive conditions, deals are getting under way, if slowly. Kurdistan Development Corp., with Kuwaiti partner K-International Aircraft Leasing, is working on providing regular commercial flights into Arbil. A functioning airport could be a huge asset since Baghdad International Airport is hampered by fear of missile attacks on air-

craft. "We are looking at two flights a week starting on Jan. 4," says Ramsay Shaban, a former Iraqi Airways executive helping to organize the service.

### MIXED FOREIGN INTEREST

SADDAM'S DOWNFALL has given Kurds the confidence to step up their own investments. Faruk Mustafa Rasool, who runs a Sulaymaniyah telecom and construction empire, says his revenues have jumped tenfold, to an annualized \$100 million, since Saddam's fall. His Asia-Cell Company for Telecommunications recently won the mobile license for northern Iraq along with a Kuwaiti partner. He also has a license to set up a private bank. With no real banking system, businesses deal in stacks of dollars and local dinars.

If all goes well, Salih foresees a healthy local economy based on light industry such as pharmaceuticals and agribusiness and lucrative trade with Turkey and Iran. Meanwhile, he and Barzani are vying to slash taxes and spur building—the key local industry. Despite their rivalry, the two sides are negotiating to reunify the region. The scuttlebutt is that Barzani would head the enclave, while Salih could be Iraq's future U.N. representative.

Of course, much more needs to be done to make the region attractive for investors. Foreign executives have mixed reactions to the Kurds. John Pitts, managing director of Britain's e-Jet International Ltd., which builds fuel systems for airports, says working through the Kurds might be "a low-risk way of getting into Iraq, commercially and securitywise." Others are less sanguine. Vincenzo Guarino, an executive of Power2Water, a Canadian water company, doubts Kurdish consumers would generate enough revenue to justify building a \$20 million bottling plant. Many Kurdish workers earn only \$50 to \$100 a month.

Meanwhile, some local businessmen say the Kurdish areas are not immune from the cronyism and shakedowns that plague the rest of the Middle East. "There are lots of little Saddams," says one. "If [Kurdish chiefs] are so popular, why do they need so many armed men?" Be that as it may, the Kurdish areas still seem years ahead of the messy situation to the south. If the rest of the country's problems don't drag them down, the Kurds could play an important role in stabilizing Iraq. ■

—By Stanley Reed in Arbil

THE GLOBE AND MAIL  
MONDAY, JANUARY 12, 2004

# Iraq to enshrine Kurdish self-rule

## Stunning victory for ethnic minority inspires outrage in Syria, Turkey

BY ORLY HALPERN  
SULAYMANIYAH, IRAQ

After long negotiations and bitter arguments, Kurds in Iraq have won a historic deal granting them virtual autonomy in a future federal Iraq.

The deal was thrashed out between Kurdish leaders and members of the Iraqi Governing Council, and sets the stage for a division of Iraq on ethnic lines.

U.S. administrator Paul Bremer has made clear he is wary of any ethnic breakup of Iraq, but his suspicion is nothing compared to the outrage the Kurdish victory has caused among the country's neighbours.

Syria and Turkey, bitter enemies on the brink of war only a few years ago, have already held crisis talks, fearing the Iraqi move could fuel the separatist dreams of their own large Kurdish minorities. Turkish Prime Minister Recep Erdogan is set to meet U.S. President George W. Bush later this month to get assurances that Iraqi Kurdish separatism will be held in check.

Federalism is a sensitive matter for Iraqis, who fear that separations along ethnic and sectarian lines will lead to the country's breakup. One option meant to avoid such divisions was to partition Iraq into its 18 governates. But Kurdish members of the governing council worked tenaciously against this alternative.

Now Iraq's proto-constitution, or Fundamental Law, will decree Iraq a federal state when it comes into effect on March 1. Kurds will continue to have autonomy over the three provinces of Erbil, Dohouk and Sulaymaniyah, where they have effectively ruled themselves since a 1991 uprising against former president Saddam Hussein.

The decision is a relief for Kurds, whose greatest fear with the fall of Mr. Hussein's Baathist regime was that they would have to give up effective self-rule and become part of a centrally governed Iraq.



KARIM SAHIB/AGENCE FRANCE-PRESS

An Iraqi Kurd works at an animal market yesterday in the northern city of Erbil. Iraq's new constitution, which comes into effect in March, decrees the country a federal state and grants Kurds the right to continuing self-rule in three northern provinces.

It also marks a stunning victory for the five Kurdish members of the 25-seat governing council, who refused to give in to calls that such a decision be made after next year's election.

"We have been almost free for 12 years, and now we have given up some of our privileges to join Baghdad," said Razek Aziz, deputy minister of relations and co-operation in Sulaymaniyah. "[But] we will never give up the idea of a federal state," he added.

Kurdish leaders insist their autonomy plans are not complete. They want to annex three more northern Iraqi provinces — territory that includes the oil-rich city of Kirkuk, which they dream will one day be the capital of a united Kurdistan.

But in Kirkuk, the proposal has already sparked interethnic bloodshed, as Arabs and Turkmen hostile to the idea clashed with Kurds last week. In one major demonstration, eight Turkmen and Arab demonstrators were killed after being fired on by mainly Kurdish police.

Arabs fear for their future in a Kurdish-ruled state. "It's impossible to think of Kirkuk as part of Kurdistan," said Taher Yassin, 36, a

third-generation Kirkuk Arab dressed in the traditional Arab tunic and *keffiyeh*, or head covering.

"If that were to happen, where would I go? Where would my children study?" he said. "I don't speak Kurdish very well."

Kurds argue that Arabs arrived in force in Kirkuk only when Mr. Hussein expelled hundreds of thousands of Kurds after Kurdish and Shiite uprisings in 1991. Many of their former homes, they say, are now occupied by Shia Arabs forcibly relocated from the south.

"Kirkuk should be part of Kurdistan," said Nasser Rashid, 30, a waiter at a local restaurant dressed in baggy Kurdish *sharwal* pants and balancing typical Kurdish fare on a tray. "The Arabs ruled for 35 years and now it's our turn."

Still, some Kurds are already going beyond federalism. A group of Kurdish intellectuals is organizing a referendum to ask Iraqi Kurds whether they want to be part of Iraq or an independent country. "Ask anyone in Kurdistan," said Sherko Bekas, one of the organizers. "They all want an independent state."

*Special to The Globe and Mail*

# Bomb kills U.S. soldier, and 7 Iraqis die in clash

By Terence Neilan

A U.S. soldier with the 1st Armored Division was killed Monday and two were wounded when a roadside bomb exploded in Baghdad, the U.S. Central Command said.

The death brings to 343 the total number of American troops killed in hostile action since the war against Iraq began, according to U.S. figures.

Also Monday, American troops killed seven men in a gun battle with an armed gang that was trying to steal fuel from a pipeline near the town of Samarra, an army spokesman said.

The killing in Baghdad by an improvised explosive device was the first reported combat fatality since Thursday, when nine soldiers died when their Black Hawk helicopter was shot down in the village of Nuaymiya, near the restive town of Falluja.

Attacks by insurgents have continued apace since the capture of Saddam Hussein on Dec. 13. Brigadier General Mark Kimmitt, deputy director of coalition operations, said at a news conference in Baghdad on Monday that in the past week there were an average of 17 attacks a day against coalition forces, down from an average of 30 attacks a day before Saddam's capture.

Kimmitt added that "the coalition conducted 1,768 patrols, 24 offensive operations, 32 raids and captured 114 anti-coalition suspects in the past 24 hours."

A patrol led by an Iraqi citizen led American troops late Sunday to a group of about 40 armed men trying to siphon fuel from a pipeline about 17 kilometers, or 11 miles, south of Samarra, the army spokesman, Sergeant Robert Cargie of the 4th Infantry Division, said by telephone from Tikrit.

The thieves, who had 10 to 15 trucks, shot at the soldiers as they came forward to capture them, Cargie said. The troops returned fire with rifles and 125-millimeter cannon on a Bradley fighting vehicle, killing seven.

"Three fuel trucks and one transport truck were destroyed," Cargie said. There was no indication of serious damage to the pipeline or disruption of fuel supplies, he added.

Cargie said that it was not unusual now for an Iraqi to lead American soldiers to an incident under suspicion. "Recently, there has been more and more cooperation and more and more incidents of direct identification: 'Here's a cache,' 'Here are bad people,' etc."

In southern Iraq Monday, more than 200 demonstrators turned out in Am-

ara, the city where six Iraqis died when the Iraqi police and British troops opened fire on protesters on Saturday and Sunday.

Heavy rain hit the city on Monday, and "the protest lasted just a couple of hours," a spokeswoman for British forces in southern Iraq, Lieutenant Elizabeth Hill, said by phone from Basra. The demonstrators have been protesting over unemployment.

At the Baghdad news conference, an adviser to the coalition, Daniel Senor, sought to play down the official reaction to a statement on Sunday by Iraq's most influential Shiite cleric that members of an interim assembly must be chosen through direct elections.

The statement, by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, put at risk White House plans to transfer sovereignty to Iraqis by July 1 and came despite continuing efforts to change the cleric's mind on the subject.

The cleric issued an edict in late June that urged Iraqis to press for general elections and forced American officials to scrap their original plans for writing a constitution.

Some reporters at the news conference inferred that Sistani's statement was a warning that if the United States did not comply with his position, the result would be more violence.

Senor said: "What I hear from Ayatollah Sistani and the full range of religious and political leaders that are speaking out is a vision for Iraq, a democratic vision for Iraq."

The New York Times

January 13, 2004

The New York Times

## Sunnis in Iraq uniting to seek new leverage

By Edward Wong

**BAGHDAD:** Fakri Abdullah al-Qaisi says the vision came to him as it does with all prophets: in communion with God, atop a holy mountain.

God's message, he said, was to unite the Sunni Muslims of Iraq.

That was in February, outside Mecca, at the barren Mount Arafat.

Qaisi returned to Iraq in June and now has begun to realize his calling. He has brought together 85 leaders of Sunni groups from across the country — groups often at odds with one other — to form the State Council for the Sunnis, the first unified political voice for Iraqi Sunnis opposed to American rule.

Since the council first met on Dec. 25, it has demanded the release of more than 70 Sunni clerics detained by the Americans. Muhammad Ahmed al-Rashid, a senior member of the council and of the Muslim Brotherhood in Baghdad, a highly political sect, has condemned the foreign occupation in long interviews with Al Jazeera, the Arab broadcasting network.

From Ramadi to Tikrit, from Samarra to Baquba, towns in the so-called Sunni Triangle north and west of Baghdad chafe under the occupation, and insurgents there continue to mount deadly at-



Tyler Hicks/The New York Times

Iraqi Sunnis gathering for a meeting of their new council. The group has demanded that U.S. military forces release 70 detained clerics and stop raiding mosques.

tacks against allied soldiers. The Sunni Arabs were put in power by British colonialists and by Saddam Hussein, himself a Sunni, and people in the area fear a government dominated by Shiite Muslims, who make up 60 percent to 70 percent of the population of Iraq.

In a possible sign that the council is gaining political influence, the two Sunni Islamic parties on the Iraqi Governing Council have joined Qaisi's group.

In interviews, the two Governing Council representatives from the parties said there was a need for a unified Sunni voice, and one of them, Mohsen Abdul Hameed of the Iraqi Islamic Party, said, "The Sunnis in Iraq think their role has been marginalized."

Qaisi, a dentist by training, gave a much blunter assessment.

"Our country has been invaded, and all rights of the Sunni people have been affected," he said in the Ibn Taimiya mosque, a stronghold of the conservative Salafiya branch of Sunni Islam. "Their mosques have been destroyed, along with their houses, and Sunnis have been

killed. Only the Sunnis are oppressed by the American invasion."

U.S. soldiers have recently raided prominent mosques, alienating many Sunnis, with protesters calling for jihad. The most inflammatory incident occurred on Jan. 1, when soldiers broke up a meeting at Ibn Taimiya and arrested 32 people, including Imam Mahdi al-Sumaydai, the mosque's senior cleric.

Brigadier General Mark Kimmitt, a U.S. military spokesman, said soldiers had found explosives, Kalashnikov rifles, boxes of bullets, rocket-propelled grenade launchers and other weapons.

Military officials showed reporters a videotape of the soldiers carting away weapons, but Qaisi and the imams at the mosque denied the existence of the weapons.

Such a discovery could indicate a link between senior members of the new Sunni council and Iraqis engaged in the armed resistance.

The Sunni council used the raid as the basis for one of its first ultimatums.

"We ask for the occupation forces to stop this upsetting and insulting pro-

cess if they want to avoid bad consequences," the council said.

Qaisi shook his head when asked whether that implied violence. Instead, he said, it meant public opinion will move against the Americans.

No political group has emerged as the voice of the Iraqi insurgency. But it is only a matter of time, terrorism experts say. "Typically it's the armed wing that gets traction," said Bruce Hoffman of Rand Corp. "Once they've gotten that publicity, they develop a political wing that's a more acceptable face."

Qaisi denies any connection between Iraqi guerrillas and his group. He said that the Sunni council was the voice of the "opposition," not the "resistance," and that his members wanted to a peaceful discourse with the occupiers. "When the resistance sees the Sunnis getting their rights," he said, "they'll calm down, and their activities will stop."

The New York Times

## Les Américains détiendraient au moins dix mille prisonniers en Irak

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Ahmed Zaidan est révolté. Voilà trois jours qu'il attend devant la prison d'Abou-Ghraïb, à une cinquan-

REPORTAGE

« Ils m'ont dit qu'ils le ramèneraient dans une heure. Depuis, on n'a aucune nouvelle »

taine de kilomètres de Bagdad, et rien ne se passe. Il a fait le voyage de Mossoul pour accueillir son frère Saad, convaincu qu'il allait être libéré, comme la télévision l'a dit.

Les journaux en ont parlé. Alors il est venu, confiant, puisque Paul Bremer, l'administrateur américain, a annoncé, mercredi 7 janvier, que plus de 500 prisonniers allaient être libérés. Une soixantaine l'ont effectivement été dès le lendemain, ce qui a nourri les espoirs des quelques centaines de personnes qui se sont attroupées devant cette prison de sinistre mémoire. Elle est, en effet, synonyme de la répression du régime de Saddam Hussein, avec tous ceux qui y ont été détenus, maltraités et pendus. La guerre l'a entièrement vidée et soumise au pillage. Les Américains en ont repris posses-



MUHAMMAD MUHESEN/AP

Quelque 3000 prisonniers seraient incarcérés dans la prison d'Abou-Ghraïb, à 50 km de Bagdad. Des familles attendent, depuis plusieurs jours parfois, les libérations promises récemment par l'administrateur américain Paul Bremer. C'est dans cette prison que les opposants à Saddam Hussein étaient détenus, et souvent torturés et pendus.

sion et l'ont remise en fonction depuis le mois d'août. Aujourd'hui, environ 3 000 prisonniers y sont incarcérés, dont une bonne partie pour des raisons de sécurité.

C'est le cas de Saad Zaidan, matricule 762678, arrêté le 28 novembre lors d'un raid des GI. « Ils m'ont dit qu'ils le ramèneraient dans une heure et, depuis, on n'a eu aucune nouvelle », s'indigne son frère. « Qu'ils disent ce qu'ils lui reprochent ou qu'ils le libèrent. Les Américains nous traitent comme des chiens, alors que nous ne sommes pas leurs ennemis. On demande seulement la paix et le

respect », dit-il en essayant de garder son calme. Comme lui, des proches d'autres prisonniers attendent une hypothétique ouverture des portes. Aucune indication n'a été donnée. Alors, ils patientent. Lorsque la foule se fait trop pressante, les soldats la repoussent à bonne distance. Un infirmier sortant de l'établissement est assailli, pressé de questions : « Connais-tu untel ? » ; « As-tu vu un autre ? »

Certains en viennent même à regretter le temps de Saddam Hussein car, « au moins, c'était plus organisé ; on savait comment il fallait pro-

céder ». Des listes de noms ont été placardées sur des planches au-dessous de cette note : « A partir du 1<sup>er</sup> janvier, les détenus reçoivent une visite par mois. Les femmes le dimanche, les hommes le lundi. Les noms suivants ont reçu une visite, tel ou tel jour du mois ». « C'est une plaisanterie !, s'emporte Mohammed Nury. Voilà trois mois que j'attends. Chaque fois, il y a un problème et c'est repoussé. »

Manifestement, les Américains manquent de personnel pour faire face aux demandes. La gestion des détenus souffre également d'une

coordination approximative. Toutes les personnes arrêtées lors des raids sont d'abord détenues pendant une semaine pour un premier interrogatoire, puis soit relâchées, soit soumises à d'autres interrogatoires qui peuvent durer plusieurs semaines, avant d'être incarcérées dans l'attente d'une décision. Un

centre d'information a été mis en place il y a un mois et demi pour faciliter les recherches des familles. Les numéros des prisonniers sont fournis. Mais la machine administrative souffre de quelques ratés.

Hania Mufti, responsable de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), est préoccupée. « En application de la convention de Genève, les Américains ont le droit de les détenuir, mais la question est de savoir si toutes les garanties sont respectées. Les familles se plaignent de l'impossibilité d'obtenir des visites. Les listes sont complètes jusqu'au mois d'avril.

*D'une manière générale, il y a un manque de transparence et de communication.* » Le secret concerne également le nombre de prisonniers. « C'est le grand flou », dit

Hania Mufti. Pour elle, le chiffre de 10 000 semble réaliste, mais elle s'interroge sur le nombre d'arrestations depuis la capture de Saddam Hussein, le 13 décembre, estimant qu'il peut être de l'ordre d'une centaine par jour.

#### BUREAU DES PLAINTES

Paul Bremer, lorsqu'il a annoncé la prochaine libération de quelque 500 prisonniers en signe de « réconciliation », n'a pas donné de chiffres globaux. De source américaine, on précise qu'il y a 6 700 prisonniers dits « de sécurité » - dont 99 sont considérés de « haute valeur » - et 2 500 détenus de droit commun. Tous sont répartis entre Abou-Ghraïb, Mossoul et Oum Qasr, près de Bassora, pour les plus importants centres de détention, sans par-

ler du camp installé dans l'enceinte de l'aéroport de Bagdad, où se trouveraient les « gros poissons », comme Saddam Hussein, si tant est que l'on puisse le savoir. Sur les quelque 500 libérables, seuls 60 ont été libérés pour le moment.

Pour sortir, il faut remplir trois conditions : ne pas avoir de sang sur les mains, renoncer à la violence et obtenir de quelqu'un qu'il se porte garant. Ce qui, au dire de tous, complique la procédure et peut expliquer les retards, incompréhensibles pour les Irakiens. Un bureau des plaintes vient d'ailleurs d'être ouvert à Abou-Ghraïb. Un juriste américain écoute et enregistre les doléances au check-point n°4. Inutile de dire qu'il y a foule et que les cas soumis sont de toute nature. Mais, devant la prison, on entend

un unique refrain. Tour à tour, chacun raconte les circonstances de l'interpellation, puis un grand silence s'installe. Chaque fois, ou presque, c'est la même chose : le raid de nuit,

la fouille, le saccage quelquefois, l'humiliation, l'arrestation.

Beaucoup parlent d'argent volé. « Les dinars ou les dollars viendraient de Saddam pour attaquer les Américains. C'est pour cela qu'ils les prennent. C'est leur justification », raconte Hassan Faak Temule. Lors de la rafle, 21 personnes ont été emmenées, dont son père. Son frère, seul, a été libéré pour le moment. Venu de Nadjaf, il désespère, comme tous les autres. Sous les miradors, les conversations se nouent. Des vendeurs ambulants se sont installés. Dimanche, la foule était clairsemée, mais plusieurs dizaines d'irréductibles étaient toujours là. Mohammed Hussen est l'un d'eux. Il n'habite pas loin puisque sa maison est à Abou-Ghraïb. « Je ne voudrais pas que mon fils Nasar sorte sans trouver personne qui l'accueille. »

Michel Bôle-Richard

## Le président Khatami et les réformateurs dénoncent un « coup d'Etat » rampant en Iran

« C'EST un coup d'Etat, un changement de régime par des moyens non militaires », a accusé le député réformateur Mohsen Mirdamadi. Une crise politique majeure a éclaté, dimanche 11 janvier en Iran, après le rejet par le Conseil des gardiens de la révolution - sorte de Conseil constitutionnel dominé par les conservateurs - des candidatures de milliers de réformateurs pour les élections législatives du 20 février.

Le Conseil des gardiens de la révolution a annoncé, samedi, l'annulation de 2 033 candidatures, dont celles de plus de 80 députés réformateurs sortants. Le Parlement compte 290 députés, dont 210 réformateurs. Selon d'autres sources, plus de la moitié des 8 000 candidats ont été invalidés. Ces rejets ont été motivés par le « non-respect de l'islam » et la « non-fidélité au principe » de la primauté du religieux dans les affaires politiques. Parmi les candidatures barrees figurent celles de Mohammad Reza Khatami, frère du président réformateur et chef du premier parti à la chambre, de Mohsen Mirdamadi, président de la commission des affaires étrangères et de la sécurité nationale.

Ces interdictions ont provoqué une vive réaction du président iranien, Mohammad Khatami, qui a dû également lancer un appel au calme à ses troupes. « Je ne suis pas d'accord avec ces rejets, mais nous devons réagir par les voies légales et dans le calme », a dit le chef de l'Etat. Soixante-dix députés réformateurs venaient d'entamer un sit-in de protestation au Parle-



Des députés réformateurs protestent, dimanche 11 janvier, contre le rejet par le Conseil des gardiens de la révolution d'un grand nombre de candidatures aux élections législatives du 20 février en Iran.

ment et annonçaient d'autres manifestations dans les jours à venir. « Je ne trouve pas que ces méthodes-là soient compatibles avec les principes de la démocratie religieuse », a ajouté le président Khatami, précisant qu'il allait s'entretenir avec le Conseil des gardiens de la révolution ainsi qu'avec l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême.

Dans le même temps, le ministère de l'intérieur, chargé de l'organisation du scrutin, dénonçait ces annulations comme « illégales » et ne tenant pas « compte de la loi électorale ». Pour leur part, les gouverneurs de 27 des 28 provinces du pays ont menacé de démissionner d'ici une semaine si ces rejets étaient maintenus et ont accusé, dans une lettre au président Khata-

mi, le Conseil des gardiens de la révolution d'avoir pris ces décisions pour des motifs politiques. Selon un responsable réformateur proche du gouvernement, « sept ou huit ministres ont déjà préparé leur lettre de démission ».

« Nous défendrons le droit de tous ceux dont les candidatures ont été rejetées », a indiqué le chef du Parlement, Mehdi Karoubi. Il a ajouté que lui-même et M. Khatami étaient en contact avec le Conseil des gardiens et l'ayatollah Khamenei pour obtenir une révision des invalidations. « Si ce processus continue, les conditions pour notre participation au scrutin n'existeront plus et nous irons droit vers un boycottage national », a averti le frère du président Khatami.

Le scrutin législatif du 20 février

met ainsi à dure épreuve le mouvement réformateur. Certains réformateurs et une frange de la jeunesse iranienne avaient déjà menacé de boycotter ces élections si les conservateurs excluaient un trop grand nombre de candidats. De nombreux jeunes Iraniens ont d'ores et déjà annoncé leur intention de ne pas aller voter, pour protester contre le manque de réformes sociales et économiques.

La députée Jemileh Kadivar, elle-même autorisée à se représenter, a expliqué que plusieurs autres parlementaires dans son cas pourraient, eux aussi, boycotter le scrutin « si le Conseil des gardiens ne revient pas sur sa décision ». Selon des sources au sein du camp réformateur, de nombreux députés ont vu leur candidature rejetée pour avoir signé des lettres adressées, ces derniers mois, au Guide suprême de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et appelant à la mise en œuvre de réformes démocratiques.

Un porte-parole du Front de participation islamique iranien (FPII) a indiqué que 60 % des candidatures avaient été rejetées. Seuls sept candidats réformateurs seraient autorisés à se présenter pour briguer les 30 sièges en jeu à Téhéran. Dans certaines régions, tous les candidats partisans de réformes ont été interdits. Mohammad Reza Khatami a fait savoir que le Parlement s'opposerait au rejet des candidatures. « Si c'est appliqué, il n'y aura dans ce pays plus aucun pilier de la démocratie », a déclaré, dimanche, le frère du président iranien. - (AFP, Reuters.)

# Les salafistes en embuscade à Bagdad

Au sein de la résistance irakienne, les islamistes étoffent leur réseau et se rêvent en alternative.

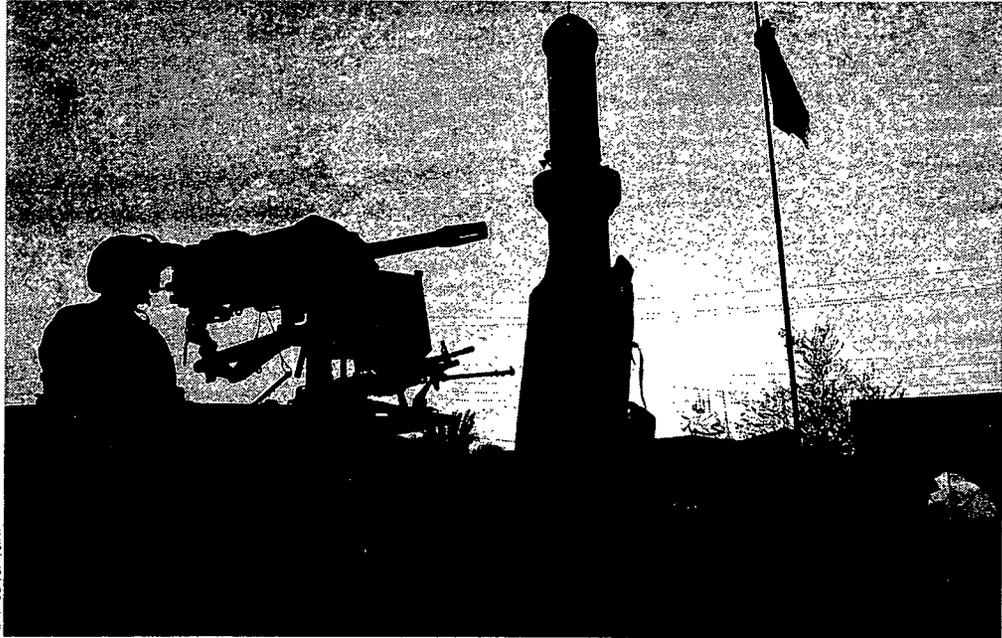
Bagdad envoyé spécial

**B**on dévot, cheikh Fakhri al-Qaïssi remercie le Miséricordieux. «Grâce à Dieu», le secrétaire du Conseil suprême pour la prédication, l'orientation et les fatwas a échappé à la rafle. D'un cheveu. Outrageusement chanceux, l'imam avait quitté le centre Ibn Tayimiya quelques instants seulement avant que les troupes de la coalition n'investissent en force cette mosquée du quartier de Yarmouk, au sud-ouest de Bagdad, haut lieu de l'islamisme militant d'obédience salafiste. Fouille musclée. Les portes de la salle de prières sont enfoncées à coups de bottes. «Les soldats n'ont pas retiré leurs chaussures», note l'imam ulcéré. Cheikh Madhi al-Soumaïdaï, chef de file du courant fondamentaliste sunnite en Irak, déjà emprisonné sous le règne de Saddam Hussein, croupit désormais dans le secret d'une base américaine.

La rage étouffe cheikh Fakhri. D'une voix aigrette, l'imam prophétise: «Tel Pharaon, les Américains ont déclaré la guerre à Dieu. Quelle arrogance que de braver sa puissance!» Menace à peine voilée. «Propagande», rétorque le général Mark Kimmitt qui assure que ses hommes ont «respecté la sainteté des lieux». Seulement, la mosquée «abritait des activités terroristes», jure l'officier. Et pour preuve de ses accusations, il étale ses prises: onze fusils d'assaut, deux lance-roquettes, huit grenades, un mortier de 60 mm, trois pains d'explosif, des sacs de poudre noire saisis lors de la fouille. Arsenal du plus bel effet. Mais chaque mosquée de Bagdad possède son dépôt d'armes. Le contrôle des chaires, salles de prières, écoles coraniques – sources d'influence autant que de profits – dépend plus souvent de la force de frappe que de la capacité de conviction.

«Impatience». Surveillé depuis plusieurs mois, cheikh Madhi al-Soumaïdaï se savait dans le collimateur de la coalition. «Les espions américains sont partout, confiait-il à ses visiteurs, mais dans cette mosquée, ils ne trouveront rien. Nous sommes des religieux, pas des combattants.» Au risque de décevoir. Jérôme, jeune volontaire de 29 ans, originaire de Strasbourg, converti à l'islam sous le nom d'Abdul Jalil, «attend avec grande impatience d'entrer dans les combats». Depuis six semaines, ses suppliques sont restées lettres mortes. Lorsque le Français parle de «jihad», les imams font la sourde oreille, les fidèles jouent les imbéciles. Contrarié, Abdul Jalil est parti tenter sa chance dans une autre ville.

Les salafistes ont pourtant le vent en poupe dans les rangs de la résistance. Leur réseau, bien que toujours modeste, ne cesse de s'étoffer. A la chute du régime, une poignée d'officiers supérieurs a rejoint les islamistes. Des militants contraints à la clandestinité dans l'armée irakienne. «En 1990, de nombreux militaires sont revenus à la religion, explique l'un des chefs des cellules salafistes à Bagdad. Cependant, nous étions obligés de prier en cachette. Et nous ne pouvions pas nous laisser pousser la barbe. Si nous fréquentions les mosquées avec trop d'assiduité, nous étions jetés en



AL HANDEB, EPA, SPA

Près de la mosquée al-Rahman de Bagdad, en octobre. Les religieux salafistes se sont abstenus d'appeler à la guerre sainte.

**«Le cheikh Oussama ben Laden a lancé un appel à libérer l'Irak. C'est un homme de principe. S'il veut nous aider à combattre notre ennemi, nous accepterons avec plaisir.»**

L'un des chefs de la cellule salafiste de Bagdad

prison.» Marié au sein du clan de Saddam Hussein, ce général occupait un poste stratégique à la tête d'un des services de renseignement de l'armée.

«Les Irakiens en avaient assez de la guerre, reconnaît-il sans ambages, c'est pour ça que le régime s'est effondré sans combattre. Cette guerre n'était pas la leur. Les Etats-Unis avaient promis de chasser Saddam, de reconstruire le pays, de rétablir la démocratie. Nos soldats ne pouvaient pas gagner. La technologie américaine était trop avancée. Pourquoi auraient-ils dû se sacrifier pour sauver le pouvoir d'un tyran qui opprimait son peuple? Seulement, après leur victoire, les Américains n'ont pas tenu leur parole, regrette-t-il. Ils ont mis à la tête du pays des exilés qui n'ont jamais partagé nos souffrances. Ils leur ont donné en butin le droit de piller les richesses de l'Irak quand, sur leurs conseils, ils ont dissous l'armée, suspendu nos salaires. Erreur. Pour chaque officier, combattre l'occupation est devenue une question d'honneur.»

«Scène ouverte». En simplifiant à l'extrême, ce chef salafiste brosse trois grandes tendances dans la résistance. «Les proches de Saddam ont perdu tous leurs privilèges et voudraient rétablir l'ancien régime ou obtenir des Américains leur retour dans le jeu politique.

Les patriotes combattent pour libérer leur pays, que ce soit pour des raisons nationalistes ou pour des motifs religieux. Beaucoup de Bédouins, à la campagne, veulent simplement se venger parce que des soldats américains les ont arrêtés devant leurs femmes, confisqué leur maison ou tué un proche. Ces groupes coopèrent parfois, pas toujours. En Irak, la résistance est une scène ouverte où tout évolue sans cesse.»

Les sbires de l'ancien régime restent mieux organisés, bénéficiant de nombreux experts en armement, d'arsenaux fournis, de finances généreuses. Et depuis l'arrestation de Saddam Hussein, les islamistes se croient les mieux placés pour reprendre le flambeau. «Nous combattons sous le drapeau de l'islam et le peuple irakien aime sa religion, professe le général. Les

musulmans, dans plusieurs pays arabes, ont appelé au jihad. Nous pouvons donc compter sur un soutien à la fois interne et externe. Le cheikh Oussama ben Laden a lancé un appel à libérer l'Irak. C'est un homme de principe. S'il veut nous aider à combattre notre ennemi, nous accepterons avec plaisir. Des volontaires islamivent de l'étranger. Des voyages arrangés à l'avance. Nous n'acceptons personne qui viendrait sans contact car ce pourrait être un espion. Toutefois, ces moujahidin dépendent de cellules spéciales qui sont éloignées des cellules militaires. Nous n'avons jamais eu de liens directs avec eux.»

«Légitime défense». Pour l'heure, le courant salafiste ne paraît pas chercher à amplifier le flux des volontaires islamistes vers l'Irak. Ses religieux se sont abstenus de formuler le moindre décret appelant à la guerre sainte. «Dans le cas de l'Irak, la règle est suffisamment claire pour que nous n'ayons pas à formuler de fatwa, précisait le cheikh Madhi al-Soumaïdaï avant son arrestation. Des infidèles occupent un pays musulman. Le jihad s'impose donc comme un droit de légitime défense. Nous n'avons pas besoin de lancer un appel général à la guerre sainte. Mais tous ceux qui désirent librement rejoindre ce combat seront les bienvenus.»

«Nous sommes parfaitement capables de monter ses opérations dévastatrices contre l'occupant, sans aide extérieure, prévenait le général à la veille de la Saint-Sylvestre. Si, dans les prochaines 24 heures, la résistance monte une opération militaire à Bagdad, elle ne fera pas de différence entre un journaliste et un soldat américain.» Le soir même, un véhicule piégé pulvérisait le Nabil, un restaurant où dinaient des Occidentaux. Le lendemain, les forces de la coalition investissaient la mosquée Ibn Tayimiya. Ni les Américains ni les salafistes ne s'aventurent à lier les deux événements. Néanmoins, le combattant islamiste ne cache pas ses amitiés: «Cheikh Madhi et cheikh Fakhri nous servent de guides spirituels. Leurs avis sont précieux.»

DIIDIER FRANÇOIS

13 JANVIER 2004



**IRAK** Après avoir été, dans un premier temps, exclus des contrats de reconstruction, la France, l'Allemagne, le Canada et la Russie pourront y participer

# Bush ouvre les appels d'offres aux «antiguerre»

Un hélicoptère Apache américain a été abattu hier à l'ouest de Bagdad dans la région de Faludja, vraisemblablement par « un tir ennemi », a affirmé un porte-parole militaire. « Nous savons qu'un hélicoptère s'est écrasé et nous savons que les deux membres d'équipage ont survécu mais nous ne savons pas s'ils ont été blessés », a-t-il ajouté. Aucun autre détail n'a été donné de source militaire sur les raisons de la chute mais un témoin a indiqué à l'AFP avoir vu deux hélicoptères volant très bas et un missile toucher l'un d'eux.

Dans la ville de Faludja, les forces américaines ont tué hier deux Irakiens et blessé trois autres. « Les soldats américains ont affirmé avoir été attaqués par des inconnus », a déclaré le chef de la police locale Adel Khalaf. « Ils ont alors ouvert le feu au hasard, tuant deux personnes et en blessant trois. »

A Washington, le département du Trésor américain a demandé à l'inspecteur général d'ouvrir une enquête afin de déterminer comment un document peut-être confidentiel a pu être utilisé par l'ancien secrétaire au Trésor Paul O'Neill pour dénoncer dans un livre la politique du président Bush en Irak.

Isabelle Lasserre

Est-ce enfin l'apaisement ? C'est en tout cas un assouplissement de la position des États-Unis, qui, après les avoir exclus de la reconstruction en Irak, ont autorisé hier les pays antiguerre à participer à une nouvelle série d'appels d'offres. L'ouverture, annoncée par un

porte-parole du Conseil de sécurité de la Maison-Blanche, vise avant tout la France, l'Allemagne, le Canada et la Russie. Elle concerne deux tranches successives de 5 milliards de dollars.

Les pays antiguerre avaient été écartés le mois dernier des appels d'offres pour les contrats de reconstruction de l'Irak financés par Washington. Ou, plus exactement, ils

n'avaient pas été retenus pour participer à une compétition initialement réservée aux pays membres de la coalition. Paul Wolfowitz, le secrétaire d'État adjoint à la Défense, avait justifié leur mise à l'écart en évoquant la nécessité de protéger les « intérêts de sécurité des États-Unis ». Il avait affirmé que cette décision encourageait les pays réticents à rejoindre la coalition internationale en Irak et à envoyer des

troupes à Bagdad.

Cette mise à l'écart avait provoqué un tollé chez les alliés. Le Canada avait menacé de mettre fin à son aide à l'Irak. La diplomatie française avait mis en doute la légalité internationale de la décision. Quand aux autorités allemandes, qui pensaient que leurs relations avec Washington s'étaient améliorées depuis la rencontre du chancelier Gerhard Schröder avec George W. Bush en septembre, elles ont estimé que la mesure n'était « pas acceptable ». La décision du Pentagone avait aussi été critiquée, en privé, à

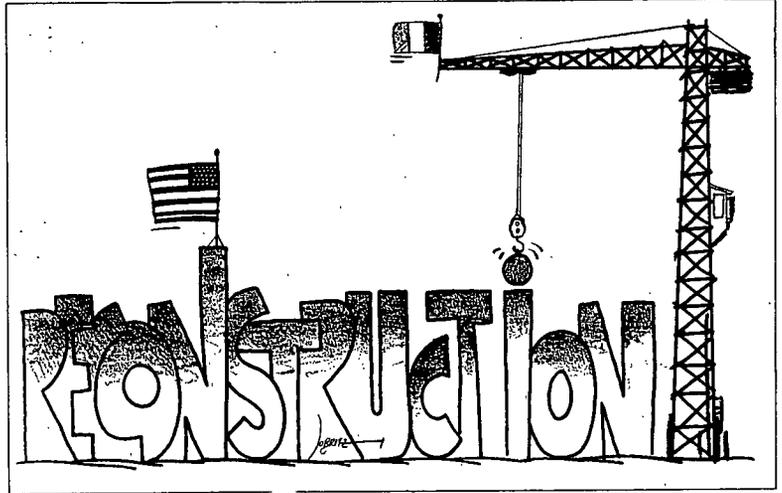
Washington, où certains responsables la jugeaient contre-productive.

En lançant cette semaine un appel d'offres pour une série de nouveaux contrats, les États-Unis avaient laissé en-

tendre que la liste de pays inéligibles était en cours de remaniement. Le porte-parole de la Maison-Blanche a cependant conditionné hier la participation aux appels d'offres des pays opposés à la guerre en Irak à leur coopération avec les États-Unis. « Si la France et d'autres pays veulent s'unir à nos efforts en Irak, les circonstances changeront », a-t-il déclaré au Mexique, en marge du sommet des Amériques.

Après des mois de crise ouverte, les deux côtés de l'Atlantique ont aujourd'hui intérêt à recoller les morceaux. La France, parce que son opposition jusqu'au-boutiste dans la crise irakienne l'a marginalisée sur la scène internationale. Les États-Unis, parce que la pacification de l'Irak est plus ardue que prévu et qu'ils cherchent à internationaliser et à légitimer leur intervention militaire.

Comme le rappelle le Quai d'Orsay, le gouvernement français, en recevant récemment une délégation du Conseil de gouvernement irakien, « a fait état de la disponibilité de la France à participer à la reconstruction irakienne ». Le geste avait été favorablement accueilli par Washington. Des deux côtés de l'Atlantique, on insiste désormais plus volontiers sur les coopérations qui fonctionnent, comme la lutte antiterroriste. L'ouverture du nouvel appel d'offres aux entreprises françaises est donc un signe de détente. Même si, sur le fond, les divergences de vues demeurent.



## Bremer refuse les élections voulues par Sistani

L'administrateur américain Paul Bremer et le conseil de gouvernement irakien se sont dits opposés hier à la tenue d'élections générales exigées par l'ayatollah chiite Ali Sistani. L'ayatollah Sistani, le plus prestigieux des grands ayatollahs de la communauté chiite, majoritaire en Irak, avait estimé possible de tenir des élections générales dans les prochains mois et contesté la légitimité de l'Assemblée provisoire de notables désignés, prévue par l'accord du 15 novembre. Cet appel a été rejeté par le conseil de gouvernement : « Il n'est pas possible d'organiser une telle consultation

dans le pays tel qu'il fonctionne actuellement. Nous avons besoin d'améliorer le fonctionnement de plusieurs choses avant de pouvoir le faire », a déclaré le porte-parole du conseil, Hamid al-Kifai. Paul Bremer a insisté de son côté pour que soit appliqué l'accord du 15 novembre sur la transition en Irak, qui stipule que « l'Assemblée nationale transitoire », qui doit être mise en place avant le 31 mai 2004, sera composée de notables sélectionnés par une commission de 15 membres dont cinq seront nommés par le Conseil, le reste devant l'être par des assemblées provinciales.

# In Mosul, everyone's talking about democracy

## Town hall meeting studies how it works

By Neela Banerjee

**MOSUL, Iraq:** If many Iraqis complain that the foreigners who run their country have given them little so far, they at least can now grab, shout out, dissect, swear by and see in action a word that had meant nothing before: demokratiya, or democracy

It was knit into every passionate utterance on Monday as about 250 tribal sheiks, clerics, activists for women's rights, lawyers and Kurdish leaders picked by the foreigners to represent the elite of Mosul gathered to discuss the country that will emerge once the American-led civil administration leaves in July.

The town hall meeting is one of hundreds that the occupation forces and Iraqi politicians will hold in the coming weeks, from the provincial to the neighborhood levels, to explain to Iraqis the nuts and bolts of the transition to self-rule and to hear their concerns about the process.

Everyone who spoke at the Mosul Social Club agreed that Iraq should be a democracy. As in any democracy, people articulated differing ideas of their country.

The Americans at the edges of the hall and outside guarding the building celebrated the variety of opinions they heard. But some Iraqis themselves seemed pained that they lacked a uniform vision as they move now to build a free and functioning state from scratch.

"I know this is a very sensitive time in Iraq, so we must act like one hand, one heart," Ghanim al-Basso, the provincial governor, told the audience. "But democracy is a new word for us, and we have no experience with it."

The occupation authorities have promised such a meeting in every one of Iraq's 18 provincial capitals. The first one was in Basra about two weeks ago. Mosul, Iraq's third-largest city and the biggest in the northern part of the country, was a stronghold of the old government.

It was in Mosul, notably, that Saddam Hussein's sons, Uday and Qusay, were killed in a firefight with American soldiers in July.

But the American military seems to have won over some people here, in great part by spending lots of money on projects that create jobs.

More recently, after the capture of Saddam, midlevel Baath Party loyalists have begun to turn over weapons "in truckloads," said a spokesman for the 101st Airborne, which oversees the region.

At the two-hour session, the audience heard from a panel of five political representatives, including a member of the Iraqi Governing Council in Baghdad whose uncle leads one of the biggest local tribes, the governor, who is a former high-ranking Baathist, and the deputy

governor, who is an autonomy-minded Kurd.

Recently, the top Kurdish parties have united to demand a large state in northern Iraq that would be bound to Baghdad under a federalist system. The Governing Council has said it wants a federalist system, too, but the two sides have yet to agree on what that would look like.

The Kurds, who essentially lived independently after the Americans created a "no flight" zone over northern Iraq after the 1991 Gulf war, are not enthralled at the idea of giving up their autonomy.

The prospect of an Iraq divided on ethnic lines — the Kurds account for about 20 percent of the population — alarmed many Arabs at the meeting.

"Why do you want federalism based on nationality if we have a constitution and the same freedoms for all?" asked a man in the audience, Amir al-Rakan.

Massacres of the Kurds by successive Iraqi governments were left unmentioned, but their memory charged the air in the hall.

"We are one country, one future," the deputy governor, Khasro Goran, answered. "But the big brother must not beat up the little brother. We have to have the nationality question solved before anything."

Sheik Ghazi Ajil al-Yawar, the Governing Council member, said: "Federalism is not independence for the Kurds. They will have limited authority but will answer to Baghdad."

Part civics lesson, part group therapy session, the discussion left people craving more. Men prepared entire speeches that they read from the floor, often to be politely cut off by the moderator. One woman in the dress of a devout Muslim asked how to get women who lead exceedingly traditional lives at home involved in the political process. No one answered her.

When the forum ended, a man at the floor microphone began shouting: "A hundred times I requested the chance to ask a question! But I think you don't want some of us to talk!"

Sheiks of the Shemur tribe, from the town of Talafar, left angry.

"We talk about democracy, we all understand democracy clearly," one said on the street outside. "But how can we talk about democracy when we have a tribe of 400,000 people and they aren't represented on the local council?"

Right now, democracy for Iraqis seems to be working properly when it protects their particular vested interests. Amina Goyani, who works at a women's center in Mosul and is a City Council member, thinks that could change gradually if more such meetings were held.

"People are afraid of change," Goyani said. "They never saw change. They didn't see anything for 35 years."

The New York Times



Namir Noor-Eldin/Reuters

A U.S. soldier in Talafar, Iraq, with rifles that former Baath Party members handed over to forces governing Mosul, where a raucous town hall meeting took place.

January 14, 2004

The New York Times

## IRAK

# Comme une odeur de sécession kurde

Les Kurdes veulent-ils toujours construire un Etat fédéral ou bien préfèrent-ils créer leur propre Etat ? A Bagdad, on espère que les Américains ne soutiendront plus les projets "sécessionnistes" kurdes.

AN NAHAR  
Beyrouth

L'Irak est en proie à un bouillonnement sans précédent. Cette situation provoque chez les Irakiens la peur d'un chaos qui pourrait mener leur pays à la ruine. Toute question fait l'objet de vives discussions, chacun donnant son avis avec une extrême franchise. Et, même si ces débats outrepassent parfois les limites de la décence, cela constitue pour les Irakiens un excellent apprentissage d'un comportement civilisé qu'on leur a fait perdre durant des décennies et qu'ils doivent absolument retrouver pour bâtir un système démocratique.

L'un de ces débats a été suscité par l'attitude du leader kurde, Massoud Barzani, qui est membre du Conseil de gouvernement irakien et s'abstient presque toujours d'assister aux réunions. Barzani avait proféré des menaces, quoique à mots couverts, pour le cas où les Kurdes n'obtiendraient pas un fédéralisme tel qu'ils l'envisagent. Dans un article paru dans un journal kurde, il menaçait de recourir à "d'autres choix" si l'on persistait à mettre en place un fédéralisme de type géographique ou fondé sur les divisions administratives existantes.

### LES KURDES ENVISAGENT-ILS DE FAIRE LA GUERRE AUX ARABES ?

Le leader kurde n'envisage qu'une seule solution, celle d'un fédéralisme fondé sur les nationalités, qui fasse du Kurdistan une région unique, jouissant d'une relative indépendance, dans le cadre de l'Etat irakien. Or le Kurdistan dont il est question engloberait la ville de Kirkouk, dont l'identité nationale est objet de litige entre les Turkmènes, qui la considèrent comme leur propre capitale, et les Kurdes, qui disent qu'elle fait partie du Kurdistan historique mais qu'elle a fait l'objet de modifications démographiques durant plusieurs décennies. Toujours selon les Kurdes, le Kurdistan comprendrait certaines villes des gouvernorats de Dayali-Centre et de Mossoul-Nord [zone qui était sous le contrôle du régime précédent].

Les membres kurdes du Conseil de gouvernement irakien ont aussi présenté un projet de loi qui consacrerait ces revendications pour qu'elles deviennent un fait accompli. Cette ini-

tiative montre l'appréhension actuelle des Kurdes, qui vont même jusqu'à dire que les Américains sont moins enthousiastes qu'auparavant vis-à-vis de la solution fédérale. Les Kurdes semblent vouloir se dérober à certains de leurs engagements passés, par le biais desquels ils avaient obtenu des autres partis la reconnaissance du fédéralisme. Ils avaient notamment promis que cela se ferait par consentement mutuel et au moyen d'un référendum permettant au peuple irakien tout entier d'exprimer son avis sur la question. Or le parlement kurde vient de choisir une forme de fédéralisme qui se rapproche plutôt de la confédération, ce qui signifie, pratiquement, l'indépendance. La question qu'on peut se poser alors est : quels sont ces "autres choix" auxquels menaçait de recourir Barzani ? les Kurdes envisa-

gent-ils de faire la guerre aux Arabes irakiens pour réaliser ce "fédéralisme par consentement mutuel" dont ils parlaient jadis ?

Les Irakiens se demandent pourquoi les Kurdes insistent tant sur un fédéralisme élargi, puisque, de toute façon, le nouvel Irak devrait se caractériser par la démocratie et la décentralisation. Ils les soupçonnent d'avoir choisi la solution qui les conduira au seuil de l'indépendance totale et de vouloir ensuite la proclamer dès que les circonstances le permettront. Ces soupçons paraissent d'autant plus justifiés que l'on voit certains responsables kurdes faire en permanence des déclarations dont se dégage une forte odeur de sécession. Ils soulignent en effet que les Kurdes se sont constitués en Etat "indépendant" durant plus de dix ans et qu'ils n'y renonceraient pas sans contrepartie importante.

Salem Machkour

## DILEMME

### Les chiites n'ont pas dit leur dernier mot

■ Des responsables britanniques ne cachent pas leurs craintes : les forces d'occupation en Irak ne disposeraient que d'un an environ avant de voir les chiites se retourner contre elles. Les chiites, qui sont majoritaires dans le pays, ont jusqu'ici mieux accepté la présence militaire et civile de la coalition que les Arabes sunnites. Cette communauté – bien plus pratiquante que ne l'avaient prévu la plupart des observateurs étrangers – nourrit toutefois des sentiments très mitigés à cet égard. Comme la plupart des Irakiens, les chiites détestent l'idée d'une occupation étrangère, mais, en même temps, ils apprécient la sécurité assurée par les troupes de la coalition, du moins pour le moment.

Si le sentiment d'hostilité se répandait dans cette communauté, les thèses extrémistes pourraient y rencontrer un écho favorable. Dans ce cas, la situation deviendrait incontrôlable pour la coalition. Les éléments chiites les plus radicaux pourraient organiser de grandes manifestations semblables à celles menées contre le chah en Iran par l'ayatollah Khomeyni, en 1978 et 1979. Les Etats-Unis seraient alors placés devant un dilemme. Laissant faire des centaines de milliers de manifestants, ils leur abandonneraient le terrain social ; mais, s'ils tentaient de contrôler par la force la foule des civils, l'agitation s'aggraverait. Les partisans de la ligne dure à Téhéran, qui ont condamné l'invasion de l'Irak par les Américains, n'exercent guère d'influence dans ce pays à l'heure actuelle. Mais cela pourrait changer si la population irakienne supportait très mal la présence des Américains. Les Etats-Unis marchent sur la corde raide et risquent de devoir faire d'autres concessions pour ne pas mécontenter les chiites.

Juan Cole, *The Daily Star* (extraits), Beyrouth

## Les Irakiens à l'heure du choix

**Reconstruire un Etat suppose qu'on place les intérêts du pays au-dessus de ceux des communautés. Or Kurdes, chiites et sunnites ne font que se replier sur leurs identités, note Al Hayat.**

Essayons d'oublier un peu ces formules éculées selon lesquelles nous autres Arabes serions tous "frères" et que ce seraient les autres qui nous "diviseraient". Car en Irak, comme dans les autres pays arabes, nous ne sommes pas frères. Il y a entre nous des problèmes que nous avons hérités de l'Histoire et de l'édification de nos sociétés, et que le refoulement imposé par des régimes plus récents et leur oppression n'a fait qu'aggraver. Or voilà qu'aujourd'hui le refoulé s'exprime. Il s'exprime à la manière sunnite, chiite, kurde, turkmène ou assyrienne ; à haute voix et avec des métaphores sanguinaires.

C'est pour cela qu'il est demandé aux chiites – qui représentent la majorité et le groupe social le plus fort en Irak – de rassurer les autres communautés du pays. Il en va de même pour les Kurdes qui sont à Kirkouk [ville et région du nord de l'Irak réclamées par les Kurdes], majoritaires et les plus puissants. Ils se doivent de rassurer les autres communautés turkmènes et arabes de la région. Ce serait en effet pure illusion pour les chiites d'imaginer un Irak du futur sans aucun lien avec son passé ou pour les Kurdes d'envisager la résurrection d'un ancien Kirkouk qui n'aurait aucun rapport avec les bouleversements démographiques survenus au fil des dernières décennies. Cela ne veut pas pour autant dire que la manière dont les chiites ont été traités au siècle précédent ait été juste, ni que le transfert de populations arabes à Kirkouk ait été justifié, mais que l'état d'équilibre

démographique actuel de l'Irak, malgré ses nombreuses zones d'ombre, ne pourra pas être modifié du jour au lendemain, surtout pas en se vengeant ou en terrorisant les autres communautés. Aujourd'hui, les chiites irakiens font peur aux Kurdes et aux sunnites. De même que les chiites et les Kurdes font peur aux sunnites. Les arguments qui suscitent cette peur sont nombreux. On parle de l'éradication des partisans du parti Baas, de l'application de la peine de mort ou encore de la révision de certains privilèges et droits sur une base communautaire. C'est ainsi que, chez les sunnites, on exprime sa peur en se cramponnant au passé, une attitude prônée par un noyau d'islamistes qui font tache d'huile dans certains milieux. Ce qui ne peut que leur causer du tort. Car ce n'est pas en amassant des armes dans les mosquées, ni en imaginant qu'Oussama Ben Laden

pourra combler le vide laissé par l'effondrement du Baas que les sunnites préserveront leur identité et leur part du gâteau dans le nouvel Irak aux identités multiples. La responsabilité des Irakiens est aujourd'hui plus grande que jamais et ce ne sont pas les Américains qui pourront l'assumer à leur place. Bien plus, les Américains pourraient être amenés, en constatant que le chaos provoqué par l'esprit de revanche se perpétue, à laisser le pays se débattre seul dans une agitation encore plus destructrice. Les Irakiens ont aujourd'hui à choisir entre, d'une part, une attitude qui place la construction de leur nation au-dessus des intérêts contradictoires des communautés, en tenant compte de la pluralité des composantes de l'Irak, et, d'autre part, un bain de sang ininterrompu qui mènera inéluctablement à un fractionnement partisan encore plus grand.

Al Hayat, Londres

Le Monde 16 JANVIER 2004

## Législatives en Iran : M. Khamenei tente de calmer les tensions

TÉHÉRAN. Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei (photo), a ordonné, mercredi 14 janvier, au Conseil des gardiens de réexaminer, avec moins de sévérité, les dossiers des candidats réformateurs rejetés après une invalidation massive des candidatures pour les élections législatives du 20 février. La déclaration du numéro un iranien intervient à la suite d'une menace de démission, mardi, du président réformateur, Mohammad Khatami. Une crise politique majeure a éclaté, dimanche, dans le pays après l'annonce du rejet d'environ 3 600 candidats (dont 83 députés, parmi lesquels 80 réformateurs) aux législatives par les commissions de surveillance des élections. Celles-ci dépendent du Conseil des gardiens de la Constitution, aux mains des conservateurs. La plupart des candidats ont été refusés pour « non-respect de l'islam ». Mohsen Mirdamadi, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement, a qualifié la décision de « coup d'Etat par des moyens non militaires » tandis que M. Khatami faisait peser la menace d'une démission collective des réformateurs si les conservateurs maintenaient l'invalidation. –(AFP.)



Herald <sup>INTERNATIONAL</sup> Tribune January 14, 2004

## Rigged ballots in Iran

Iran's religious establishment is trying to grab full control of the next Parliament by arbitrarily disqualifying thousands of candidates, many of them leading reformists, including 80 current legislators seeking re-election next month.

Candidates have been excluded before, but the sweep of the exclusions announced Sunday by the Guardian Council, a clerically appointed body, vastly exceeds past interference. They would eliminate political competition in scores of contests, handing back to religious conservatives the parliamentary majority that voters overwhelmingly denied them four years ago. Though Iranians are demoralized by how little the reformers have accomplished, they should firmly reject such a travesty of democracy.

Iran's supreme religious leader, Ayatollah Ali Khamenei, declined to set aside the exclusions on Monday despite a parliamentary sit-in and resignation threats from provincial governors. Washington and the European Union also expressed their concern. Pressure should be sustained until Khamenei changes his mind.

Though thwarted at every turn, the reformist lawmakers represent Iran's

best near-term hope for peaceful democratic change. They have tried to use their parliamentary majority to curb torture, limit political prosecutions, expand press freedom and reduce the power of unelected authorities. The clerical conservatives, by contrast, are a politically exhausted force. They have woefully mismanaged the economy and kept the country estranged from its neighbors and trading partners.

Reformers and conservatives now more or less agree that Iran needs to begin finding ways to mend fences with the world. Hard-liners figured prominently in the agreement last year to permit expanded nuclear inspections. One interpretation of the Guardian Council's actions is that the mullahs will relax their opposition to some policy changes, provided they are able to carry them out themselves.

The mullahs may be calculating that if they offer Washington enough concessions on limiting nuclear programs and ending support for terrorists, America will lose interest in pressing for Iranian democracy. The Bush administration has a chance to prove that the mullahs' cynicism is misplaced.

# Back From Exile, Kurds Demand Political Power and Reparations for Seized Property

By EDWARD WONG

KIRKUK, Iraq — For 130 Kurdish families just returned from exile, purgatory is a muddy field of green canvas tents propped up on this city's edge, the floors damp with rainwater, the interiors warmed by small kerosene heaters.

It is not the homecoming they expected. Driven from Kirkuk more than a decade ago by Saddam Hussein's government, they eke out their days waiting for what they say is their due.

"We lost years of our lives, so we need compensation," Lukman Abdul-Rahman, 39, said as he stood surrounded by a dozen men, all nodding vigorously. "The Kurds have suffered much more than others, and we should be the government's top priority."

Kurdish demands for political rights and reparations have suddenly emerged as one of the most pressing issues confronting American officials, who are trying to create an Iraqi transitional government. Kirkuk, an oil-rich city just outside the northern Kurdish region, is the linchpin of the Kurds' drive to retain their autonomy.

In Kirkuk, the campaign by Kurdish leaders for broad governing powers and claims by families for property restoration are feeding ethnic tensions that could explode. That prospect seems even more likely if Kirkuk's political future is put to a vote in the area, an idea that Kurdish leaders and some members of the Iraqi Governing Council are now supporting.

Recent protests by Arab and Turkmen residents against such Kurdish claims have already ended in gunfire and death. American soldiers have stepped up street patrols, and their searches of the headquarters of various political parties have uncovered illegal weapons. A bomb exploded near the headquarters of one of the two main Kurdish parties on Jan. 11.

Thousands of Kurdish and a few Turkmen families have flooded the city to demand land stripped from them under Mr. Hussein. Many live in squalor, some in tent villages, others in ramshackle public buildings. Arabs paid to move here under the former government's campaign to make the region Arab fear that Kurds will exact vengeance, and many have fled.

For the two main Kurdish parties, this change in demographics bolsters their claim that the Kurdish

autonomous region should envelop Kirkuk.

Kurdish leaders believe they need the oil fields and rich agricultural land nearby to keep the Kurdish region economically independent. But no political group is willing to cede control of Kirkuk to the Kurds.

The Americans are trying to control the situation, said Joost R. Hiltermann, a Middle East expert with the International Crisis Group, a conflict prevention organization, but "it could really get out of hand."

Mr. Hiltermann said: "The Kurds have to make a basic decision — to go with the Americans or not. If they go with the Americans, they'll get support, but not everything they want, namely Kirkuk."

L. Paul Bremer III, the top American administrator in Iraq, has met twice recently with Kurdish leaders to ask them to back down from their demands, including from their claims to Kirkuk, only to be rebuffed.

Fatal clashes have flared up, with Arabs, Kurds and Turkmen each claiming the city as their own.

"The ambition of the Kurds is not a new ambition," said Esmail al-Hadidi, a deputy mayor of Kirkuk and a member of one of the city's oldest

Arab families. "But we need Kirkuk for everyone. The Arabs here are not willing to let Kirkuk go to the Turkmen and the Kurds."

At a nearby youth and sports center for Turkmen, a banner proclaims that "Kirkuk is a Turkmen city and will stay a Turkmen city forever." Powder-blue flags with a

## The Kurds' claims are a thorny issue for American officials.

crescent moon and stars, similar to the Turkish flag, are displayed inside. Muhammad Arga Oglo, 30, the director of the Turkmen Student and Youth Union, greeted a visitor while sitting beneath a poster of Ottoman horsemen slaughtering their enemies in a river of blood.

"We have the right to express ourselves by any means," he said. "If it's necessary to defend ourselves, we will."

Thousands of Arabs and Turk-

mens held a rally at the end of December against the Kurdish demand for autonomy, and it ended in gunfire between protesters and Kurdish guerrilla fighters. Four protesters were killed and 24 wounded; other killings have followed.

Officers with the 173rd Airborne Brigade, which controls the city, have asked leaders of the main ethnic groups to stop the violence. But during a sweep of the offices of the Kurdistan Democratic Party, American soldiers found a cache of weapons that included 17 Kalashnikov rifles and three rocket-propelled grenade launchers, said Maj. Douglas Vincent, a spokesman for the American-led forces. Major Vincent said soldiers also found Kalashnikovs at the headquarters of the Patriotic Union of Kurdistan, the other main Kurdish party, and at the Iraqi Turkmen Front.

Najat Hassan, the local head of the Kurdistan Democratic Party, denied that American soldiers had found illegal weapons. He also defended what he called the right of Kurds to govern the city. "Kirkuk is a historical and geographical part of the Kurdistan region," he said.

Mr. Hassan explained his own claim, dating back a half-century, to a one-story home in the city center. In 1986, he said, Mr. Hussein's government seized his home and handed it to an Arab woman. Mr. Hassan moved north to the Kurdish city of Erbil and lived there until the American-led forces took power last spring. He said he was now waiting for the Governing Council to repeal a law that allowed the confiscations.

"I am a patient man," Mr. Hassan said. "But what about the others?"

A local government office has received 3,000 property claims, said Hassib Rozbayani, an assistant mayor.

A mile from the tent village where the returning Kurds live lies the neighborhood of Qadisiya, where over the decades many Arab migrants have built concrete homes. Ahmed Abdullah, 27, an Arab, said his family was paid \$33,000 to move here from Diyala 25 years ago.

Standing by his vegetable stand, he pointed to a residence across the street, which he said Arab owners recently sold to move south to Basra, fearing the house would be seized. In the last months, Mr. Abdullah said, graffiti had appeared on several houses saying, "Your homes will be your graves."

William Safire

# How to answer the Kurdish question

**WASHINGTON**  
On Monday, Kofi Annan, the United Nations secretary general, will have a chance to play the "vital role" in Iraq that the United States has promised. Iraqi, U.S. and British representatives will troop into his New York office with a request: Inform the Shiite leader, Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani, that the United Nations supports a reasonable timetable for Iraqi elections, not a premature election that would amount to a coup by Iraq's Shiite majority.

As the United Nations thus demonstrates its nation-building usefulness, the United States will face its own delicate task: To persuade the Kurds in the north not to demand so much autonomy that it may endanger Iraq's unity.

Here is what we Americans owe the Iraqi Kurds, targets of genocide, as demonstrated in Saddam Hussein's poison-gas massacre of 5,000 innocents in Halabja:

(1) We abandoned Kurds to the shah in the 1970's, after Mullah Mustafa Barzani placed his trust in America. We double-crossed them again after the Gulf war, when their forces rose at our instigation and were decimated by Saddam's gunships. Despite this double duplicity, Kurds fought on our side with little equipment and great valor against Saddam for more than a decade.

The U.S. is committed  
to a unified Iraq; the  
Kurds are committed  
to autonomy.

(2) After we protected this non-Arab people in a no-flight zone, Kurds overcame tribal differences to establish a working free-enterprise democracy in Iraq's north, now a model of freedom for the rest of the country.

(3) Despite casualties elsewhere in the post-victory war, not a single U.S. soldier has been killed (knock on wood) in the area called Iraqi Kur-

distan and patrolled by the pesh merga, its battle-hardened Kurdish militia. (But in a blunder, however, Kurdish leaders suspicious of Turkey blocked the contribution of 10,000 Turkish troops to help us put down the Baathist insurgency.)

The Kurds owe their American ally plenty, too: U.S. and British air forces, from bases in cooperative Turkey, secured the Iraqi Kurds from Saddam's predations for a decade. And last year we freed all Iraqis from that dictator forever.

Now Americans and Kurds need each other's understanding. The United States is committed to helping to build a unified Iraq, with no path to secession, and with representation based on geography, not ethnicity. The Kurds, a 20 percent minority in Iraq,

are committed only to autonomy within a federal Iraq: They refrain from declaring independence, but require constitutional and security guarantees that they will not be tyrannized again.

"We cannot afford another Halabja," says Barham Salih, the articulate Kurd who would make Iraq's most effective UN representative. "Surely Americans grasp the value of states' rights, and remember how all states had to ratify your Constitution."

Commitments to unity and autonomy may not be in conflict, but they are not in accord. Though Arab Iraqis are happy to let the Kurds continue to run their local affairs in what

used to be the no-flight zone, many find trouble arising in other Kurdish lands seized by Saddam, who drove Kurds from their homes and moved in his supporters to "Arabize" the area.

The key is the city of Kirkuk, which Iraqi Kurds consider their capital. But Arab colonists and indigenous Turkmen dispute that hotly, as does Turkey, worried about a rich Kurdistan attract-

ing Turkish Kurds. Kirkuk sits atop an ocean of oil holding 40 percent of Iraq's huge reserves.

Determined to reverse Saddam's ethnic cleansing, Salih insists that "Kirkuk is not about oil." (I think of Senator Dale Bumpers' line during the impeachment of President Bill Clinton: "When you hear somebody say, 'This is not about sex' — it's about sex.")

L. Paul Bremer 3rd, the chief American civilian administrator in Iraq, told Kurdish leaders brusquely last week to forget the past U.S. autonomy policy and get with the unity program; they suggested he stick that in his ear. He has since modified his demeanor, and Washington is reviewing America's policy reversal. Mollified Kurds then met constructively with Iraqi Arabs, and Salih is scheduled to meet on Thursday with "our friends to the north (Turkey)."

The solution should include relocation funds for Arabs displaced by returning Kurds; a referendum to decide status within a Kurdish or other Iraqi "governorate"; legal protections in Kirkuk for Turkmen, Christians and other minorities; and the pesh merga's place in Iraq's national military command.

"The oil is part of the national treasure," Salih says, in autonomy's concession to unity. "We just want to make sure that Iraq's oil wealth is never again used against Kurds."

E-mail: [safire@nytimes.com](mailto:safire@nytimes.com)

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 15, 2004

# La France réfléchit aux conditions d'un possible engagement en Irak

LA FRANCE est-elle en passe, en cette année 2004, de « remonter à bord » (du bateau américain), comme le laisse entendre l'hebdomadaire *Newsweek*, qui n'exclut pas que « des troupes françaises soient en Irak l'été prochain » ? « A bord, mais sans troupes ! », rétorque un proche de Jacques Chirac, quand on l'interroge à ce sujet. La France n'a pas changé de position, explique-t-il : elle ne veut rien avoir à faire avec la coalition dirigée par les Etats-Unis, « qui est une force d'occupation » en Irak.

Paris ne propose à ce stade que des interventions de type humanitaire, en y mettant de surcroît de prudentes conditions : que les missions qui pourraient être menées, dans les domaines de la santé ou de l'éducation par exemple, viennent en appui de projets des Nations unies et « n'aient pas d'ordres à recevoir ni de comptes à rendre à la coalition » ; que leur sécurité soit assurée. Rien là de bien nouveau. Pourtant, on ne nie pas, dans l'entourage de Jacques Chirac, qu'une phase nouvelle soit engagée sur le dossier irakien ni qu'elle puisse éventuellement déboucher, dans six mois, sur un engagement plus conséquent de la France dans ce pays.

Cette phase est celle de la préparation à un mois de juin vers lequel convergent plusieurs échéances internationales importantes, à commencer par une échéance-clé pour l'Irak : celle du rétablissement de la souveraineté et de la fin de l'Autorité américaine, aujourd'hui incarnée à Bagdad par Paul Bremer.

A qui passer la main ? Quel type de système prendra-t-il la relève ? Avec combien de troupes de la coalition restant sur place ? George Bush, qui, en juin, sera au cœur de sa campagne pour l'élection présidentielle, doit avoir d'ici là arrêté sa posture sur l'Irak et sur d'autres aspects des relations internationales plus ou moins liés à ce dossier.

Juin sera en effet aussi le mois du sommet annuel du G8, du sommet Etats-Unis - UE, du sommet de l'OTAN, du 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement en Normandie, dont M. Chirac dit vouloir faire une « célébration du lien transatlantique ». Tout cela se prépare maintenant, à Washington comme à Paris. Sur l'Irak, le moment est venu pour tout le monde de faire évoluer les stratégies. La perspective du rétablissement de la souveraineté irakienne lève, au moins formellement, l'obstacle de principe qui empêchait Paris de reprendre pied dans ce dossier. Les responsables français voient en outre dans certains « signaux » récemment émis

par Washington l'indice d'un désir de concertation auxquels ils souhaitent manifestement répondre.

Quand il est passé à Paris à la mi-décembre, porteur apparemment d'un de ces « signaux », l'envoyé américain James Baker n'est pas reparti bredouille mais avec un accord de principe de la France pour réduire la dette irakienne. Les Américains ont aujourd'hui cessé d'opposer aux Français une moue dédaigneuse. Michèle Alliot-Marie va être reçue dans quelques jours à Washington par Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense ; le conseiller diplomatique de Jacques Chirac, Maurice Gourdaut-Montagne, le sera à la fin du mois par Condoleezza Rice.

## TOURNÉE EUROPÉENNE

Tirant les leçons du déplorable effet produit il y a quelques semaines par une annonce de Paul Wolfowitz sur l'attribution sélective des contrats de reconstruction, la Maison Blanche a pris soin de faire savoir, il y a quelques jours, à l'Élysée qu'une nouvelle tranche de 5 milliards de dollars d'aide à la reconstruction de l'Irak allait être prochainement débloquée, à laquelle les entreprises françaises et celles d'autres pays précédemment exclus pourraient soumissionner, de même qu'à la troisième tranche du même montant qui sera débloquée en juillet.

La France a d'autre part décidé, en décembre, après concertation avec Berlin, de recevoir au plus haut niveau - celui du président de

la République - une délégation du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien dirigée par Abdel Aziz Al-Hakim, en tournée en Europe. Quelles que puissent être les réserves sur la représentativité de cette instance irakienne nommée par les Américains, « nous nous sommes dit que les membres de cette délégation allaient être des acteurs importants ces prochains

mois, explique un conseiller à la présidence. Eux, nous ont fait part de leur souhait de voir l'ONU plus impliquée dans le processus de transition, ce qui correspond tout à fait à nos préoccupations ». Dans le plan présenté par Paul Bremer à la mi-novembre, aucun rôle n'a été prévu pour l'ONU dans ce processus, alors même que Washington reproche aux Nations unies leur manque d'empressement à revenir prêter leur concours - mais lequel ? - en Irak.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a convoqué à New York, pour le 19 janvier, une réunion avec les représentants du CIG irakien, dans l'espoir de clarifier les choses. Après une expérience tragique qui a coûté très cher en vies humaines au mois d'août, il ne veut plus engager l'Organisation en Irak sur un mandat ambigu. La France est parmi ceux qui plaident pour que l'ONU se voie reconnaître dès maintenant un rôle d'accompagnement et de parrainage de la transition, qui légitimerait les futures institutions et éviterait qu'elles soient perçues comme des marionnettes des Américains. On attend donc surtout que les Etats-Unis indiquent à quel degré d'ouverture ils sont prêts. Ils n'avaient toujours pas daigné, en début de semaine, faire savoir à quel niveau ils seraient représentés à la réunion du 19 janvier.

## HYPOTHÈSE OPTIMISTE

A Paris cependant, on a décidé de plancher sur l'hypothèse optimiste où le transfert de souveraineté se passerait bien et où se mettrait en place, l'été 2004 à Bagdad, un gouvernement crédible, fort d'une certaine légitimité populaire et internationale. On réfléchit à des projets qui iraient au-delà de la proposition d'assistance humanitaire, « une école de gendarmerie par exemple », et même bien plus que cela. « Je n'exclus pas, dit un proche

de Jacques Chirac, qu'un jour un gouvernement irakien souverain se tourne vers l'ONU pour lui demander l'envoi d'une force internationale de stabilisation. »

On se garde de tout engagement catégorique : il y a pour l'instant beaucoup trop d'inconnues. Mais, fait comprendre un proche du président, Paris ne s'opposerait pas à ce que l'OTAN constitue pour l'Irak

une force multinationale sur le modèle de la SFOR en Bosnie. La France, dit-il, « a déjà brisé des tabous » en acceptant que l'OTAN intervienne en Afghanistan, ou qu'elle fournisse un soutien logistique à l'intervention polonaise en Irak. Il laisse entendre que Paris n'exclurait pas a priori une participation, à certaines conditions bien sûr : que la demande émane d'un gouvernement irakien souverain et légitime ; que le mandat de cette force multinationale soit dicté par l'ONU ; qu'elle ne relève pas du commandement américain...

Quand on lui fait remarquer que tous les soldats américains n'auront sans doute pas quitté l'Irak de sitôt, il répond qu'on peut imaginer « plusieurs formes de présence militaire en Irak » ; autrement dit, deux forces, celle de la coalition et une autre mandatée par l'ONU, une idée à laquelle la France, avec d'autres pays, s'était opposée il y a quelques mois. Rien de tout cela ne fait pour l'instant une doctrine française gravée dans le marbre ; mais « tous ces sujets doivent maintenant être discutés, affirme ce responsable à Paris. Nous avons avec les Américains le besoin partagé de regarder l'avenir ensemble ».

Claire Tréan

Le Monde

16 JANVIER 2004

## L'Allemagne évoque également une aide

Gerhard Schröder n'écarte plus la possibilité d'un engagement militaire de l'Allemagne en Irak, sous la forme d'avions d'évacuation médicale, affirme le quotidien *Die Welt* du 15 janvier. Selon le journal, le chancelier a évoqué, mercredi, devant la commission des affaires étrangères du Bundestag, la possibilité d'envoyer en Irak des avions de l'armée spécialisés dans l'évacuation des blessés, à la condition d'être sous mandat des Nations unies. Si l'ONU donne mandat à l'OTAN pour un engagement en Irak, « nous ne chercherons pas à l'empêcher », aurait déclaré M. Schröder. Interrogé par l'AFP, le gouvernement a refusé de confirmer cette information. « La position du gouvernement reste inchangée, a déclaré un porte-parole. Il n'y aura pas de présence de l'armée allemande en Irak. » « L'Allemagne soutiendra un gouvernement légitime en Irak sous le mandat de l'ONU, a poursuivi ce porte-parole. Si un tel gouvernement demandait une aide humanitaire, personne ne pourrait la lui refuser. » - (AFP)

# Comment rendre le pouvoir aux Irakiens ? Les Américains tâtonnent

Face aux demandes des chiites d'organiser d'abord des élections, Washington recherche l'aide de Kofi Annan

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

Les Etats-Unis vont-ils véritablement remettre le pouvoir aux Irakiens le 1<sup>er</sup> juillet ? La question est ouvertement posée par les commentateurs américains. Interrogé, mardi 13 janvier, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, n'a pas exclu que la date prévue pour la fin de l'occupation de l'Irak soit menacée. « Il est trop tôt pour le dire, a-t-il répondu. Il va y avoir des hauts et des bas et des zigzags sur le chemin. » Le ministre a ainsi résumé le dilemme : est-il « plus important d'avoir des élections et de retarder le transfert de souveraineté » ou de transférer la souveraineté d'abord ?

Officiellement, le calendrier annoncé le 15 novembre reste valide. Mais à quelques semaines de la fin prévue pour la première étape du processus de transition – la rédaction d'une Constitution provisoire avant le 28 février – l'administration américaine a dû admettre, mardi, que son plan avait rencontré quelques obstacles et qu'il était en cours de révision.

Selon les officiels américains, les attaques ont diminué de moitié depuis le début de l'offensive de décembre 2003 et la capture de Saddam Hussein (on approche néanmoins du chiffre de 500 morts américains au total). Mais, si le triangle sunnite est plus calme, la coalition rencontre désormais des problèmes là où elle n'en avait pas. Le Sud chiite est agité de révoltes. Les Kurdes, au Nord, protestent contre le projet de Constitution (ils revendiquent rien moins que la ville de Kirkouk et la gestion de ses ressources pétrolières). « On s'approche de la fin. Les rapports de forces s'accusent, analyse un diplomate onusien. Les relations se tendent : avec les Kurdes, et avec les chiites. »

Le *Wall Street Journal* s'inquiète, lui aussi. En cette année électorale, relève-t-il, les chefs irakiens savent bien que le président Bush a besoin d'une transition en douceur. « Ils s'enhardissent à faire des demandes déraisonnables », commente le journal. Le dernier incident est dû au grand ayatollah Ali Al-Sistani, le chef religieux le plus écouté des chiites d'Irak. Les Américains ne tarissent pas de louanges à son égard. Mais il n'a jamais accepté de rencontrer l'administra-

teur Paul Bremer (alors qu'il avait reçu le représentant de l'ONU, Sergio Vieira de Mello). Dès juin 2003, il a lancé une fatwa contre le projet américain de faire rédiger une Constitution à une assemblée cooptée et non pas élue (Washington avait alors une première fois changé ses plans).

Dimanche, le grand ayatollah Al-Sistani, qui représente une communauté majoritaire, a de nouveau réclamé des élections. Le texte de son intervention n'apparaît pas sur son site Web (sistani.org), mais il a été diffusé, lundi, dans un encart publicitaire publié dans un journal irakien. Contrairement à un certain nombre d'experts, y compris onusiens, qui relèvent l'absence de registre électoral, le religieux juge tout à fait « possible de tenir des élections dans les prochains mois avec un niveau acceptable de transparence et de crédibilité ».

## DIVERGENCES « TECHNIQUES »

En même temps, il remet en cause les trois éléments sur lesquels les Américains comptaient pour façonner un Irak post-occupation à leur main. La Constitution provisoire, le système électoral et les accords « de sécurité », par lesquels la coalition entendait régler avant fin mars l'organisation des futures bases militaires avant de remettre le pouvoir à un gouvernement inconnu. L'ayatollah a clairement mis en garde contre tout accord qui autoriserait la présence des forces étrangères en Irak après le 1<sup>er</sup> juillet. Dès mardi, Paul Bremer est intervenu sur les chaînes de télévision américaines pour minimiser les divergences « techniques » apparues avec l'ayatollah Al-Sistani. Il a rejeté des élections générales, défendu la méthode de « caucus » électoraux et reconnu qu'il était normal que « la majorité gouverne ». En même temps, le département d'Etat a confirmé que le plan originel était en révision. Parmi les solutions étudiées, indique la presse, figurent des élections au niveau local si la sécurité le permet, voire un référendum sur le transfert de souveraineté.

La coalition compte sur l'ONU pour lui donner un coup de pouce. Non pas sur le Conseil de sécurité, auquel Washington s'en voudrait de fournir l'occasion de chipoter sur la représentativité des caucus, mais sur le seul secrétaire général



Des Irakiennes passent devant des portraits de l'ayatollah Al-Sistani, mardi 13 janvier, à Bagdad. L'influent chef chiite a mis en garde la coalition contre la présence de forces étrangères en Irak après le 1<sup>er</sup> juillet.

Kofi Annan. Ce n'est plus le retour des personnels en Irak qui lui est

demandé mais une caution sur la formule de transition. Dans une lettre au Conseil Irakien datée du 8 janvier – lettre qui a motivé la réaction de l'ayatollah Al-Sistani – Kofi Annan donne largement satisfaction à l'administration Bush, même s'il ne fait que répéter son jugement de décembre. Le temps

## Ce que prévoit l'accord de novembre

Selon l'accord du 15 novembre entre le gouvernement intérimaire et la coalition sur les modalités du transfert de pouvoir aux Irakiens le 1<sup>er</sup> juillet, le gouvernement provisoire auquel devra être remis le pouvoir devra être choisi par une assemblée provisoire avant fin mai. Celle-ci doit elle-même être désignée par un « comité organisateur » de 15 personnes dans chacune des 18 provinces. Ces comités sont directement nommés par le Conseil intérimaire de gouvernement (5 membres), le Conseil provincial (5 membres) et les cinq principales municipalités de la province concernée. Dans chacune de ces instances, la coalition a la haute main. Comme l'écrit le 14 janvier le *Boston Globe*, avec une telle formule, « on pourrait aboutir à ce que les deux tiers des membres de l'assemblée aient en fait été choisis par les Etats-Unis ». – (Corresp.)

manque, écrit-il, pour organiser des élections « libres, justes et crédibles ». La priorité, pour lui, est à la fin de l'occupation.

La prochaine étape est prévue lundi 19 janvier à New York. Las d'entendre parler du rôle « vital » de l'ONU en Irak, Kofi Annan a proposé, le 18 décembre, cette réunion tripartite entre la coalition, les Irakiens et lui. Par courrier, l'un

des membres du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, Abdel Aziz Al-Hakim, un chiite lui aussi, a demandé au secrétaire général de l'ONU de jouer les médiateurs afin de « trouver un compromis entre la partie irakienne et la coalition sur la transition ». M. Annan entend bien se garder de s'entremettre entre les Américains et leurs ex-protégés, encore moins de se laisser entraîner dans le jeu des factions irakiennes.

Pour l'instant, il a chargé une petite équipe d'évaluer la sécurité à Bagdad. Et en préparation des subtilités qui s'annoncent, il a décidé de nommer un homme d'expérience pour s'occuper à ses côtés du Moyen-Orient : Lakhdar Brahimi, son représentant spécial en Afghanistan.

Corine Lesnes

**The Guardian** January 16 2004

# Rise of the cleric with all the answers

Rory McCarthy in Najaf

In the months since America's war in Iraq, the Shia clergy of Najaf's respected and influential religious school, the *hawza 'ilimiyya*, have begun to assert a political strength denied them for decades. Ironically, it is from these clerics, who America feared would try to engineer an Iranian-style theocracy, that the most strident calls for democracy have emerged.

Foremost among them is Grand Ayatollah Ali al-Sistani, 73, a learned, white-bearded cleric who refuses to meet Paul Bremer, America's administrator in Iraq, but who commands the unwavering loyalty of his country's Shia majority.

Already, Ayatollah Sistani has forced the American administration in Baghdad to tear up its first political plan for postwar Iraq. In a fatwa last June, he declared it "fundamentally unacceptable". He insisted that Iraq's new constitution be written by an elected body, not a US-appointed council, as was proposed. In the past week he has criticised Washington's revised political programme, under which appointed provincial caucuses would indirectly elect a transitional government by July. In a statement this week, he demanded full direct elections instead.

"The mechanism to create an interim government does not at all represent the Iraqi people in a just way," he said. "The best mechanism is to have proper elections ... Otherwise the new government will not be able or qualified to work. The political situation will be worse and the security situation will be worse."

Ayatollah Sistani's aides have attached similar edicts to the notice board near his office at the end of the Street of the Messenger, by the gate of the shrine of Imam Ali, the most revered site in the Shia Islamic faith. Now US officials have suggested that they may revise their election plan in the light of his latest complaints.

Such influence marks an astonishing turnaround for the *hawza*, which under three decades of Ba'athist rule was almost completely destroyed. Once Najaf was a leading intellectual force in the Shia faith, which attracted students like Ayatollah



Marchers in Basra carry posters of Grand Ayatollah Ali al-Sistani and other Shia leaders yesterday as they demand a general election instead of the American proposal for an indirectly elected Iraqi government chosen by provincial and local caucuses  
Photograph: Nabeel al-Jurani/AP

Khomeini, who led Iran's Islamic revolution, and Sayyid Hassan Nasrallah, the head of Lebanon's Hezbollah. But Saddam Hussein regarded the Shia clergy as a threat. He had dozens of clerics killed, including some of the most senior ayatollahs, and the student population dropped from several thousand to a few hundred.

Now, the clerics say, students from across Iraq and abroad, are flocking back.

In a small grey room a few hundred metres from Ayatollah Sistani's office sits Syed Ali Sabzewari, a black-turbaned cleric whose late father was one of Najaf's most senior ayatollahs in the mid-1990s. A succession of Iraqis come to his door, kiss the ring on his finger and ask for his guidance. A group of men say they plan two major undertakings in their lives. Without explaining, they ask if it is wise for them to take these steps. The cleric prays under his breath and several times opens a Koran at random pages. He reads and prays again. The first step is good, he says; the second they should not carry out.

Another man is worried that if his wife becomes pregnant she will fall seriously

ill. Can she take birth-control pills, he asks? If the doctors say she risks serious illness, she can, the cleric answers. Others have questions about the right procedure for praying in Mecca, or about how much money to pay in religious taxes.

"The *hawza* has started to breathe again," says Syed Sabzewari. "We have started to receive new students and we have shaken off the fear in our souls."

But the real duty of the centre — the study and teaching of religion — has been eclipsed for now by concerns about Iraq's political future. "The *hawza* tries to keep itself away from political life, unless it is a matter of the life of the Islamic nation," the cleric says. "Then the *hawza* should be involved to make sure that what happens is in accordance with the Islamic faith."

Although Najaf has schooled some of the leading political activists of the Shia world, it has a quietist reputation. None of the clerics covets a position in government. "I am one of those who believe that religion should be separate from politics," Syed Sabzewari says. But he admits that when Ayatollah Sistani, the most senior of Najaf's four *marjiya* (literally, the sources of emulation), makes a pronouncement it is followed without question. "When the highest *marja* talks about

'The mechanism to create an interim government does not at all represent the Iraqi people in a just way. The best mechanism is to have proper elections ...

Otherwise the new government will not be able or qualified to work.

The political situation will be worse'

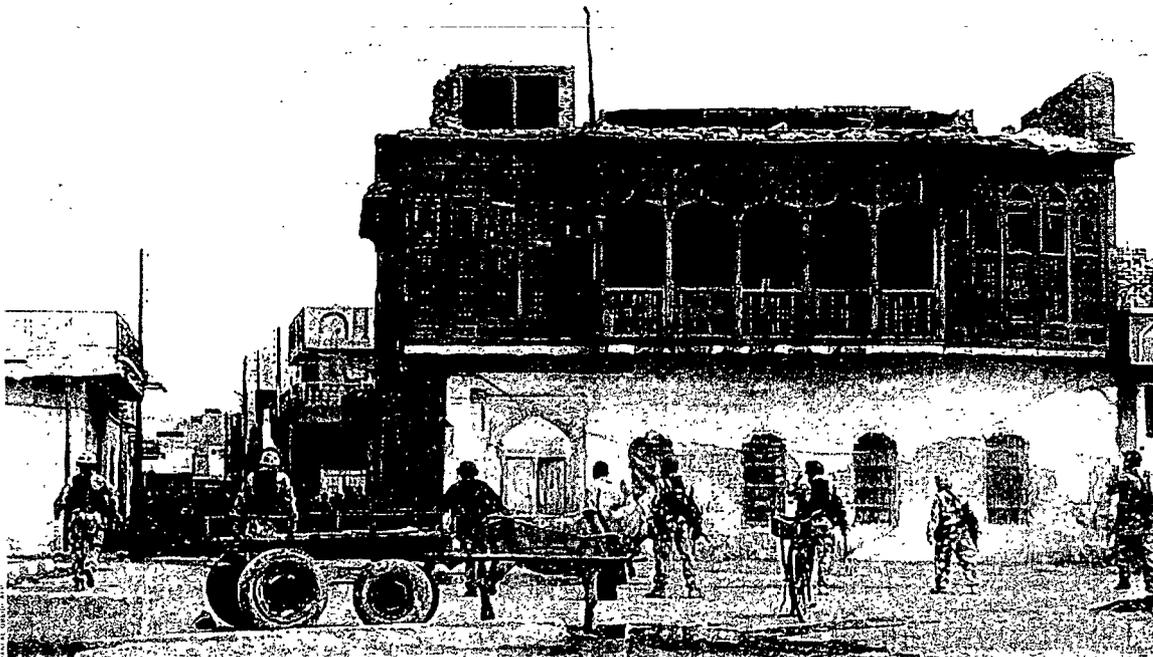
**Ayatollah Sistani**

this issue, I will stop talking," he says.

Ayatollah Sistani, who was born in the Iranian city of Mashhad, commands a similar respect from the Shia tribes. "Syed Sistani is the first and the last for us," says Sheikh Ali Mohammed al-Abbassi, one of Iraq's most important tribal leaders. "He is a patriotic man and an intellectual. He is neither on the right side, nor the left side. He walks the middle path."

Since the Shia represent perhaps 60% of the Iraqi population, it is clear that direct, democratic elections will bring into power a Shia-dominated government. That in itself would bring a seismic shift in the power balance in Iraq.

The Shia tribes sense this imminent victory. "We are the majority, so democracy will bring back the rights of the majority," says the sheikh's brother, Ibrahim bin Mahmoud al-Abbassi. He believes that if Ayatollah Sistani's views are not accommodated, the Americans risk a Shia rebellion. "It is not possible for the political authorities to jump over Syed Sistani," he says. "He is the final card in the relations between the Shia and the coalition forces."



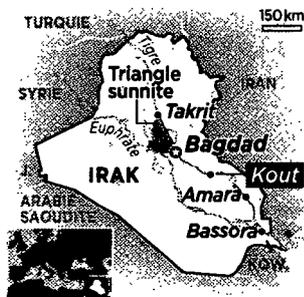
Manifestation dispersée par les troupes britanniques le 12 janvier à Amara, où des affrontements entre chômeurs et forces de la coalition ont fait six morts la semaine dernière.

Chassés de leur poste sous Saddam Hussein, beaucoup n'ont pas retrouvé d'emploi.

# Les chômeurs chiites s'échauffent dans le Sud irakien

**Kout** envoyée spéciale

**E**ntassés debout sur la plate-forme arrière de leurs pick-up japonais, les uns en uniformes bleus flambant neufs, les autres en civil, la tête couverte d'un chèche à damier rouge et blanc ou d'une cagoule, les nouveaux policiers de l'Irak post-Saddam semblent avoir envahi la ville qu'ils sillonnent à toute allure, arme à l'épaule. Aux carrefours, d'autres groupes contrôlent les véhicules et vérifient les passants, les palpent, les mains en l'air. La petite ville de Kout, sur les bords du Tigre à 180 km au sud de Bagdad, a soudain pris des airs d'état de siège. La ville en majorité chiite, chapeauté par un petit contingent de soldats ukrainiens, n'a pourtant pas connu d'attentats. Elle a juste vécu trois jours de manifestations de quelques centaines de chômeurs réclamant du travail, rassemblements qui ont dégénéré en violences faisant une dizaine de blessés de part et d'autre. «Nous avons pris des mesures et cela ne se re-



produira plus», assure le général Abdel Monem Abdoulazak al-Waily, le chef de la police irakienne locale.

**Promesse.** Pour ce policier chevronné, il n'y a pas de mystère dans cette agitation. Les rassemblements du premier

jour, dimanche, étaient spontanés, le fait de chômeurs alléchés par la promesse de nouveaux recrutements dans la police des frontières faite par les Ukrainiens, et dont la réalisation est sans cesse retardée. Les manifestations des deux jours suivants étaient en revanche, affirme-t-il, le fait de «fauteurs de troubles infiltrés», vraisemblablement des «gens liés à l'ancien régime». Il ne

donne pas tous les torts à la population: «La libération a eu lieu il y a huit mois et la situation change lentement. 1100 personnes ont trouvé un emploi dans la police, moins de 500 dans la police des frontières. Les autres institutions locales ont aussi embauché. C'est lent, mais l'intention est bien de créer des emplois. Il faut de la patience.»

La patience, c'est ce qu'Azze-

dine Djaber al-Hamdani, un électricien de 35 ans père de trois enfants, n'a plus. Comme beaucoup d'autres chiites, il a fait l'expérience de la répression qui s'est abattue contre sa communauté après le soulèvement des chiites du Sud, lors de la guerre du Golfe. «J'ai été chassé sans explication de mon emploi dans une usine d'armement. Depuis, je n'ai rien pu faire d'autre que petit vendeur. J'habite chez mes parents, comme mes quatre

frères, qui sont eux aussi tous mariés et chargés de famille. Beaucoup d'Irakiens ont perdu leur emploi pour des raisons politiques. Je pensais qu'avec

l'arrivée des Américains on pourrait retourner à nos métiers. Et je ne trouve rien. Le Conseil de gouvernement transitoire a pourtant adopté un décret qui dit que les personnes licenciées pour des motifs politiques doivent être réembauchées. Mais c'est sans effet. On nous dit attendez demain, la semaine prochaine ou le mois prochain, et rien. Les familles dont un membre a été tué ont la priorité. Mais moi aussi je suis une victime, on a tous souffert du même régime», explique-t-il devant un des lieux de rencontre des mécontents: le siège local du «bureau du deuxième martyr», le mouvement chiite radical dirigé par Moqtada al-Sadr, fils de l'ayatollah assassiné par Saddam Hussein.

La grogne va tous azimuts. Un père avoue avoir manifesté pour ses jeunes fils qui, sans emploi, ne peuvent envisager de se marier. Ali Kaddoum al-Hamdani, un enseignant au chômage, se plaint, lui, de l'insécurité: «Avant, il y avait un Saddam et une mafia. Maintenant, nous avons quinze Saddam et quinze mafias. On ne peut plus sortir le soir, de peur d'être tué par une bande armée.» L'homme dénonce également des discriminations à l'embauche. «Le nouveau directeur de l'éducation est kurde, alors il ne recrute que des Kurdes.» Les frustrations politiques se mêlent aux questions sociales. «Le Conseil de gouvernement a-t-il mandat d'exercer le pouvoir ou bien l'autorité appartient-elle aux Américains? Nous devons avoir la réponse à la question: «Qui gouverne?»»

Les mouvements de chômeurs se succèdent dans les villes du Sud chiite, alors que leurs leaders religieux refusent les élections indirectes que proposent, dans un premier temps, les Américains, demandant des élections directes dont ne peut que bénéficier leur communauté, majoritaire dans le pays. Confrontée à une résistance dans le triangle sunnite, la coalition peut difficilement se permettre de s'aliéner les chiites. A Amara (à 360 km au sud de Bagdad), des affrontements entre chômeurs et forces de la coalition ont fait six morts la semaine dernière. Alors que d'autres manifestations se préparent, notam-

ment à Bassora, de nouvelles victimes élargiraient le fossé. **Médiateur.** Localement, les religieux se présentent comme des éléments modérateurs non impliqués dans ces mouvements. A Kout, le cheikh Laith al-Rawby a servi de médiateur entre la police et les manifestants pour faire cesser

les violences. «*Pour éviter que ne s'infiltrent des fauteurs de troubles, je suis allé voir le gouverneur et les Ukrainiens, et leur ai dit d'embaucher des gens s'ils voulaient éviter qu'ils ne se retournent contre eux. Ils ont promis d'agir rapidement et cela a calmé les protestataires.*» Rendez-vous a été pris samedi

entre les autorités et les manifestants. «*Sinon, ils feront sauter le siège du gouverneur*», assure un chômeur énervé. Le dispositif policier déployé dans la ville empêche toutefois de nouveaux heurts. Les incidents alimentent toutes les conversations, mais les protestataires ne recueillent pas

forcément les sympathies, beaucoup s'indignant de la présence de provocateurs et d'autres pensant voir la main de l'étranger, dont celle de l'Iran. ◀

HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC



16 JANVIER 2004

# Iran: la France tourne la page des réformateurs

Hassan Rohani, dignitaire conservateur, reçu à l'Élysée et au Quai d'Orsay.

**P**aris a-t-il déjà enterré le président Mohamed Khatami et le mouvement des réformes en Iran? Oui, si l'on en croit l'accueil réservé à l'hodjatoleislam Hassan Rohani, homme clé de l'appareil sécuritaire et personnalité du camp conservateur. En tournée personnelle, ce dignitaire religieux qui dirige le Conseil suprême de la sécurité nationale en Iran a été reçu mercredi et jeudi par Jacques Chirac, Dominique de Villepin et le président du Sénat, Christian Poncelet. L'homme est déjà un partenaire: fin 2003, il a dirigé les négociations entre l'Iran, l'Union européenne et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) sur le dossier nucléaire, qui ont abouti à la signature par Téhéran du protocole additionnel au traité de non-prolifération, ouvrant toutes les installations nucléaires aux inspecteurs de l'ONU.

Le dossier nucléaire a été, mercredi, le sujet dominant de l'entretien d'une heure et quart entre le président français et son hôte iranien. A l'issue de celui-ci, Chirac a appelé l'Iran à appliquer «*intégralement les engagements pris*» dans ce domaine, ce qui augu-

rerait d'«*un nouvel avenir*» entre Paris et Téhéran. Dominique de Villepin, lui, a souhaité hier que l'Iran aille «*plus loin*» sur le dossier nucléaire, en évoquant notamment «*les attentes des Européens sur la suspension des activités d'enrichissement et de retraitement*». Mais la question du nucléaire apparaît comme une page déjà tournée ou sur le point de l'être. Ce qui réunit aujourd'hui les deux pays, c'est plutôt la situation en Irak, où l'un et l'autre ont des intérêts et des ambitions. La France a donc évoqué l'idée d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU, dans le but de bâtir «*une architecture de la sécurité*» dans la région.

**Parl sur l'avenir.** Hassan Rohani est bien sûr intéressé au premier chef par cette question. Ce religieux a fait toute sa carrière dans l'appareil de la sécurité d'Etat. C'est aussi un fidèle de l'ex-président Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, qui dirige actuellement le Conseil de discernement du régime (la plus haute instance d'arbitrage du pouvoir), lequel a largement contribué à paralyser les réformes de Khatami. On prête aussi à Rohani les plus hautes ambitions, dont celle de succéder à l'actuel prési-

dent. En le recevant à l'Élysée et au Sénat, les autorités semblent donc faire un pari sur le futur scrutin présidentiel iranien et sur la disparition des réformistes aux prochaines législatives, laquelle se traduirait par le retour du monolithisme qui avait marqué les années Rafsandjani et un nouveau «*verrouillage*» de la société.

## Cinquième jour de sit-in

Quelque 60 députés réformateurs iraniens en colère poursuivaient hier leur sit-in au Parlement, pour le cinquième jour consécutif, en dépit de l'intervention du Guide suprême Ali Khamenei dans la crise du rejet des candidatures aux législatives de février. L'appel lancé la veille par le président Mohammed Khatami à l'arrêt de leur mouvement n'avait pas eu plus d'effets. «*Nous continuerons notre sit-in jusqu'à la réalisation de nos demandes*», a déclaré Mohammed-Reza Khatami, frère du Président et chef du principal parti réformateur.

Avec AFP

Ce pari a été habillé hier de quelques formules rituelles sur les droits de l'homme: «*J'ai redit à M. Rohani notre vigilance sur la situation des droits de l'homme en Iran, en particulier en ce qui concerne les prisonniers d'opinion, et j'ai demandé qu'un geste de clémence puisse être fait. [...] Nous souhaitons qu'une page soit définitivement tournée avec les prochaines élections législatives*», a déclaré le chef de la diplomatie française. La réponse de son hôte a bien montré qu'il ne partageait pas ce souci: «*En Iran, personne n'est emprisonné, sauf quand il y a un jugement fait par un tribunal.*»

**Antiaméricain.** Rohani a profité de son passage au Quai d'Orsay pour lancer quelques tirades antiaméricaines bien senties: «*Si, avec des pays amis comme la France, il est possible d'avoir un dialogue, avec les Etats-Unis c'est une autre affaire [...]. Ils ne cherchent que leur propre intérêt.*» Reste que, selon la plupart des observateurs, la reprise d'un certain dialogue avec Washington demeure la préoccupation première de la politique étrangère iranienne. Dans ce jeu complexe, la France est d'abord une carte dans le jeu iranien. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

## Iraqi Kurdish Leader Demands Guarantees Minority Seeks Autonomous Region, Expulsion of Arabs Under New Government

By Daniel Williams  
January 18, 2004

The Washington Post

BAGHDAD, Jan. 17 -- A top Kurdish leader said Saturday that Iraq's Kurdish minority would not sign on to guidelines being formulated for a transitional government unless Kurds were guaranteed an expanded region of autonomy and an ironclad commitment to expel Arabs settled in the area by deposed president Saddam Hussein.

Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, or KDP, said he lacked faith that a future, elected Iraqi government would fulfill Kurds' ambitions for self-rule in regions they consider their historic homeland -- including the oil-rich Kirkuk area.

"We do not see any justification for postponement," he said in an interview, discussing the Kurds' demand. "Any voice that would oppose this does not show good intent. As far as a majority imposing its will on the Kurds, this cannot be tolerated."

The so-called basic law meant to guide the transitional government is being hammered out by members of the Iraqi Governing Council, a U.S.-appointed assembly. Barzani said that enshrining Kurdish aspirations in the law would ensure that a future constitution could not reverse them.

The Kurds face significant opposition to their plans. U.S. officials have indicated that Kirkuk should not be part of Kurdish territory. Arab parties in the Governing Council have also questioned Kurdish demands.

Syria, Iran and Turkey, all countries with Kurdish minorities, oppose significant autonomy for Iraq's Kurds.

On Friday, a top Turkish general, Ilker Basbug, warned, "If there is a federal structure in Iraq on an ethnic basis, the future will be very difficult and bloody."

Kurdish designs on Kirkuk have already ignited ethnic conflict, not only with Arabs but also with the city's large Turkmen population. To ease tensions, the ethnically mixed city council was expanded this week to include more Turkmen and Arab delegates.

The Kurdish position poses another complication for the Bush administration's goal of handing over power to the Iraqis by July 1. Grand Ayatollah Ali Sistani, the influential spiritual leader of Iraq's majority Shiites, opposes U.S. transition plans because the new government would be appointed rather than elected. His followers have called for demonstrations and strikes to back up his demand for a quick general election. The Kurds oppose Sistani's demand, saying it does not allow time for a census to be taken or voting rolls to be prepared.

President Bush's chief administrator for Iraq, L. Paul Bremer, and members of the Governing Council are traveling to New York to try to persuade the United Nations to dispatch an envoy to Iraq to change Sistani's mind.

The KDP is one of two parties that control far northern Iraq with the aid of thousands of militia forces. The Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, the other main Kurdish party, agrees on the need for a consensus on autonomy before power is transferred from the U.S.-led Coalition Provisional Authority to a transitional Iraqi assembly, Iraqi officials have said. Both Kurdish parties have agreed to create a single administration for the north to bolster their call for a single autonomous region, which would be free from central government control except in the areas of foreign policy, finance and national defense.

For more than a decade after the 1991 Persian Gulf War, Kurds in the mountainous far north enjoyed virtual independence from Hussein's government, with U.S. and British warplanes protecting the area. The zone, however, lay north of Kirkuk and other towns that traditionally contained Kurdish populations.

Barzani's plan envisages the autonomous area encompassing the part of northwest Iraq known as Sinjar, Kirkuk and adjacent areas as well as a region in the east that extends as far south as Khanaqin, 100 miles northeast of Baghdad. Barzani has said he wants these areas detached from their current provinces and attached to the Kurdish autonomous area.

The Governing Council has agreed in principle to autonomy within the zone but not beyond it.

Under a policy called "Arabization," Hussein settled Arabs in and around Kirkuk and other towns to reduce Kurdish influence during his three decades of his rule. He also expelled Kurds to the northern regions. The Kurds want that policy reversed.

"Kurds have been very patient, but it is impossible to wait another 10 or 15 years. That would lead to major problems. How can we accept that hundreds of thousands of Kurds have been evicted and outsiders brought in?" Barzani asked.

Barzani contended that the Kurds should be rewarded for aiding the United States in the war to overthrow Hussein. The PUK and KDP put their militias under American command and helped U.S. Special Operations troops pinpoint targets for aerial bombing along the Iraqi northern front.

"We lost lives. We will definitely turn to American public opinion" if Washington opposes expanded autonomy, Barzani said. Last spring, a son and a brother of Barzani's were injured when U.S. jet bombers mistakenly struck a convoy in northern Iraq.

Kurds harbor memories of American betrayals of their cause. U.S. governments encouraged Kurdish uprisings in 1975 and 1991, only to withdraw support. "We hope there will be no repetition of the past," Barzani said.

He dismissed opposition from Syria, Turkey and Iran, saying, "this is an internal matter."

Barzani spoke inside the Green Zone, the high-security area in Baghdad housing the occupation authority headquarters on the grounds of what was one of Hussein's palaces. Barzani, son of the late Mustafa Barzani, KDP founder and guerrilla fighter, wore a blue suit rather than his preferred traditional Kurdish dress of baggy pants and sash.

"We had the power to force people out of our area. We avoided that," he said. "But if things don't go right, maybe things will get beyond our control and people will take matters into their own hands."

"We have never lived like normal people," he said. "We have to assure our people we will be able to live in peace."

## Editorial

*Boston Globe* — January 18, 2004

### Kurds in the new Iraq

HISTORY AND geopolitics make the status of Kurds in Iraq an extremely contentious issue. To avoid conflicts within Iraq, the Bush administration must balance a historic obligation to seek justice for the Kurds against the cohesion of a democratic Iraq. A durable resolution of the Kurdish issue must be one that keeps neighbors with significant Kurdish populations -- Turkey, Iran, and Syria -- from intervening in Iraq and replicating the horror of Lebanon's many-sided civil war.

In recent days there have been public and private quarrels over Kurdish autonomy among America's top civilian administrator in Iraq, Paul Bremer, the leaders of the two principal Kurdish political parties, and members of the Iraqi Governing Council.

At the same time there has been a round of unusual three-way diplomatic activity involving the governments of Turkey, Iran, and Syria. On Jan. 4 Iran's foreign minister went to Damascus to discuss with Syrian officials what both regimes describe as Iraq's territorial integrity. The next day, Syria's President Bashar Assad made an unprecedented visit to Turkey to coordinate a common stand against any outcome in northern Iraq that might encourage Kurds in Syria or Turkey to seek their own autonomy or -- worst of all for Damascus and Ankara -- secession and independence.

Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan invoked a com-

mon stand against the specter of a separate Kurdish entity in northern Iraq when he declared Wednesday: "If Iraq moves toward disintegration, neighbors will get involved. Both Syria and Iran think the same way." This threat did not spell out what qualifies as disintegration or how the neighbors would get involved. But their paranoia at the prospect of Kurdish self-government in northern Iraq is clear enough.

Given this regional background, the Bush administration needs to understand a basic political principle and be able to explain it to America's Turkish ally as well as the unfriendly regimes in Tehran and Damascus. It is a principle that non-Kurdish Iraqis who have been grappling with the concept of a democratic federal state readily accept. They recognize that the reason to create a federal state with room for considerable regional autonomy is to keep the Kurds within a unified, sovereign Iraq -- that this is the surest way to prevent the fragmentation of Iraq.

Having suffered horribly under Saddam Hussein and having been betrayed repeatedly by Washington, the Kurds of Iraq are entitled to govern themselves, police themselves, and have their language accepted along with Arabic as an official Iraqi language. A flourishing, autonomous Kurdish region of Iraq could teach Turkey and the larger Middle East to respect the rights of ethnic, religious, and cultural minorities.

### Salih claims federalism will not lead to Iraq's ethnic division

<sup>turkish</sup> daily news January 17, 2004

Iraqi Kurdish leader Barham Salih insisted on his people's claim for a federal regime in Iraq but assured this would not lead to any ethnic division in the war-torn country.

"Dividing Iraq along ethnic or religious lines is not the direction in which we are going to move," Salih told reporters after talks with Turkish Foreign Ministry officials in Ankara.

Turkey is concerned over Iraqi Kurdish plans for the creation of a federal Iraq in which they could enjoy wide autonomy in the northern region of the country bordering Turkey.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan warned in talks with an Iraqi Shiite leader earlier this week that attempts to harm Iraq's territorial integrity would prompt intervention from neighbo-

ring countries and said Iran and Syria agreed with Ankara in this respect.

Salih's PUK and the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) have proposed a federal state that would comprise Kurdish and Arab sections as the Iraqi Governing Council is working on details of Iraq's future government.

Syria and Iran have announced backing to Turkey's position in talks over the last couple of weeks, saying Iraq's territorial integrity must be protected.

During these talks Salih was briefed on Ankara's unease over these Kurdish aspirations. His visit came a day after a Shiite member of the Iraqi Governing Council, Abdel Aziz al-Hakim,

left following talks with Turkish leaders on Iraq's future.

#### Softer stance on Kirkuk

He told reporters that there would be no oppression against any of the ethnic groups that made up Iraq, saying Kurds saw the ethnic diversity of the country as something that should be protected.

Days before arriving in Ankara, Salih angered Turkish leaders by voicing Kurdish claims on the oil-rich city of Kirkuk. He appeared to soften his stance after he arrived in Ankara on Thursday.

In an interview with a Turkish television channel earlier this

week, Salih said that Iraq's oil-rich Kirkuk region was "part of Kurdistan."

Asked if his statement meant Kurdish rule of the city, Salih said, "I don't think my statement could be understood that way." Salih was speaking upon his arrival in Ankara ahead of talks with Turkish diplomats Friday.

Kirkuk is home to a large number of ethnic Turks along with Arabs. Turkey opposes any signs that Kurds might try to rule the city.

On Friday, Salih said it was a fact that "Iraqi Kurdistan" has governed itself for 12 years but emphasized that the region did not imply an ethnic Kurdish entity.

## La Turquie envisage de dédommager les victimes de la rébellion kurde



ANKARA, 19 jan (AFP) - 16h09 - Le ministère turc de la Justice a publié lundi un projet de loi prévoyant l'octroi de compensations pour les victimes d'affrontements sanglants entre les séparatistes kurdes et l'armée dans le sud-est du pays.

Le projet s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour améliorer son bilan en matière de respect des droits de l'Homme afin de rejoindre l'Union européenne.

Publié sur le site internet du ministère, le projet de loi stipule que des compensations pourront être payées à ceux qui ont souffert des dommages et dégâts "pour les actions des organisations terroristes et les mesures prises par l'Etat pour les combattre".

Des centaines de villages dans le sud-est, à majorité kurde, du pays ont été détruits lors de la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan entre 1984 et 1999, pour la création d'un Etat kurde indépendant.

Nombre de ces villages ont été rasés par l'armée dans le but d'empêcher la population locale de ravitailler et d'abriter les rebelles.

Les villageois chassés ont émigré vers des métropoles industrialisées, mais ont souvent été confrontés à de sérieuses difficultés économiques.

Le conflit a coûté la vie 36.500 personnes, en majorité des rebelles, selon les forces de l'ordre.

Les requérants pourront réclamer des compensations pour des blessures ou perte de vie humaine, ainsi que pour des dégâts matériels ou perte de bétail, selon le projet.

On ignore quand le gouvernement pourrait soumettre au parlement ce projet qui vise aussi à épargner à la Turquie les condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Depuis l'arrêt des combats, à la suite de la capture en 1999 du chef du PKK, Abdullah Ocalan, la Turquie a adopté plusieurs réformes visant à donner de plus larges droits culturels à sa communauté kurde.

## Des milliers de chiites dénoncent le fédéralisme voulu par les Kurdes



BAGDAD, 20 jan (AFP) - 11h59 - Plusieurs milliers de partisans du dirigeant chiite radical Moqtada Sadr ont manifesté mardi à Bagdad, Kerbala et Najaf pour dénoncer la revendication des Kurdes d'instaurer un système fédéral en Irak.

Lors d'un rassemblement de quelques milliers de personnes place Ferdaous à Bagdad, les manifestants brandissaient une banderole où était écrit en anglais "Nous sommes contre tous ceux qui veulent diviser le pays et nous séparer".

Les Kurdes, qui bénéficient d'une autonomie depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, insistent pour la mise en place d'un système fédéral. Ce point est d'ailleurs inscrit dans les grandes lignes de la loi fondamentale, pièce essentielle de l'accord sur le transfert des pouvoirs signé le 15 novembre entre la coalition dirigée par les Américains et le Conseil de gouvernement transitoire irakien.

"Nous manifestons contre le fédéralisme, car nous avons vu ce que cela a donné en Yougoslavie. Le fédéralisme est une idée israélienne pour nous diviser", a affirmé un représentant de Moqtada Sadr, Majid Mizhel al-Torfi, lors de la manifestation dans la capitale.

Les manifestants se sont aussi opposés au statut de prisonnier de guerre décidé le 9 janvier par les Etats-Unis pour Saddam Hussein capturé en décembre. "Ce n'est pas un prisonnier de guerre, c'est un criminel", affirmait une banderole alors que des manifestants scandaient "Tuez Saddam".

Des milliers de partisans de Moqtada Sadr ont également manifesté dans la ville sainte chiite de Kerbala, plus au sud.

"Nous voulons dénoncer les revendications indépendantistes des Kurdes qui lèvent le slogan du fédéralisme. Nous soutenons aussi l'appel du grand ayatollah Ali Sistani à des élections générales et libres pour choisir une direction irakienne", a dit un autre porte-parole de Moqtada Sadr, Jalal Hasnaoui.

A Najaf, au sud de Kerbala, des milliers de personnes ont également défilé aux cris "A bas les Etats-Unis, oui à l'Irak". Ils ont réclamé des élections, clamé leur refus du fédéralisme et exigé que Saddam Hussein soit remis à un tribunal irakien.

---

## Les femmes kurdes pour le maintien du Code de la famille, les chiites contre



SOULEIMANIYAH (Irak), 21 jan (AFP) - 12h52 - Des milliers de femmes kurdes ont marché mercredi à Souleimaniyah (nord de l'Irak) contre l'abrogation du code de la famille de 1959, l'un des plus avancés des pays musulmans, alors qu'à Najaf (centre) des centaines de manifestants ont soutenu cette décision.

A Souleimaniyah, la manifestation, à l'appel de l'Union des femmes du Kurdistan, qui dépend de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), a réuni 5.000 femmes, selon les organisateurs.

"C'est un coup dur pour les femmes d'Irak et du Kurdistan", a déclaré à l'AFP, la présidente de l'Union des femmes du Kurdistan Kafia Souleiman, ajoutant que ceux qui ont pris cette décision "ont ignoré la longue lutte des femmes de ce pays".

"Cette décision est inacceptable pour l'écrasante majorité du peuple irakien. Elle viole non seulement les droits des femmes d'Irak et du Kurdistan mais aussi les conventions internationales", a pour sa part souligné Takhchane Zangala, présidente de la Ligue des femmes du Kurdistan, proche du Parti communiste.

Les manifestantes se sont rendues au siège du "gouvernement" de l'UPK. Une délégation a été reçue par des "ministres" et un représentant de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), auxquels elle a demandé d'annuler la décision.

L'UPK a son propre exécutif à Souleimaniyah, 330 km au nord-est de Bagdad, alors que l'autre grand parti kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (Massoud Barzani) contrôle Erbil, à 350 km au nord de Bagdad, où il a également son propre "gouvernement".

Dans la ville sainte chiite de Najaf, à 160 km au sud de Bagdad, quelque 500 femmes voilées ont manifesté leur soutien à la décision de l'exécutif provisoire d'abroger le Code de la famille. "Nous apportons notre soutien total à la résolution 137 du Conseil de gouvernement", ont-elles indiqué dans un communiqué distribué à la presse.

L'une des manifestantes, Oum Abès, de la direction des affaires des femmes du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII - chiite) a déclaré que l'abrogation du code était "conforme à la charia", la loi islamique.

Plusieurs associations de femmes chiites ont participé à la marche.

Le conseil de gouvernement transitoire a adopté le 29 décembre, sous la présidence du chef du CSRII, Abdel Aziz al-Hakim, une décision abrogeant le code de la famille, qui pour entrer en vigueur doit être ratifiée par l'administrateur en chef américain Paul Bremer.

Cette décision a entraîné une série de protestations de femmes à Bagdad, dont la dernière a eu lieu mardi.

---

## Les Kurdes contre des élections dans l'immédiat (membre kurde du Conseil)



SOULEIMANIYAH (Irak), 21 jan (AFP) - 9h30 - Les représentants kurdes au Conseil de gouvernement transitoire irakien sont opposés à la tenue d'élections dans l'immédiat, réclamées par les religieux chiites, a déclaré mercredi à l'AFP l'un d'entre eux.

"Le groupe kurde est pour le principe des élections mais contre leur tenue dans les circonstances actuelles en raison de nombreux obstacles et difficultés", a indiqué Mahmoud Ali Osmane, Kurde indépendant et l'un des cinq représentants de la communauté kurde dans ce Conseil de 25 membres.

Il a cité parmi ces obstacles "le fait que l'Irak ne jouisse pas de la souveraineté, la détérioration de la situation sécuritaire dans différentes régions du pays et l'absence d'un recensement crédible de la population".

Selon lui, le régime déchu de Saddam Hussein, a retiré la nationalité à plus d'un million d'Irakiens et contraint trois millions d'Irakiens à s'exiler, ce qui complique davantage la tenue d'élections.

M. Osmane a affirmé d'autre part que le Conseil de gouvernement allait entamer la semaine prochaine, après le retour de sa délégation à New York et à Washington, des "discussions importantes et décisives sur le fédéralisme", une demande essentielle des Kurdes.

Il a fait état d'une réunion lundi à Bagdad entre les membres kurdes du Conseil, et a affirmé que les participants y avaient réaffirmé leur position consistant à demander que le principe du fédéralisme soit inscrit dans la loi fondamentale pour la période transitoire, qui doit précéder l'élaboration d'une Constitution et des élections générales.

Il a ajouté que les Kurdes entendaient maintenir leurs revendications des régions comptant des communautés kurdes; comme la riche ville pétrolière de Kirkouk, et des zones des provinces de Ninive (nord) et de Diyala (est).

"Les Kurdes veulent également effacer les traces des politiques d'arabisation forcée de régions kurdes menées par l'ancien régime", a-t-il encore affirmé.

M. Osmane a accusé d'autre part des Etats voisins de "mettre des obstacles à un Irak fédéral", allusion à des pays comme la Turquie, qui compte une importante minorité kurde, et s'inquiète des répercussions que pourraient avoir chez elle une large autonomie des Kurdes en Irak.

"En tant que Kurdes, nous n'avons pas de différends avec les forces politiques chiites et arabes sur le fédéralisme, mais certains pays voisins les poussent à refuser le fédéralisme", a-t-il déclaré, sans nommer ces pays.

---

## L'Iran livre à nouveau à la Turquie un militant de l'ex-PKK



TEHERAN, 22 jan (AFP) - 10h18 - L'Iran a encore livré la semaine dernière à la Turquie un militant de l'ancien Parti des travailleurs du Kurdistan, a indiqué dans la presse jeudi un responsable de la province frontalière de l'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest de l'Iran).

"Un certain nombre de membres du PKK ont été arrêtés au cours des derniers mois et remis à la Turquie, le dernier en date la semaine passée", a dit au journal Hamshahri le vice-gouverneur de la province, Abbas Khorshidi.

"La présence et les mouvements du PKK en Iran et dans la province sont illégaux, nous les combattons fermement et nos forces à la frontière repousseront ou arrêteront tous les éléments du PKK dans la région", a-t-il ajouté.

Les garde-frontières de la province avaient fait état en novembre de l'arrestation de sept membres du KADEK, organisation séparatiste des Kurdes de Turquie héritière du PKK et qui avait annoncé le même mois son auto-dissolution ainsi que le renoncement au séparatisme.

L'Iran, où la communauté kurde est estimée à six millions de personnes, combat sans merci toute menée indépendantiste sur son territoire. Il a envisagé avec inquiétude que la chute de Saddam Hussein ne ravive la revendication kurde dans l'Irak voisin et que celle-ci ne fasse contagion.

Trois activistes du Komaleh, groupe indépendantiste communiste qui n'a plus guère fait parler de lui depuis longtemps, ont été exécutés début 2003 au Kurdistan iranien.

Les autorités iraniennes ont conclu par le passé avec les deux partis qui contrôlent le Kurdistan irakien, le Parti démocratique (PDK) et l'Union patriotique (UPK), un accord prévoyant que les militants du Komaleh et du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI, également interdit) réfugiés au Kurdistan irakien ne s'approchent pas de la frontière.

---

## Accord Turquie-USA-HCR pour le retour de 13.000 réfugiés turcs d'Irak



ANKARA, 23 jan (AFP) - 15h00 - La Turquie, les Etats-Unis et le Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés sont parvenus, au terme d'une série de réunions à Ankara, à un accord pour le retour de quelque 13.000 réfugiés turcs d'Irak, a-t-on indiqué vendredi de source officielle turque.

L'accord doit être officiellement signé après ratification par le conseil des ministres turc, a précisé Daryal Batibay, directeur des affaires politiques au ministère turc des Affaires étrangères lors d'un point de presse avec le secrétaire d'Etat américain adjoint à la population, aux réfugiés et aux migrations, Arthur Dewey.

L'accord porte sur le "rapatriement volontaire, dans la sécurité et la dignité" des Turcs qui se sont réfugiés en Irak depuis le début des années 90 en raison de la rébellion kurde, a souligné le diplomate turc.

La plupart de ces gens (9.200) se trouvent depuis 1997 dans le camp de réfugiés de Makhmour, en Irak du nord, contrôlé par le HCR.

"Il n'est pas question de fermer le camp, mais si l'ensemble de ses occupants décident de le quitter, il le sera", a dit à l'AFP le porte-parole du HCR en Turquie, Metin Corabatir.

Il a cependant souligné que des "solutions durables" seraient trouvées en Irak pour les réfugiés kurdes de Turquie qui ne souhaiteraient pas rentrer dans leur pays.

Ankara souhaite de longue date le démantèlement de ce camp, situé au sud de Mossoul, affirmant que les activistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, ex-rébellion kurde) y retiennent en "otages" des familles kurdes qui souhaitent regagner leurs villages.

Les réfugiés pourront bénéficier d'une amnistie en vigueur en Turquie pour les militants kurdes qui acceptent de fournir des informations au gouvernement, a-t-on indiqué de source turque.

Pendant la rébellion du PKK (1984-1999), l'armée turque a évacué de force des villages entiers du sud-est anatolien, à majorité kurde, pour isoler les rebelles. D'autres familles, proches du PKK, ont elles aussi pris le chemin du Kurdistan irakien.

**IRAK** *Un attentat suicide, le plus sanglant depuis la capture de Saddam Hussein*

*le 13 décembre, a fait au moins 25 morts et une centaine de blessés, hier à Bagdad*

# Carnage devant le QG de la coalition

Un attentat suicide a fait au moins 25 morts (dont apparemment deux Américains) et une centaine de blessés hier matin devant les portes du quartier général américain à Bagdad. Il s'agit du plus sanglant attentat commis dans la capitale irakienne depuis la capture de Saddam Hussein le 13 décembre, et la première attaque de cette ampleur perpétrée à l'entrée de la « zone verte », qui abrite le siège de la coalition.

L'attentat s'est produit à 8 h locales, à l'heure de pointe, à l'endroit connu sous le nom de « porte des Assassins ». La voiture qui a explosé était un pick-up Toyota blanc qui contenait 500 kg d'explosifs, a déclaré à la presse le colonel américain Ralph Baker, chargé de la sécurité du périmètre où se trouve le siège de la coalition. Le véhicule a explosé au milieu d'une file de voitures et d'employés irakiens qui attendaient d'être fouillés pour pouvoir entrer dans l'ancien palais de Saddam Hussein. Le dimanche est un jour de travail en Irak.

*« On était en train d'attendre pour entrer. J'ai vu un véhicule*

*contourner la file des voitures et exploser », a raconté Khartan Dawoud, un employé de la coa-*

*lition, soigné à l'hôpital al-Kindi pour des blessures à la tête. Des scènes de panique ont suivi l'explosion. « Les soldats étaient paniqués, il y en avait qui se jetaient par terre. Je n'ai jamais entendu une explosion pareille », a déclaré Ahmad Hassan, ouvrier en bâtiment.*

L'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, qui réside dans ce palais mais qui se trouve actuellement aux

**« Les soldats étaient paniqués. Je n'ai jamais entendu une explosion pareille »**

États-Unis, a estimé que ces morts étaient « tragiques et inexcusables ». Le chef de la police irakienne, le général Ahmed Ibrahim, a pour sa part déclaré : « C'est un acte terroriste commis par des groupes étrangers.

*C'est contraire à l'islam. Ils ne visent pas la force de la coalition car la majorité des victimes sont des Irakiens. »*

Les forces américaines ont brièvement arrêté sur les lieux de l'attentat deux journalistes

iraniens qui tentaient de récupérer la vidéo qu'ils venaient de filmer et que les Américains leur avaient confisquée. Samedi, trois militaires américains et deux membres des services de sécurité irakiens avaient été tués par l'explosion d'une mine près de la ville de Tadjji, à une trentaine de kilomètres au nord de Bagdad.

Ces attaques surviennent à la veille d'une réunion prévue à New York entre les Nations unies, le Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) et des responsables américains et britanniques sur l'avenir politique du pays et le rôle que pourrait y jouer

l'ONU (*lire ci-contre*). Le président américain George W. Bush s'est entretenu vendredi à Wa-

shington avec Paul Bremer. A l'issue de ces entretiens, le gouvernement américain a répété que le transfert du pouvoir aux Irakiens se ferait selon le calendrier prévu, avant le 30 juin 2004, même si des modifications étaient envisageables concernant le mode de sélection de l'assemblée transitoire.

G. B. (avec AFP, Reuters)



Une image télévisée montre un passant portant secours à deux hommes blessés lors de l'attentat perpétré hier matin à Bagdad. Il s'agit de la première attaque de cette ampleur contre le siège fortifié de la coalition. (Photo AP.)

## Une photo relance les spéculations sur les circonstances de l'arrestation de Saddam Hussein

UNE PHOTOGRAPHIE circulant dans les rédactions du monde entier montrerait Saddam Hussein dans les secondes qui ont suivi son arrestation, aussitôt après avoir été tiré de la cave dans laquelle il se terrait près de Tikrit. Le 13 décembre 2003, d'autres images, surtout télévisées, avaient été diffusées en boucle afin d'exposer à la vue de tous la déchéance de l'ex-dictateur : un visage mangé par une barbe broussailleuse ; un médecin aux mains gantées fouillant une chevelure hirsute, examinant les dents. Ce nouveau document, s'il est authentique, montre le moment le plus proche de l'arrestation de l'ex-raïs.

Un soldat américain, le visage « flouté », semble extraire le dictateur de son trou en lui collant le visage au sol, alors que ses mains sont liées dans son dos. Des fusils sont braqués. Sur certaines repro-



Un soldat des Forces spéciales américaines, le visage « flouté », maintient au sol sans ménagement un Saddam Hussein hirsute, à la bouche peut-être ensanglantée et aux mains entravées. Selon le site *military.com*, proche de l'armée américaine, la photo a été prise quelques instants à peine après la capture du dictateur déchu, par un soldat muni d'un petit appareil personnel. Mais les incertitudes demeurent sur l'origine exacte du document.

ductions, le visage paraît tuméfié. Claude Thiercet, directeur de la rédaction de Sipa Press, s'interroge : « On voit pour la première fois le visage de Saddam avant qu'il soit nettoyé, "présentable" pour les télévisions et les photographes. On a l'impression qu'il a du sang sur le visage. Mais il est impossible de dire s'il a subi un mauvais traitement. »

L'image a été dévoilée par *military.com*, un site Web proche de l'armée américaine. En le consultant, on découvre la « hot photo » (« photo brûlante »). On apprend qu'elle a été prise par un soldat des Forces spéciales : la 4<sup>e</sup> division d'infanterie, qui a participé à l'arrestation, comprend 600 hommes. Ce soldat, par « fierté », a voulu ramener un souvenir. Selon *military.com*, la photo a été prise, déjà « floutée », autour du Nouvel An, à John Weisman, écrivain et collaborateur du site. « Par souci de vérité » et pour « rendre hommage aux soldats américains », *military.com* a décidé

de diffuser l'image. « L'armée américaine n'avait absolument pas prévu ni voulu cette diffusion », pense Claude Thiercet. Selon le *Daily Telegraph* de Londres, le site a reçu un appel d'un officiel américain leur demandant, « pour des raisons de sécurité », de retirer la photographie du site, ce qui a été refusé.

Cette image pourrait faire taire des rumeurs sur les circonstances de l'arrestation de Saddam Hussein, selon lesquelles les soldats américains n'étaient pas vraiment impliqués. La photo, relayée par des agences de presse, comme Gamma et Sipa en France, devrait faire les « unes » des journaux du monde entier depuis une semaine. Or ce n'est pas le cas. Aux Etats-Unis, ni *Time* ni *Newsweek*, les deux principaux « news magazines », ne l'ont publiée. C'est surtout la presse britannique, populaire comme de qualité, qui s'est fait l'écho de ce document et de son statut incertain.

### UN SOSIE ?

En France, quasiment personne n'a publié la photo. « Je suis surpris, car c'est une image très forte », commente Claude Thiercet. Seul VSD, dans son dernier numéro, en a fait son « image de la semaine ». « Nous venions de boucler. Je me suis dit : "Dommage, les quotidiens vont tous la publier." Eh bien non... », constate Marc Simon, responsable de la photographie à VSD. La plupart des journaux craignent, en fait, une supercherie : ils se méfient énormément des images anonymes qui surgissent du réseau Internet. Un sosie de Saddam ? « C'est mon angoisse, reconnaît Marc Simon, même si l'agence Gamma m'a assuré qu'il n'y avait aucun problème. » C'est en tout cas la raison qui a fait reculer Alain Genestar, le directeur de *Paris-Match* : « Cette photo, si elle est véridique, est un document extraordinaire. Mais nous ne connaissons ni l'auteur ni la source exacte, puisque

le site n'est qu'un intermédiaire. »

Le Pentagone a refusé de confirmer qu'il s'agissait du vrai Saddam. Selon le *Washington Times*, les experts croient toutefois à « l'authenticité » du document. Anne

Dwane et Pete DeLauzon, porte-parole du site *military.com*, ont la même conviction, « sans pouvoir le prouver ».

De nombreux soldats sont munis de petits appareils. D'autres images de Saddam portant le même T-shirt blanc et la même veste noire que sur la fameuse image ont été à nouveau diffusées, le 13 janvier, par *military.com*. On le voit debout, les poignets tenus par des menottes en plastique – cette image a fait la « une » du quotidien irakien *Al-Mutamar* –, puis assis sur un divan, fixant la caméra, ou entouré de soldats américains. Cela sera-t-il suffisant pour convaincre les sceptiques ?

Michel Guerrin

Se Monde  
ÉDITORIAL

17 JANVIER 2004

## Crise en Iran

DANS QUELQUES semaines, la République islamique d'Iran célébrera son 25<sup>e</sup> anniversaire. Sans gloire. Car c'est un régime bloqué, un régime qui va mal et qui paraît plus que jamais incapable de répondre aux aspirations d'une population de 60 millions d'habitants, dont 70 % ont moins de 30 ans. Elle aspire à la démocratie, à la libre expression de tous ses

talents – et ils sont nombreux –, à l'ouverture sur le monde sans rejeter ce qui fait sa riche et attachante singularité. Mais le pays est, une fois de plus, en pleine crise politique.

Ce qui est en cause, c'est ce pouvoir bicéphale institutionnalisé et dont les deux pôles sont une fois de plus en conflit ouvert. D'un côté, le président Mohammad Khatami et le Par-

lement, qui disposent de la légitimité que leur ont conférée deux victoires consécutives dans les urnes (1997 et 2001). De l'autre, le pouvoir « spirituel », c'est-à-dire les organes à la disposition du Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, qui, de la justice à l'organisation des élections, disposent des moyens de paralyser totalement le président et le Parlement. On aurait tort de limiter l'affrontement à une bataille entre conservateurs, tenants d'une ligne islamique dure et réformateurs. La fracture est sociale : les conserva-

teurs s'appuient sur une armée de miliciens venus du lumpenproletariat des grandes villes ; les réformateurs sur « l'Iran éclairé ». Elle est économique : les conservateurs assoient leur pouvoir sur de très riches fondations qu'ils contrôlent avec jalousie.

A la veille des élections de février, l'un des centres de pouvoir des conservateurs, le Conseil des gardiens de la Constitution, a invalidé les candidatures de près de 45 % des postulants, et notamment celles de 80 des 83 députés

réformateurs sortants. La décision s'apparente à un coup d'Etat pour éliminer le camp réformateur. Le président Khatami a menacé de démissionner, ainsi que le gouvernement. Au risque de plonger le pays dans le chaos et la paralysie. Le Guide de la révolution a « calé », ordonnant au Conseil des gardiens de revenir sur sa

décision.

L'affrontement est révélateur d'une impasse institutionnelle aux conséquences de plus en plus graves. La France en sait quelque chose, qui recevait cette semaine en visite officielle l'un des plus hauts responsables iraniens sur les questions de sécurité, Hassan Rohani. Jacques Chirac a dû lui rappe-

ler que Téhéran devait « *appliquer intégralement* » les engagements pris dans le domaine nucléaire. Car, de source proche de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), on tire la sonnette d'alarme : contrairement à l'accord conclu en octobre, en fanfare, avec un trio européen britannique-franco-germanique, l'Iran

continue à assembler des centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium à des fins militaires. Avec qui signe-t-on quand on vient à Téhéran ? C'est tout le problème. C'est celui d'un régime qui, pas plus qu'il n'accède à la maturité à l'intérieur, ne peut normaliser les relations du pays avec l'extérieur.

The mullahs and the ballot box ■ By A. William Samii

# Can Iranians change their political system?

PRAGUE

There has been an uproar in Iran over the hard-line Guardian Council's rejection of 3,533 out of 8,144 prospective candidates for the parliamentary election in February. Reformist legislators walked out of Parliament and mounted a sit-in. Some legislators and cabinet members, and all 27 provincial governors, threatened to resign. Regardless of how this crisis is resolved, it demonstrates all the problems with Iran's political system.

The Guardian Council comprises six clerics appointed by Iran's supreme leader, the unelected Ayatollah Ali Khamenei, and six lawyers selected by the judiciary chief, who is appointed by the supreme leader. Its role in vetting electoral candidates is based on its interpretation of the constitutional article calling for it to "supervise elections."

This vetting process has upset many people for many years. Not only did the council reject hundreds of candidates before the February 2000 parliamentary polls, but it overturned the results in some constituencies where reformist candidates won. In response to past criticism, Khamenei has remarked that the council was the most important institution protecting the Islamic nature of the Iranian system and was duty-bound to "prevent infiltration of impure elements into pillars of the system."

Iran's popularly elected yet relatively powerless president, Mohammad Khatami, introduced legislation in 2002 that would limit the Guardian Council's role in elections, but the council also vets all legislation for its compatibility with Islam and the constitution; not surprisingly, it rejected Khatami's legislation several times.

The council's rejection of so many prospective candidates is striking, but what is truly unusual is its decision that 80 incumbent parliamentarians are ineligible.

The current crisis is likely to end in one of three ways. Rejected candidates have the opportunity to appeal to the Guardian Council, and there is the possibility, not unpre-

cedented, that some of the rejections will be rescinded. This could be a face-saving outcome for all concerned, but there are unlikely to be thousands of successful appeals.

There also could be an election boycott, which has been threatened by several of the country's main reformist political parties, and which would probably lead to low voter turnout. The conservatives would not mind this — low turnout in the February 2003 municipal council elections allowed them to dominate the polls. On the other

For all the elections Iran holds, the real decisions are made by a handful of clerics.

hand, the Iranian regime bases much of its legitimacy and credibility on holding regular elections with high participation. Indeed, it keeps the polling places open late, buses in voters and encourages public employees' participation.

The promise by President Khatami and the speaker of the Parliament, Mehdi Karrubi, to appeal to Khamenei reveals the third and most likely possibility. Khamenei said in a speech Monday to provincial governors, broadcast by state radio, that he saw elections as "ephemeral" events that nevertheless "generate enthusiasm" and "draw the people's attention."

He urged Iran's governors to avoid tension and said the issue must be resolved through "legal channels." In the past this has meant that Khamenei would refer to another unelected body, the Expediency Council.

In the last few years the 35-member Expediency Council has sided with the Guardian Council on several important issues, possibly because six members are the clerics on the Guardian Council, another one is the judiciary chief, and most of the rest are conservative appointees of the supreme lead-

er. In March 2003, for example, it decided to increase significantly the Guardian Council's budget for electoral activities, despite the protestations of the president and speaker.

The third possible outcome summarizes Iran's democratic dilemma — an unelected body has control over elections, and only an unelected official can overrule that body. For all the elections Iran holds, and for all the talk of reformists and religious democracy, the real decisions are made by a handful of conservative clerics operating behind closed doors.

In the presidential elections of 1997 and 2001, as well as the parliamentary election of 2000, Iranians voted in overwhelming numbers for reformist candidates who promised to change things. But the promises came to naught and Iranians came to see that their efforts are futile in the face of opposition from entrenched forces who can manipulate the system to maintain their grip on power.

Recognition of this situation is likely to keep voters at home on election day, and that is bad news for those who would like to see regime change without external intervention.

The writer is the senior regional analyst for Southwest Asia at Radio Free Europe/Radio Liberty, and prepares the weekly RFE/RL Iran Report ([www.rferl.org/reports/iran-report](http://www.rferl.org/reports/iran-report)). The views in this article are his own.

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 16, 2004

# Bremer will press UN on larger role

## U.S. aide and Iraqis expected to seek support for plan on power transfer

By John H. Cushman Jr.

**BAGHDAD:** L. Paul Bremer 3rd, the administrator of the occupying authority in Iraq, was leaving Thursday for Washington to consult with the White House before a meeting on Monday at the United Nations. There, both the United States and the Iraqis it has temporarily installed in office will press for a significant United Nations role in support of their plan for a rapid handover of sovereignty.

The meeting, called by Secretary General Kofi Annan and attended by leaders of the American-backed interim Iraqi Governing Council as well as the Americans, will be the first significant, high-level negotiations between the parties to discuss the mechanics of selecting a new legislative body for Iraq by this summer.

That selection is a crucial step in the handover of power at the end of June that the Iraqi council and the American-led occupation authorities agreed to in November.

Senior officials of President George W. Bush's administration will probably also join the talks in New York, according to an official of the Coalition Provisional Authority, headed by Bremer.

Both American and Iraqi officials said Thursday that they would seek specific pledges of help from the UN, with its expertise in holding elections in frail new democracies, both before

and after the June 30 handover that they are planning.

The United States has resisted any suggestion that the UN should be a controlling authority over the transfer of power, but it has increasingly come to recognize the support that the UN can offer both in putting democratic systems in place and resisting a headlong rush to direct elections.

The UN, for its part, is wary of assuming a major role, having largely withdrawn its personnel from Iraq after a truck bomb demolished its headquarters in Baghdad in August.

Both Iraqi and American officials now appear to think that a significant United Nations role would not only give the process legitimacy in the eyes of the world, but might also defuse opposition among some Iraqis, including leaders of the majority Shiite sect, who favor direct elections over the current plan.

In Basra, Iraq's largest southern city, tens of thousands of demonstrators marched Thursday to support calls by Iraq's leading Shiite cleric, Ayatollah Ali al-Sistani, for direct elections to choose a new government, rather than the indirect and incremental approach devised by the occupation authorities and the interim council. The people of Basra are overwhelmingly Shiites, as are the majority of Iraq's population.

As Bremer was getting ready to leave, the current head of the Iraqi Gov-

erning Council, Adnan Pachachi, said the council was eager to see the UN play a prominent role in the tricky transition to democracy.

But in an apparent bid to mollify critics in Iraq, he added that members of the council, too, would like to see "improvements" in the mechanics of selecting the legislature, even if direct elections cannot be held in such a short time, as many Iraqis would prefer.

Annan has said he agrees with the U.S. view that it would not be possible to hold valid elections in a few months.

"If the United Nations is unable or unwilling to play a big role, that would be a matter of great regret for us," Pachachi said.

But he suggested that, given the difficult choice between a quick handover of power this summer and waiting for full, direct elections, Iraqis would prefer the quicker alternative.

"The choice for us is, either we keep this date and settle for something less than elections, which we all want, or we accept a delay of the whole thing for two years," he said.

"But I want to tell you this: The Iraqi people would be extremely disappointed and frustrated" by such a delay.

As Bremer prepared to fly to Washington, an official at his Coalition Provisional Authority headquarters said it was not yet clear what role the United Nations might play.

"The bottom line is this: We want the UN to be involved here in some way," he said.

Bremer is to meet with other administration officials, possibly including Bush, on Friday, and the administration will decide soon whether Secretary of State Colin Powell or some other senior official should attend the talks at the United Nations next week.

The New York Times

# France weighs sending peacekeepers to Iraq after U.S. handover

Agence France-Presse

**PARIS:** President Jacques Chirac is reportedly considering sending a French military contingent to Iraq to serve under a United Nations mandate once the U.S.-led coalition has handed over sovereignty to the Iraqis in June.

Quoting an unnamed adviser to Chirac, the newspaper *Le Monde* said that if the UN Security Council asked NATO to send in a multinational stabilization force to Iraq similar to the peacekeeping force in Bosnia, France would not object and could well participate.

The adviser said it was possible to envisage a situation in which two foreign

forces existed side-by-side in Iraq: U.S. and other coalition troops remaining after the handover of sovereignty, and a new UN-meditated multinational force.

"All these issues have to be discussed now," the adviser was quoted as saying. "We have a shared need with the Americans to look at the future together."

On Thursday, Defense Minister Michèle Alliot-Marie of France flew to Washington for talks with her U.S.

counterpart, Donald Rumsfeld, and the national security adviser, Condoleezza Rice, in what Alliot-Marie's spokesman described as a "positive spirit of cooperation."

Chirac's diplomatic adviser, Maurice Gourdault-Montagne, is also due in Washington by the end of the month.

Any French deployment would depend on a number of factors, including a clear request from a sovereign Iraqi government and a new willingness by the United Nations to re-engage in Iraq after the attack on its Baghdad headquarters in August and its subsequent withdrawal, *Le Monde* said.

"France is one of the countries pushing the UN to take on a role accompanying and watching over the process of transition, because this would legitimize future institutions and prevent them being seen as American puppets," the

paper said.

Until recently France has spoken only of sending nonmilitary aid to a post-coalition Iraq — at most a team of police instructors — but *Le Monde* said the approaching June deadline was encouraging new lines of thought.

After the total breakdown of relations with the United States over the invasion of Iraq, the French government has detected what it sees as a series of signals from Washington hinting at a desire for cooperation.

"The Americans no longer offer the French a pout of disgust," *Le Monde* said.

Among these signals was the recent visit by James Baker 3rd, a presidential envoy, who won an agreement from Paris to write off part of debts owed by Iraq. France has also been told that it will be allowed to bid for contracts to be paid for out of two new tranches of U.S. reconstruction aid worth \$10 billion.

Last month's directive from the Pentagon excluding France, Germany and Russia from competing for reconstruction contracts worth \$18.6 billion prompted outrage, and the White House now sees it as a diplomatic blunder, *Le Monde* said.

As a positive gesture last month, the French government gave a high-profile welcome to members of the U.S.-appointed interim Iraqi Governing Council — despite its refusal to recognize the council's legitimacy.

"We said to ourselves that members of the delegation were going to be important players in the coming months," the Chirac adviser said. "And they made clear their desire to get the UN involved in the transition — which exactly matches our concerns."

There are also three international summit meetings in June — the Group of Eight, U.S.-EU talks and NATO — as well as the 60th anniversary commemorations of the Normandy landings in World War II, which Chirac has said he wants to use as a "celebration of the trans-Atlantic link."

## ■ Germany to prep Iraqi police

Germany, which strongly opposed the war in Iraq, will contribute to the rebuilding of the country by training the Iraqi police in the United Arab Emirates, Reuters reported from Berlin on Thursday, citing a government source.

Interior Minister Otto Schily will travel to the United Arab Emirates this week to finalize details of the training, which will be carried out in conjunction with Japan and France, the source said.

Chancellor Gerhard Schröder first offered to send police trainers last September as an alternative to deploying German troops in Iraq, an option the government has ruled out.

In another indication of Germany's readiness to get more involved in the region, the government said this week that it would be prepared to send army doctors to Iraq if a future independent Iraqi government asked for assistance

and such a mission had a UN mandate.

The German moves looked set to contribute to a gradual warming of ties with Washington, which were severely strained last year when Germany, France and Russia all argued strongly against the U.S.-led invasion of Iraq.

The three countries were among those frozen out of bidding for U.S.-fi-

nanced reconstruction contracts in Iraq worth \$18.6 billion.

But President George W. Bush this week backtracked by allowing Canada, which was also excluded, to bid for some contracts, and a U.S. official said some other war opponents might also be able to take part.

# EU chief urges Ankara to press path of reform

## Turkey is 'closer to the Union,' he says

From news reports

**ANKARA:** Romano Prodi on Thursday began the first visit here by the executive chief of the European Union in 40 years and urged Turkey to press forward with reforms and push for a solution to the divided island of Cyprus.

The predominantly Muslim country is eager to join the EU and has carried out sweeping political changes in the last two years as it tries to meet EU standards. Ankara has abolished the death penalty and has granted greater cultural rights to Kurds, who are not recognized as an official minority.

"My main message is to continue along the path of reforms because impressive progress has been achieved," Prodi said at a news conference after talks with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. "The country is now closer to the Union."

Turkey hopes that European leaders, who will be meeting in December, will agree to open long-awaited membership talks.

Although finding a solution to the Cyprus issue is not technically a condition for Turkey to start membership talks, the EU has also made it clear that negotiations could falter if Cyprus remains split between the Turkish-controlled north and the Greek Cypriot south.

A solution to Cyprus "is not a precondition," Prodi said. "But this will be a big help."

Accompanying Prodi was the EU commissioner for enlargement, Günter Verhügen.

Later, in an address to Turkey's Parliament, Prodi said that "a settlement would also greatly facilitate Turkey's membership aspirations."

"This is not a formal condition," he added, "but a political reality."

Cyprus joins the EU in May, but only the Greek Cypriot side will gain membership benefits unless the island's nearly 30-year-long division is ended. Turkey sent in troops to the Mediterranean island in 1974 after a short-lived coup by supporters of union with Greece and still keeps about 40,000 troops there.

Turkey has bristled at suggestions

that its candidacy be linked to the Cyprus question, but it is working on changes on a UN-sponsored plan to reunify the island.

Erdogan said Turkey was determined to implement the reforms by the end of the year and would press for a solution to Cyprus by May.

In October, the European Commission must prepare a report for EU leaders on whether Turkey meets the standards for potential candidates.

The commission in November noted "significant progress" but cited several areas where more needs to be done, including strengthening the independence of the judiciary and implementing human rights reforms.

Prodi was the first EU Commission president to visit Turkey since 1963, when Ankara signed an agreement that made it an associate member of the Common Market — a precursor to the EU. The country was accorded official candidate status in 1999 but lags behind other nations that want to join.

Poland, Hungary, Lithuania, Estonia, Latvia, Slovakia, Slovenia, Malta and the Czech Republic are set to join on May 1, along with Cyprus.

In remarks likely to displease Ankara, Prodi also said that European public opinion was divided over the prospect of Turkey's membership, in contrast to Turkish public opinion, which is overwhelmingly in favor of joining the EU.

"There are those who are concerned about the religious dimension. Others have raised issues such as the capacity of the Union to integrate a country of the size and with the demography of Turkey, the economic development of Turkey and Turkey's geographical situation," Prodi said in an address to Parliament.

"We need to reply to these concerns," he added.

Prodi was to travel on to Istanbul on Friday to address the Bosphorus University and inaugurate an EU information center. (AP, AFP)

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 16, 2004

# Iraqis march against plan for government

From news reports

**BASRA, Iraq:** Tens of thousands of demonstrators shouting "No to America" marched on Thursday in a show of strength by the country's Shiite Muslim majority against U.S. plans for a transitional Iraqi government.

Smaller demonstrations of a few hundred people each also took place Thursday in Baghdad, Ramadi and Mosul, cautioning against aspects of the U.S. plan for Iraq's future, which some fear will divide the country.

An aide to Iraq's most revered Shiite cleric said Ayatollah Ali al-Sistani could issue an edict banning Iraqis from backing a U.S.-appointed interim cabinet if Washington did not hold direct elections for a sovereign Iraqi government.

An edict by Sistani could turn many Shiites — who make up about 60 percent of Iraqis — against the United States at a time when U.S.-led occupation forces are battling insurgents in the center of the country, known as the Sunni triangle.

The demonstration took place on the day dinar bank notes bearing the face of the ousted dictator Saddam Hussein ceased being legal tender, another removal of his image from Iraqi life.

The move followed a three-month changeover period to introduce the postwar currency.

New dinars bear images of Iraqi artifacts, scholars and landmarks.

In mainly Shiite Basra, Iraq's second city, demonstrators chanted "Yes, yes for Islam; no America, no Saddam" and slogans promoting unity with the minority Sunni community.

Sistani has objected to U.S. plans for a transitional Iraqi assembly to be selected by regional caucuses rather than an election. The assembly will select an interim government that is due to take over sovereignty by the end of June.

If the chief U.S. civilian administra-



Ceerwan Aziz/Reuters

Bills depicting Saddam Hussein were retired Thursday by the central bank in Iraq.

tor, L. Paul Bremer 3rd, rejects Sistani's opinion, Ayatollah Mohammed Baqer al-Mohri, a Sistani aide, told Abu Dhabi Television, Sistani "would issue a fatwa depriving the U.S.-appointed council of its legitimacy."

In Basra, the protesters marched to a mosque, waving banners and photographs of Sistani, although he himself did not attend.

A senior Basra cleric, Ali al-Hakim al-Safi, told the crowd at the mosque that Shiites would seek their goals by peaceful means — for now.

"We do not need to use violence to get our rights while there are still peaceful ways we can work together," he said. "But if we find peaceful means are no longer available to us we will have to seek other methods."

U.S. officials and most of Iraq's U.S.-appointed Governing Council say the country cannot hold elections until 2005.

They have been trying to persuade Sistani to soften his stance.

Meanwhile, in continuing violence, a bus packed with university students was blown apart by a land mine Thursday, leaving three dead near Saddam Hussein's hometown of Tikrit in northern Iraq.

The attack was described as cowardly by the U.S. military.

Seven Iraqis were killed by U.S. soldiers in three incidents Wednesday north of Baghdad, the army said.

(Reuters, AFP, AP)

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
January 17-18, 2004

## Working with the UN on Iraq

The long chill between the Bush administration and the United Nations over Iraq appears to have warmed considerably. In preparation for the meeting Monday in New York among the UN secretary general, Kofi Annan, the chief U.S. administrator, L. Paul Bremer 3rd, and leaders of the Iraqi Governing Council, high-level U.S. and UN officials have begun promising discussions on related is-

ssues. Both sides are speaking of each other in far more constructive tones than those used in the past year. This welcome breakthrough needs to be sustained and built on. Iraq's future depends on strong coordination between the United States and the United Nations.

The United States, Britain and other Security Council members have been pressing the United Nations to return to Iraq at the earliest possible

date. That is to be one of the main items on the agenda Monday. This week, a top UN official sent an encouraging signal by announcing the dispatch of a team of experts to Baghdad later this month to assess security there.

Meanwhile, Annan has sought assurances that if the United Nations returned its staff to Iraq, it would play a significant role. It might, for example, provide independent monitoring of how Washington and its appointees on the Governing Council carry out their agreement to transfer

power to an interim government after June 30. To show that America is now serious about more robust UN involvement, Annan had urged Washington to send Bremer to the

meeting Monday. The Bush administration has agreed to do that.

On his way to New York, Bremer will stop at the White House to discuss a response to demands from Iraq's most important Shiite leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, for direct election of a new government and constituent assembly. Tens of thousands of Iraqi Shiites have already taken to the streets in sup-

port of this demand, which would maximize the political influence of the Shiite community. Although Shiites represent more than 60 percent of the population, they have long been excluded from national political power.

This is an issue where the United Nations may be able to help broker an acceptable compromise. The problem, as Annan has pointed out, is that there is no longer enough time to organize full elections before June 30. That may be, but the transition date should not be considered immovable. Another answer could be

letting the transfer proceed, with elections of some kind held several months later. Every effort should be made to ensure the broadest possible democratic involvement. That would keep faith with America's promises of Iraqi democracy and make it more likely that the new authorities will be accepted as legitimate.

The meeting Monday will not produce finished solutions to Iraq's complex problems. But if the Bush administration is now prepared to embrace the United Nations as a serious partner, the prospects for achieving such solutions look much brighter.

---

Thomas L. Friedman

## The future of Iraq is in double vision

**WASHINGTON**  
During the next six months, the world is going to be treated to two remarkable trials in Baghdad. It is going to be the mother of all split screens. On one side, you're going to see the trial of Saddam Hussein. On the other side, you're going to see the trial of the Iraqi people. That's right, the Iraqi people will also be on trial — for whether they can really live together without the iron fist of the man on the other side of the screen.

This may be apocryphal, but Saddam is supposed to have once remarked something like: Be careful, if you get rid of me, you will need seven presidents to rule Iraq. Which is why this split-screen trial is going to be so important. Either Saddam is going to be laughing at us and at Iraqis, saying "I told you so," as Iraqis are squabbling and murdering each other on the other side of the screen.

Or, America and the Iraqi people will be laughing at him by proving that it is possible to produce something the Arab world has rarely seen: a self-governing, multiethnic, representative Arab government that accepts minority rights and peaceful transfers of power — without a military dictator, monarch or mullah standing overhead with a stick.

You don't want to miss this show. This is pay-per-view history. If, somehow, Iraqi Kurds, Sunnis, Turkmen, Christians, Assyrians and Shiites find a way to embrace pluralism, it will be a

huge boost to moderates in the war of ideas all across the Muslim world. Those who scoff at the idea of a democratic domino theory in the Arab world don't know what they're talking about. But those who think this is a done deal don't know Iraq.

If Iraq is going to be made to work as a decent, pluralistic, self-governing en-

tity, noted Amatzia Baram, an Iraq expert at the United States Institute of Peace, all the key factions there will have to accept being "reasonably unhappy." All will have to settle for their second-best dream in order to avoid their first-class nightmare: chaos or a return to tyranny.

Islamists will have to accept being unhappy that the system does not mandate Shariah law as the constitution, but only "reasonably" unhappy, because Islam will be the official religion of the state and respected as an important basis for legislation and governance. Secularists will have to accept being unhappy that Iraq's new basic law gives Islam an important symbolic place in governance, but only "reasonably" unhappy, because this secular law and judges will still provide the basis for a new rule of law. Kurds will have to accept being very unhappy not to achieve their dream of an independent Kurdistan, but only "reasonably" unhappy, because the special autonomous status of the Kurdish region will be concretized in Iraqi law.

The Sunnis will have to accept being unhappy that they are no longer con-

trolling Iraq and its oil wealth, but only "reasonably" unhappy, because they will discover that they still have a significant role in the Parliament, and a share of the nation's oil wealth in their own provinces, thanks to the new Iraqi federalism. The Shiites will be unhappy that, now when their majority political status will finally be realized, power and resources are going to be diffused throughout a federal system and constraints are going to be placed on the power of the majority. But they will only have to be "reasonably" unhappy, because there will eventually be a Shiite head of government, and the very federalism that disperses power and resources will also enable Shiite

provinces that wish to adopt a more-Islamist form of government to do so.

"Let us put aside the literary phrase 'We are brothers but others are dividing us,' the thoughtful Arab columnist Hazem Saghih wrote in the newspaper *Al Hayat*. "We in Iraq and elsewhere are not brothers — there are problems we inherited from our own history and social makeup, which were not helped by oppressive modern regimes. ... Let's be frank: The Shiites today scare the Sunnis; the Sunnis and the Shiites together scare the Kurds; and the Kurds scare the other minorities. ... All the ethnic groups of Iraq have the responsibility of putting nation-building above their selfish and conflicting calculations."

In short, America's most serious long-term enemy in Iraq may not be the

Iraqi insurgents, but the Iraqi people. Can they live together reasonably unhappy at first, and then grow reasonably happy? If they can, America will be Iraq's temporary midwife, helping give birth to its democracy. If they can't, America will be Iraq's new, always unhappy, baby sitter, and the old one, Saddam Hussein, will be laughing at us all the way to the gallows.

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**

JANUARY 17-18, 2004

**IRAK** Pour contenir en particulier la fronde de la première communauté du pays, l'administrateur américain Paul Bremer plaide pour un retour de l'ONU à Bagdad

# Les chiites bousculent les plans de Washington

A l'issue de l'entretien qu'il a eu hier avec l'administrateur américain Paul Bremer et avec une délégation du Conseil de gouvernement transitoire sur le rôle de l'ONU en Irak, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a estimé avoir besoin « d'éléments techniques supplémentaires » avant d'envoyer une équipe sur le terrain, comme le réclament les États-Unis. Confrontée à l'hostilité grandissante de la majorité chiite sur les modalités du transfert de souveraineté aux Irakiens, fixé au 30 juin, la coalition souhaiterait en effet le soutien de l'ONU pour désamorcer la crise.

A Bagdad, où l'armée américaine a lancé une nouvelle opération visant à démanteler la

guérilla, l'enquête se poursuit sur l'attentat suicide de dimanche, qui a fait vingt-quatre morts devant le QG américain. A Tikrit, au nord de la capitale, un soldat américain a été légèrement blessé hier. L'armée américaine a par ailleurs annoncé le décès d'un soldat blessé par l'explosion d'une bombe le 16 janvier, portant à plus de cinq cents le nombre des pertes américaines depuis le début de la guerre, en mars 2003.

Un premier détachement de trente militaires japonais est arrivé à Samawa, dans le sud de l'Irak. Cette unité d'avant-garde doit préparer le déploiement d'environ six cents soldats attendus entre février et mars.

lection de l'Assemblée transitoire » irakienne, le processus contesté par l'ayatollah Sistani.

L'accord du 15 novembre, qui détaille les étapes du transfert de souveraineté aux Irakiens d'ici à la fin 2005, stipule que cette assemblée doit être composée de notables sélectionnés par une commission de 15 membres. Mais les chiïtes, qui représentent près de 60 % de la population irakienne, craignent d'être défavorisés par cette procédure. Ils exigent des élections directes pour la désigner. De leur côté, les Américains invoquent les problèmes de sécurité et la difficulté d'établir rapidement des listes électorales fiables, après des décennies de dictature, pour rejeter l'idée d'un scrutin dès cette année.

Selon un porte-parole, Abdel Aziz Hakim, chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, le principal parti chiite devrait profiter des discussions de New York pour soutenir l'ayatollah Sistani. Cependant certaines sources affirment que, ce dernier renoncerait à ses exigences si une mission de l'ONU « conclut officiellement » à l'impossibilité d'organiser rapidement un vote libre. (AFP.)

Paul Bremer s'est rendu hier au siège des Nations unies à New York à la recherche d'une main tendue. Accompagné d'une délégation du Conseil de gouvernement irakien, l'administrateur américain en Irak entend obtenir du secrétaire général Kofi Annan le retour des fonctionnaires onusiens.

Au départ l'entrevue devait revêtir un tour formel. Kofi Annan souhaitait que soit « clarifié » le rôle de l'ONU dans la perspective du transfert de souveraineté prévu le 30 juin. Mais la réunion tripartite a finalement pris un caractère d'urgence pour Washington, après l'appel d'une haute autorité reli-

gieuse chiite, le grand ayatollah Ali Sistani, à s'opposer au plan de transition convenu entre l'exécutif transitoire de Bagdad et les autorités américaines. Hier, des dizaines de milliers de chiïtes ont manifesté dans la capitale irakienne pour soutenir l'ayatollah. Déjà, jeudi, des protestataires avaient envahi les rues de Bassora pour refuser les propositions américaines.

Coup dur pour Washington, ce rendez-vous intervient au lendemain d'un attentat suicide à la voiture piégée qui a fait au moins 24 morts devant le quartier général américain à Bagdad. Une attaque qui pourrait compromettre les espoirs des Améri-

cains d'un retour rapide de l'ONU. Les Nations unies avaient retiré leur personnel après un attentat qui, en août dernier, avait coûté la vie à leur représentant, Sergio Vieira de Mello. Or, Kofi Annan, opposant déclaré à cette guerre, a toujours mis en avant l'amélioration de la sécurité comme condition essentielle pour le redéploiement du personnel onusien en Irak.

Vendredi, après un entretien à la Maison-Blanche avec le président George Bush, Paul Bremer avait affirmé que les États-Unis étaient prêts à « affiner » le plan de transfert de souveraineté. La modification toucherait « la façon dont se déroule la sé-



Répondant à l'appel du grand ayatollah Ali Sistani (ici sur une affiche), des dizaines de milliers de chiïtes ont manifesté hier à Bagdad pour s'opposer au plan de transition convenu entre l'exécutif transitoire irakien et les autorités américaines.

(Photo Mauricio Lima/AFP.)

*Pour éviter d'être marginalisée par rapport aux chiïtes et aux Kurdes, cette minorité, qui représente un quart de la population, commence à s'organiser*

## Craignant l'isolement, les sunnites resserrent les rangs

**Bagdad : Georges Malbrunot**

Grands perdants de l'après-Saddam, les sunnites qui dirigeaient l'Irak depuis 1920 tentent d'unifier leurs rangs pour conjurer une marginalisation, à moins de six mois du transfert du pouvoir à une autorité souveraine. Soucieuse de parler d'une seule voix face aux chiïtes et aux Kurdes - les favoris des Américains dans le nouvel Irak -, la minorité sunnite (environ 25 % de la population) a mis sur pied mi-décembre la première entité politico-religieuse issue de ses rangs depuis la chute de la dictature, sous la forme d'un Conseil d'Etat, regroupant trois tendances islamistes, des responsables tribaux et professionnels.

L'une de ses premières revendications a été d'exiger la libération de 70 prédicateurs de mosquées emprisonnés par les Américains. Ces derniers accusent les sunnites de soutenir la guérilla contre les forces de la coalition,

guérilla cantonnée aux régions sunnites de Bagdad, du nord et à l'ouest de la capitale. Installés au pouvoir par les colonisateurs britanniques, les sunnites ont vu leur influence grandir sous la dictature de Saddam, un des leurs, dont l'ultime ligne de défense consistait précisément à jouer du clivage entre les sunnites et la majorité chiïte (60 % de la population, qui réclame aujourd'hui le pouvoir à travers des élections directes rapides).

Le rais déposé, les Américains ont écarté les sunnites pour leur implication dans le précédent régime, et parce qu'ils ne disposaient pas de leadership crédible. Leur faiblesse est criante dans les nouvelles institutions. Cinq sunnites seulement sont membres du Conseil intérimaire de gouvernement (sur 25). Aucun d'entre eux n'est représentatif de leur communauté, y compris Adnane Pachachi, son président actuellement, un octogénaire qui avait quitté l'Irak en 1969, peu après l'accession au pouvoir du Baas, le parti unique de Saddam. Le seul à disposer d'une cer-

taine aura, Ahmad al-Koubeyssi, une figure religieuse rentrée à Bagdad juste après la guerre à la demande de son protégé des Emirats, Cheikh Zayed, pour contrer l'influence chiïte, est reparti, furieux d'avoir été écarté du CIG par les Américains.

« Tous les droits des sunnites ont été affectés. Nous, seuls, sommes opprimés par les Américains », tonne Fakri Abdullah al-Qaisi, dentiste, à l'origine du Conseil d'Etat. Le 1<sup>er</sup> janvier, les troupes de la coalition ont mené un raid contre une mosquée sunnite à Bagdad, où elles ont mis la main sur trois sacs de TNT, des munitions pour mortiers de 55 mm, 12 kalachnikovs, et un missile sol-air. Trente-quatre personnes ont été arrêtées, dont l'imam Mahdi al-Sumaydal, responsable de cette mosquée salafiste (la tendance conservatrice de l'islam sunnite). Pour ce dernier, également vice-président du Conseil, cette offensive « fait partie d'un plan américain pour détruire l'influence politique des sunnites. Mais loin de saper notre détermination, de tels actes ne font que rendre les musulmans plus nerveux quand ils voient les soldats américains profaner nos lieux saints ».

Alors que les braises de la guerre confessionnelle rougeoient ici ou là, les sunnites ont peur de faire les frais

kurdes et chiïtes pour lutter contre « le terrorisme ».

Les dirigeants sunnites avaient aussitôt pointé le risque de « libanisation » de leur pays. Le projet fut finalement abandonné. Conséquence de leur marginalisation : les sunnites logneraient en direction des radicaux de leur communauté, les Frères musulmans, dont l'influence, après l'arrestation de Saddam, grandit au sein de la résistance. Hors d'Irak, la confrérie, épaulée par l'Arabie saoudite et Bahreïn,

les deux pays du Golfe qui ont le plus à craindre d'un pouvoir chiïte à Bagdad, travailleraient à l'émergence d'une « alternative sunnite » teintée d'islamisme.

L'ostracisme américain à l'égard des sunnites inquiète leurs voisins syriens, jordaniens, saoudiens, mais aussi turcs, auprès de qui des émissaires ont été dépêchés. « Nous tirons

la sonnette d'alarme devant les Américains, déclaraient récemment Marwan Mouasher, le ministre jordanien des Affaires étrangères. Nous leur disons : vous faites une erreur, choisissez des sunnites représentatifs. Ce n'est pas un appel au communautarisme, mais au rassemblement. Si

vous continuez à marginaliser les sunnites, vous allez déstabiliser la région. »

Officiellement, le nouveau Conseil sunnite nie tout lien avec la guérilla. Mais des passerelles existent bel et bien. Aucun groupe politique n'a encore émergé de la résistance. Sans doute, une question de temps. Selon plusieurs témoignages, des contacts sont noués entre ses différentes composantes en vue de l'établissement d'une sorte de Front national de la résistance. Objectif : recueillir les gains politiques du combat armé, lorsque les Américains passeront le relais le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Eduquée, urbanisée, la communauté sunnite regorge de fonctionnaires rompus à la gestion de l'Etat. Autant d'atouts qui font cruellement défaut aux chiïtes, victimes de décennies de mise en quarantaine politique. « Ils n'ont pas la capacité, ni les réseaux de pouvoir pour gouverner l'Irak », note Abbas Khalaf, ancien ambassadeur chiïte de Saddam en Russie. « In fine, ajoute-t-il, les Américains devront refaire appel au savoir-faire sunnite. »

**Officiellement, le nouveau Conseil sunnite nie tout lien avec la guérilla. Mais des passerelles existent bel et bien**

d'une éventuelle fragmentation de l'Irak, au profit des chiïtes et des Kurdes. Le 5 janvier, en réponse à plusieurs assassinats de sunnites non loin de mosquées ou de quartiers chiïtes, une mystérieuse milice sunnite, « Le Mouvement de la victoire nette », était créée. L'angoisse des sunnites venait de se creuser avec l'annonce d'un plan américain de constitution de milices

## Kurds turn against US after losing control over oil-rich land

Kurdish community claims it had more autonomy under Saddam

By Patrick Cockburn in Baghdad

21 January 2004 THE INDEPENDENT

Iraqi Kurds, the one Iraqi community that has broadly supported the American occupation, are expressing growing anger at the failure of the United States and its allies to give them full control of their own affairs and allow the Kurds to expel Arabs placed in Kurdistan by Saddam Hussein.

Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party, told *The Independent* in an interview that the Kurds had been offered less autonomy "than we had agreed in 1974 with the regime of Saddam Hussein".

The Kurds, the main Iraqi victors of the war last year, want, in effect, to keep the mini-state in northern Iraq they ruled after Saddam withdrew his army in 1991. They also want the US and the Iraqi Governing Council to recognise the Kurdish identity of the oil-rich province of Kirkuk and other districts from which Kurds were forced to flee by the deposed dictator and his predecessors.

Mr Barzani, a neatly dressed, rather intense man who fought for decades against the old regime, was in Baghdad to seek to persuade the US-appointed governing council, of which he is a member, to recognise the federal autonomy of Iraqi Kurdistan.

Sitting in a gloomy house in Saddam's old palace complex, Mr Barzani said it was important for the Kurdish right to home rule to be enshrined in the Iraqi Basic Law that is now being drawn up.

But he is caustic about the governing council. "Their main priority seems to be travelling abroad," he said, and added that many members of the council were formerly part of the Iraqi opposition who had committed themselves again and again over the years to a federal solution for the Iraqi Kurds and should not now abandon their old promises.

But Mr Barzani confirmed that "we all believe the Kurdish issue should be resolved within Iraq itself". The Kurds of Iraq know that if they did opt for independence that would precipitate a Turkish invasion,

probably aided by Syria and Iran. All three countries have large Kurdish minorities. He said: "They should be grateful to us because it is only the Kurdish issue which brings them together."

The Iraqi Kurds were extraordinarily fortunate during the brief war to overthrow Saddam last year. Before the war, Washington intended to invade Iraq from the north using Turkish bases and accompanied by a Turkish army. The Kurds were told by the US to keep quiet, though they protested furiously. In the event, the Turkish parliament rejected the US demand. The Americans were compelled to rely on the Kurds to create a northern front against Saddam. As the regime in Baghdad collapsed, Kurdish forces swept into the northern cities of Kirkuk and Mosul. The Kurds saw that as a first step towards reversing ethnic cleansing which pre-dates Saddam's regime.

"Kurds have been very patient, but it is impossible to wait another 10 or 15 years. This would lead to major problems," Mr Barzani said.

He said the Kurdish leaders could have acted opportunistically by sending back Kurdish refugees and expelling Arabs in the immediate aftermath of liberation. Instead they waited.

"We are not happy with the process. We are disappointed. Some Arabs who left have now returned. We are not against Arabs who have always lived there but those who came because of Arabisation must go back," Mr Barzani said.

There are the seeds here for a savage ethnic conflict. The Arabs and Turkomans in Kirkuk are frightened. Many of the Arab settlers have been there for more than a generation and it is not clear where they would go. The last year has seen a number of small-scale but bloody clashes.

Mr Barzani emphasised that the Kurds were giving up control over defence, foreign and fiscal policy to central government. At the moment, that is not a great sacrifice as there is no Iraqi army, the Foreign

Minister is the very able Kurdish leader Hoshiyar Zebari and fiscal policy is not a topic on which most Kurds feel strongly. The Kurdish position is, for the moment, very strong since the Kurds are well organized and their *peshmerga* fighters are the largest Iraqi military force in the country. But they fear that their current superiority may not last and their gains over the past year will be chipped away as the face of the country changes.

The US cannot afford to alienate the Kurds, but the Kurds also need to keep their alliance with America. It is US air power that allowed the Iraqi Kurds to achieve de facto independence after 1991. And it is the US that keeps Turkey out of northern Iraq.

The problem for the Kurds is that the best guarantee for their autonomy is to play a central role in a new Iraqi

government. But Kurdish control of Kirkuk and the reversal of Arabisation may lead to constant friction between Kurdish and Iraqi Arab leaders in future.

\* *George Bush stepped up efforts to calm the dispute over transition to self rule in Iraq, calling in the Iraqi Governing Council president, Adnan Pachachi, and Abdul Aziz al-Hakim, a Shia member of the council who is close to Grand Ayatollah Ali Sistani, for talks in Washington.*

Last night, there were reports that the British and US governments were looking at running direct elections in time for the handover of power to Iraqis by 1 July. **The Guardian** reported that unnamed British officials said the Government had been swayed by the Shia argument. A Foreign Office spokeswoman said it had been studying using dyes on voters' hands as a means of working without an electoral roll.

## Les chiïtes réclament des élections : « Sistani, nous sommes tes soldats pour la libération »

**PLUSIEURS** dizaines de milliers de musulmans chiïtes irakiens - 100 000 selon certains journalistes - ont défilé, lundi 19 janvier, dans les rues de Bagdad pour réclamer l'organisation d'élections. Ils ont déployé des banderoles et scandé des slogans de soutien à l'ayatollah Sayed Ali Al-Sistani, le plus influent dignitaire religieux chiïte dans ce pays, qui réclame des élections à bref délai. « *Tout le peuple est avec vous, Sayed Ali !* », « *Oui, oui à l'unité, oui, oui à des élections !* », scandait la foule. « *Sistani Sistani, nous sommes tes soldats pour la libération.* »

« *Les enfants d'Irak demandent un système politique fondé sur des élections directes et une Constitution, qui garantisse la justice et l'égalité pour tous* », a déclaré, haranguant la foule, Hachem Al-Awad, un représentant du grand ayatollah. « *Aucun régime ne peut exister sans la volonté du peuple.* » Des dizaines de policiers irakiens et des centaines de membres du service d'ordre ont assuré le déroulement pacifique de la manifestation. Des volontaires ouvraient la marche, examinant attentivement les quelque 5 kilomètres de bitume parcourus pour vérifier qu'aucun engin explosif ne menaçait les participants.

Le grand ayatollah Ali Al-Sistani exige des élections, et conteste la désignation de l'Assemblée transitoire telle qu'elle est prévue par l'accord sur le transfert du pouvoir

conclu en novembre 2003 entre l'administrateur américain, Paul Bremer, et le Conseil intérimaire de gouvernement irakien. Il demande également que les accords de sécurité qui régiront les liens entre le pouvoir irakien et les forces de la coalition occupante, après le transfert d'autorité prévu le 1<sup>er</sup> juillet, soient ratifiés par une Assemblée élue.

Ce soutien massif à la position de l'ayatollah Sistani donne une idée des problèmes que les Etats-Unis devront affronter en Irak s'ils ignorent la position d'Ali Al-Sistani et de ses partisans. Les chiïtes représentent environ 60 % des quelque 25 millions d'Irakiens et, à ce jour, sur instruction de leurs dirigeants religieux, ils ne se sont pas joints à la guérilla hostile aux forces de la coalition.

### « Les enfants d'Irak demandent un système politique fondé sur des élections directes »

HACHEM AL-AWAD

A Bagdad, l'enquête se poursuit sur l'attentat-suicide qui, selon le dernier bilan fourni par le ministère irakien de la santé, a fait 31 morts

et 121 blessés dimanche 18 janvier devant le QG américain. « *Il semble que le véhicule essayait de pénétrer à l'intérieur [du complexe] mais une autre voiture qui bloquait l'entrée l'en a empêché* », a déclaré le commandant américain, John Frisbie. Selon lui, l'attaque a été perpétrée par plusieurs hommes. Un haut responsable militaire américain a indiqué qu'un « *combattant étranger* » y était vraisemblablement impliqué.

D'après un officier qui a réclamé l'anonymat, l'armée américaine est engagée depuis quelques jours dans une nouvelle opération d'envergure à Bagdad visant à démanteler les cellules de la guérilla. « *L'opération "Détermination de fer" est véritablement une opération offensive (...) visant les chefs des cellules et les trésoriers de la guérilla* », a dit ce responsable, qui a précisé que l'opération était basée sur des renseignements recueillis au cours du dernier mois. Aux côtés de l'armée améri-

caine, elle implique la nouvelle armée irakienne et les forces de la défense civile. Elle succède à l'opération « *Poigne de fer* » menée pendant la période de Noël, qui visait à frapper les infrastructures de la guérilla à Bagdad.

A Mossoul, dans le nord du pays, le responsable de la sécurité du gouvernorat, Salem Hajj Issa, a échappé lundi à une tentative d'assassinat. Deux de ses gardes du corps ont néanmoins été grièvement blessés par balles, lorsque des inconnus circulant à bord d'une voiture ont ouvert le feu sur le domicile de M. Hajj Issa.

Par ailleurs, un convoi d'une dizaine de véhicules militaires, transportant une quarantaine de soldats de l'avant-garde japonaise, est arrivé lundi soir à Samawa, dans le sud-ouest de l'Irak. L'unité, arrivée en provenance du Koweït, doit préparer le terrain à une mission humanitaire de l'armée nipponne. - (AFP, AP, Reuters.)

Le Monde

21 JANVIER 2004

A l'approche des législatives du 20 février, les conservateurs briment les candidats réformateurs

# Crise à l'iranienne

A l'approche des élections législatives, prévues le 20 février prochain, la crise politique s'intensifie en Iran. Hier, plusieurs ministres et vice-présidents ont annoncé leur démission si le Conseil des gardiens ne revenait pas sur sa décision d'invalider plus de 3 000 candidatures, dont celles de 80 parlementaires. Les députés réformateurs poursuivent leur sit-in de protestation dans l'enceinte du Parlement, mais peinent à rallier les étudiants. Le président Khatami a tenu, hier, à Davos, où il participe au Forum économique mondial, à minimiser la crise et estimé que les élections seraient, en fin de compte, « libres et concurrentielles ».

Téhéran :  
Delphine Minoui

Ils se sont donné rendez-vous, au troisième étage de ce petit immeuble du centre de Téhéran. Jeunes femmes en foulard, hommes en pull d'hiver, ils sont là, accroupis, à écouter le discours de Fatemeh Haghightajou. La députée réformatrice a profité de cette réunion spéciale des anciens membres du Bureau de consolidation de l'unité (principale association d'étudiants) pour venir parler du sit-in des parlementaires réformateurs iraniens.

Commencée le 11 janvier, cette mobilisation inédite a pour objet de protester contre le rejet

de plus de 3 000 candidatures (dont celle de 80 députés sortants) aux législatives du 20 février (sur un total de 8 157) par le Conseil des gardiens, instance conservatrice du régime. « Les députés doivent être les représentants du peuple. Ils doivent être élus et non sélectionnés. Ils sont les défenseurs des droits de l'homme », lance-t-elle à l'assemblée. Mais parmi les jeunes spectateurs, beaucoup restent indifférents aux belles paroles de la députée.

Quatre ans après l'élection du sixième Parlement iranien, majoritairement réformateur, les députés sortants se trouvent confrontés à une crise majeure : dans le collimateur des conservateurs - et pour beaucoup interdits de se représenter aux

élections sur décision du Conseil des gardiens -, ils peinent à récupérer le soutien des étudiants, anciens fers de lance des réformes, déçus par la lenteur des changements. « Les réformateurs sont coincés sur les deux tableaux », commente le sociologue iranien Ehsan Naraghi.

L'annonce de l'invalidation de milliers de candidatures a provoqué une véritable douche froide dans les rangs des partisans du président réformateur Khatami. D'après Ehsan Naraghi, les raisons avancées par le Conseil des gardiens ont des airs « d'inquisition moyen-âgeuse » : non-respect de l'islam et non-fidélité au principe du Velayat-e faqih (dogme de la République islamique d'Iran, depuis 1979, qui impose la primauté du religieux sur le politique). « Conscients de leur manque de popularité, les conservateurs se raccrochent de plus en plus aux valeurs de l'islam. Aujourd'hui, nous assistons au paroxysme de la crise entre réformateurs et conservateurs », dit-il. Pour lui, « c'est aujourd'hui une véritable lutte qui s'engage entre les défenseurs de la démocratie

et les partisans d'un obscurantisme religieux ».

Mais pour beaucoup d'étudiants, cette crise n'est qu'un soubresaut de plus dans ce combat sans fin entre deux clans politiques, « un jeu » auquel ils refusent désormais de participer. Plusieurs membres du Bureau de consolidation de l'unité (Daftar Tahkim Vahdat) ont déjà annoncé que, contrairement aux législatives de 2000, ils ne se mobiliseront pas pour les élections. Et face à l'appel des parlementaires grévistes pour que les jeunes rejoignent leur mouvement, le silence se généralise. « Dans des périodes plus sensibles, les députés ne nous ont pas soutenus », re-

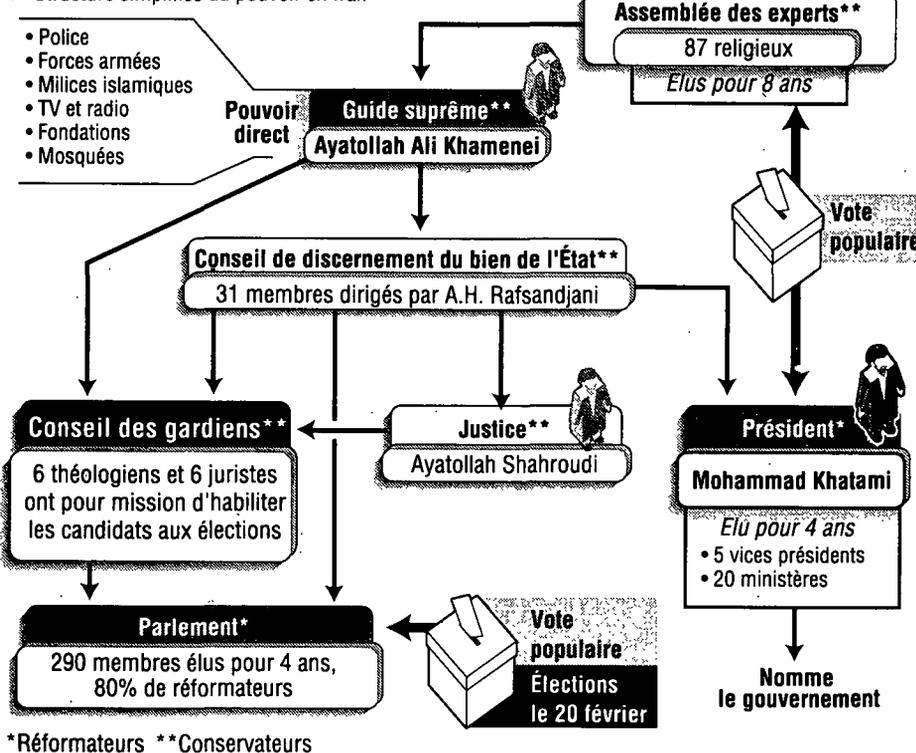
marque Sajad Qoroqi, étudiant activiste à l'université Amir Kabir de Téhéran. Et le jeune homme de mettre en cause l'absence de mobilisation des députés quand le Conseil des gardiens refusa, par exemple, de faire passer la loi contre la torture. Ou encore lorsque de nombreux étudiants furent jetés violemment derrière les barreaux de la prison d'Evine. « Mais maintenant qu'ils se sentent eux-mêmes en danger, les députés font leur réapparition et prétendent qu'ils défendent les réformes et le respect de la loi », ajoute Sajad Qoroqi.

Les députés et leurs alliés réformateurs au sein du gouvernement ne désespèrent pourtant pas de motiver les troupes. Leur fronde s'intensifie de jour en jour. La récente annonce faite par le Conseil des gardiens à propos de la révision de 200 candidatures, après l'intervention du guide religieux Ali Khamenei, n'a fait qu'accroître

leur mécontentement. « Notre sit-in a pour objectif de soutenir tous les candidats rejetés, sans aucune exception », insiste la députée sortante Elahé Koulaï, dont le nom se trouve également sur la liste des indésirables. En guise de soutien aux parlementaires, plusieurs ministres et vice-présidents iraniens ont même présenté, hier, leur démission, qu'ils confirmeront définitivement si le Conseil des gardiens de la Constitution ne revient pas sur sa décision. La semaine dernière, les gouverneurs de province avaient déjà menacé de quitter leur poste. De son côté, le parti du

## Le rôle clé du Conseil des gardiens

► Structure simplifiée du pouvoir en Iran



président iranien réformateur Mohammad Khatami prévoit de boycotter les législatives. Quant au ministre de l'Intérieur, il a mis en garde sur une possible annulation des élections.

Les députés ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts à entamer, à partir de samedi, une grève de la faim si leurs revendications ne trouvaient pas d'échos chez les membres du Conseil des gardiens. Il y a quelques jours, ils ont déjà symboliquement commencé à jeûner pendant la journée. « Nous avons le sentiment qu'en cette période historique, nous jouons notre rôle à part entière, car nous craignons qu'en cas d'échec de notre protestation, le pays plonge dans la dictature », explique la députée Fatemeh Haghighatjou.

D'après Ehsan Naraghi, cette période est un véritable test pour les réformateurs. « Elle pourrait les pousser à radicaliser leurs discours, et, à rejoindre l'opposition », dit-il. « Maintenant que les conservateurs ont sorti leurs couteaux, les réformateurs sont prêts à enfin réagir », précise-t-il. « Trop tard », répond Sajad Qorobi. D'après lui, 70 % des étudiants de son université ont déjà fait le choix de ne pas voter. Selon les analystes, seul un tiers de la population devrait se rendre aux urnes. La victoire des conservateurs est dès lors quasi garantie. « Il en sera mieux ainsi », soupire Javad Alaei, un ancien activiste, arrêté à deux reprises, et reconverti en chauffeur de taxi. « Au moins, avec les conservateurs au pouvoir, on sait qui on a en face de nous. Avec les réformateurs, c'est plus ambigu. On ne sait pas vraiment sur quel pied danser », remarque-t-il.

Un retour en force des conservateurs pourrait néanmoins mettre un terme à certaines nouvelles libertés : l'accès à Internet, l'essor de la presse, le développement des centres de loisirs pour les jeunes. « C'est finalement peut-être une bonne chose, insiste Alaei, car c'est là que vous verrez la réaction de la population. C'est là que vous verrez naître une vraie opposition. »

## LE FIGARO

22 JANVIER 2004



Des contre-manifestants conservateurs protestent avec véhémence contre un sit-in des députés réformateurs devant la grille de l'université de Téhéran. (Photo Morteza Nikoubaz/Reuter)

## Douze gardiens, obstacles aux changements

Le Conseil des gardiens (Shorây-é Négahban), également baptisé « Conseil de surveillance de la Constitution », est composé de douze membres : six clercs nommés par le guide religieux de la République islamique d'Iran et six juristes proposés par le chef du pouvoir judiciaire puis élus par le Parlement. Son rôle est double : habiliter les candidats aux élections (présidentielles, législatives, municipales) et veiller à la conformité des lois avec l'islam. En d'autres termes, il a pour mission de veiller au maintien des valeurs de la République islamique. Dans la structure complexe de la République

islamique, le Conseil des gardiens fait partie des institutions politiques conservatrices réputées proches du guide, l'ayatollah Ali Khamenei, numéro un du régime. La police, l'armée et la justice sont également connues pour leurs tendances conservatrices. En face d'eux : le président de la République, Mohammad Khatami, et les députés du Parlement, élus au suffrage universel, incarnent aujourd'hui la tendance réformatrice du régime. Au cours de ces quatre dernières années, le Conseil des gardiens s'est imposé comme un véritable organe de blocage des réformes. D. M.

Depuis mai 1997, sa politique réformatrice se trouve bloquée

## Mohammad Khatami, un président pour l'ouverture

Mohammad Khatami, cinquième président de la République islamique d'Iran, est né à Ardakan, dans la province centrale de Yazd en 1943. Fils de l'ayatollah Ruhollah Khatami, il est *seyed* : il appartient à la lignée du prophète Mohammed. Après ses études universitaires, il quitte Yazd pour la ville religieuse de Qom en vue d'y poursuivre ses études islamiques à l'école théologique.

Très tôt, Khatami fait partie du cercle des intimes de Khomeini et est nommé, en 1977, à la tête du centre des études

islamiques de Hambourg, en Allemagne. La révolution le prendra de court et, en 1979, rappelé par l'ayatollah Khomeini, il rentre en Iran où il dirige le ministère de la Culture pendant onze ans. Les trois dernières années de son mandat sont marquées par une volonté de libéraliser le système culturel et d'assouplir la censure. Il s'attire alors les foudres des puristes de l'islam et démissionne en 1992.

Khatami est alors nommé conseiller culturel auprès du président Rafsanjani. En 1996, il devient membre du

Haut Conseil pour la révolution culturelle. Elu triphalement président avec quelque 70 % des suffrages en mai 1997, Khatami voit sa politique d'ouverture bloquée par la faction conservatrice qui contrôle le Parlement, la justice et les organisations révolutionnaires. Il est réélu président en juin 2001 avec 77 % des suffrages exprimés. Il réaffirme alors sa volonté d'ouvrir davantage l'Iran sur l'extérieur et d'asseoir de plus grandes libertés politiques et sociales.

G. B.

# In debate over Turkey, Europe defines itself

## A Christian club vs. geopolitical union

By Alan Cowell

**DAVOS, Switzerland:** European executives, politicians and other dignitaries gathered here the other day to mull the forthcoming expansion of the 15-member European Union to embrace 10 new members along an arc stretching from Estonia on the Baltic Sea to Malta in the Mediterranean.

But rather than concentrate on what it might mean for lands such as Poland or the Czech Republic to join much richer neighbors like Germany in one of history's most ambitious political and economic experiments, the talk turned predominantly to a more distant land — Turkey, which wants to become the European Union's first Islamic member country.

And that focus on Ankara's oft-stated ambitions, European diplomats said, reflected the perception that while the broadening of the EU on May 1 will denote its biggest single expansion, Turkey presents the Union with a yet more daunting political challenge to its ability — and readiness — to expand in a new and uncharted direction.

"It will not be an easy decision," said Javier Solana, the EU's chief foreign policy official and former secretary general of the NATO alliance, who favors Turkish membership in the Union. "But we are ready and willing to take difficult decisions."

The European Union has pledged to decide this summer whether to allow Turkey to negotiate for full membership. The fault lines are evident enough. Although the modern Turkish state has been secular since its founding by Mustafa Kemal Ataturk in 1923, Turkey's almost 70 million people are predominantly Muslim, and the EU's largely Christian members are already uneasy about immigration from Islamic states. Indeed, said a Northern European diplomat, many societies are profoundly divided about Turkey's admission, particularly since the debate over unwelcome immigrants has become entwined with worries about Islamic extremism and terrorism, as well as the larger question of Islam's relationship with the West.

Turkey has been knocking on the European Union's door for decades, but has had to take its place in line behind the former communist nations of eastern and central Europe. Romania and Bulgaria are due for membership of the Union in 2007, bringing the EU's expansion to Turkey's doorstep.

The United States has long tried to persuade the Europeans to accept Turkey, a NATO member and close ally whose prime minister, Recep Tayyip

Erdogan, is set to visit Washington this week. Just on Saturday, when Vice President Dick Cheney addressed the World Economic Forum in this Alpine resort, he said, "Turkey deserves our support, including for its European aspirations."

But although Turkey has a customs union with Europe, its arguments for EU membership have been countered over the years by doubts about its human rights record, its recurrent political and economic crises, its occupation since 1974 of northern Cyprus, and its heavy-handed record in quelling Kurdish separatism. Outsiders have also worried about the back-stage power of the country's generals, who regard themselves as the custodians of Ataturk's secular values, and about the strongly Islamic political constituency that brought Erdogan to power.

Within Europe itself, moreover, politicians and commentators remain divided on the central question of Europe's identity: Is it a closed club of largely Christian nations? Or is it a more elastic concept that will permit Europe's slow economies and aging societies to draw on the more youthful dynamism of a land like Turkey?

"I belong to those who are very skept-

tical," Angela Merkel, leader of Germany's Christian Democratic opposition party, said recently, urging European politicians to be honest enough to tell Turkey it has little chance of joining.

Other politicians, such as the Spanish foreign minister, Ana Palacio, said the European Union had promised to begin negotiations with Turkey if it met a checklist of criteria on human rights and other reforms.

"If we want to keep our credibility, this agreements counts," Palacio said. "There is no inevitability in the clash of civilizations."

For its part, Turkey has set about reforming its inflation-prone economy, cleaning up its human rights record and striking a conciliatory position on Cyprus, which is one of the 10 countries set to join the European Union on May 1. After a meeting here on Saturday with Kofi Annan, the United Nations secretary general, Erdogan said Ankara would exert influence on the Turkish Cypriot regime in northern Cyprus to reach a settlement, and would accept the idea of Annan filling in the final details of a settlement.

"We are not going to be the ones walking away from the table," said Ali Babacan, Turkish minister of state of the economy.

As Turkish officials argue their case, an unequivocal "no" from the European Union would be the worst of all outcomes, leaving them prey to an anti-European and anti-reform backlash.

"Starting negotiations is the key for us," Babacan said. "But I don't think it's assured or guaranteed."

The New York Times

# U.S. military arrests 50 after 6 GI's are killed

The Associated Press

**TIKRIT, Iraq:** U.S. troops arrested nearly 50 people Sunday and confiscated weapons in several raids in the so-called Sunni triangle after a string of attacks in the volatile region killed six American soldiers.

In the northern city of Mosul, a U.S. military helicopter crashed Sunday in the Tigris River while searching for a missing soldier, and both crew members were reported missing as well, a spokeswoman said.

She did not say what caused the crash of the OH-58D Kiowa Warrior helicopter, attached to the 101st Airborne Division.

She said the helicopter was involved in a search and rescue mission for a U.S. soldier who had been reported missing when the boat he was in capsized earlier Sunday.

The soldier was on a river patrol with three other soldiers and some Iraqi policemen, she said.

The other three soldiers were safe, but two Iraqi police officers and an

Iraqi translator were reported dead, said the spokeswoman.

She said the search for the two pilots was under way, as was an investigation into the crash.

U.S. troops and the Iraqi police sealed off the area and established checkpoints to secure the search and rescue operation. An Iraqi police officer manning one of the checkpoints was killed in a drive-by shooting, witnesses said.

Mosul is 365 kilometers, or 225 miles, northwest of Baghdad.

It was the fifth helicopter crash in Iraq this month; at least three have been due to hostile fire. Another Army OH-58D crashed Friday south of Mosul, killing the two pilots. The cause of that crash has not been disclosed.

Most of the arrests on Sunday occurred in Baquba, 35 miles northeast of Baghdad, where 46 people were detained in a series of raids, the U.S. military said.

Three were arrested for alleged anti-coalition activities and the rest for illegal weapons possession.

January 26, 2004

The New York Times

Soldiers from the 4th Infantry Division also seized 220 hand grenades in a raid on a house in the town of Mukayshifa, located south of Saddam Hussein's hometown, Tikrit, according to Major Josslyn Aberle.

The raids followed a series of bombings and other attacks Saturday in the Sunni Muslim heartland of central Iraq.

One 4th Infantry Division soldier died Sunday of wounds suffered the day before when insurgents fired a rocket-propelled grenade at his Bradley vehicle in the town of Beiji, Aberle said.

Five more U.S. soldiers were killed in two separate bombings Saturday in Khaldiyah and Falluja, both located in the Euphrates River valley, west of the capital.

A blast Saturday in Samarra, north of

Baghdad, narrowly missed an American convoy but killed 4 Iraqis and wounded about 40 others, including 7 Americans.

The latest deaths raised to 513 the number of U.S. service members who have died since the United States and its allies launched the Iraq war March 20. Most of the deaths have occurred since President George W. Bush declared an end to major combat operations May 1.

# Iraq election impasse delays constitution

## Council is split along religious lines

By Edward Wong

**BAGHDAD:** The Iraqi Governing Council is delaying the writing of an interim constitution until a heated debate over whether direct elections can be held quickly is resolved, an Iraqi official said Sunday.

Council members are also splitting along ethnic and religious lines on their positions regarding those elections, further complicating the Bush administration's plans to transfer sovereignty in June.

Those divisions mirror fault lines in Iraqi society that experts say could quickly widen in the current unstable political atmosphere.

With five weeks to go before its due date, the writing of the interim constitution is stalled, the Iraqi official said, because American administrators are contemplating changes to a caucus-style selection process for a transitional national assembly to be put in place by May 31.

A senior occupation official has said the interim constitution was crucial to the handover of power, but the Bush administration and the Governing Council have been backed into a corner by the demands of Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani, Iraq's most influential Shiite cleric, for direct elections for the assembly.

American officials and the cleric, through his representatives, say they are counting on the United Nations to send a team to Iraq to determine whether direct elections are possible, given the unstable security situation and lack of voter rolls. Kofi Annan, Secretary General of the United Nations, is expected to announce as early as Monday whether he will send such a team.

If the team comes to a conclusion quickly enough, then the writers of the interim constitution, called the fundamental law, might be able to finish it by the Feb. 28 deadline, said the Iraqi official, Feisal al-Istrabadi, an adviser to Anan Pachachi, head of the Governing

Council and of a committee of 10 or so people drafting the interim constitution.

The deadline was set in an agreement outlining the transfer of sovereignty that was reached on Nov. 15 between the Coalition Provisional Authority and the Governing Council.

But as of now, the drafting committee has slowed its work because it has to await the outcome of the wrangling over elections, Istrabadi said. The committee has also not formally met in the last couple weeks because several members, including Pachachi, have been traveling abroad.

Pachachi led a delegation of council members to the United Nations and Washington to discuss the impasse over direct elections.

"The interim constitution might be finished plus or minus the Feb. 28 deadline," Istrabadi said. He added that Pachachi had hoped the committee would finish the document several weeks before the deadline so it would not appear that ruling authorities were dropping it on the heads of the Iraqi people. But there is little chance now for completing it so quickly, Istrabadi said.

"We need the UN here very quickly," he said. "Most of us would like to adhere to the Feb. 28 deadline."

An occupation spokesman could not be reached for comment on Sunday. L. Paul Bremer 3d, the top American administrator in Iraq, has said the occupation authority intends to stick to its June 30 deadline for the transfer of power, though he has not publicly addressed the Feb. 28 deadline.

The fundamental law is supposed to include a bill of rights, details of a federalist governing structure for Iraq, a mechanism for judicial review and a timetable for the drafting of a permanent constitution and holding elections under that constitution.

So important is the document that Governing Council members have gone to great lengths to try and keep it on

track.

Earlier this month, several members met with Kurdish leaders in the mountain town of Salahuddin to negotiate over the demands of the Kurds for a federalist structure that will allow them to retain broad autonomy in northern Iraq.

Kurdish leaders want such rights en-

**'We need the UN here very quickly. Most of us would like to adhere to the Feb. 28 deadline.'**

shrined in the interim constitution, and Governing Council members reportedly agreed in principle to honor many of the Kurdish demands.

The Kurds have suffered much since the establishment of the state if Iraq in the 1920's, said Safeen Diyazee, a spokesman for the Kurdish Democratic Party. We want our rights guaranteed by law.

On the Governing Council, whose 25 members were picked by the provisional authority, a clear division has emerged between Shiite Arabs on one side and Sunni Arabs and Kurds on the other over the direct election issue, an occupation official said. Most of the Shiite members are supporting Ayatollah Sistani's call for direct elections, he said, while representatives of the other groups are against the idea. The council has 13 Shiite Arab members, 5 Sunni Arabs, 5 Kurds, one Turkmen and one Christian.

The caucuses were getting a lot of support immediately after the council signed the agreement with the CPA, said the official, who agreed to speak on the condition of anonymity. But when Sistani spoke about elections, some people out of respect, and maybe not too enthusiastic about elections themselves, began to say they respect what he's saying.

The New York Times

**The New York Times**

January 26, 2004

sured intelligence agencies for a particular conclusion, Kay said no analyst had complained of this.

And he said he personally had felt no pressure from the administration to

shape his report. "The only comment I ever had from the president," he said, "was to find the truth."

Kay is stepping down from his post after the administration decided in

November to shift resources from the hunt for banned weapons and toward counterinsurgency efforts in Iraq.

International Herald Tribune

Washington's dilemma ■ By Dilip Hiro

# How to hold elections in Iraq

LONDON

In calling the capture of Saddam Hussein "crucial to the rise of a free Iraq," President George W. Bush forgot the old saw about being careful what you wish for. Six weeks later, the administration seems shocked by the effect that event had on the country's Shiite community, which makes up 60 percent of the population.

No longer worried about the return of Saddam, the Shiites — led by Grand Ayatollah Ali al-Sistani — are focusing on the second part of their much-shouted slogan, "No, no to Saddam; no, no to America."

And the Bush team seems unable to stomach the idea that democracy in Iraq will mean Shiites assuming power, and most likely developing close ties with Shiite-dominated Iran.

So now Bush and his proconsul in Baghdad, L. Paul Bremer 3rd, are watching as Sistani, a recluse who had remained above the political fray, turns into the second coming of Iran's Ayatollah Ruhollah Khomeini. More embarrassingly for an administration that fought a "war for democracy," it is now opposing Sistani's call for direct elections to the new national provisional assembly.

**There is no good reason to deprive Iraqis of their say in their political future.**

Bremer and the American-appointed Iraqi Governing Council give many reasons for ruling out quick elections: The electoral rolls are not up to date; the political parties are not functioning properly; and the security situation is not conducive to election campaigns. All of these arguments fall apart on closer scrutiny.

For one, the voter rolls may be outdated, but since 1991 all Iraqis have been issued food ration cards that could be used as identification at polling stations.

Bremer and some governing council members object that using ration cards would disenfranchise exiles who have returned since Saddam's fall. Yet there are only about 250,000 Iraqi returnees and all should have documents from the countries of their exile that would suffice as identification.

Some Iraqi families had their cards taken away by the Baathist regime because a family member deserted the army. But another identification document exists, a "census card" provided to all Iraqis when they reached school age, giving the student's name, address and age.

It is worth noting that within two months of the overthrow of the shah of Iran in February 1979, the revolutionary government used the fallen regime's identification cards to hold a referendum on whether Iran should be an Islamic republic.

As for the argument that political parties are needed, Iraq offers another precedent. In August 1979, the Islamic authorities held elections to the constitutional Assembly



INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

January 27, 2004

of Experts. Almost all of the candidates ran as individuals rather than as party affiliates, yet they were able to campaign and get their messages out to voters.

Critics also say that Iraqis have no recent tradition of elections. Actually, Iraq had five elections for its 250-member Parliament from 1980 to 2000. Though all the candidates were pre-approved by the regime, voters did get a choice between Baathists and non-Baathists (the Baathists' share of seats ranged from 142 to 183). The point is, some people felt free to express a personal opinion.

Perhaps the central criticism is that Iraq is simply not secure enough to have a fair vote. But this is not sufficient grounds to deprive Iraqis of their say in their own political future.

In May 1992 the Kurdish parties operating in Iraq's no-flight zone held elections for their new regional Parliament under conditions that were pretty grim. Only by holding that poll did the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan achieve the legitimacy they hold to this day.

Likewise, security in post-revolutionary Iran was almost as bad as in Iraq today. The shah's 440,000-strong army had melted away. Assassinations by anti-Islamic elements claimed the lives of a leading ayatollah and the army chief of staff.

The new rulers were carrying out purges of military and civilian bureaucracies. Secular and leftist Islamic guerrilla organizations refused to surrender their arms. There was armed rebellion in the Kurdish region, and ethnic Arabs were sabotaging oil facilities and pipelines. Yet the referendum and general election were held within six months of the shah's being deposed.

The least that Bush and Bremer, the high priests of Middle Eastern democracy, can do is to emulate the mullahs of Iran, whose commitment to representative government stems from injunctions in the Quran including, "Those who answer their Lord and perform the prayer, their affair being counsel between them."

Here's a suggestion: Hold elections on two separate days. On Day 1 the voting should be held in the relatively pacific Shiite and Kurdish areas, and then the bulk of American and Iraqi military and police forces could be

moved to the turbulent Sunni areas for a vote there one or two days later. India holds its elections in this way — shifting troops into Kashmir and other regions with separatist insurgencies.

Unfortunately, Washington now seems to be backing a plan concocted by Adnan Pachachi, who holds the rotating presidency of the Iraqi Governing Council this month.

He proposes simply expanding the council to 75 or 100 members from the current 25, so that sovereignty can be passed to it by June 30. Direct elections to a national assembly would be put off until at least the end of the year.

This proposal would be counterproductive. The governing council has little moral authority — its members have placed so many relatives in ministerial jobs that many Iraqis derisively call it the "government of near and dear ones."

Allowing its American-chosen members to become a transitional government would give support to the claim of one Sistani associate, Sheik Abdel Mahdi al-Karbalai, that "the occupying power has its colonial and diabolical plans to design Iraq's politics for its own interests."

So why is the United States so set against elections? The most concise answer was provided by Noah Feldman, a New York University law professor who was the Coalition Provisional Authority's constitutional law adviser. "If you move too fast," he told *The New York Times*, "the wrong people could get elected."

Indeed, a poll in October by the Center for Research and Strategic Studies found that 56 percent of respondents wanted an Islamic Iraq.

The United Nations is preparing to send a team of electoral experts to Iraq to decide if a vote before June 30 is feasible. A thorough inspection should find that elections are not only possible, but necessary — and one hopes the Bush administration will be persuaded to agree.

Otherwise we will be left with a troubling contradiction: Bush insisting that he has liberated 25 million Iraqis from tyranny, while at the same time denying them the right to self-determination.

*Dilip Hiro is author of "Secrets and Lies: Operation 'Iraqi Freedom' and After" and "Iran Under the Ayatollahs."*

## Transfer of power in Iraq

The U.S. occupation of Iraq is scheduled to come to a formal end this summer with the installation of an interim sovereign Iraqi government. Yet the procedures in place for choosing that government are insufficiently democratic and excessively complex. Unless the transition goes well, Washington's chances of extricating itself from the day-to-day political and security problems of Iraq could fade.

The system for choosing a new government is built around a convoluted sequence of caucuses in which appointed officials are supposed to solicit and then screen nominations from local dignitaries. The process allows no direct participation by ordinary Iraqis and provides no assurance that all important elements of the population will be appropriately represented. Although time is growing short, significant changes could produce a more democratic and satisfactory system.

The strongest pressure for such changes comes from Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani, Iraq's

most important Shiite religious leader. Sistani, a relative moderate, has been unyielding in his insistence on some form of direct elections to assure that Iraq's Shiite majority cannot again be cheated out of its fair share of political power. His demands will not be easy to satisfy. Compiling reliable voter rolls would take months. Iraq remains so insecure that campaigning would be problematic and turnout could vary widely by region, distorting the outcome. But Sistani rejects Washington's claim that organizing national elections in time for the scheduled

June 30 transfer of power would be impossible. Instead, he wants an independent United Nations assessment.

On Jan. 19, Washington and its appointees on the Iraqi Governing Council asked UN Secretary General Kofi Annan to authorize a mission that would go to Iraq in the coming days and try to determine if valid elections can be held before the transfer date, and, if not, whether a more democratic method of select-

ing the interim government can be devised that would satisfy Sistani. One compromise being floated would see an early transfer of sovereignty to an expanded version of the Iraqi council, with new appointees added to make it more representative. The council would then give way to a directly elected body later this year.

Iraqis are impatient to regain their sovereignty. But no one would benefit from a botched transition that embittered much of the Iraqi population. If delaying the turnover a few weeks would allow a more democratic transition, the United Nations should consider stretching out the timetable.

Whatever is decided on, not all Iraqis will be happy. That is why any plan needs the international legitimacy UN involvement can bring. The current dispute might have been avoided if the United Nations had been included at an earlier stage. Instead, the agreement that set up the flawed caucus plan was drawn up last fall without UN participation. It is encouraging to see Washington, however belatedly, now trying to correct that mistake.



## Democratising Iraq

# Elections or caucuses?

BASRA

## The Americans face some awkward choices in their quest for democracy in Iraq

**I**F THERE is one factor that just about all the rivals for power in Iraq acknowledge, it is that the United Nations must play a big part in giving legitimacy to whoever rules the country. It was to this end that America's proconsul in Iraq, Paul Bremer, and a delegation from Iraq's American-appointed Governing Council went to New York this week to appeal to Kofi Annan, the UN's secretary-general, for his organisation to return to Iraq and oversee a transfer of power from the Americans to a selected group of Iraqis by July.

At the same time, on their clerics' orders, Iraq's Shia Muslims were marching in their tens of thousands, demanding a direct election, to be monitored by the UN; a national assembly is due, under the current timetable, to be chosen by the end of May. In August the UN lost its head of mission, Sergio Vieira de Mello, and 21 others in a bomb blast, after which it withdrew. Mr Annan has been in no hurry to send a team back. A huge suicide bomb in a car outside the Baghdad headquarters of Mr Bremer's Coalition Provisional Authority (CPA) on January 18th killed at least 25 people, all but two of them Iraqis. The single most lethal attack in Baghdad since the Americans took over, it reminded the UN how dangerous Iraq still is.

Even so, Mr Annan has agreed to send a mission to investigate. Time, however, is short. Under Mr Bremer's timetable, announced in November, barely four

months remain before a transitional national assembly is to take shape, and no one agrees on how to choose its delegates. Mr Bremer wants a series of provincial caucuses, with members vetted by the CPA, to select delegates. The country's most powerful Shia cleric, Grand Ayatollah Ali Sistani, wants a full-scale election. Backers of the former regime are delighted by the prospect of political mayhem.

Since the Shias make up about 60% of Iraqis, Mr Sistani probably has majority support in the country. But many secular-minded Iraqis, including quite a few Shias, fear that he may be another Ayatollah Khomeini in sheep's clothing; they recall that Iran's chief mullah adopted the language of human rights as he swept the despotic shah from power 25 years ago. Only days before Mr Sistani's recent *démarche*, his allies on the Governing Council had voted to replace Iraq's civil code, which gives women broad rights in matters of divorce, with Islamic family law. Under the clerics' guidance, far fewer women now drive cars than before the war, and the vast majority of female civil servants in ministries run by Shias are now veiled. Many secular-minded Iraqis are queasy about an election that might give a Shia cleric a veto over how the country is run.

Yet in many ways the Americans seeking to install democracy in the Middle East should be pleased. It is not often in the Arab world that a declared democrat has

commanded such popular support. In a dress rehearsal for the pro-election rally, a few boys did don white funeral shrouds as a warning that if America did not do Mr Sistani's bidding, they might join the ranks of the suicide bombers. But until now the *Hawza*, the Shia clergy's highest establishment, based in Najaf, their holiest city, has shepherded its flock on a peaceful path. It has used non-violent methods of persuasion: street demonstrations and the threat of strikes and non-cooperation.

Nor, so far, does the CPA fear that Mr Sistani has a secret agenda for taking over. A CPA man who has often met him says the ayatollah is adamant that religion should be separate from politics, even over matters of religion itself. "Whoever you nominate, make sure he's not wearing a turban," he quotes Mr Sistani as saying.

### The beards have it

To outsiders, the *Hawza* is a hierarchical order that gives authority to a papal figure, often by nepotism. To insiders, it is highly democratic. Every Shia layman chooses his own ayatollah, whose authority is determined partly by the size of his following. Iraq has at least four "grand ayatollahs" but, because Mr Sistani is plainly the most popular, he is deemed "supreme". In a sense, there is an election every day.

Moreover, among the 100,000-plus marchers in Baghdad were quite a lot of Sunni Arabs too. Some senior people from Saddam Hussein's Baath Party were also there, perhaps hoping to use new freedoms to subvert the new order. "We accept that the next president will be Shia," says Mishaal Jabouri, whose party represents Sunnis from Mr Hussein's heartland in the Tigris valley north of Baghdad.

Mr Sistani has also begun to win a few influential people within the CPA to his cause. Mr Bremer had insisted that there was not enough time, 'technical where-withal or security to hold an election before the scheduled handover to Iraqis by July 1st. But in the face of Mr Sistani's stubbornness he has agreed to a clutch of adjustments, so far unspecified, to his caucus method. In the more stable south, it is clear that a direct poll for the national assembly would not be as hard as Mr Bremer has claimed. Some in the CPA reckon that the country will grow more violent if Mr Bremer insists on sticking to his method without a popular (read clerical) mandate.

In the absence of clear instructions from the CPA in Baghdad on how to prepare for the caucuses, the British-led administration in Shia-dominated southern Iraq has drawn up a "working hypothesis" for managing an election. Under Mr Bremer's current plan, each of Iraq's 18 provinces would choose a caucus of notables to select representatives to the national assembly. Town councils, provincial councils and the Governing Council in Baghdad would each nominate one-third of every caucus. British officials running Basra say that municipal and provincial elections could be held to choose the coun-

oil nominees, so two-thirds of each caucus's members would be elected.

#### Find the wiggle room

One option for placating Mr Sistani and the Shias, say British officials, is to ask the Governing Council to waive its share of delegates. But its councillors, many of them returned exiles who have some power but no evident following, are loth to agree. As a variation on the original plan, Governing Council members might be asked to appoint members of minorities, as well as women, to the caucuses, to ensure the widest possible representation.

To answer Mr Bremer's complaint that Iraq lacks an electoral roll, the British say

that in the four southern provinces under their control they could let people who own identity and health cards vote as well as those with ration-cards. Dye could be put on voters' hands, as in rough-and-ready elections considered valid elsewhere around the world, to ensure that people do not vote twice.

Not all Iraqis would be happy. The Kurds, for instance, are reluctant to have an early election that might reduce their influence. The insurgents in the Sunni provinces in central Iraq might intimidate or even kill those who tried to vote. Caucuses, by contrast, might be more easily protected. "Who would want to oversee a voting booth in Mr Hussein's home town,

Tikrit?" asks a CPA official.

That is the sort of question that an incoming UN team will try to answer. A compromise is not inconceivable, producing a mix of voting methods to pick an assembly. The real work—drafting a constitution that gives the main say to the majority while protecting minorities within (probably) a federal system—will be even harder. That will be done by a constituent assembly elected by universal suffrage early next year, leading in turn to the constitution's endorsement by referendum and to the direct election, finally, of a full-blown government. That seems a long way off today. But it is not unimaginable. ■

## Turkey

# Coming to America

ANKARA

## A big agenda for Tayyip Erdogan's trip to the United States

LAST year, when Turkey's parliament refused to let American troops use Turkish soil as a launch-pad to strike Iraq, it seemed that the "strategic partnership" forged over 50 years between Turkey and the United States was in danger of collapse. Then, just as the two allies sought to patch things up, American troops in northern Iraq arrested 11 members of Turkey's special forces on suspicion of planning to assassinate Kurdish officials. Turkey's top general, Hilmi Ozkok, loudly denied this and said the detention of his men for two days in Baghdad marked the "biggest crisis" between the two countries.

Tempers on both sides have since cooled. Yet differences over Iraq remain the biggest source of friction between Turkey and America. Iraq is sure to dominate the agenda when Turkey's mildly Islamist prime minister, Tayyip Erdogan, lunches with President George Bush this week, on his first official trip to Washington since taking office last March.

The Turks' biggest concern is over Iraqi Kurds' demands for an autonomous state, including the oil-rich province of Kirkuk. Should the Kurds persist in their claims for an ethnically-based federation, said a Turkish general, Ilker Basbug, last week, the future would be "difficult" and "bloody". The fear is that American support for Iraqi Kurds might re-ignite separatist passions among Turkey's own long-repressed Kurdish minority.

Last autumn's ding-dong over whether Turkish troops should go to Iraq has not helped. In October Mr Erdogan pushed through parliament a measure authorising the deployment of 10,000 Turkish troops,

chalking up useful brownie points in Washington. But by November, the Americans had withdrawn the request for the troops, after Iraqi Kurds had threatened to fight them if they arrived. Coming on top of America's reluctance to move against 5,000 rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK) holed up in Iraq, this deepened the suspicions of Turkey's generals that the Americans favoured the Kurds.

Mr Bush will reassure Mr Erdogan that his government is as committed to dealing with the PKK as it is to preserving a united Iraq. But in private American officials concede that some of Turkey's concerns are legitimate. Turkey has been helping the American occupation by opening bases

and airspace to coalition aircraft and personnel. It deserves something in return.

The trouble is that since September 11th America's interests have shifted. During the cold war, Turkey's role was to help contain the Soviet Union. Today, says America's ambassador to Turkey, Eric Edelman, reform in the Muslim world "is America's most important strategic initiative", in which Turkish success may play a big role. "The idea of a secular, democratic Turkey moving towards the European Union and led by an Islamist-oriented party", he says, "would be a huge stench in the nostrils for the likes of al-Qaeda." (That group claimed responsibility for suicide-bomb attacks against British and Jewish targets in Istanbul in November.)

To fulfil that dream, Mr Bush will urge Mr Erdogan to keep leaning on the stubborn Turkish-Cypriot leader, Rauf Denktash, to resume talks with the Greek-Cypriots to reunite Cyprus on the basis of the UN peace plan. Not only would a deal over Cyprus enhance Turkey's chances of opening membership talks with the EU; it would also give Mr Bush a useful foreign-policy victory to show off at NATO's summit in Istanbul at the end of June.

Mr Erdogan might reply that it is Turkey's hawkish generals, all bitterly op-



Erdogan among the hawks

posed to the UN plan, who need convincing—and not just over Cyprus. If Turkey is to evolve into the full-fledged democracy underpinned by moderate Islam that America wants, the generals and other

members of Turkey's secular elite must learn to coexist peacefully with millions of openly pious Turks, instead of calling them all Islamic militants. Some such subversives may wonder how it is that the

prime minister's wife, Emine, is banned from official functions in Ankara because she wears the Islamic headscarf, and yet can be received by Laura Bush for coffee at the White House. ■

## En Irak, l'ayatollah Sistani demande à l'ONU de débloquent le processus électoral

Le leader chiite souhaite une solution de rechange au cas où les élections générales qu'il exige ne pourraient pas être organisées

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Le grand ayatollah Ali Al-Sistani, chef spirituel des chiïtes, souhaite que l'ONU trouve une solution de rechange au cas où il ne serait pas possible d'organiser des élections générales pour transférer le pouvoir aux Irakiens à la date du 30 juin, ainsi qu'en ont décidé, le 15 novembre 2003, l'Autorité provisoire de la coalition (CPA) et le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG). Si ce scrutin ne peut avoir lieu, « cela ne veut pas dire que nous accepterons le principe de la désignation » des membres de la future Assemblée nationale provisoire, a déclaré, samedi 24 janvier, le cheikh Abdel Mehdi Al-Karbalai, représentant d'Ali Al-Sistani à Najaf. « Si les Nations unies parviennent à trouver une solution, nous en remercions Dieu. Sinon, nous aurons recours à (...) des manifestations ou à d'autres mesures acceptables », a-t-il ajouté.

Ce nouveau durcissement intervient alors que, la veille, Ali Al-Sistani avait appelé à une pause dans les manifestations, et ce au moment où deux représentants de l'ONU arrivaient à Bagdad. Ces émissaires ont pour mission de juger si les conditions de sécurité permettent l'envoi d'une équipe des Nations unies pour étudier la faisabilité d'élections générales à brève échéance et si la date du 30 juin est maintenue, comme le veulent les Américains, qui souhaitent éviter les interférences avec le processus électoral aux Etats-Unis qui doit aboutir le 2 novembre.

Dan Senor, le principal conseiller de l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, a encore plaidé, samedi, en faveur du système de comités électoraux pour constituer l'Assemblée nationale provisoire. « Nous sommes tout à fait favorables à des élections directes. Notre seul problème, c'est le temps », a-t-il déclaré. « Il n'y a pas de structure électorale dans ce pays, pas de recensement » récent, « pas de cadre constitutionnel, pas de listes d'émargement. Nous avons



consulté plusieurs experts indépendants, qui ont estimé qu'il était très difficile d'établir tout ce qui manque, de créer les conditions pour la tenue d'élections directes libres, honnêtes et crédibles en trois ou quatre mois, a-t-il ajouté. Nous pensons qu'une certaine forme d'élection du gouvernement peut garantir l'honnêteté et la légitimité

du processus, et la crédibilité de ce gouvernement. Nous croyons que la voie la plus honnête, la plus légitime, la plus réaliste et la plus viable dans un délai si court est le système des comités électoraux. » M. Senor a rappelé qu'il y aurait, par la suite, trois consultations directes : l'une pour désigner l'Assemblée constituante, un référendum destiné à approuver la Constitution, et une troisième pour élire le gouvernement au plus tard à la fin de l'année 2005.

### DIVERGENCES AU CIG

Le débat sur les élections divise, de plus en plus, les membres du CIG; sans parler de la réticence ouverte-

ment affichée des Kurdes et des sunnites à l'organisation à court terme d'un scrutin. « Il ne faut pas chercher de raisons pour lesquelles des élections ne pourraient se tenir, mais faire en sorte qu'elles soient possibles et elles le seront », a ainsi déclaré Ahmed Chalabi, qui représente le Congrès national irakien au sein du CIG, et qui est pourtant proche des Américains. Le CIG est prêt à « travailler avec l'ONU pour trouver une solution », a-t-il précisé. Abdel Aziz Al-Hakim, au nom du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, dont il est le représentant au sein du CIG, a au contraire plaidé pour des élections même « imparfaites », afin « d'offrir la possibilité à chacun de s'exprimer. Nous devons laisser aux experts le soin d'élaborer la formule appropriée », a-t-il déclaré dans un entretien à Reuters. Le président en exercice du CIG, Adnane Pachachi, avait estimé, au début du mois, que la tenue d'élections sem-

blait difficile si l'on voulait respecter les échéances fixées par l'accord du 15 novembre. « L'autre alternative est la prolongation de l'occupation », avait-il affirmé. Hors CIG, Moqtada Sadr, le jeune mollah chiite radical, s'est dit hostile à un quelconque rôle des Nations unies, qu'il accuse d'être « au service des Etats-Unis ».

Sur le terrain, les dernières vingt-quatre heures ont été particulièrement sanglantes. Dimanche, un camion qui transportait du matériel pour le contingent japonais a été attaqué à Ramadi à l'ouest de Bagdad. Le chauffeur jordanien a été tué. Six soldats américains ont, par ailleurs, été tués, l'un à Bagdad dans une explosion au passage d'un convoi et cinq autres dans le triangle sunnite, à l'ouest de la capitale. Au total, 239 soldats ont été tués depuis la fin « officielle » des combats le 1<sup>er</sup> mai. De plus, une voiture a explosé, samedi à Samara, à l'entrée du tribunal, tuant quatre Irakiens. Et trois policiers irakiens ont été tués : à Mossoul, à Kirkouk et à Bagdad.

Michel Bôle-Richard

Le Monde

27 JANVIER 2004

# TIME

JANUARY 26, 2004

## MIDDLE EAST

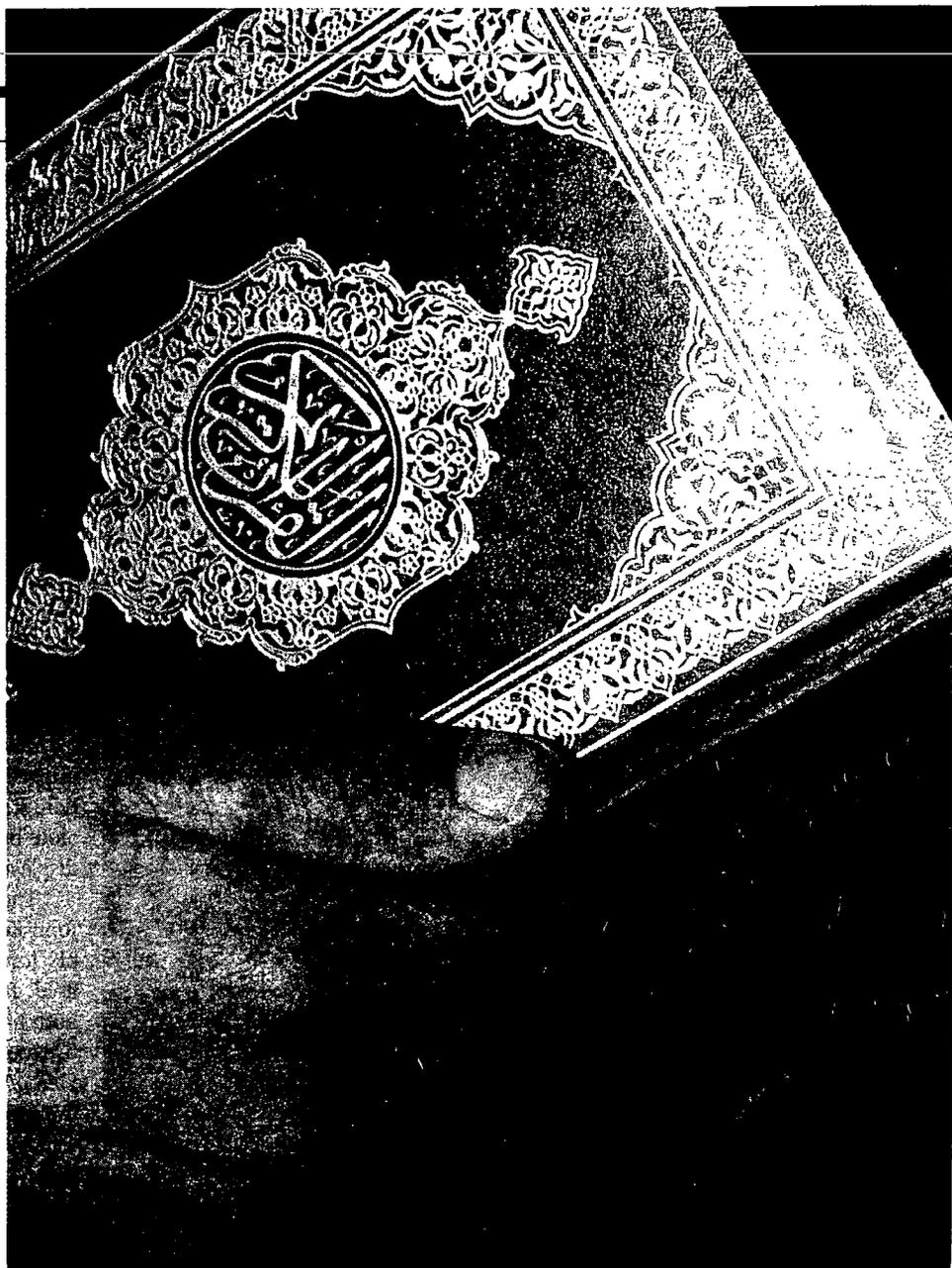
### With Saddam in captivity, are Islamic extremists playing a larger role in the anti-U.S. insurgency?

By **ROMESH RATNESAR** with **PHIL ZABRISKIE** BAGHDAD

**T**HE FIVE INSURGENTS ARE GATHERED in a muddy field outside Baghdad, their faces shrouded behind scarves and illuminated only by the light of a full moon. They brandish an assortment of rocket-propelled grenades, mortar tubes, Strella missile launchers and Kalashnikovs—weapons they say they intend to use against American soldiers. The leader of the group, who says his name is Khaled, 31, claims his men conduct “regular” attacks against U.S. forces. Saddam Hussein’s capture has done nothing to quell their deadly ambitions, because they are fired not by loyalty to the old regime but by religious zeal. As his charges scan the night skies for U.S. aircraft, Khaled explains that he receives instructions to attack U.S. forces from fundamentalist imams in local mosques, who “take their orders from the Holy Koran.” He says, “We are fighting for Iraq and for Islam.”

For religiously motivated militants like Khaled, that battle may be heating up. More than a month has passed since U.S. forces unearthed Saddam, but the threats facing American forces in Iraq are no less lethal with him in captivity. According to some U.S. and Iraqi officials, that is in part because of the rising influence and activity of Islamic extremists. These militants are assuming a leadership role in the anti-American insurgency as the ranks of Iraqis loyal to the secular Baathist regime dwindle.

While the frequency of attacks against U.S. troops has fallen to 17 a day from a high of more than 40 in November, the number of Americans dying in Iraq has remained stuck at about one a day for two months. Three G.I.s were killed by a roadside bomb north of Baghdad last Saturday, raising the war’s U.S. death toll to 500; a suicide bombing on Sunday targeted coalition headquarters in Baghdad, killing two Americans and at least 18 Iraqis. U.S. officials in Iraq fear that assaults are increasingly being directed by jihadists who are leading cells that employ ex-Iraqi soldiers, homegrown Muslim militants and foreign volunteers. An Iraqi with close ties to the resistance says that a



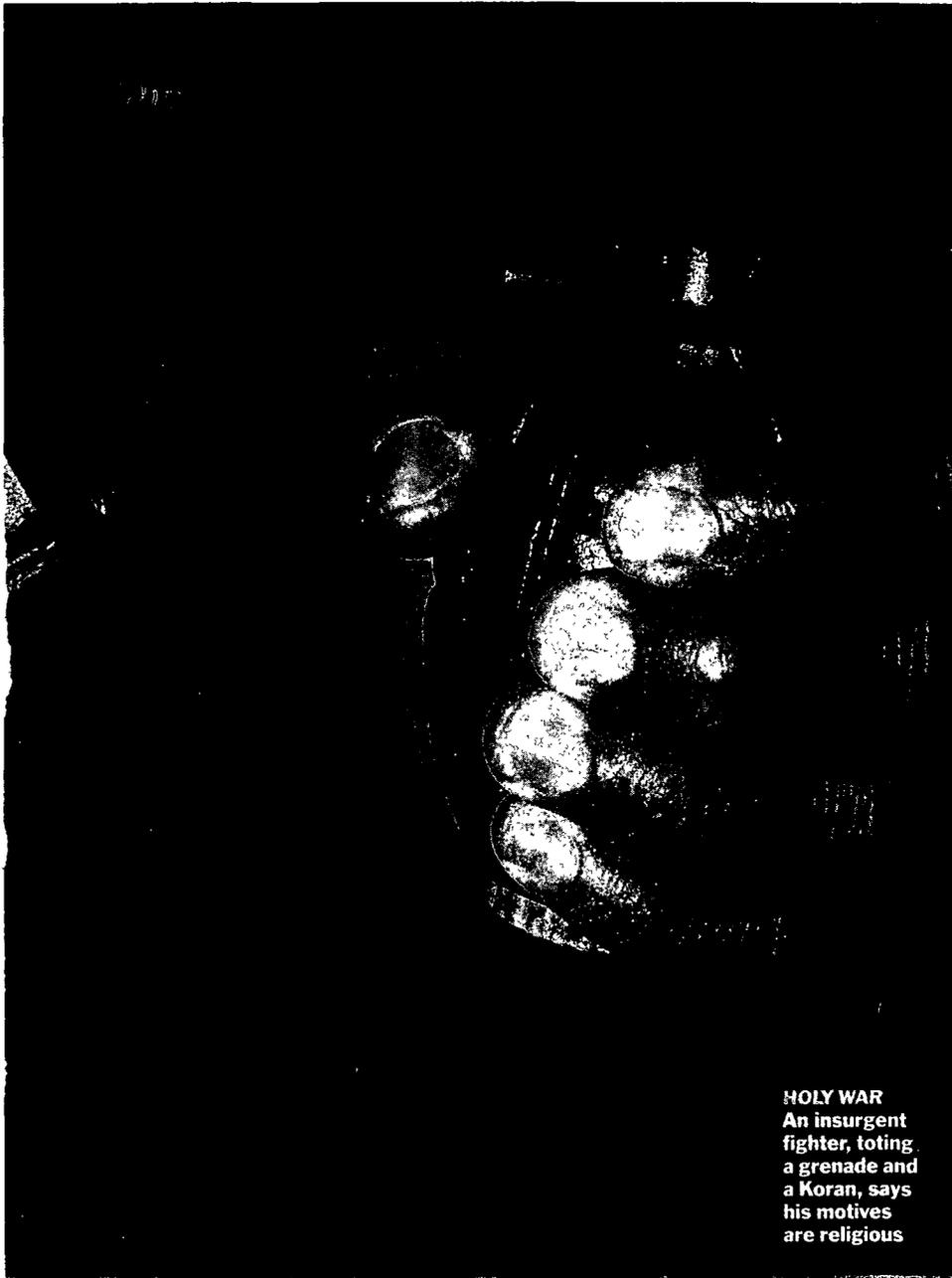
# The Rise of t

group of former Iraqi military officers held two meetings with religious militants last fall that established an alliance aimed at coordinating anti-American attacks. A senior U.S. military official in Baghdad says religiously inspired violence will probably replace attacks by former regime loyalists as “the principal threat we face” as the occupation heads into its second year. Says the official: “It’s already starting to shift.”

The expanding religious dimension to the insurgency presents fresh challenges for the U.S. as it tries to stamp out the resistance

and prepare Iraq for self-rule. U.S. officials have long believed that jihadists threaten the stability of Iraq because of their willingness to commit suicide attacks, even against civilians. Saddam’s arrest may have enhanced the appeal of jihadist groups to Iraqis. A senior U.S. intelligence official in Washington says jihadist leaders are rallying recruits by telling them that “now that Saddam’s gone, the U.S. doesn’t have the excuse of being there to eliminate the old regime. Now they’re nothing but occupiers.”

The jihadists are stirring up those sen-



**HOLY WAR**  
An insurgent fighter, toting a grenade and a Koran, says his motives are religious

# he Jihadists

timents in the one place that generally remains off limits to the Americans: the mosque. U.S. and Iraqi officials say a worrying number of mosques are providing support for insurgents, whether jihadist, Baathist or both. Early this month U.S. and Iraqi troops raided Ibn Taymiyah mosque in Baghdad, arresting the mosque's imam and 31 suspected militants and uncovering a cache of weaponry. Still, according to a senior military official, U.S. forces in Iraq have conducted relatively few raids inside mosques for fear of offending ordinary

Iraqis. Says the official: "You could win the battle and lose the war."

Identifying the jihadists is a devilish task. The U.S. is scrambling to stop the influx of foreign militants, who are nearly impossible to track once they make it into Iraq. "You don't know who they are or who's protecting them," says an Administration official. Compared with the Baathists, he notes, "there's less of an organization"—or it's less detectable. The Iraqi source close to the insurgency says militant groups employ networks of smugglers to take foreign enlistees

over the Syrian, Saudi Arabian and Jordanian borders. Afterward the enlistees are ferried through safe houses until they reach a hub city such as Ramadi or Fallujah.

Many of the indigenous jihadists in Iraq practice Salafism, a stringent brand of Sunni Islam that was brutally repressed by Saddam's regime after it began gaining adherents in Iraq a decade ago. A Salafist who claims to be a "manager" of an insurgent cell based near Balad says his group is part of a resistance movement called Mujahedi al-Salafiyah. The man, who goes by the nom de guerre Abu Ali, says the Salafists model themselves on the *mujahedin* who drove the Soviets out of Afghanistan in the 1980s and on other international jihad movements. He says the Salafists have forged links with their former nemeses in the Fedayeen Saddam militia on the condition that they renounce their allegiance to the former dictator. An Iraqi close to the guerrillas says Salafists have become decision makers in cells as the strength of the Baathists has waned.

Colonel Kareem Hajem, police chief of Karbala, says investigators believe that Iraqi Salafists carried out the suicide blasts that killed six coalition soldiers and a dozen Iraqi policemen in the city last month. A senior military official says the U.S. is paying more attention to the role of Salafists because of their "long-standing relationship to terrorism in other locations." The official mentions Algeria's violent Salafist Group for Call and Combat.

What remains unclear is whether the jihadists can ever command the popular support required to become a sustainable guerrilla force. Military analysts say that while the jihadists' numbers are growing, the insurgency still doesn't constitute a significant threat to U.S. forces. "We're dealing with onesies and twosies," says retired Army Lieut. Colonel Ralph Peters, referring to the number of insurgents typically involved in each assault. "We're not dealing with waves of Iraqis coming over the walls of our compounds in mass attacks." Khaled, the leader of the jihadist cell outside Baghdad, acknowledges that U.S. forces have killed six of his men and captured 11 more. Yet as he surveys his collection of arms, he sounds like a man confident that time, if nothing else, is on his side. "We are gaining experience every day," he says. "We will have enough weapons to fight for 50 years."

—With reporting by Massimo Calabresi and Mark Thompson/Washington, Hassan Fattah/Baghdad and Philip Smucker/Balad

# TIME

JANUARY 26, 2004

## WILL SADDAM CRACK?

**N**EARLY A MONTH after being extracted from his hole, Saddam Hussein remains defiant and uncooperative, according to Iraqi sources. But papers recovered from a briefcase he rather carelessly carried around have provided the Coalition Provisional Authority (CPA) with

ing on this for three weeks, with surveillance from the inside.”

Yet Saddam's capture has not ended suicide bombings or other terrorist attacks; the bombing of a New Year's Eve party in Baghdad, for instance, killed eight and left 35 injured. A senior Iraqi source tells *TIME* that the suicide bombings appear to be carried out by foreigners and not by Saddam loyalists. From the remains of such bombers, the

a wealth of intelligence. The documents have helped expose the identities of several key resistance leaders, a senior Iraqi source tells *TIME*. And clues culled from the papers led U.S. forces last week to an alleged ring of Islamic terrorists operating out of the Sunni mosque Ibn Taimiya in Baghdad. The raid netted at least 34 suspected militants, including 26 who were wanted by the coalition. U.S. forces also detained the mosque's imam, Mahdi al-Sumaydah, who is believed to be a prominent resistance leader. “This was a major operations center for attacks against Iraqis and the coalition,” says a well-informed Iraqi source. “We've been work-source says, authorities have determined that most were Yemeni, some were Syrian and a few were Saudi Arabian.

As for Saddam, his defiance may have limits. “I think he's up for a deal,” says Muwaffak Rubaiye, who with three other members of the Iraqi Governing Council met with Saddam soon after he was nabbed. Rubaiye is betting the former Iraqi dictator will tell all about his missing unconventional weapons if he is accorded prisoner-of-war status, which would protect him from the death penalty. “He even learned words of English, like *rubbish* [and] *surrender*,” says Rubaiye. “He was clearly preparing himself for surrender.” —*By Hassan Fattah*



Opponents of the deposed Iraqi leader trample on his image

JEWEL SAMAD—AFP/GETTY IMAGES

## Trying to Salvage Democracy in Iran

**W**ITH HIS COUNTRY LISTED ON THE Bush Administration's “axis of evil” and under international scrutiny for its suspected nuclear weapons program, the last thing Iran's Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei needs right now is another diplomatic and political contretemps. So when he met with the hard-line clerics of the powerful Guardian Council last week, he first thanked his “dear brothers” for their hard work—and then asked his underlings to “reconsider” their Jan. 11 decision

Please reconsider, says Iran's hard-line leader Khamenei

to bar hundreds of candidates, including 80 incumbent M.P.s, from parliamentary elections next month. Otherwise, he warned, Iran might dissolve in a “chaos of disagreement.” Iran's hard-liners were hoping to regain control of the 290-member, reformist-dominated Parliament with the ban. But dissenting M.P.s began a sit-in at Parliament in protest: if the Council

doesn't back down, a source in the reformist camp tells *TIME*, they will make good on a threat to resign en masse, which would most likely force their moderate leader, President Mohammed Khatami, to step down as well. “It's becoming an all-or-nothing fight,” says the source. “The conservatives are intent on ousting the reformists, and the reformists just as determined to stand up to them.”

The Bush Administration—which has lately tried to ease relations with Tehran—criticized the ban. And French Foreign Minister Dominique de Villepin, though at odds with Washington's Iraq policy, agreed in this case. He warned a visiting Tehran official last week that France will view the balloting as “an important marker of democracy.” Khamenei's move indicates he, at least, is listening. —*By Scott Macleod*



ABEDIN TAHERKENAREH—EPA

Ankara-Istanbul envoyé spécial

# Dans les méandres du jihad turc

L'organisation terroriste responsable des attentats de novembre aurait été démantelée.

Ils avaient repeint le portail d'un bleu pimpant et accroché une grande enseigne au nom guilleret d'«Arc-en-Ciel». Installée dans la zone industrielle d'Ikitelli, en périphérie d'Istanbul, l'entreprise était censée produire des détergents industriels. Une dizaine de personnes allaient et venaient régulièrement. «Ils étaient très gentils mais quand des acheteurs venaient, ils leurs répondaient qu'ils ne faisaient pas de vente directe», a témoigné un voisin stupéfait d'apprendre que dans cet entrepôt de brique furent organisés les attentats suicides du 15 novembre contre deux synagogues d'Istanbul puis, cinq jours plus tard, contre la banque HSBC et le consulat britannique qui firent en tout 62 morts. «Nous y avons stocké les produits qui ont servi à fabriquer les explosifs, puis nous y avons préparé les voitures piégées», a reconnu Fevzi Yitiz, 22 ans, qui avait loué le bâtiment six mois plus tôt. Partien Iran peu avant les attentats, il a été arrêté, début décembre, alors qu'il revenait à Van (sud-est) où il tenait une petite pension hébergeant surtout des étudiants. Peu après, il commençait à parler. «J'ai suivi un entraînement sur la fabrication des bombes dans un camp en Afghanistan où il y avait une majorité de Turcs», a raconté l'artificier, décidé à bénéficier de la loi dite «de réinsertion sociale» prévoyant des remises de peine pour les terroristes acceptant de collaborer. Plusieurs autres membres du groupe ont fait un choix similaire dont certains des responsables, justifiant tous leur volte-face, comme



A Istanbul le 27 novembre, un policiers escorte les suspects des attentats-suicides à la Cour de sûreté de l'Etat.

Fevzi Yitiz, par «le regret que ces attentats aient entraîné autant de victimes musulmanes». **Hezbollah turc.** Les enquêteurs auraient ainsi réussi à démanteler l'organisation en un temps record. Peu avant Noël, les policiers ont mis la main, dans une maison de Zeytinburnu à Istanbul, sur 500 kilos d'engrais chimiques à base de nitrate de potassium, des explosifs et sur des détonateurs qui auraient permis de préparer cinq autres voitures piégées. «Nous avions décidé de nous cacher en attendant que les mesures de sécurité s'allègent», a expliqué l'un des terroristes, Osman Eken, dont les aveux ont permis ce dernier coup de filet. Le gouverneur d'Istanbul Muammer Guler annonçait, le 26 décembre, que le groupe avait été mis «complètement hors d'état de nuire». Quelque 159 personnes ont été interpellées et 35 inculpées dont une dizaine pour «tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la force armée». La plupart sont originaires du sud-est, à majorité kurde. Fevzi Yitiz et de nombreux membres du groupe, notamment les quatre kamikazes identifiés par leur ADN, ont été membres à un moment ou un à autre du Hezbollah turc, ou bien viennent de familles liées à ce mouvement islamiste sunnite sanguinaire à majorité kurde et ultraradical. Lié d'abord à l'Iran, ce groupe a été infiltré, au début des années 90, par la sécurité turque pour être utilisé contre les rebelles «séparatistes» du PKK d'Abdullah Öcalan, avant d'être démantelé il y a trois ans, après la mort de son chef Huseyin Velioğlu. Il comptait jusqu'à 20 000 militants et sympathisants. Certains des accusés, dont Adnan Ersöz, auraient été directement en contact avec des responsables de la nébuleuse terroriste Al-Qaeda.

**«Il y a une colère qui monte dans les périphéries et des jeunes désespérés, tentés par la violence, pour qui Al-Qaeda est un symbole.»**

Mehmet Metiner, intellectuel libéral

Les nombreux extraits des dépositions des «repentis» publiés dans la presse turque permettent de comprendre comment se sont montés ces attentats : avec un mélange d'extrême sophistication et d'ama-teurisme même si bien des aspects en restent encore obscurs. Tout aurait commencé peu avant le 11 septembre 2001, dans une maison de Kandahar lors d'un petit déjeuner où, à la fin, serait même apparu, pour quelques minutes, Oussama ben Laden en personne. «C'était pour faire connaissance et nous avons parlé, en général, de ce que l'on pouvait faire pour le jihad en Turquie», a raconté aux enquêteurs Adan Ersöz qui, avec Habib Aktas, Azad Ekingi et Gurjan Bac ont créé ce groupe et s'en sont proclamés les imams. Pendant deux ans, ils ont commencé à

mettre en place les infrastructures, à recruter les militants. Les cadres étaient pour la plupart passés par les camps d'Afghanistan où, selon les autorités d'Ankara, auraient été entraînés quelque 450 Turcs. A en croire les dépositions d'Ersöz et d'Ihan Harun – un autre des «cerveaux» présumés du groupe –, ils voulaient d'abord frapper des «objectifs américains ou israéliens» et éviter de faire des victimes musulmanes.

Ils avaient pensé à la grande base de l'Otan d'Incirlik (sud), trop bien protégée toutefois. Et l'attaque d'un bateau de passagers israéliens posait de trop grands problèmes de logistique.

**Frangé plus jeune.** La biographie d'Azad Ekingi, 27 ans, l'un des dirigeants toujours en cavale, est significative de ces parcours. Militant du Hezbollah au début des années 90 à Bingöl, il avait quitté l'organisation pour se battre en Bosnie avant de retourner en Turquie où il aurait rejoint un groupuscule terroriste, le «Front islamiste des chevaliers du Grand Orient» (Ibdac selon l'acronyme turc) qui posait des bombes contre des hôtels, des cafétérias ou d'autres symboles de l'Occident. Après un séjour au Pakistan et en Afghanistan, il revient et monte le réseau, en utilisant ses contacts dans la mouvance du Hezbollah parmi les militants et sympathisants qui

ont échappé aux coups de filets. «Il y en a beaucoup qui sont dans la nature, qui ont faim et qui sont prêts à tout», confirme un ancien sympathisant de ce groupe. Cependant, il arrive aussi à recruter dans une frange plus jeune. Les quatre kamikazes étaient âgés de 20 ans, à peine, même s'ils venaient de familles de la mouvance du Hezbollah.

**Cafés Internet.** Un terreau de recrutement existe. «Une grande majorité des islamistes turcs sont aujourd'hui convaincus que le vrai islam respecte la démocratie et que seule la démocratie permet la victoire de l'islam. C'est ce qu'exprime l'AKP, aujourd'hui au pouvoir. Mais il y a aussi une colère qui monte dans les périphéries et des jeunes désespérés, tentés par la violence, pour qui Al-Qaeda est un symbole», reconnaît Mehmet Metiner, intellectuel libéral qui, dans sa jeunesse, fut un militant pur et dur de la «révolution islamique». Cette nouvelle génération rêvant de jihad planétaire ne s'organise pas au niveau politique. Ses points de ralliement ne sont pas les mosquées ou les librairies mais les cafés Internet. Ce sont de petits groupes informels fondés sur des solidarités familiales ou locales presque impossible à infiltrer. Le Conseil national de sécurité turc estime en outre à quelque 11 000 les militants ou anciens militants des organisations islamistes radicales. ◀

MARC SEMO



27 JANVIER 2004

# Play shakes audiences where women fall victim to gruesome honour killings

Activists urge an end to Turkey's lenient laws on domestic murders

Helena Smith in Diyarbakir

The drama of the death of Semse Allak has not been forgotten. This winter it has come back to haunt the people of Diyarbakir. But re-enacting it has not been easy. First, the Turkish-Kurdish theatre troupe needed stones, lots of them. Then they needed knives; sharp knives to be thrust with wilful abandon into the pregnant, unwed Semse by her entire extended family.

In the event, the actors opt for flattened pitchforks which they poke furiously into the peasant woman's crumpled body; so furiously that, the audience is told, she will stay in a coma for seven months.

The reason for that brutal attack was another harrowing scene; Semse's rape.

When that act is depicted, Diyarbakir's municipal theatre goes dark as Hilal Acil, a much older man, prepares to do the deed that will lead to the "honour killing", and a death as painful as it is protracted.

"We're only acting, but that's the moment when in my heart

I feel really guilty," says Vural Tantekin, the amateur actor who portrays Acil in the Kurdish-language play. "I know I am going to be the reason for her terrible fate."

The play, based on a true event, opened the theatre's "human rights week" and has taken Turkey's troubled south-east by storm. Since its first performance, spectators in the predominantly Kurdish region have been confronted with the dark side of their most cherished traditions: chastity and honour, and the gruesome killings happening in their name.

Audiences sit uncomfortably as the plot unravels: after the rape and unwanted pregnancy, there will be a desperate attempt by Semse to flee; a family assembly to plot her death; and then the decision of her father, cousins, uncles and

siblings to throw the stones and lunge with the knives that will smash at her body.

After taking seven months to die, Semse, aged 30, was buried in a pauper's grave in Diyarbakir last June.

"At the end of the play we hope every single member of the audience will be feeling guilty," says Hasan Elhakan, a director at the theatre. "This is a true story, these are our traditions."

But more than eliciting guilt, the hope is that the play will educate. "After Diyarbakir, we'll tour cities across Anatolia," said Tantekin, the actor.

"And then we'll go to Sweden and Germany to enlighten the Kurdish communities there."

Turkey is not the only Muslim country to experience crimes of honour: every year they take place in Bangladesh, Pakistan, Palestine, Egypt and Jordan and, according to the UN, they are also increasing in countries as disparate as Britain, Italy, Brazil and Uganda. But Turkey, which is hoping to join the EU, is the first country to tackle the taboo issue up close.

In an unusual move, authorities have allowed the play to be performed in Kurdish, a language which until recently was banned in public. Mehmet Farac, the author of the book *Women in the Grip of Tribal Customs*, said: "It's very important because all the signs are that honour killings are on the rise in Turkey. This is a problem that stems from a lack of education, a clash of lifestyles, poverty and very old mindsets."

For centuries, such practices were confined to rural areas. Across Turkey's poor south-east, in the muddy villages of lands seemingly untouched by time, women are still viewed as the ultimate reservoir of traditional Islamic values. Any stain on their honour, no matter how inflicted, is automatically punished by killing.

Two years ago, Recve Aslan was killed by her brother when her family discovered she had "dishonoured them" by being raped — seven years earlier, at

the age of 11.

Local media frequently report "honour crime" victims, as young as 12, being shot, drowned and having their throats slit. There are thought to be about 200 honour killings a year in Turkey. But the figure might be much higher since the crimes often stay hidden in areas where women officially do not even exist (many of the unschooled women do not hold identity cards).

"The concept of modesty in women is very strong in these parts," said Nilufer Narli, a sociologist who has studied honour killings in Turkey. "Often young girls ... only become 'someone' once they marry and bring in generous *baslik*, bride money. So, any suggestion of a woman being immodest, even the rumour of it, throws a shadow over the entire family, who come under great pressure to do something about their 'bitch'."

Away from these badlands, human rights groups have also voiced growing concern about the rise of honour killings in urban areas. The surge follows the migration of ethnic Kurds bent on escaping rural tedium and poverty. Since the second world war, about 75% of Turkey's rural population has decamped to cities — carrying their tribal customs in their baggage.

"Often there is a big clash," said Mr Farac, "between the culture of the parents who be-

long to the older generation and the modern lifestyles of children who are more and more exposed to the outside world."

He pointed to the abnormally high suicide rate in the south-eastern cities of Diyarbakir and and Batman as evidence of this clash. Between 1998 and 1999, suicides in Batman rose to more than 2,000. "Nearly all were girls. It's just too much of a coincidence. Many believe their deaths are covered-up honour killings. Once a family has committed the crime it feels cleansed."

In the village of Yalim, Semse Allak's father, Sait, now walks with his head held high. Semse, he says, was a good girl and dutiful daughter. After her mother had died she had

brushed aside suitors, refusing offers of marriage so that she could look after him. Still, the old man did not regret anything. After the sexual encounter, he argued, his daughter had become "stained". Her body was so tainted none of the family could bring themselves to collect the corpse.

Observers of the practice say that some families commit honour killings also driven by the knowledge that Turkey's penal code is particularly lenient about such crimes. "Often a family will get a minor to do the dirty work in order to get a lighter sentence," said Dr Narli. "And in prison they are respected and saluted because



The coffin of Semse Allak, murdered after her rape, which her family thought would discredit them

Photograph: Gursel Eser/EPA

they have murdered someone in the name of honour."

Under EU pressure, the government recently revoked a law that allowed judges to reduce sentences on the basis of "provocation" — which could have meant something as little as a girl having an engaging smile. But the Islamic-leaning ruling party has refused to amend a statute allowing sentences to

be lessened if "extenuating circumstances" are invoked. Turkish activists say the refusal underlines the government's extremely traditional approach to women's rights in general, starting with its sanctions of domestic violence and marital rape.

"The issue of honour killings cannot be resolved until it is clearly stated in the penal code that there can be no penalty re-

duction for such crimes," said Pinar Ilkcaracan, who leads the Women for Women's Human Rights group in Istanbul.

Ms Ilkcaracan was among women's rights lawyers who met government officials recently to try to get the penal code reformed. A draft law on a new penal code is expected soon.

In Diyarbakir, at least, the hope is that the drama of

Semse Allak will haunt audiences enough to bring about a stop to the killing.

[guardian.co.uk/turkey](http://guardian.co.uk/turkey)

**The Guardian**

January 28 2004

## Kurds campaign for federal state

**Michael Howard**  
in Arbil, Iraqi Kurdistan

The crisis over elections in Iraq is destabilising the north of the country, where thousands of Kurds were yesterday campaigning for the right to remain autonomous amid fears they would be "sold out" by the coalition authorities.

Most Iraqi Kurds, who make up an estimated 15-20% of the country's 25 million people, have enjoyed virtual independence under a US and British air umbrella operating from Turkey since the Gulf war in 1991.

They are now reluctant to give up their freedom to an as yet unspecified central government in Baghdad.

In a series of public meetings, phone-ins, newspaper adverts and cultural events to mark "referendum week", Kurds in the northern self-rule area have been urged to sign a petition in support of the "right to determine their future".

Hundreds queued in the rain outside a tented booth blaring Kurdish pop music near the foot of Arbil's ancient citadel yesterday to sign the petition, which will be sent to the UN, the US-led coalition provisional authority and the Iraqi governing council.

Thousands more signed it in the cities of Sulaimaniya and Dohuk.

"We want to convince the coalition authority and the

United Nations of a referendum for the people of Kurdistan, without outside interference," said Azzad Mohammed, 23, a university student.

Organisers are calling for mass demonstrations in Iraqi Kurdistan's major cities on February 28, the day the "basic law" that will guide Iraq through the transitional period to national elections is published.

"We want to show the rest of the country and the world that federalism is the very least of our rights," said Sherko Bekas, a poet and a founding member of the referendum movement.

"We didn't fight against Baghdad, and suffer for all these years, simply to be swallowed up because our demands are not expedient to the powers that be."

Although many Kurds are enthusiastically pro-American after the removal of the hated Ba'athist regime, they are suspicious that political expediency and the US presidential elections will result in hasty decisions on Iraq's future which could mean the country is handed over to Shia

**'We did not fight against Baghdad ... simply to be swallowed up'**

clerics who claim to represent the majority of Shia Arabs in the south.

Clerics in the south are demanding direct elections to the transitional government, something many Kurds, as well as Sunni Arabs, reject as being impractical.

Kurdish leaders on the Iraqi governing council in Baghdad want a guaranteed federal region which would include historically Kurdish areas formerly under the control of Saddam Hussein to be written into the basic law.

But the dispute over federalism is one of many problems facing the coalition as it prepares to hand sovereignty to a transitional government on July 1.

Paul Bremer, the chief administrator, has been reluctant to grant the Kurds the system they desire, suggesting they divide their autonomous region into three parts.

A UN fact-finding team is expected in the country soon to help the occupation authorities resolve the dispute.

Opponents of the Kurdish federal plan, including a number of Shia and Sunni Arab leaders, believe such decisions should be left until a permanent constitution is drawn up after national elections.

Others say a federal state would be the first step to the ethnic and sectarian partition of Iraq, or to the creation of an independent state — a move which would alarm the country's neighbours.

Thousands of demonstrators at a weekend rally in

Sulaimaniya chanted slogans calling for a referendum and carried banners supporting federalism.

"Is this the reward we get for our help to the Americans?" asked Alaa Barwari, a 20-year-old dentistry student. "The Kurds are always handy as victims, but when we start demanding our historic and national rights, even if within a unified Iraq, we are deemed to be nuisances."

● The Kurdish government in northern Iraq's Irbil province has threatened to close the offices of a Turkish-led peace-keeping force if Ankara does not pull it out voluntarily.

AP reports that the provincial parliament wrote to Washington, London and Ankara last October saying the Peace Monitoring Force, which patrols a line separating rival Kurdish groups, should leave the area as it was no longer needed because of the collapse of Saddam. The three countries have not yet responded.

[guardian.co.uk/kurds](http://guardian.co.uk/kurds)

## La coalition a demandé aux Kurdes d'intégrer leurs combattants dans l'armée



SOULEIMANIYAH (Irak), 26 jan (AFP) - 12h48 - La coalition en Irak a demandé aux deux principaux partis kurdes du pays, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'intégrer à terme leurs combattants dans la nouvelle armée irakienne, a indiqué lundi un responsable de l'UPK.

"Une délégation d'experts militaires américains et britanniques s'est rendue à Bagdad la semaine dernière pour discuter avec le Conseil de gouvernement de la création de la nouvelle armée irakienne. Ils sont également entrés en contact avec les Kurdes pour parler de l'intégration des peshmergas (combattants) des deux partis dans les rangs de la nouvelle armée irakienne", a déclaré Moustafa Sayyed Qader, commandant en second des peshmergas de l'UPK.

M. Qader, qui parlait à l'AFP, a affirmé que les dirigeants kurdes cherchaient à obtenir du "gouvernement central, une reconnaissance officielle des peshmergas comme force irakienne apte à se défendre contre toute attaque qui viserait les Kurdes à l'avenir".

Selon lui, la coalition a invité les partis kurdes à créer une force de défense civile formée de peshmergas qui serait ultérieurement intégrée dans la nouvelle armée irakienne.

M. Qader a indiqué que cette question avait été évoqué précisément par un colonel de l'armée américaine lors d'une rencontre ce mois-ci avec des représentants militaires du PDK et de l'UPK dans la ville kurde de Souleimaniyah (nord).

L'officier américain a ainsi suggéré la création d'une brigade de défense civile dans les provinces kurdes, à l'instar de ce qui a été fait dans les autres provinces du pays. Formée de combattants des deux partis kurdes, cette brigade serait entraînée par les forces américaines et siègerait dans la ville d'Erbil, à 350 km au nord de Bagdad.

"L'objectif de cette force de défense civile dans le nord de l'Irak sera de garantir la sécurité et la stabilité dans les villes (...) et sera le début de la mise en place d'une nouvelle armée irakienne", a dit M. Qader.

Les Kurdes ont cinq représentants au sein du Conseil de gouvernement transitoire et cinq au gouvernement. Jusqu'à présent, la coalition a autorisé les milices kurdes à conserver leurs armes.

## Manifestation contre le fédéralisme de chefs tribaux arabes à Kirkouk



KIRKOUK, 27 jan (AFP) - 12h34 - Quelque 250 chefs et représentants tribaux arabes ont manifesté mardi à Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad, contre les revendications kurdes de fédéralisme et de rattachement de la ville multiethnique à leurs trois provinces.

La manifestation, vers 13H00 (10H00 GMT), rassemblait des dignitaires des grandes confédérations tribales des Al-Joubbour, des Chammar, des Al-Obeïd, des Al-Bayati, et des Al-Saadoun, entre autres, un événement particulièrement rare à Kirkouk, selon un correspondant de l'AFP.

"Nous sommes ici aujourd'hui pour annoncer que nous sommes opposés au fédéralisme et que Kirkouk est une ville arabe. Nous considérons que le fédéralisme allumerait l'étincelle de la guerre civile à Kirkouk", a déclaré un des organisateurs, Aggar Jabbar al-Soumaydaï, représentant des groupes arabes au Conseil du gouvernorat.

"On ne peut chasser aucun Arabe de Kirkouk parce que c'est la ville de tout le monde, et nous dénonçons les déclarations de responsables des partis kurdes qui veulent diviser l'Irak", a affirmé cheikh Sami Mohsen, de la tribu des Chammar.

La revendication par les Kurdes de la ville de Kirkouk en décembre a déclenché des heurts meurtriers avec les Arabes et les Turcomans.

Les responsables kurdes au Conseil de gouvernement transitoire Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, qui dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), exigent en outre que l'Irak devienne un Etat fédéral.

Le Conseil, tout en acceptant le principe du fédéralisme, a demandé patience aux chefs kurdes, et l'administrateur américain Paul Bremer a renvoyé à 2005 l'examen du statut de Kirkouk.

Cette ville peuplée d'un million d'habitants, dont des Kurdes et des Turcomans, a été systématiquement arabisée sous le régime déchu de Saddam Hussein.

## Erdogan heureux que le KONGRA-GEL reste considéré comme terroriste



WASHINGTON, 28 jan (AFP) - 18h49 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est déclaré heureux mercredi que Washington continue de considérer les organisations issues du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), telles le KONGRA-GEL, comme terroristes.

"Les Etats-Unis ont décidé de placer le KONGRA-GEL sur la liste des organisations terroristes et j'en suis très heureux", a déclaré M. Erdogan à la presse à l'issue d'un entretien à la Maison Blanche avec le président américain George W. Bush.

L'administration Bush avait confirmé il y a deux semaines qu'elle continuerait de considérer toute organisation issue du PKK comme terroriste.

Dans une note publiée par le Journal Officiel (Federal Register), le département d'Etat avait estimé que le Congrès du peuple du Kurdistan (KONGRA-GEL) était un nouvel avatar du PKK et, qu'en conséquence, il devait être placé sur la liste des organisations terroristes internationales.

Dans un communiqué publié mercredi à Bagdad, l'administrateur américain en Irak Paul Bremer s'est engagé à sévir contre les mouvements issus du PKK.

"Le président (américain George W.) Bush s'est engagé à mettre fin à l'utilisation de l'Irak comme sanctuaire du terrorisme. Le PKK et ses noms d'emprunt, le Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK) et le Congrès du peuple du Kurdistan (KONGRA-GEL), sont des organisations terroristes et ont été classées comme telles par la loi américaine", a rappelé M. Bremer.

L'armée turque souhaiterait profiter de la situation en Irak pour éliminer les derniers rebelles du PKK, réfugiés dans les montagnes du Kurdistan irakien. Leur nombre est estimé à quelque 5.000.

La rébellion du PKK, qui a fait plus de 36.000 morts en 15 ans, est en sommeil depuis l'arrestation en 1999 de son chef, Abdullah Ocalan.

---

## Kurdes d'Irak: Bush cherche à rassurer la Turquie



jeudi 29 janvier 2004

WASHINGTON (AP) - Le président américain George W. Bush a cherché mercredi à rassurer la Turquie, affirmant que Washington n'est pas favorable à l'expansion de l'autonomie des Kurdes irakiens et prône un Irak "territorialement intact".

Le président Bush, recevant le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a déclaré: "Les Etats-Unis ont pour ambition un Irak pacifique, démocratique, territorialement intact".

Ce terme fort de "territorialement intact" fait référence à la volonté des Kurdes irakiens d'élargir l'autonomie dont ils bénéficient dans le nord de l'Irak depuis 1991, dans le cadre d'un nouvel Irak fédéral.

La Turquie est très inquiète des velléités des Kurdes irakiens, alliés de Washington dans la guerre contre le régime de Saddam Hussein. Ankara craint la contagion séparatiste auprès de sa propre population kurde, après avoir lutté 15 ans sans relâche contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Erdogan a semblé satisfait des garanties de M. Bush: "Nous partageons les mêmes vues concernant notre partenariat stratégique pour la restructuration de l'Irak", a-t-il déclaré.

Reste que pour Washington, toute décision concernant le Kurdistan irakien devra être prise par les Irakiens eux-mêmes, lorsqu'ils auront regagné leur pleine souveraineté.

George W. Bush a qualifié M. Erdogan d'"homme direct", avec lequel il partage la compréhension de ce qu'est la menace terroriste et la nécessité de la combattre.

Tous deux ont également abordé la question de Chypre, divisée depuis 30 ans entre la partie grecque et la partie turque. Ankara a demandé de nouvelles négociations sur la base du plan proposé par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

De ce fait, a lancé M. Erdogan, "nous aurons toujours un temps d'avance sur la partie grecque et nous sommes déterminés à régler cela le plus vite possible". La république de Chypre (partie grecque) doit entrer dans l'Union européenne au 1er mai. Si Chypre n'est pas réunifiée d'ici là, les chances de la candidature de la Turquie à l'UE risquent en effet d'en être encore compromises. AP

---

## Seuls 250 rebelles kurdes se livrent pour bénéficier d'une amnistie



ANKARA, 30 jan (AFP) - 13h52 - Seuls 254 rebelles kurdes se sont rendus aux autorités turques pour bénéficier d'une loi d'amnistie, soit environ 10% du nombre escompté par Ankara pour en finir avec la rébellion armée, selon des statistiques de la police obtenues vendredi par l'AFP.

Une loi, adoptée en août et valable jusqu'à vendredi prochain, prévoit des amnisties totales ou des remises de peine pour les membres d'organisations "terroristes" repentis -- qu'ils soient en fuite ou emprisonnés.

La mesure visait essentiellement à convaincre les quelque 5.000 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-Kadek), retranchés dans le nord de l'Irak, à déposer les armes.

Les responsables turcs estiment qu'environ 2.000 militants du PKK, qui a mené pendant 15 ans une guérilla pour l'indépendance du sud-est kurde à majorité kurde, répondaient aux conditions d'application.

Le ministre de l'Intérieur Abdulkadir Aksu s'est dit déçu de ce maigre résultat, selon des commentaires publiés vendredi dans le journal Cumhuriyet.

"Cela aurait pu être meilleur", a estimé M. Aksu.

Sur les 254 rebelles du PKK qui se sont livrés aux autorités depuis août, 201 ont été relâchés, selon les dernières statistiques de la police.

L'analyse des chiffres montre que la mesure d'amnistie a suscité plus d'intérêt parmi les prisonniers de la mouvance pro-kurde que parmi les militants en liberté.

Quelque 1.260 militants du PKK sous les verrous ont demandé à bénéficier de cette loi controversée et 462 d'entre eux ont d'ores et déjà été remis en liberté.

M. Aksu a déclaré à Cumhuriyet que la direction du PKK avait exercé "d'énormes pressions" sur les militants pour qu'ils ne se rendent pas aux forces de sécurité turques.

"Des désaccords au sein de l'organisation (le PKK) ont mené à des exécutions" sommaires, a-t-il ajouté.

La Turquie a récemment demandé aux Etats-Unis de mettre fin aux activités de la rébellion, retirée dans le nord de l'Irak depuis 1999 quand le PKK -- rebaptisé aujourd'hui KONGRA-GEL -- a annoncé avoir mis fin à la lutte armée.

Cette question a été l'un des points importants de l'ordre du jour de la rencontre à Washington entre le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et le président américain George W. Bush.

M. Erdogan effectue actuellement sa première visite aux Etats-Unis depuis sa nomination en mars 2003. Le président Bush a assuré mercredi au cours d'un entretien avec M. Erdogan que l'intégrité territoriale de l'Irak serait préservée.

Ankara craint en effet qu'une plus grande autonomie des Kurdes d'Irak n'encourage les Kurdes de Turquie à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts entre 1984 et 1999.

---

## The Kurds' Best Hope

The Washington Post

By Jim Hoagland  
Wednesday, January 28, 2004

"Iraq is our fate," a visiting Kurdish political leader said the other day, as unhappily as a lifer describing a prison term that stretches before and beyond him. But in this resigned acceptance of Iraq's territorial integrity stands a chance for the country's political reconstruction.

Iraq needs the Kurds, who have, over a dozen years, built and managed a viable if imperfect regional administration based in part on elections and constituency politics. The Kurds' ideas about -- and need for -- a loose federal structure that protects racial and religious minorities should help shape a new Iraq.

And the Kurds need Iraq. They need to belong to a modern state that can wear away the remaining feudal and tribal practices of their homeland in the Zagros mountains of northern Iraq. They need internationally recognized frontiers to shelter them from the predatory instincts of neighbors who covet their oil or want to destabilize Iraq.

The Kurds in essence need to transform Iraq from being their fate into being their destiny. Fate is what happens to them. Destiny is what they can accomplish. They must pull together with their Arab co-religionists and neighbors to create a state that is not authoritarian and intolerant, as most governments in the region are.

The periodic genocidal campaigns that Saddam Hussein conducted against the 4 million Iraqi Kurds, in which he used chemical weapons on civilians and burned Kurdish villages to the ground, convinced me in the 1980s that regime change was necessary in Iraq. The murderous intentions of Hussein's Baathist regime toward the Kurds were unchanging over the years.

The Arab chauvinism and racial hatred that Hussein stirred -- and that, to their eternal disgrace, his fellow Arab rulers condoned or actively supported -- was as flagrant and destructive as apartheid in South Africa. As long as his regime was in power, territorial integrity was simply an excuse for mass murder. The Kurds were justified in opting out to run their own affairs under U.S. overflight protection after the Persian Gulf War of 1991.

Now the Kurds, who joined the U.S.-led invasion that toppled the Baathists in April, have both the opportunity and the duty to help organize a new political system that will make Iraq worth keeping together. If they fail,

so will those of us who have for years argued for them to be given this chance. Moreover, if the Kurds and Arabs in Iraq do not succeed in transforming fate into a common destiny, President Bush's "forward strategy of democracy" for the Middle East will not get off the ground. Turkey's promising moves to entrench a moderate Islamic democracy and eventually become a European Union member will be put at grave risk. Iran will use the north of Iraq as a springboard for subversion.

To placate Turkey and disarm Iran politically, the Bush administration has insisted that Iraq's territorial integrity cannot be called into question. But Iraqis know better. They know that the Kurds have great interest in prolonging the status quo of isolation from Baghdad and waiting for things to fall apart in the south. That explains why a high-level delegation from Iraq's Governing Council traveled to the Kurdish city of Salahuddin on Jan. 8 to say this to Massoud Barzani and Jalal Talabani, the principal Kurdish leaders:

"You have earned the right to self-determination and you can declare independence if you want. We will not fight you over that. We will recognize you. What we do not want is a quarrelsome secessionist state inside the belly of Iraq. Decide, and put your heart into your decision."

Kurdish and Governing Council officials say the historic "get in or get out" message was stated bluntly by Ahmed Chalabi and echoed by aides to Abdul Aziz Hakim and Adnan Pachachi. The Governing Council officials consulted the Kurds in advance of their high-level meetings with U.N. and U.S. officials last week.

The Kurdish leaders immediately pledged in Salahuddin to support Iraq's unity and territorial integrity -- but neither agreed to go along to the United States to discuss Iraq's future directly with Kofi Annan or George W. Bush.

The past dozen years have been a golden age for Iraq's Kurds, crowned by the overthrow of a Baghdad regime that systematically murdered them in the name of Arab nationalism. Their hesitations on giving up full autonomy now are understandable. But the Kurds should not miss this opportunity to choose destiny over fate. Their active participation in a new, democratic Iraq will show that territorial integrity in the multiethnic Arab state does not have to be achieved or maintained by organized terror.

## THE STRUGGLE FOR IRAQ: The Kurdish Style, and the Retiring Sleuth

### NORTHERN REGION

# Kurds Await Iraq's Embrace, And Hope It's Not Too Tight

By NEELA BANERJEE

SULAIMANIYA, Iraq — For the last 12 years, Chope Hamed has lived in Iraq without living in Iraq.

Ms. Hamed's home is the capital of the Kurdish northeast of Iraq, a re-

gion that gained de facto independence from the rest of the country in 1991, after the Americans established a no-flight zone to keep Saddam Hussein's forces at bay.

So while young people farther south grew up within the cloistered repression of the Baathist rule, Ms. Hamed, a 24-year-old college student, enjoyed new freedoms and saw the bigger world through satellite television and the Internet. While Muslim women elsewhere in Iraq veil themselves in ever-increasing numbers, Ms. Hamed and most other women in Sulaimaniya walk with their thick, dark hair tumbling over their shoulders.

"Here I'm equal with guys," Ms. Hamed said, as she sat with friends at the Sulaimaniya University student center. "I say, 'I'm just like you, I study, I work, I go out.'"

Her friend Paiman Ahmed, 23, said, "That's the difference between us and them," referring to Iraqi Arab women. "We have freedom. Our families gave us the chance to say what we want, to dress how we want, to be what we want."

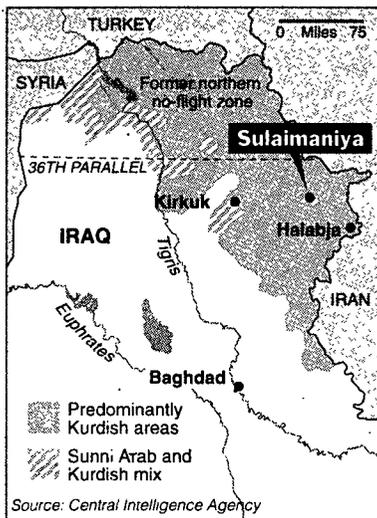
A world of possibility and freedom

is what this younger generation of Kurds is desperate to preserve, as their elders meet with other Iraqi politicians in Baghdad to mesh the Kurdish north once more with the Arab south. Already, Kurdish politicians recognize their youth as an independent-minded force to be reckoned with, a politically sophisticated group that regards the rest of Iraq as a foreign — and backward — country.

"The Arabs from other parts of Iraq are starting from zero, but we've been through all that already," said Brwa Abdulrahman, a 26-year-old who works in the city's youth center. Joining with Iraq, he said, "is like putting a sixth grader in a class with first graders."

The most startling thing about Sulaimaniya now is its vibrant normalcy. While foreigners work in Sulaimaniya, American soldiers are nowhere in sight. Thunderstorms, rather than gunfire and bombings, interrupt the city's sleep. In the evenings, young people go to restaurants, tea shops and Internet salons. The women, unlike those in Baghdad, have no fear of abduction. Young Kurds often study and work several jobs, their main demands being serious economic development and greater political representation.

"Before, people like my dad, they all talked about independence, even just for one day," said Mr. Abdulrahman, nattily turned out in an ivory parka, leather pants and well-applied



The New York Times

Sulaimaniya's Kurds have enjoyed freedoms denied most Iraqis.



Many young Kurds in Sulaimaniya, Iraq, like Darya Ibrahim, above, say they will insist on preserving their freedoms and secular lifestyles as they face having to integrate with more traditional and conservative Iraqis.

hair gel. "It was a dream for them. But now the reality is, we have independence. The question is, what kind of independence? We want to talk now about the details."

The word independence makes other Iraqis very nervous. As the American-led civil administration and the Iraqi Governing Council negotiate the path to Iraqi self-rule by July 1, Kurdish parties have united to demand a federalist system under which the north would function as one large, semiautonomous province. Many Iraqi Arabs see this as the first step to a breakup of their country along ethnic and sectarian fault lines. Kurds see this as the bare minimum needed to preserve the life they have built in the north and to protect themselves from possible future repression by the majority Arabs.

The inability of the two sides to understand one another, despite the suffering of both Arabs and Kurds, some say, is a troubling legacy of the old Baghdad government. "There's no trust between people," said Darya Ibrahim, a 22-year-old student, who is also a photographer and a colleague of Mr. Abdulrahman. "Saddam Hussein broke it, on the levels of individuals and families, and of peoples, too."

The role of Islam in a new Iraq threatens to be a flash point between the increasingly devout south, including Baghdad, and more secular places like Sulaimaniya. Most young

people here see faith as a private matter, not the basis of an overarching political system.

"In the south, you see demonstrations for gasoline, for jobs, and they always hold up signs that say, 'There is no God but Allah, and Muhammad is his prophet,'" said Ms. Hamed. "What's the connection between that and jobs or gasoline? We're all Muslims, but their thinking is old."

The challenge for Kurds and Arabs alike will be to integrate into a new Iraq people who have no affinity for Arab Iraq. If young Kurds have grown up in the modern world of cellphones and the Internet, so too have they been shaped by the memories of brutal repression by successive Iraqi governments.

## Concerns about the details of autonomy in the new Iraq.

Most young Kurds remember the uprisings in 1991, when rebellions by the Shiites and the Kurds were brutally suppressed by Mr. Hussein. Most are also old enough to have lived through events like the killing of civilians with chemical weapons in the village of Halabja in March 1988, or the mass deportation and killings of villagers in the Anfal campaign from February to September 1988.

"I'm very angry at Saddam Hus-

sein, but who was his regime?" argued Steven Fouad, a 23-year-old Kurdish Christian, at an Internet shop in the town center. "Who was his party? They weren't from a foreign country."

Mr. Fouad, who lost his father and brother in clashes with the Baathist government, added about Iraqi Arabs: "They wanted us to ask for mercy because they consider us guests on their soil. They wanted to rule us with the sword and the Koran."

The different sets of memory that Iraqi Arabs and Kurds have and that often govern their attitudes toward one another reside within Soleen Muhsen, a university student with an Arab father and a Kurdish mother. She lived in Baghdad until three years ago but continued to visit the north for a few weeks every summer after 1991.

In Baghdad, she said, people did not know of the suffering of Kurds, and the knowledge she had crushed her. Still, she sympathizes with the Arab Iraqis, who lived in an ignorance enforced by Mr. Hussein's police state.

"There is a huge difference in memory with those in Baghdad," Ms. Muhsen said. "But we were outside the ring" of state terror for the last decade, she explained. "They were inside the ring, and it was terrible for them."

# Bremer moves against Kurdish workers' party in north Iraq

By Charles Clover in Baghdad and Guy Dinmore in Washington

Paul Bremer, the US administrator in Baghdad, yesterday declared that the Kurdistan Workers party (PKK) and its affiliates which use northern Iraq as a safe haven would be treated as terrorist organisations by coalition troops.

"President Bush has committed to end the use of Iraq as a terrorist haven. There is no place for terrorism or terrorist organisations in the new Iraq," Mr Bremer said, singling out the PKK and its "aliases", the Kurdistan Freedom and Democracy Congress (Kadek) and the Kurdistan People's Congress (Kongra Gel).

The step is likely to please neighbouring Turkey, which

has asked the US to take harsher measures against PKK guerrillas operating from Iraq. Mr Bremer released his statement just hours before President George W. Bush was to meet Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, at the White House.

Both sides are anxious to put differences over the war in Iraq behind them. In a deal reached last October to facilitate Turkey's agreement to sending peacekeepers to Iraq, the US said it would "subdue the terrorist threat that might exist in this area", referring to hide-outs of the PKK in northern Iraq. The US has long classified the PKK as a terrorist organisation.

In the event, the US told Turkey not to send its peace-

keepers because of the danger of a confrontation with Iraqi Kurdish forces.

Ankara continues to press the US to move against the PKK. General Ilker Basbug, the number two at Turkey's General Staff, said on January 16: "Our view is that the US must start some military actions against the [PKK] terror group within a short space of time."

However, a coalition move against the PKK in Iraq would be likely to anger Iraqi Kurds. "These people are not terrorists. They are simply asking for their rights in Turkey," said Mahmoud Othman, an independent Kurd and member of the US-appointed Governing Council. "The US took this step only to satisfy Turkey."

Kurdish parties are press-

ing for guarantees of an autonomous Kurdish homeland within a federal Iraq to be written into Iraq's transitional law, due to be passed by the Governing Council on February 28.

Other Iraqi groups oppose granting the Kurds such a large degree of autonomy, though Kurdish groups have threatened to take the matter to a region-wide referendum as early as this year if their demands are not met.

Turkey staunchly opposes granting autonomy to Iraq's Kurds, fearing similar demands by their own Kurdish population.

# Les chiïtes irakiens, candidats au suffrage universel direct

Modérés et radicaux ont fait leur la revendication de l'ayatollah Sistani.

Bagdad envoyée spéciale

**L**es chiïtes, majoritaires en Irak, ont accepté de suspendre temporairement les manifestations qu'ils tenaient régulièrement depuis quinze jours pour réclamer des élections directes en attendant que l'ONU se prononce sur la faisabilité d'un scrutin national pour restituer à l'Irak sa souveraineté. En quelques jours, tous les partis chiïtes, islamistes modérés comme le Dawa ou le Conseil supérieur de la Révolution islamique (CSRI), ou radicaux comme le mouvement de Moqtada al-Sadr, y compris les partisans de Chalabi, allié inconditionnel de Washington, ont fait leur la revendication du chef spirituel de l'islam chiïte, le grand ayatollah Ali al-Sistani, de ne faire confiance qu'au suffrage universel. La majorité d'entre eux avait pourtant accepté, auparavant, la proposition de l'administrateur

provisoire américain de procéder, d'ici au 31 mai, à une élection à deux niveaux, les assemblées élues dans chacun des 18 départements désignant un nombre de députés proportionnel à l'importance de leur population au sein de l'assemblée nationale transitoire qui doit diriger le pays pendant deux ans.

**Etat fédéral.** Les chiïtes, qui affirment représenter 60 % de la population, sont les seuls à défendre cette position. Les sunnites, favorisés par Saddam Hussein, sont en majorité hostiles à la présence américaine. Mais la résistance armée n'a pas de représentation politique et les partis sunnites sont faibles. C'est donc au comité des oulémas musulmans, la plus importante des institutions de l'islam sunnite en Irak, qu'il est revenu, la semaine dernière, de formuler l'opposition de la communauté sunnite à l'égard d'élections générales qui ne sauraient pas être «hon-

nêtes sous l'occupation». «Le contrôle total exercé par les forces de l'occupation et les moyens dont elles disposent lui donnent la possibilité d'orienter les élections dans un sens favorable à leurs intérêts», a expliqué le comité. Les Kurdes, eux, qui ont acquis une autonomie de fait après la guerre du Golfe, ne sont au contraire pas pressés de voir partir les GI qu'ils considèrent comme un élément de leur sécurité. L'essentiel pour eux est de voir cette autonomie consolidée par une constitution instituant un Etat fédéral sur une base ethnique et géographique et non pas de voir se précipiter des élections qui feraient jouer la loi du nombre et risqueraient d'amener au pouvoir les adversaires de la fédéralisation de l'Irak. Ils insistent sur les obstacles à la tenue rapide d'un scrutin, comme l'absence de recensement ou la question du retour des réfugiés, et demandent un contrôle interna-

tional du processus électoral. Les obstacles sont minimisés par les chiïtes. «S'il n'existe pas de listes électorales, nous pouvons utiliser le registre des cartes de rationnement établies par Saddam pendant l'embargo», explique Kalib al-Mousaiwie, le rédacteur en chef de *El Adala*, l'hebdomadaire du CSRI. Les difficultés sont, en revanche, soulignées par les

autres communautés, y compris les partis laïcs comme le Parti communiste. «Ces cartes de rationnement ne sont pas fiables», souligne Subhie al-Jaumaily, membre du Comité central du PC irakien. Elles sont familiales et non pas individuelles, et incluent des personnes mortes restées inscrites pour augmenter la ration familiale. De plus, Saddam Hussein en a distribué de grandes quantités à ses collaborateurs. Et les Kurdes n'en ont pas, pas plus que les exilés de retour en Irak.» Les problèmes ne se limitent pas à cette seule question technique. «Ilya l'insécurité, le fait que les partis et leurs programmes ne sont pas connus du public, l'absence de code électoral et de loi sur les partis, et l'absence de recensement de la population alors que trois millions d'Irakiens sont en exil et qu'un million a été déchu de sa nationalité par le régime», fait valoir le dirigeant du PC pour qui l'essentiel est de ne pas retarder le calendrier de transfert du pouvoir aux mains des Irakiens élaboré le 15 novembre.

**Etat islamique.** Les chiïtes, qui ont opté pour la neutralité face à la coalition, veulent aujourd'hui la part du pouvoir qu'ils estiment leur revenir de droit. «Je pense que si Sistani insiste tant sur le processus électoral, c'est pour empêcher les fraudes que pourrait commettre les Américains pour pousser au pouvoir leurs partisans», dit le rédacteur en chef d'*El Adala*. Le moment est, selon lui, favorable, les Américains étant prêts à «lâcher du lest pour se désengager du borbier irakien». En cette année électorale, alors que les GI sont harcelés sur le terrain, le transfert du pouvoir aux Irakiens est effectivement devenu l'une des priorités de Bush. Il reste à savoir si cela ira jusqu'à accepter l'instauration d'un Etat islamique, le vœu du clergé chiïte, dans un pays multiethnique et multiconfessionnel auquel Washington avait promis la démocratie, et son corollaire, un Etat de droit. ◀

## Nouvel attentat meurtrier à Bagdad

Au moins trois personnes, dont un agent de sécurité sud-africain, ont été tuées hier dans un attentat-suicide perpétré à l'aide d'une camionnette maquillée en ambulance contre un hôtel de Bagdad où réside un ministre irakien. Selon un porte-parole de l'armée américaine, le véhicule, bourré de 250 à 300 kilos d'explosifs et frappé du sigle du Croissant-Rouge, a éventré la façade de l'hôtel Shahine. L'établissement est situé au centre de la capitale et est fréquenté par des hommes d'affaires étrangers et des gardes du corps de la compagnie sud-africaine Erynis qui protègent, à la demande de la coalition, les installations pétrolières dans le nord du pays ou les cadres expatriés des entreprises qui travaillent à leur remise en état. Sami Azara al-Majoun, ministre du Travail du gouvernement provisoire, est sorti indemne de l'attaque.

D'après AFP

HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC

# Iraqi council demands list of alleged bribes

## Leaders eager to examine newspaper claims that Saddam gave oil contracts to sympathetic foreigners

Rory McCarthy in Baghdad, Jon Henley in Paris and Owen Bowcott

Iraq's governing council has ordered officials to produce documents published in a newspaper which allege Saddam Hussein bribed more than 260 prominent foreigners with oil contracts.

The US-appointed governing council will meet next week to examine the papers and determine whether they warrant a formal investigation.

This week al-Mada, a newspaper established in Baghdad after the war, published a list of more than 260 officials, politicians, journalists and organisations from 50 countries in the west and the Arab world who, it said, had received oil from Saddam in return for supporting his regime.

The roll call of those who allegedly benefited from the largesse of the ousted Ba'ath regime includes prime ministers, presidents' sons, churches and businessmen.

Some are in neighbouring

Middle Eastern states, others live in Egypt, Syria, Lebanon, Indonesia and Russia. The Russian orthodox church and the Russian Communist party have been named as beneficiaries, as have companies in Switzerland and Italy. The PLO is also alleged to have been a recipient.

Al-Mada said the documents – which relate only to the year 1999 – were recovered from Iraq's state oil marketing organisation, a government-run department responsible for selling oil.

Mahmoud Othman, a Kurdish member of the governing council, said he believed there were more lists of names still to come out.

"They seem to be documents taken out of official files," he said.

"We are still studying the list. We haven't yet reached a formal decision on them. We are still investigating."

Dr Othman said the governing council had asked to see the documents, which it will review and discuss at a meeting next week.

"Also there are authorities in

other countries who will be concerned," he said.

Jordan and Bulgaria have said they will investigate their citizens who appear on the list. The Bulgarian president, Georgi Parvanov, has reportedly launched an inquiry into claims that the Socialist party received money from Iraq, but described the allegation as "ill-advised black humour".

There are 14 Jordanian citizens and companies on the list.

Forty-six individuals and companies from Russia are named, as are 14 from Lebanon, 14 from Syria and 11 from France.

"We knew of course that Saddam was spending a lot of money bribing people," Dr Othman said. "We didn't know exactly what was going on. Now it looks as if oil was used for bribes."

Officials in Iraq's oil ministry have said they are collecting information about the documents. A priority will be to establish their authenticity.

"We are now gathering information on these documents and will sue those who

stole the money of the Iraqi people," said Abdul-Sahib Salman Qutub, an oil ministry official.

"The interest of the Iraqi people is above all. These documents show that the former regime spent lavishly Iraq's wealth.

Yesterday a UN spokeswoman defended the work of the UN oil for food programme, run by Benon Sevan, under which Saddam was allowed to sell a limited quantity of oil to buy food and medicine.

"We have seen the reports of these unconfirmed allegations," said Marie Okabe, the spokeswoman. "The oil for food programme has been satisfactorily audited many times, both internally and externally."

Gilles Munier of a Franco-Iraqi association that promotes French businesses in Iraq admitted to the French newspaper *Le Monde* this week that his organisation had received gifts of oil but said they were perfectly legal payments under the oil for food programme.

"This is how it worked," he said. "Every company, oil or otherwise, that did business in Iraq thanks to an introduction from an individual or an organisation paid that intermediary a commission on the profit margin he made on the transaction."

"This was not illegal and it did not deprive the Iraqi people of their dues."

India's Congress party dismissed the allegation that the party or its members had taken oil vouchers from Saddam. The report "is not to be taken seriously. It is not factually correct," said Anand Sharma, a party spokesman.

[guardian.co.uk/iraq](http://guardian.co.uk/iraq)

## Middle East

### Iran polls decision due

Iran's crisis enters a pivotal stage today with the hardline Guardian Council due to decide whether thousands of reformist candidates will be allowed to stand in elections next month.

Reformist MPs have warned that Iran could plunge into "religious dictatorship" if the unelected members of the powerful

Guardian Council refuse to retract a ban on more than 3,000 candidates.

The MPs said they were bracing themselves for a negative result in which many moderates would be barred from standing.

"I think they will not change their decision. They will not open up the gates," said one of the protesting MPs, Rajabali Mazrouie.

The reformists have campaigned for greater democratic freedom and accuse their rivals of trying to rig the elections to ensure a conservative majority. Out of some 3,600 disqualified candi-

dates, the council had reinstated 861 on appeal and said a final figure would be announced later today.

Some 80 sitting MPs had been banned. It was unclear how many would be allowed to appear on the ballot.

Some reformists were urging resignation en masse from the parliament and a boycott of the election.

The government warned that the reformist cabinet might defy the council by refusing to administer the election or placing disqualified names on the ballot. If the council refuses to back down, "there would no choice but to

boycott the election," said MP Fatemeh Haqiqatjou. *Dan De Luce, Tehran*

**IRAK** La fortune de l'ancien dirigeant se montait à plus de 6 milliards de dollars, dont une partie a servi à « arroser » des amis du régime

# Les filières de l'argent de Saddam

Le journal bagdadi *al-Mada* a publié dimanche une liste des contrats pétroliers passés par la Somo (organisation étatique de commercialisation du pétrole) en 1998, qui inclut les noms d'environ deux cents personnalités internationales. Parmi celles-ci figurent au moins deux premiers ministres et deux ministres des Affaires étrangères, ainsi que des politiques de haut rang, des journalistes, des fils de ministres et de chefs d'Etat. Quatre noms de Français ont été cités par le journal irakien : Charles Pasqua ; l'homme d'affaires Patrick Maugein ; Michel Grimard, président de l'Association d'amitié franco arabe, et l'ancien diplomate Bernard Mérimée. « Je n'ai naturellement rien reçu de M. Saddam Hussein, ni pétrole ni quoi que ce soit », a déclaré Charles Pasqua. Présent également sur la liste, Patrick Maugein, dirigeant de Soco International, a également démenti.

Treize personnes, dont six soldats de la coalition et deux employés irakiens de CNN, ont été tuées hier en Irak, alors que le secrétaire général de l'ONU se disait prêt à envoyer une mission pour étudier la possibilité de tenir des élections dans ce pays, sous réserve que sa sécurité soit garantie.

Bagdad :  
Georges Malbrunot

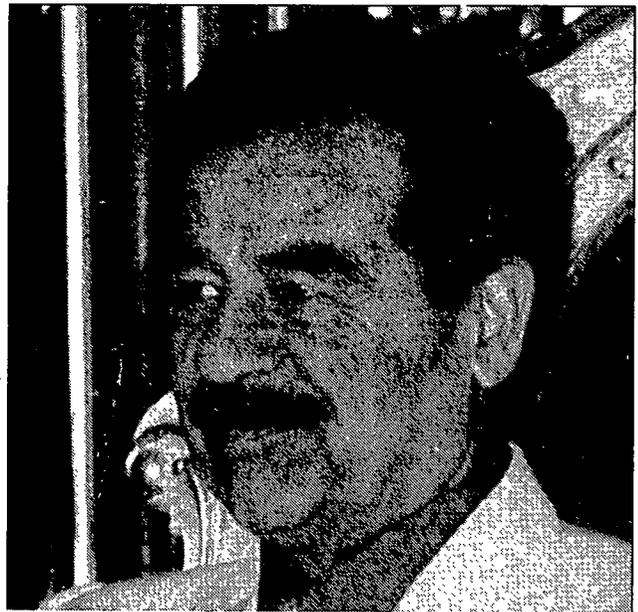
Quelques jours avant la guerre, Saddam Hussein ordonna à son ministre des Finances, Hilmat al-Azzawi, et à des responsables du Baas, le parti alors au pouvoir, le transfert de 1 milliard de dollars et d'une quantité indéterminée d'or des coffres de la banque centrale dans les environs de Bagdad, selon plusieurs banquiers irakiens. Un trésor de guerre qui devait permettre au dictateur de survivre et de financer la guérilla antiaméricaine. Mais, à la veille du conflit, le 19 mars, lorsque Qusay, son fils cadet, accompagné d'Abed Hmoud, son secrétaire particulier, pénétrèrent dans la salle des coffres de la banque pour vérifier que l'opération peut être exécutée, les deux hommes sont confrontés à un problème logistique.

Dans un arabe pauvre, Qusay écrit alors une lettre sur une page de cahier, qu'il adresse à son père. Il lui demande d'approuver l'initiative qu'il compte prendre pour régler ce problème de dernière minute. *Le Figaro* publie cette missive, confiée par Qusay à Ali Hussein Rachid, son aide de camp, réfugié aujourd'hui en Jordanie. La plus grande partie du milliard de dollars a été retrouvée par des sol-

datos américains en Irak, mais qu'en est-il du reste de la fortune de Saddam, qui lui permettait d'arroser beaucoup d'« amis » à l'étranger ? L'autorité provisoire de la coalition tente de récupérer cet argent caché. Une vaste toile d'araignée planétaire est tissée afin de détecter les fonds du dictateur.

« Maintenant que Saddam est sous les verrous, les langues vont se délier », note un expert économique, plutôt optimiste sur les chances de localiser le pactole. Son demi-frère, Barzan, qui fut son banquier occulte en Suisse, et qui est emprisonné à Bagdad, pourrait parler. Selon le magazine américain *Forbes*, la fortune de Saddam se monterait à 6 milliards de dollars. Elle serait en fait beaucoup plus élevée. Elle provient pour l'essentiel du pétrole et des commissions réclamées aux sociétés étrangères.

Lorsqu'il décide la nationalisation du pétrole en 1972, Saddam, vice-président, pense à l'avenir : désormais 5 % des revenus de l'or noir seront déposés sur des comptes à l'étranger qu'il supervisera. « *Le Baas aura ainsi de quoi gouverner le pays pendant trois cents ans et, en cas de coup d'Etat, le parti doit avoir beaucoup d'argent à l'étranger* », selon les propos de Saddam, rapportés par Jewad Hashem, ministre du Plan au début des années 70, dans sa récente biographie.



La fortune de Saddam provient du pétrole et des commissions réclamées aux sociétés étrangères. (Photo Jassim Mohammed/AP.)

A partir des années 98-99, convaincues que l'embargo ne serait jamais levé en raison du veto américain, les autorités irakiennes mettent sur pied une stratégie alternative de contournement des sanctions, fondée en grande partie sur le trafic de pétrole. C'est là que des intermédiaires étrangers vont eux aussi se graisser la patte au passage.

Bon an, mal an, Saddam se met 2 ou 3 milliards de dollars dans la poche, même s'il en reverse une partie aux affidés, au parti ou aux administrations du pays. Une partie de ces flux financiers liés à la contrebande transite par la Jordanie, avant d'être redistribuée vers l'étranger, dans des sociétés offshore, notamment dans les îles Anglo-Normandes. Un banquier jordanien se souvient : « A la fin des années 90, j'ai reçu des Irakiens qui transportaient des valises remplies de billets. Il y en avait parfois pour 2 ou 3 millions de dollars en liquide. Je leur ai ouvert des comptes sans problème

et sans poser de questions sur l'origine des fonds. » A partir de l'été 2002, alors que Washington accentue la menace d'une guerre, à Amman, la banque centrale renforce son contrôle sur les établissements dans lesquels transite de l'argent irakien.

Des sociétés comme El Imman Investment Group, de Cheikh Satam al-Gaoud, qui servent

*De jolies fortunes se sont ainsi faites, en contrepartie d'un lobbying proirakien*

d'écrans pour les emplettes de Saddam sont elles aussi dans le collimateur. « Fin 2002, les autorités irakiennes m'ont demandé de transférer mes avoirs vers le Liban », nous déclare Abou Mohamed, un homme d'affaires irakien à Amman. D'autres prendront le chemin de Damas en Syrie, où près de 3 milliards de dollars auraient été déposés

dans des banques. Un argent que les Américains veulent récupérer. Avec le Liban, le différend a été réglé : 500 millions de dollars irakiens vont revenir bientôt à Bagdad. Fin 2002, également, des transferts de fonds en provenance de Suisse ont été détectés. Trois des enfants de Barzan, qui y résident toujours, ont approché récemment les autorités helvétiques. Ils voudraient avoir de nouveau accès à leurs comptes, gelés par la Suisse depuis la guerre.

Le déblocage de l'argent déposé à l'étranger est d'ailleurs l'un des problèmes de la guérilla antiméricaine qui manque de liquidités. Saddam disposait d'un volant d'hommes d'affaires irakiens exilés, en Europe notamment, qui faisait prospérer sa fortune. Mais pas seulement irakiens : le *Sunday Times* accusait récemment un gérant de sociétés offshore au Liechtenstein, résidant à Lugano, en Suisse, d'avoir fait fructifier pendant plus de dix ans d'importantes sommes d'argent détournées par le rais.

Pour diriger l'Irak, Saddam se

devait d'avoir du cash. Pendant les années d'embargo, les autorités demandaient aux sociétés étrangères de fournir du liquide en plus des denrées prévues dans le cadre de l'accord « Pétrole contre nourriture ». Cette part en liquide pouvait atteindre 10% de la valeur du contrat ; elle était versée sur des comptes jordaniens ou libanais enregistrés au nom du gouvernement irakien. Saddam était un vrai père

Noël, se souvient son traducteur, Saman Abdul Majid. Dans les années 70-80, des valises

remplies de dollars ont circulé à destination de bénéficiaires au Proche-Orient, en Afrique et en Europe.

En 1987, lors de sa première visite à Bagdad, le président tchadien de l'époque, Hissène Habré, s'est ainsi vu remettre 1 million de dollars dans une Samsonite. Hassan Gouled, ancien président de Djibouti, et

Kenneth Kaunda, ancien président de la Zambie, eux aussi ont bénéficié des largesses de Saddam.

Fin février, un mois avant la guerre, Kenneth Kaunda est venu quémander une dernière fois auprès de Saddam. « *Ma situation financière s'est dégradée. J'ai encore besoin d'argent* », dit-il, selon Abdul Majid qui assistait à la scène. Saddam se retourna vers son secrétaire particulier : « *Combien lui a-t-on donné la dernière fois qu'il est venu (en novembre 2002) ?* » « *200 000 dollars, monsieur le Président*, répond Abed Hmoud. - *Qu'on lui en donne 100 000 cette fois* », tranche Saddam.

Au cours des années 90, le système s'est « sophistiqué » : il reposait dernièrement sur des coupons de pétrole à vendre sur le marché international. Certains proches de Saddam, comme Tarek Aziz ou Taha Yacine Ramadan, avaient reçu le droit de céder à prix préférentiels des cargaisons de pétrole pouvant atteindre plusieurs centaines de

milliers de barils à des étrangers « amis » de l'Irak. L'heureux bénéficiaire achetait son lot de pétrole brut à 13 dollars, par exemple, et le revendait 28 sur le marché international.

De jolies fortunes se sont ainsi faites, en contrepartie d'un lobbying proirakien. Le journal *al-Mada* a publié dimanche la liste des contrats pétroliers passés en 1998 par la Somo (l'organisation de commercialisation du pétrole). Parmi les 200 noms de personnalités citées figurent au moins deux premiers ministres et deux ministres des Affaires étrangères, ainsi que des politiciens de haut rang, des journalistes, des fils de ministres et de chefs d'Etat. Encore ne s'agit-il que de la partie émergée de l'iceberg. Onze Français sont mis en cause, dont Charles Pasqua, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a démenti avoir reçu « *quoi que ce soit* » de Saddam. Pour la première fois, des noms apparaissent. Sans doute le début d'une vaste opération vérité autour de l'argent de Saddam et de ses heureux bénéficiaires.

## TURQUIE - ÉTATS-UNIS

# Ankara redevient un « important allié » de Washington

Thierry Oberlé

Recep Tayyip Erdogan semble avoir réussi son offensive diplomatique destinée à convaincre les États-Unis de sa sincérité dans la quête d'un règlement de la question chypriote. En revanche, il n'est pas parvenu à inciter Washington à jouer un rôle de médiateur dans les nouvelles négociations sur Chypre dont la conduite est sous la responsabilité des Nations unies. Selon le premier ministre turc, le président américain aurait toutefois chargé Colin Powell « *de trouver une personnalité neutre ayant un poids politique* ». « *La Turquie et la République turque de Chypre font tout ce qui leur incombe pour une solution, d'ici au 1<sup>er</sup> mai, date de l'intégration de la République de Chypre (sud, chypriotes grecs) à l'Union européenne* », a expliqué Recep

Tayyip Erdogan. Et d'ajouter : « *Nous allons toujours être un cran en avant des Chypriotes grecs.* »

Ankara souhaite, « *pour gagner du temps* », que les parties chypriotes s'entendent sur un document restreint de l'ONU, traçant les grandes lignes d'un accord de réunification, plutôt que de négocier sur le plan très détaillé de secrétaire général. L'absence de signature d'un compromis dans les délais réduirait les chances de la Turquie dans les discussions sur les conditions d'entrée dans l'Union prévues en décembre.

George W. Bush s'est félicité du virage d'Ankara en faveur de la réunification accélérée de l'île. Il a également donné des assu-

rances au premier ministre turc sur la volonté des États-Unis de maintenir l'unité territoriale de l'Irak. « *Je lui ai assuré que les ambitions des États-Unis étaient celles d'un Irak pacifique, démocratique et territorialement intact* », a déclaré

George W. Bush à l'issue de la rencontre à la Maison-Blanche.

Hanté par la crainte d'une contagion séparatiste si les Kurdes d'Irak obtiennent une forte autonomie, Ankara a obtenu quelques gages. Washington a confirmé le maintien sur la liste des organisations terroristes des mouvements issus du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), tels le Kongra-GEL. Il scelle ainsi le sort des milliers de combattants séparatistes réfugiés depuis l'instauration d'une trêve en Turquie dans les montagnes irakiennes près de la frontière iranienne. En écho, l'administrateur américain en Irak Paul Bremer s'est engagé mercredi à mettre fin à l'utilisation de l'Irak par le PKK comme « *sanctuaire du terrorisme* ».

La tournée américaine de Recep Tayyip Erdogan, qui dirige un parti aux origines islamistes, aura permis de sceller un processus de réconciliation entre les deux pays. Alliés au sein de l'Otan, Ankara et Washington s'étaient brouillés après le refus de la Turquie, en mars 2003, de laisser les forces américaines passer par son territoire pour pénétrer en Irak. « *La Turquie est un pays ami et un important allié* », a souligné George W. Bush qui doit participer au sommet de l'Otan prévu fin juin à Istanbul.

(avec AFP)

PARLEMENT EUROPEEN

## LE POINT DE LA SESSION

28-29 janvier 2004

Bruxelles

EUROPA-PARLAMENTET  
EUROPAISCHES PARLAMENT  
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ  
EUROPEAN PARLIAMENT  
PARLAMENTO EUROPEO  
PARLEMENT EUROPEEN  
PARLAMENTO EUROPEO  
EUROPEES PARLEMENT  
PARLAMENTO EUROPEU  
EUROOPAN PARLAMENTTI  
UROPA PARLAMENTET

### RELATIONS EXTERIEURES

## Remise du Prix Sakharov à M. Kofi ANNAN

Débat : 29.01.2004

Pour M. COX, c'est un grand plaisir de souhaiter la bienvenue, au nom du Parlement européen, au Secrétaire Général des Nations unies, M. Kofi ANNAN ainsi qu'aux anciens lauréats du Prix Sakharov présents, M. Gusmao, Président du Timor Oriental, M. Rugova, Président du Kosovo, M. Wei Jingsheng, Mme Ghezzali, M. Kamwenho et le représentant de Basta Ya.

Le Président COX évoque également les lauréats absents qui poursuivent la lutte dans leur pays. Il cite Mme Aug San Suu Ki, Mme Leyla Zana qui envoie message de solidarité au PE depuis la Turquie, de même qu'Osawaldo Payas depuis Cuba.

La remise de ce Prix Sakharov est un moment important pour le Parlement européen. C'est un moment solennel et chargé de symboles. Le Parlement et les Nations unies peuvent célébrer ce jour les valeurs qu'ils partagent et défendent en commun.

Le Parlement européen croit aux valeurs de l'Organisation des Nations unies, de sa Charte et au multilatéralisme. Il est bien décidé à apporter une contribution positive pour faire face aux défis du XXIème siècle, défis que seul le multilatéralisme peut relever. Certes, il faut lutter contre le terrorisme mais aussi contre la pauvreté. Le Parlement se prononce clairement contre la prolifération des armes. Assurer la sécurité des citoyens est une grande responsabilité des dirigeants politiques, mais l'Europe ne doit pas être une forteresse.

L'Union européenne et ses Etats membres sont très fiers d'être, ensemble, le principal donateur en terme d'aide au développement et d'aide humanitaire, même si plus devrait être fait. Le PE est fier de son engagement envers

une politique de développement durable et défend le processus de Kyoto.

Le Parlement européen croit en l'Etat de droit et fut un pionnier dans la défense de la Cour pénale internationale. M. COX préférerait que cette nouvelle Cour prenne le pas sur Guantanamo. L'engagement du Parlement est que l'Europe sera un partenaire régional fiable pour les Nations unies.

La réunion de ce jour ne vise pas seulement à défendre des valeurs symboliques mais elle a une raison solennelle. Le 19 août dernier, 23 collaborateurs des Nations unies sont morts dans un attentat terroriste à Bagdad. L'épouse et le fils de Sergio Vieira de Mello sont présents dans l'hémicycle ainsi que les parents d'autres victimes et quelques survivants de l'attentat. Le Parlement tient à leur rendre un hommage chaleureux.

Kofi ANNAN lutte pour défendre la liberté. Pour cette raison, le Parlement européen lui remet le Prix Sakharov.

M. Kofi ANNAN répond à M. COX (résumé de son allocution)

"Je suis profondément touché de l'hommage que vous avez rendu à mon ami et collègue Sergio Vieira de Mello et aux nombreux autres agents des Nations unies qui ont péri alors qu'ils œuvraient pour la paix dans le monde. Je suis fier de recevoir le prix Andreï Sakharov en leur mémoire.

Comme nombre de personnes qui ont survécu à l'explosion, les Nations unies elles-mêmes portent de profondes blessures, mais notre détermination est plus forte que jamais et nous apprécions à sa juste valeur la solidarité d'amis tels que vous.

Au cours de sa longue histoire, l'Europe a eu plus que son lot de guerres, de régimes tyranniques et de terribles souffrances, mais les Européens ont su forger à la place un avenir d'espoir. Vous avez poursuivi votre marche sur le chemin de la paix en choisissant le multilatéralisme. C'est ainsi que l'Union européenne est aujourd'hui un phare de la tolérance, des droits de l'homme et de la coopération internationale.

À compter du 1<sup>er</sup> mai prochain, la lumière que ce phare répand sera encore plus éclatante. Quand vous compterez 25 membres, vous aurez franchi une ligne de partage entre l'Est et l'Ouest qui semblait auparavant insurmontable. L'élargissement est le premier facteur de paix sur le continent européen.

Des gens émigrent aujourd'hui pour des raisons identiques à celles qui ont incité des dizaines de millions d'Européens à quitter autrefois vos rivages. Ils fuient la guerre ou l'oppression, ou bien partent à la recherche d'une vie meilleure sur une terre nouvelle.

Ceux qui sont contraints d'abandonner leur foyer - les réfugiés qui fuient pour trouver la sécurité - relèvent de notre responsabilité collective sur le plan juridique et sur le plan moral. Nous disposons d'un cadre légal qui fonde cette protection, la Convention de 1951 relative aux réfugiés.

Cependant, lorsque des réfugiés sont empêchés de demander l'asile parce qu'il ne leur est pas permis de se présenter aux frontières, ou sont détenus durant une période excessive et dans des conditions peu satisfaisantes, ou se voient refuser l'entrée sur le territoire en raison d'interprétations restrictives de la Convention, le régime de l'asile est annihilé, de même qu'est rompue la promesse contenue dans la Convention. Votre système d'asile doit disposer des ressources nécessaires pour instruire les demandes avec équité, rapidité et dans la transparence, en sorte que les réfugiés soient protégés et que des solutions soient trouvées pour eux. Il importe que les Etats européens en viennent à un système fondé sur l'instruction commune des dossiers et le partage des responsabilités.

Tous les Etats ont le droit souverain de décider quels migrants volontaires ils sont prêts à admettre et dans quelles conditions, mais nous ne pouvons pas tout simplement fermer nos portes ou fermer les yeux sur cette tragédie.

La situation est d'autant plus tragique que de nombreux Etats qui ferment leurs portes ont, en fait, besoin d'immigrants.

Les taux de natalité et les taux de mortalité que vous connaissez en Europe ont chuté d'une manière spectaculaire. Votre population diminue et vieillit. Sans immigration, l'Union européenne bientôt constituée de 25 Etats, qui comptait 452 millions d'habitants en l'an 2000, en aura moins de 400 millions en 2050. Certains pays, comme l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne ou la Grèce, verront leur population se réduire de près d'un quart. Un Italien sur trois sera âgé de plus de 65 ans, soit une proportion deux fois plus élevée qu'aujourd'hui.

Si cela devait arriver, des emplois resteraient vacants et des services ne seraient plus offerts. Vos économies entreraient en récession et vos sociétés connaîtraient sans doute la stagnation. Nombreux sont les autres pays – du Japon à la Fédération de Russie et à la Corée du Sud – à être confrontés au même problème.

La lutte contre l'immigration clandestine doit faire partie d'un programme beaucoup plus vaste, qui se doit de tirer parti de l'immigration au lieu de vouloir en vain l'arrêter. Or, parfois, l'essentiel est relégué au second plan par les débats enflammés sur la suppression de l'immigration clandestine, comme si c'était cela l'objectif premier de la politique migratoire. Les gens ne voient plus que les images de l'arrivée massive de personnes indésirables et de menaces pour leur société et leur identité, alors que de leur côté, les immigrants sont parfois stigmatisés, injuriés, voire déshumanisés.

Or, seule la coopération – bilatérale, régionale et mondiale – permettra de mettre en place, entre les pays d'émigration et les pays d'accueil, les partenariats qui seront bénéfiques aux deux parties, mais aussi d'envisager des voies nouvelles pour faire de l'immigration un moteur du développement, lutter efficacement contre les trafiquants et définir des normes communes pour l'accueil des immigrants et la gestion de l'immigration.

On ne saurait minimiser les difficultés que l'immigration engendre. Mais félicitons-nous de l'énorme apport des immigrants aux sciences, au monde universitaire, au sport, aux arts ou à la politique, dont certains députés européens parmi vous. Et n'oublions

pas que, sans immigrants, de nombreux services de santé manqueraient de personnel, de nombreux parents ne trouveraient pas l'aide à domicile qui leur permet de poursuivre leur carrière, de nombreux emplois de services ou générateurs de revenus resteraient vacants, sans compter le vieillissement et la récession auxquels de nombreuses sociétés seraient en proie.

Les immigrants sont une partie de la solution et non une partie du problème. Ils ne doivent pas devenir les boucs émissaires des divers maux de notre société.

L'hymne européen, l'Ode à la joie de Beethoven, évoque le jour où tous les hommes seront frères. Si Sergio Vieira de Mello était parmi nous, tout comme Andreï Sakharov, ils vous diraient ce que je vous dis ici : les gens qui franchissent les frontières aujourd'hui, en quête d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leur famille, sont nos frères et nos sœurs. Considérons-les comme tels.

Dans cet esprit, faisons en sorte que, dans toutes nos actions communes, l'Union européenne et les Nations unies soient les phares de l'espoir en un avenir meilleur pour toute l'humanité".

---

## Talabani : l'ancien numéro 2 irakien pas responsable des attentats en Irak



SOULEYMANIYAH (Irak), 28 jan (AFP) - 21h39 - Le dirigeant kurde Jalal Talabani a déclaré que l'ancien numéro deux du régime de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim Al-Douri, n'avait rien à voir avec les attaques menées en Irak.

"C'est un pauvre homme et je ne pense pas qu'il est impliqué dans les actes terroristes" perpétrés en Irak, a dit M. Talabani à des journalistes à Souleymaniyah (330 km au nord de Bagdad).

Selon lui, les attentats sont "l'oeuvre d'Al-Qaïda, d'Ansar Al-Islam et d'autres combattants venus de l'étranger".

Ansar Al-Islam (les partisans de l'islam) contrôlait une petite enclave dans le nord-est kurde de l'Irak avant d'être écrasé par les forces américaines fin mars 2003. Il comptait alors environ 700 à 900 membres et aurait entretenu des liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda, dirigé par Oussama ben Laden.

M. Talabani a ajouté que le mouvement qu'il dirige, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), déferait les combattants d'Al-Qaïda et d'Ansar Al-Islam "s'ils viennent ici", faisant référence aux régions kurdes du nord de l'Irak.

Les forces de la coalition occupant l'Irak ont offert une prime de 10 millions de dollars à toute personne pouvant leur fournir des informations qui mèneraient à la capture de l'ancien numéro deux, soupçonné de commanditer des attentats dans le pays.

L'ancien vice-président du Conseil de commandement de la révolution est le plus important des responsables de l'ancien régime à ne pas avoir encore été capturés par la coalition.

## Erdogan contre un retrait américain précoce et une dislocation de l'Irak



WASHINGTON, 29 jan (AFP) - 20h52 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a mis en garde jeudi à Washington contre un retrait anticipé des forces américano-britannique de l'Irak et une dislocation de ce pays qui pourrait, selon lui, déstabiliser la région.

"Il y a un marais à assécher. Il serait erroné de quitter ce pays sans que cela soit fait", a dit le chef du gouvernement turc au cours d'une conférence de presse dans un club de réflexion de Washington, proche de l'administration républicaine.

"Si un retrait intervient avant que les objectifs ne soient atteints, les pas faits jusqu'à présent (pour la stabilité de l'Irak) n'auront alors servi à rien", a estimé M. Erdogan en visite aux Etats-Unis, sa première depuis sa nomination en mars 2003.

M. Erdogan a par ailleurs réaffirmé l'opposition de son pays à la création d'une fédération basée sur une base ethnique dans le nord de l'Irak où sont concentrés les Kurdes, alliés des Etats-Unis.

"Une telle éventualité est d'une très faible probabilité, mais si cela arrive, tout le peuple irakien en subira les conséquences", a-t-il dit sans préciser lesquelles.

Le président américain George W. Bush a assuré mercredi à la Maison Blanche au cours d'un entretien avec M. Erdogan que l'intégrité territoriale de l'Irak serait préservée.

Ankara craint qu'une plus grande autonomie des Kurdes d'Irak n'encourage les Kurdes de Turquie à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts entre 1984 et 1999.

"Un incendie en Irak peut toujours nous menacer et se propager chez nous", a indiqué le chef du gouvernement turc.

Une trentaine de manifestants pro-kurdes ont manifesté pacifiquement devant le bâtiment où M. Erdogan s'exprimait, dénonçant la politique de la Turquie envers les Kurdes.

"Erdogan est le nouveau Saddam" ou "Turquie terroriste" proclamaient notamment des pancartes brandies par les manifestants surveillés par un service d'ordre.

# Bush reassures Turks about Kurds in Iraq

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey received a welcome assurance Wednesday as he met here with President George W. Bush in a mutual effort to patch up relations badly strained last year over the Iraq war.

Bush told Erdogan that the United States did not support expanded autonomy for Kurds in northern Iraq.

"The United States' ambition is for a peaceful country, a democratic Iraq that is territorially intact," he said after an Oval Office meeting. A related gesture was announced hours earlier and thousands of miles away, in Baghdad.

L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator in Iraq, said that the United States was committed to expelling from northern Iraq the Kurdish rebels who have fought Turkish forces for years. This answered a longtime Turkish demand. Bremer said coalition and Iraqi security forces would treat the Kurdish rebels of the Kurdistan Workers Party, or PKK, and renamed affiliate groups as terrorists, adding,

## His plan is to keep autonomy in check

"There is no place for terrorism or terrorist organizations in the new Iraq."

The State Department had expressed its determination in November not to allow the group to escape attention by changing its name.

In brief remarks through an interpreter, Erdogan told reporters after his meeting with Bush that he was "very happy" with the assurances from the U.S. president. "We share the same views regarding our strategic partnership in restructuring Iraq," he said.

Wider Kurdish autonomy, Ankara fears, could lead to uprisings among ethnic Kurds in Turkey and neighboring countries.

The Bush administration has said that it wants Iraq to be free, democratic and intact but also that the Iraqis themselves will have to make the ultimate decision after regaining sovereignty on July 1.

Erdogan's visit was designed partly to enlist Bush's help in moving beyond the strains of the last year, a year marked by "periods of uncharacteristic

unease," as the Turkish leader noted, perhaps with a touch of understatement, in an op-ed article Tuesday in The Wall Street Journal.

But while the administration was disappointed when the Turkish Parliament last year refused to permit U.S. forces to use their bases to launch an invasion of Iraq, much has changed since.

Turkey later granted port access to U.S. forces and is allowing use of an air base in the south as the United States begins an enormous rotation of its troops in Iraq in coming months.

The Kurdish issue will require some careful stepping by the administration. U.S. and British overflights helped protect the Kurdish region before Saddam Hussein's overthrow, and the administration has close relations with the Kurds. But it also has to balance their interests within Iraq with those of the majority Shiites, and also the Sunnis.

Above all, it wants to help Turkey remain strong and stable as it pursues the sort of democratic and economic

January 29, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

changes that it hopes will spread through other Muslim-dominated countries in the region.

Erdogan also sought continued U.S. support in its pursuit of European Union membership, a quest that has shaped much that Erdogan does.

Turks are hoping that EU leaders will set a date for the opening of accession talks when they meet in December. But

while polls show Turks very largely in support of membership, a large majority of Europeans oppose Turkish entry.

Turkey's prospects will be substantially affected by progress in its dispute with Greece over divided Cyprus.

Turkey would like U.S. mediation. The names of Secretary of State Colin Powell and James Baker, Bush's envoy on Iraq debt, have been floated.

Erdogan, having gained the support of the Turkish military on the matter, has asked Kofi Annan, the UN secretary general, to help revive talks on Cyprus.

Cyprus is set to join the EU on May 1. But if has not been reunited by then, EU membership will extend only to the Greek Cypriot part of the island.

International Herald Tribune

# 'We were almost all wrong,' inspector says

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** David Kay, the former chief U.S. weapons inspector for Iraq, told a keenly attentive Senate hearing Wednesday that "we were almost all wrong" in believing before the war that Saddam Hussein possessed banned weapons.

With questions over prewar lapses bitterly dividing defenders of the war and those who suggest that the Bush administration had used flawed and perhaps purposefully exaggerated intelligence to argue for it, Kay said that only an independent inquiry might resolve the matter.

His remarks, before the Senate Armed Services Committee, in some ways undercut allegations that the Bush administration had willfully manipulated available intelligence to clear the way for war.

Senator Edward Kennedy, Democrat of Massachusetts, told Kay that "the real question" was "whether there was a greater failure than a failure of intelligence," namely, a "manipulation of the intelligence to justify a decision to go to war."

Kay noted, however, that not only did most American intelligence analysts believe that Iraq still had biological and chemical weapons, and possibly a nuclear weapons program, but so did the French, Germans and others.

With corruption increasing in recent years among Iraqi scientists, he said, "in a world where we know others are seeking WMD" — so-called weapons of mass destruction — Iraq had become a far more dangerous country than even we anticipated."

He spoke just hours after a combative British prime minister, Tony Blair, forcefully rebutted opposition requests in the House of Commons for an inquiry into whether and how intelligence about Iraq was wrong.

Kay's findings have fed the pressure from Democrats for an independent inquiry of prewar shortcomings in intelligence, analysis and policy making.

Seeming to warn against an overinterpretation of Kay's findings, Senator John McCain of Arizona cautioned him, "You find yourself today in a very highly charged political environment"

though he was a scientist unfamiliar "with these kinds of passions around an election year."

But Kay said that an independent commission might be needed to fully explore the prewar errors.

"It's quite clear we need capabilities that we do not have with regard to intelligence," he said after a separate closed session with the Senate intelligence committee.

Speaking to the Senate committee, Kay said, that "my view," before the war, "was that the best evidence that I had seen was that Iraq indeed had weapons of mass destruction."

The U.S. intelligence analysts he had

**Senator John McCain  
told Kay, 'You find  
yourself today in a  
very highly charged  
political environment.'**

interviewed were not "pressured to reach conclusions that would fit the political agenda" of an administration, Kay said.

At the same time, Kay repeated the core assertion made in his recent interviews that has left the Bush administration struggling for a response: that months of searching had found very little in the way of the banned weapons the administration cited as a key justification for war, and that months' more looking was unlikely to change that.

Indeed, he said, it was likely that there would always be "an unresolvable ambiguity about what happened," in part because of the failure, after the initial push into Iraq, to secure weapons and research facilities and prevent widespread looting.

Kay insisted that his intent in discussing his work in Iraq was "not political and certainly not a witch hunt."

Instead he hoped to promote "a fundamental fault analysis" of where intelligence had gone wrong.

A reassessment and repair of intelligence approaches was needed of a kind to that which followed the Cuban missile crisis, when "it was unanimity in

the intelligence service" that "there were no Soviet warheads in Cuba."

The chief problem in Iraq, Kay said, appeared to be "limited data" and that it sometimes had been given too much credence.

In a nutshell, he suggested that U.S. intelligence agencies, beginning in the Carter administration, had grown too comfortably reliant on electronically gathered data, while de-emphasizing their use of human spies.

Kay was tugged and twisted from both sides to substantiate the views of war supporters, and of sharp critics of the intelligence and political decisions that led to war.

Senator John Warner, Republican of Virginia and chairman of the committee, repeatedly emphasized a point made regularly by administration spokesmen that the search for weapons in Iraq is not over.

"Patience is required," he said. "It is far too early to reach any final judgments or conclusions."

Warner, in his opening comments, stressed the Kay findings that he said pointed to "Saddam Hussein's intent to pursue WMD programs on a large scale," including "an active program to use the deadly chemical ricin as a weapon"; and evidence of missile programs.

He quoted Kay as having said on an American television network, NBC, that it was "absolutely prudent for the U.S. to go to war."

Warner added, "a real and growing threat has been eliminated."

When Warner asked Kay whether it was not still possible that the Iraq Survey Group, which still has some 1,400 military and civilian workers pursuing the weapons search might find banned weapons, Kay replied that it was "a theoretical possibility."

The senator pressed Kay to concede that even if he did not expect large weapons stockpiles to be found, small caches still might be unearthed, and they "could constitute an imminent threat." Replied Kay, "That's always possible."

But Warner added that if the group's ultimate findings do differ from prewar intelligence assessments, of the United States and other countries, "indeed that is cause for concern."

"But we are not there yet."

But Senator Carl Levin of Michigan, the senior Democrat on the committee, emphasized the other side of the picture: "that the intelligence community was wrong about there being stockpiles of weapons of mass destruction in Iraq before the war; and that "Iraq had not reconstituted its nuclear weapons program." This, he underscored, was "in sharp contrast to the statements made by the administration before going to war in Iraq."

Together, he said, Kay's conclusions raised "serious questions about the accuracy and objectivity of our intelligence, and about the administration's public statements before the war."

Levin, in lengthy remarks, sought to establish that the administration's latest descriptions of the ostensible Iraqi threat he singled out President George W. Bush's State of the Union reference to "weapons of mass destruction-program-related activities" represented a clear retreat from its prewar warnings.

He quoted Defense Secretary Donald Rumsfeld as saying on Sept. 19, 2002, that Saddam had "large clandestine stockpiles" of biological and chemical weapons; Bush as saying eight days later that Saddam was known to have "stockpiles of anthrax" and nerve gas; and Secretary of State Colin Powell as saying last Feb. 5 that there was "no doubt" that Saddam had biological weapons

and the means to disperse them.

The references were uniformly to actual weapons, not weapons programs, Levin said.

Levin complained that the Senate's Republican leadership had not permitted an inquiry that would go beyond how the prewar intelligence was used to consider as well how administration policy makers used it.

"If the only way to obtain that is to have an outside, independent, nonpartisan commission to conduct a comprehensive and objective review of the entire matter," he said, "so be it."

International Herald Tribune

The  
Economist

January 31st 2004

Turkey

# The importance of backing Erdogan

## The many reasons for supporting a pivotal Muslim country



IT WAS a symbolic moment: an avowedly Islamist leader of a Muslim country that had refused to join the coalition against Iraq, invited into the White House. Yet George Bush was right to extend this honour to Recep Tayyip Erdogan this week. Although the Turkish prime minister and his Justice and Development Party have Islamist roots, they are proving in office to be of the liberal variety that believes in free markets and secular democracy. If democracy is to be successfully fostered across the Muslim world, especially in Arab countries, it is vital to encourage this Turkish exemplar.

Encouragement means more than just White House receptions. Over Iraq, for example, although the idea of deploying Turkish troops has been dropped, the Americans should reassure the Turks that they will not support Kurdish separatism, which would risk stirring up Turkey's Kurdish minority. They should also be ready to let Turkish firms bid for reconstruction contracts. On the economy, the IMF and other creditors should offer the Turks, who have been taking most of the right economic medicine, more generous terms on loan repayments. But what Mr Erdogan wants most is a date for opening negotiations to join the European Union.

The EU is to decide on this in December. Plenty of voices are raised against. Turkey is too big (it will soon have more people than Germany), too Asian, too army-dominated, too abusive of human rights—above all, too Muslim. Yet none of these arguments stands up to scrutiny. Size cannot logically be a bar to membership. The bulk of Turkey is indeed in Asia, but a chunk is clearly in Europe and much of the country is west of Cyprus, which is joining soon. The army is strong—Turkey has long been a bulwark of NATO—but Mr Erdogan has stood up

to the generals, most recently over Cyprus. The country's human-rights record is improving: Kurds are better treated, torture in prison is rarer, the death penalty is suspended. In short, Mr Erdogan's Turkey is well on the path to fulfilling the democratic and other criteria needed to qualify for the EU.

Which leaves just two big issues. One is Islam. Some Europeans, especially in the Christian Democratic tradition, prefer the EU to be a Christian club. But that is an untenable position. For one thing, millions of Muslims already live in EU countries. Albania and Bosnia, clearly in Europe and so eligible for EU entry one day, are mainly or partly Muslim in heritage. Turkey has already been accepted as a potential candidate. To reverse that now would send a dreadful signal to pro-western and pro-democratic forces in other Muslim countries. It would be a geo-strategic error of historic proportions.

The other knotty problem is Cyprus. Turkey's occupation of the northern, Turkish-Cypriot part of the island means that, on May 1st, only the southern, Greek-Cypriot part will be admitted to the EU—unless negotiations to unite the two parts succeed before then. As it happens, Mr Erdogan promises much here too. He has pushed the recalcitrant president of northern Cyprus, Rauf Denktash, into accepting a coalition government that wants to reopen negotiations that at least take into account the UN plan for unification. By pitching his appeal for negotiations carefully, he has secured the assent of the army, which sees northern Cyprus as a strategic asset.

Sorting out Cyprus will not be easy: it has eluded outside peacemakers for 30 years. The chances of reaching a settlement before May 1st are slim. But the entry of Cyprus into the EU, along with Turkey's own aspirations to join, have created the best chance so far of reuniting the divided island. Mr Erdogan should be left in no doubt that he must deliver the Turkish side of Cyprus if he is to have his date for opening EU negotiations. But so long as he does, the EU must say yes. ■

Iraq's Kurds

The Economist

January 31st 2004

# Trying to get their own back

ARBIL AND KIRKUK

**As Iraq's Shia Muslims flex their muscles in the south, the Kurds in the north are following suit**

TO THE guards at the gates to Iraq's oldest oilfields, the bickering in Baghdad over the internal boundaries of a federal Iraq is irrelevant. What counts, they say, are facts on the ground. They have daubed "Kurdistan" on the security barricades and replaced Saddam Hussein's portrait in their guardhouse with that of Jalal Talabani, the Kurdish leader in their part of the region. One of five Kurds on Iraq's 25-strong American-appointed Governing Council, Mr Talabani describes Kirkuk, which lies to the south of what was the Kurds' pre-war safe haven, as "the Kurdish Jerusalem". For two decades, Mr Hussein systematically Arabised the area, bringing in Arabs and expelling Kurds, who had to move north. Now the reverse—Kurdisation, as Kurds like to call it—is in full swing.

To the dismay of neighbouring countries, the Kurdish *peshmerga* guerrillas who rolled down from their mountains into the oil-rich plains of Kirkuk in April last year, when the Americans were poised to take Baghdad, are not minded to budge. The city still looks wretched, but the lakes of oil beneath it could bankroll an otherwise impecunious Kurdish homeland for generations to come. The Kurdish flag flies over the town's former clubs and Baath Party offices. *Peshmergas* man checkpoints some 100km (62 miles) south of Kirkuk. People looking for good jobs say that waving a party card is, as before, almost a prerequisite—except that now the parties with patronage are Kurdish.

Adil Kazzaz, who runs the state-owned Northern Oil Company in Kirkuk, concedes that he has been pressed to put 600 Kurds on his 10,000-strong payroll but says he has yet to sack a single Arab. But beyond the manicured lawns of his headquarters, Arabs and Turkomen (a minority ethnically close to Turks) speak bleakly of Kurdish threats to denounce them to the Americans as Baathists. Some 50,000 have already fled south. Kurds displaced by Mr Hussein now squat in their homes.

## The new Jerusalem, for some

For Kurds like Mr Talabani, Kirkuk is their birthright and future capital. His followers are determined to restore their "natural majority" that Mr Hussein ended during the ethnic cleansing he conducted in the late 1980s known as the *Anfal* (Arabic for "the Spoils"). In the name of Arabisation, Mr Hussein, according to independent human-rights groups, killed 180,000-plus Kurds and expelled some 200,000, while resettling the area with loyal Arabs.

But righting wrongs is painful. On new

year's day, Kirkuk's Turkomen (who still control the Chamber of Commerce) and Arabs demonstrated against Kurdish demands for federalism. They taunted the Kurdish-led police with placards of Ayatollah Ali Sistani, hoping that his call for an early general election would lead to majority rule by Shia Muslims who would then seek to integrate the Kurds' safe haven back into Iraq proper and vote down Kurdish separatism. In the gun battle that ensued, five protesters were killed. In Kirkuk the insurgency, which elsewhere in Iraq has subsided since the capture of Mr Hussein, has increased. Almost every night, mortar shells thud into the American airbase. The pipeline to Turkey, which in 2001 carried some 1m barrels a day, is still being sabotaged and is exporting no oil at all.

The Americans are struggling to keep a lid on this bubbling violence. So far they have failed to find a formula for arranging a gradual return of families ousted from their homes under Mr Hussein. Tension between Arabs and Kurds, says an American army civil-affairs officer, is worse even than between Serbs and Albanians in Kosovo, his previous posting.

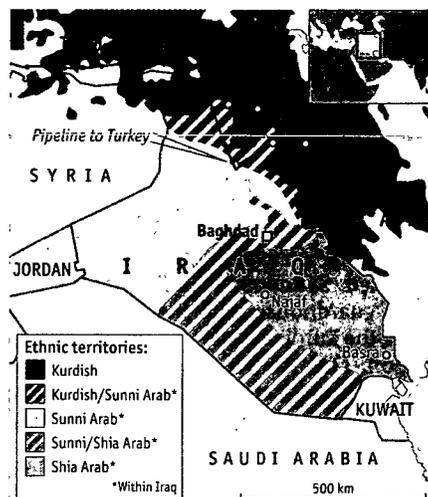
Down in Baghdad, Paul Bremer, Iraq's American proconsul, is in a bind. He favours a return to the status quo that prevailed before the American invasion. This would let the Kurds keep a wide measure of autonomy in the three provinces north of Kirkuk, but not Kirkuk itself, pending a new Iraqi constitution due to come into force next year. But that, at present, satis-

fies no one—and all sides blame the Americans. The Kurds suspect Mr Bremer of betraying their war-time alliance by seeking to reimpose rule from Baghdad. But Kirkuk's other ethnic groups say he is handing out spoils. Kirkuk now has a Kurdish governor and police chief, with 13 Kurds on the provincial council and ten Arabs.

Arabs and Turkomen do indeed see the prospect of Iraq-wide democracy as a means to restore majority rule over the Kurds, albeit with considerable devolution to Iraq's 18 governorates: "provincial federalism", they like to call it.

Mr Bremer has long known that persuading the Kurds to re-integrate into the rest of Iraq would be hard. Young Kurds, especially, have spent their adult lives in a de facto independent state, do not speak Arabic, and wonder why their leaders are messing around in chaotic Baghdad.

In the past week or so, Kurds have been calling for a referendum to decide on their region's future status. It is a decision, they say, for Kurds alone. "We don't want to



break away from Iraq but we don't want to give up our freedoms to suit wider political games," says a typical student in Arbil, stronghold of Massoud Barzani and his Kurdistan Democratic Party (KDP). Mr Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP first spurned the referendum movement, for fear it would upset the Americans. But, as the Americans wobbled, they have embraced it.

The Kurds' leaders still say that a federal Kurdistan would not mean breaking Iraq up. One of Mr Barzani's close aides invokes "geographical federalism"—in contrast to the provincial federalism mooted in Baghdad—that would include many minorities (including Turkomen, Assyrian Christians, Chaldeans and Yezidis) all with equal rights. Several of these minorities, they point out, have had ministers in Kurdistan's existing regional government. The aide conceded that defence, foreign policy and some taxes, which the Kurds have controlled under their present self-

rule, would have to be decided in Baghdad. Unlike some of Mr Talabani's followers, the Kurds would not, he insists, make a pre-emptive grab for Kirkuk and its oil. Nor would they declare outright independence. That there may be some 2m Kurds in Baghdad is further cause for restraint.

Yet, given the current power vacuum among the Arabs, the Kurds cannot resist the opportunity to take their chance to push their boundaries south to embrace more areas where Kurds live (or once lived, before Mr Hussein had his way).

There is an awkward breathing space between now and early next year; by then, a new constitution will have been drafted and argued over before endorsement by Iraqis in a referendum. Whether peace will hold in the meantime is uncertain. ■